

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME DE RETRAITES
DES
OUVRIERS MINEURS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Mars 1941, à 14 heures

PAR

PIERRE J. POUILLOT

Président : M. BAUDIN, Professeur

<i>Suffragants</i>	}	MM. DOLLÉANS LHOMME	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	------------------------	---	--------------------

IMPRIMERIE BRENNER & C^{ie}
PARIS

—
1941

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

LE
RÉGIME DE RETRAITES
DES
OUVRIERS MINEURS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Mars 1941, à 14 heures

PAR

PIERRE J. POUILLOT

Président : M. BAUDIN, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. DOLLÉANS	{	Professeurs
		LHOMME		

IMPRIMERIE BRENNER & C^{ie}
PARIS

—
1941



AVANT-PROPOS

La situation spéciale réservée en France aux travailleurs du sous-sol remonte extrêmement loin dans l'histoire des mines, et ce n'est pas l'un des caractères les moins attachants de cette dernière que la sollicitude toute particulière dont ont toujours fait preuve les pouvoirs publics à l'égard des ouvriers mineurs. Bien des dispositions prises en leur faveur, sans opposition sérieuse, n'ont pu être étendues par la suite aux autres salariés qu'au prix de très gros efforts; les régimes particuliers qui leur ont été accordés ont, d'une manière à peu près générale, fait figure d'expériences véritables, dont le reste de la classe ouvrière n'a été admise à recueillir les fruits que beaucoup plus tard et beaucoup plus prudemment.

Il est arrivé un moment, toutefois, où cette différence de régimes s'est atténuée: dès le début du siècle, et plus spécialement à partir de la guerre de 1914-1918, le bénéfice des avantages réservés jusqu'alors à peu près exclusivement aux ouvriers des mines a été progressivement étendu à ceux des autres industries. Le nivellement n'a cependant jamais été complet, et les premiers ont continué de jouir de privilèges, certes moins grands qu'auparavant, mais encore appréciables.

L'un des domaines où cette inégalité de traitements s'est le plus visiblement manifestée est précisément celui de l'assurance-vieillesse et invalidité. A la vérité, les mineurs semblent bien, à l'origine, s'être assez désintéressés de la question: la conquête des hauts salaires, de conditions de vie moins pénibles, ont pendant bien des années accaparé toute leur activité corporative.

C'est seulement vers la fin du siècle passé qu'apparaissent les premières demandes relatives au régime des retraites. Puis les réclamations se multiplient; les campagnes deviennent très vives; la question est de plus en plus fréquemment agitée dans les Congrès, au Parlement; tant et si bien que celui-ci, en 1894 d'abord, puis en 1914, se décide à doter les ouvriers des mines, quelque trente années avant ceux des autres professions, du régime des retraites dont on s'efforcera, dans le présent ouvrage, de retracer les grandes lignes.

Certes, cette matière a déjà fait l'objet d'analyses consciencieuses et très documentées. Le moment paraît opportun cependant d'y revenir à nouveau. Il existe dans la vie d'une corporation, comme dans celle d'un peuple, des sortes de paliers où l'évolution sociale, à d'autres époques, trop rapide, s'arrête un instant; il semble bien que l'on soit parvenu à un tel point de l'histoire des retraites minières. Après le vote de la loi fondamentale de 1914, une longue période s'est écoulée, au cours de laquelle le dispositif adopté a été complété, perfectionné. A partir de 1930, au contraire, les textes deviennent plus rares, ne portent plus que sur des points étrangers au mécanisme même de l'assurance: on a l'impression d'être arrivé à un état bien proche de la perfection. Et cette stabilité, faisant suite au dynamisme étonnant de la période précédente, a paru justifier l'utilité d'une nouvelle mise au point de l'organisation générale des retraites.

L'on s'est efforcé, dans tout ce livre, d'éviter l'allure doctrinale et théorique, et l'on a cherché surtout à en faire un ouvrage pratique, utile et facilement utilisable, où la compilation et les controverses ont été réduites au strict minimum. On aurait pu concevoir dans ces conditions que l'historique en fût délibérément rejeté. Il n'en a rien été fait cependant, parce que l'ensemble confus des textes qui régissent la matière serait rapidement apparu inextricable au lecteur privé des moyens d'en analyser l'évolution; d'autre part, la législation de 1894 est si étroitement liée à celle de 1914, que l'ensemble constitue un tout dont on ne saurait négliger un élément sans rendre

les autres inintelligibles. Le plan auquel on s'est finalement arrêté se présente donc de la manière suivante.

Après avoir, dans une courte introduction, rappelé l'essentiel de ce qu'est l'industrie des mines en France, et fourni quelques indications sur les points d'ordre technique auxquels il sera le plus fréquemment fait allusion dans le corps de l'ouvrage, on exposera, dans un premier titre, l'histoire du Régime.

Dans le titre suivant, on s'attachera à délimiter avec précision le domaine d'application de la loi de 1914 et de celles qui lui ont fait suite: tâche assez délicate du reste, comme on le verra, le législateur ayant, en cette matière, fait preuve à maintes reprises d'une discrétion prudente...

Le troisième titre sera consacré à l'examen des obligations des assujettis, et plus particulièrement de leurs obligations financières: ce sera, si l'on veut, l'analyse des Voies et Moyens de l'Assurance.

L'organisation administrative, le fonctionnement pratique, matériel, des divers organismes prévus par la loi, feront l'objet du quatrième titre; la Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs y tiendra naturellement la première place.

Enfin, aboutissement logique, et raison d'être du reste de l'étude entreprise, le titre V traitera des prestations auxquelles peuvent prétendre les assurés.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553014_0001

INTRODUCTION A L'ÉTUDE
DES RETRAITES MINIÈRES

LA MINE ET LE MINEUR

SECTION I

L'INDUSTRIE MINIERE EN FRANCE

L'exploitation des mines a de tout temps joué un rôle important dans la vie économique de la France. Dès la plus haute antiquité, la présence de minerais riches et appréciés a été reconnue sur son territoire; mais c'est surtout à la suite de l'occupation de la Gaule par les Romains que l'extraction en a été entreprise sur une grande échelle. Certaines entreprises minières ont dû atteindre alors une importance considérable, et leurs résidus sont parfois d'un volume tel que des organisations mieux outillées, et bénéficiant d'une technique supérieure ont pu, à l'époque contemporaine, en faire la matière première d'une nouvelle exploitation.

La houille étant alors pratiquement ignorée, c'est sur les minerais métallifères que se sont portés les efforts des chercheurs. Et ce sont naturellement les métaux rares ou particulièrement appréciés (or, argent, cuivre, plomb) qui ont fait l'objet de l'exploitation la plus intense. La région de la Montagne noire, dans l'Aude, abonde en indices de cette extraction primitive. Les « crassiers », amas de résidus d'une industrie qui dut rechercher l'or et le cuivre y atteignent, en certains endroits, une importance énorme: l'un d'eux, le « Ferrier des Martyrs », est évalué à deux millions de mètres cubes.

Il serait donc probablement faux d'attribuer à la seule pauvreté du sous-sol français l'insuccès des recherches entreprises si souvent pour y découvrir des métaux précieux: l'épuisement à peu près complet de gisements autrefois très riches, entre probablement pour autant dans cette stérilité.

La disparition des parties les plus recherchées du sous-sol, ou les plus visibles, correspondant avec l'arrêt des progrès scientifiques constaté durant tout le Moyen Age, devait fatalement entraîner une stagnation, voire même une régression de la vie minière en France: en

fait, durant plusieurs siècles, le fer y a été seul extrait en quantités appréciables (1).

Le charbon n'était pourtant pas inconnu. Affleurant en plusieurs points du territoire, il avait déjà commencé à faire l'objet de quelques exploitations. Mais, sans débouchés industriels (2), et fortement concurrencé par le bois, abondant et plus agréable, il s'éloignait rarement des lieux de production. Il faut attendre le ^{xvii}e siècle pour que la houille provenant du Bassin de la Loire, parvienne jusqu'à Paris. (C'est du reste le début d'une concurrence, qui dure encore, entre charbons français et charbons anglais (3)). Enfin, c'est seulement au ^{xviii}e siècle qu'a lieu la découverte du grand bassin d'Anzin dont, après deux essais infructueux, une société entreprend, en 1734, l'exploitation.

Mais le volume de l'extraction demeure très faible. A la Révolution, le sol français ne fournit encore que 600.000 tonnes de houille, dont 250 proviennent des mines de la Loire, autant du bassin d'Anzin. L'Angleterre, elle, répand sur l'Europe huit millions de tonnes, les deux tiers de la production mondiale.

Pendant un siècle, l'économie minière de la France demeure stationnaire. Peu ou pas de découvertes, fondamentales du moins. La production de fer augmente (elle double durant le deuxième quart du ^{xix}e siècle), mais les bases en demeurent étriquées. Et c'est pourtant l'ère de la grande industrie, la naissance de la richesse économique des pays voisins, l'époque de la construction des chemins de fer, du développement des marines de guerre et de commerce, l'âge du fer a-t-on pu dire. Il est incontestable qu'à ce moment, l'insuffisance de l'industrie sidérurgique a été pour la France un handicap sévère, vis-à-vis des puis-

(1) En 1546 encore, un ambassadeur vénitien déclarait que la France avait exclusivement des mines de fer.

(2) C'est seulement la machine à vapeur qui a permis le développement des mines de houille, parce qu'elle a été un débouché de premier ordre, en même temps qu'un moyen industriel indispensable (épuisement des eaux).

(3) Ceux-ci faisaient déjà l'objet d'un commerce important, et Newcastle exportait en grand dans le monde entier.

sances qui, plus favorisées, pouvaient s'industrialiser à outrance.

Aussi bien le pays ne paraît-il avoir commencé de jouir pleinement de son patrimoine minier qu'au début du siècle présent, ou même au cours de la guerre mondiale. Presque coup sur coup, en effet, se produisent deux faits essentiels. C'est d'une part, vers 1850, la découverte du gisement du Pas-de-Calais, qui donne à l'heure actuelle 40 % environ de la houille produite en France. C'est, d'autre part, à la fin du siècle passé, la mise en exploitation intensive des mines de fer de l'Est, les plus importantes d'Europe.

De 1866 à 1875, la production du Bassin de Meurthe-et-Moselle était demeurée très faible: un million de tonnes environ par an. L'exploitation n'en est entreprise en grand qu'à partir de 1900, époque à laquelle sont forés les premiers puits du Bassin de Briey; or celui-ci fournit aujourd'hui près de la moitié du minerai de fer extrait en France.

Après le Traité de Versailles, en 1919, le pays a bénéficié de deux sources nouvelles de richesse: les mines de fer de Lorraine, et en Alsace, les puissantes mines de potasse. Enfin, l'amélioration des méthodes de recherche et de sondage, puis une prospection plus rationnelle des territoires coloniaux ont permis la découverte, à une époque également récente, des grandes réserves de l'Afrique du Nord: phosphates de Gafsa, mis en exploitation en 1900; phosphates du Maroc, dont les produits n'apparaissent qu'à la grande guerre; minerais de fer d'Algérie enfin, dont l'extraction n'est devenue considérable que depuis une vingtaine d'années.

Aussi le nombre des ouvriers mineurs a-t-il été constamment s'accroissant, au fur et à mesure de la mise en valeur des mines déjà anciennes, ou des gisements nouvellement découverts. Cette augmentation a été à la fois absolue et relative, car en dépit des progrès mécaniques immenses réalisés depuis trente ans, une partie importante des travaux miniers continue d'exiger de l'homme un travail musculaire appréciable. En outre, dans la plupart des cas, les améliorations techniques apportées, l'ont été

beaucoup plus dans le but de provoquer un accroissement jugé nécessaire de la production, que dans celui d'assurer une économie de main-d'œuvre.

Il serait cependant inexact d'imaginer une évolution identique des diverses catégories d'exploitations minières. Les conditions spéciales d'extraction d'une part, la situation plus ou moins grave des industries faisant appel à leurs produits d'autre part, ont exercé sur la vie économique des groupes miniers français des influences si variées, qu'il est indispensable de les étudier séparément, et d'examiner pour chacun d'eux l'origine, l'organisation et les résultats de l'exploitation.

1° Mines de charbon

La France est, à l'heure actuelle, le cinquième pays producteur de houille dans le monde, se plaçant après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'U.R.S.S. Le montant des tonnes extraites s'y est élevé, en 1938, à 47.500.000 tonnes, contre 43.334.000 tonnes en 1937, chiffre le plus bas enregistré depuis 1924. De 1931 (année record) à 1937, la production a été sans cesse en décroissant. L'année 1938 présente donc l'intérêt d'avoir marqué un revirement dans la tendance défavorable qui se maintenait depuis sept ans.

La houille est extraite en France dans un assez grand nombre de régions, mais les trois quarts et plus viennent des bassins du Nord et de la Lorraine; quelques exploitations très importantes se rencontrent dans le Centre, dans le Gard; les autres mines n'ont qu'une production faible ou très faible.

Contrairement à ce qui s'est produit en Belgique, et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne, l'industrie charbonnière est en France assez concentrée. Les huit sociétés d'Anzin, Sarre et Moselle, Aniche, Courrières, Lens, Bruay, Vicoigne et Marles, fournissent à elles seules 50 % environ de la production. Sept autres compagnies moins importantes, Petite Rosselle, Blanzy, Béthune, Douges, Lévén, Ostricourt, et Roche la Mollière, se partagent le troisième quart.

Les gisements français sont parmi les plus pauvres de

ceux faisant l'objet dans le monde d'une extraction intensive. Les couches en sont d'une manière générale peu épaisses, profondes et irrégulières. Leur exploitation est prévue pour deux cents ans environ, alors que les réserves dépassent six siècles en Allemagne et en Angleterre, et semblent pratiquement inépuisables aux Etats-Unis. Cette pauvreté explique en partie le soin apporté à l'exploitation. L'épuisement du gîte est à peu près complet. Bien plus, il est arrivé, notamment après la guerre, que des secteurs abandonnés fassent l'objet d'une nouvelle exploitation que les progrès de la technique rendaient à nouveau rentable.

Les difficultés du travail expliquent dans une large mesure la densité ouvrière exceptionnellement élevée des mines françaises. En 1935, par exemple, 218.000 mineurs ont extrait en France 47 millions de tonnes de houille. Pour obtenir les 226 millions de tonnes ou les 381 millions de tonnes produites durant la même période en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il aurait fallu, si l'on applique la même proportion, plus d'un million de mineurs dans le premier de ces pays, près de 1.800.000 dans le second, alors que les chiffres de l'emploi n'ont été que de 754.000 et 562.000 respectivement.

En 1938, la situation s'est encore aggravée, du fait de la réduction de la durée du travail, et aussi, force est malheureusement de le reconnaître, d'une incontestable baisse du rendement ouvrier: pour aboutir à la même production qu'en 1935, les mines ont dû faire appel à 238.000 ouvriers, au lieu de 218.000 trois ans auparavant. Cette baisse du rendement a été mise à plusieurs reprises en évidence dans les rapports annuels publiés depuis 1936 par le Comité Central des Houillères de France. Au début de 1939, il apparaissait que de la fin de 1936 à la fin de 1938, le rendement moyen avait diminué de 8,5 % dans l'ensemble des mines françaises, de 14,5 % dans le bassin du Pas-de-Calais, le plus touché. La productivité individuelle de l'ouvrier du fond, pour la France entière, s'était abaissée de 1.355 à 1.240 kgs; le rendement moyen fond et jour était tombé de 872 kgs en 1935, à 833 en 1938.

De 1935 à 1938, le relèvement des salaires, l'institution des congés payés, l'aggravation des charges sociales, fiscales, économiques et financières des sociétés, joints à cette diminution du rendement, ont provoqué une hausse du charbon de plus de 86 %. Mais il s'est trouvé, fort heureusement pour l'industrie des houillères françaises, que l'augmentation enregistrée dans les pays étrangers, durant la même période, ajoutée aux avantages résultant pour les producteurs français des dernières dévaluations monétaires, a maintenu ou porté le cours des charbons d'importation bien au-dessus des prix français (1).

Bien plus, l'amélioration très nette de la conjoncture économique constatée en 1937, a provoqué des demandes que les houillères françaises n'ont pu satisfaire que très incomplètement; de sorte qu'on a assisté à un renversement complet de la tendance enregistrée au cours des années précédentes: alors que la consommation charbonnière apparente de la France augmentait de 6,5 millions de tonnes, passant de 69,5 à 76,2 millions, la production a diminué de plus de 800.000 tonnes par rapport à 1936. En dépit d'une liquidation des stocks qui a abouti en fin d'année à la disparition à peu près complète des réserves sur les carreaux, le débit des mines s'est réduit de 1.728.000 tonnes, provoquant une importation supplémentaire de huit millions de tonnes, et une sortie de capitaux de 2,65 milliards de francs.

En 1938, sans doute, le niveau de la production a pu être relevé de 2.230.000 tonnes; mais il était déjà trop tard, le redressement économique n'ayant été qu'éphémère. La consommation a subi de nouveau une baisse importante, revenant à 68 millions de tonnes environ. Aussi, bien que la réduction de l'offre ait surtout porté sur les importations, dont la part, dans l'approvisionnement total de la France est tombée de 40,5 % en 1937 à 33,3 %,

(1) Alors qu'en 1936, par exemple, la moyenne annuelle des indices des charbons français et anglais, par rapport à 1913, s'établissait à 527 et 505 respectivement, on trouve 829 et 1.016 en 1938, 893 et 1.039 en février 1939.

force a été aux mines de reconstituer un stock important.

2° Mines de fer

La production française de minerai de fer, la plus importante d'Europe, s'est élevée en 1930 à près de 50 millions de tonnes. Elle s'est effondrée ensuite, pour tomber à 27,9 millions, en 1932; depuis, elle se maintient aux environs de 33 millions de tonnes, avec toutefois une poussée en 1937, qui l'a portée à près de 38 millions.

Les gisements sont peu nombreux, mais en général considérables. Dans le département de la Moselle, le bassin de Briey fournit 14,5 millions de tonnes, celui de Longwy 1,90, celui de Nancy 0,89, soit au total plus de 50 % de la production française (chiffres de 1938). Le bassin de la Moselle en procure à lui seul 13,77. Le bassin de Normandie atteint encore un chiffre appréciable avec 1,59 millions de tonnes. Les autres exploitations sont d'assez faible importance.

Comme dans les mines de houille, et plus encore même, les gisements ont été concédés à quelques grandes entreprises dont certaines atteignent une importance considérable, leur permettant de mettre en œuvre un matériel puissant et des moyens d'exploitation uniques en Europe. C'est ainsi que quinze sociétés se partagent la production du bassin de la Moselle, un des plus importants du monde (plus de 42 % du minerai extrait en France).

Les réserves du bassin lorrain sont immenses, et pratiquement inépuisables. Une partie infime en est seulement soumise à l'exploitation. Le minerai n'est pas seulement abondant, mais d'une extraction facile. Contrairement à ce qu'on avait constaté pour le charbon, et en dépit de l'insuffisance professionnelle souvent remarquée de la main-d'œuvre employée, la densité ouvrière des mines de fer françaises est comparable à celle des mines étrangères. En 1934, par exemple, la production en tonnes, par ouvrier, était de 1,407 en France, de 1,512 aux Etats-Unis, de 1,370 en Grande-Bretagne, de 0,447 en Allemagne. Cette situation privilégiée n'a malheureusement pas pu se main-

tenir, pour les raisons qui ont été exposées dans l'étude des houillères. En 1937, la production est tombée à 1,294, puis en 1938 à 1,082, chiffre à peine supérieur à celui de 1913 (1,033). Mais la France, seul grand pays producteur ayant un excédent disponible de minerai de fer, jouit en ce domaine d'un monopole de fait: aussi ses exportations ont-elles pu se maintenir, en dépit de la hausse des prix de revient qui en est résultée, aux environs de 15 millions de tonnes (15,515 en 1938), d'une valeur approximative d'un milliard de francs.

3° *Autres mines*

La France possède enfin, essaimés sur son territoire, un certain nombre de gisements d'importance variable. Les mines de potasse d'Alsace (deux millions de tonnes par an environ), celles de bauxite, dans le Var, ou les exploitations de phosphates, en Afrique du Nord, la mettent même au premier rang des producteurs de ces différentes matières. D'autres au contraire, comme celles d'or, de cuivre, de pétrole, de sel, ne jouent qu'un rôle secondaire et complémentaire dans l'économie générale du pays. Elles font vivre, cependant, une centaine d'exploitations, et fournissent du travail à quelques milliers d'ouvriers.

SECTION II

LE TRAVAIL DES MINES

Les premières opérations auxquelles donne lieu l'exploitation, englobées dans le terme général de « recherche des mines » consistent généralement en sondages effectués par des entreprises spécialisées dans ce genre de travaux. Vient ensuite la phase de mise en exploitation du gîte: creusement de tranchées à ciel ouvert si le minerai est à la surface, forage de puits, de tunnels, de galeries, s'il est profondément enterré. Enfin lorsque la couche utilisable est atteinte, commence l'exploitation proprement dite.

L'abatage est l'opération qui consiste à détacher le minerai de la masse minérale stérile à laquelle il est aggloméré. Les méthodes employées sont variées, et dépendent de la nature de la couche, de sa résistance, de son épaisseur, enfin des dangers que peuvent présenter tels ou tels procédés. L'ouvrier (le piqueur dans les mines de houille), qui utilisait autrefois exclusivement le pic métallique, dispose aujourd'hui de moyens puissants: haveuses, marteaux piqueurs pneumatiques, et de plus en plus fréquemment, explosifs.

Le soutènement des voies d'accès et des chantiers exige parfois des travaux importants. Les mines de fer en sont généralement exemptes, les piliers laissés sur place assurant aisément le maintien du toit. Au contraire, la contexture friable des sols entourant les couches, et l'obligation d'assurer une extraction aussi complète que possible, rendent nécessaires, dans les houillères, des travaux de soutènement longs et coûteux, et l'emploi d'une main-d'œuvre nombreuse, les « boiseurs », ayant de grandes connaissances professionnelles.

Le transport du minerai depuis le chantier d'abatage jusqu'aux puits s'est longtemps fait au moyen de wagons, dits berlines, tirés par des chevaux ou poussés à bras d'homme. Les ouvriers employés à cette besogne, les chargeurs rouleurs, ont pratiquement disparu en raison des perfectionnements techniques apportés dans l'exploitation des mines, qui ont permis de mettre en œuvre un outillage

plus pratique et d'un rendement supérieur: traction électrique, traction par locomotives Diesel, ou à air comprimé, couloirs oscillants.

Une autre tâche essentielle, plus particulièrement dans les houillères, est le *remblayage*. C'est un travail consistant à combler, soit à la main, soit par des méthodes hydrauliques, les espaces primitivement occupés par le minerai extrait, afin d'éviter les effondrements, les accumulations d'eau ou de gaz explosifs que pourrait provoquer dans les parties abandonnées de la mine le maintien d'excavations nombreuses. Il permet en outre d'éviter dans une certaine mesure les affaissements des terrains de surface, particulièrement redoutés des compagnies, dans les régions très habitées.

L'exploitation moderne, si elle a permis la disparition des travaux les plus pénibles, a par une réaction logique, fait naître toute une série d'emplois nouveaux: boute-feux, chargés de la conduite des coups de mine, cantonniers responsables de la pose et de l'entretien des voies ferrées sur lesquelles circulent des trains d'un tonnage parfois élevé, mécaniciens de locomotives, conducteurs de haveuses mécaniques, spécialistes chargés de l'entretien des bandes et couloirs oscillants, électriciens préposés à la surveillance des pompes, des circuits électriques, etc., etc.

Arrivé au jour, le produit doit en général subir des transformations: triages, épurations, concassages, grillages, etc. Il doit être stocké, ainsi que les divers résidus provenant du triage ou de la transformation. Il doit être transporté, parfois sur de véritables lignes de chemin de fer reliant le carreau de la mine à un grand réseau, à un canal, à un port. L'exploitation d'une mine exige en outre la construction de centrales électriques souvent considérables (éclairage et force), de stations souterraines de pompage, d'usines pour la production d'air liquide (explosif utilisé à peu près exclusivement dans tout l'Est de la France), enfin d'ateliers de réparation et d'entretien. L'utilisation des déchets invendables oblige presque partout les houillères à entreprendre la fabrication de coke, ou d'agglomérés et de boulets, ou encore à fournir à l'extérieur

du courant électrique; elle impose aux mines de fer la mise sur pied d'établissements souvent immenses: ateliers de triage, de séparation magnétique, d'agglomération du minerai (minerai + poussier des hauts-fourneaux). Enfin, poussant plus loin encore l'intégration, certaines entreprises assurent elles-mêmes la transformation de la matière extraite: production du métal, d'ammoniaque synthétique, de sulfate d'ammoniaque, de brai, de goudron, de gaz, hydrogénation de la houille, traitement des schistes bitumineux, etc., etc.

La lecture de ce court exposé donne une idée approximative de la complexité, de la multiplicité des opérations effectuées à l'intérieur d'une mine. Il est encore un point cependant sur lequel il convient d'insister: c'est l'extraordinaire variété des méthodes d'exploitation, et les différences qui en résultent entre le genre de vie et de travail des divers bassins. Or c'est là une question essentielle, dont on retrouvera fréquemment les échos dans les développements consacrés à l'historique de la législation. Il n'existe absolument pas de définition « omnibus » du travail minier. La variété des terrains, la plus ou moins grande résistance du minerai, du sol qui l'entoure, la manière dont il se présente, les dangers qu'il renferme, obligent à adopter d'une entreprise à l'autre des méthodes de travail si différentes que la confusion de tous les mineurs dans le cadre trop général des industries extractives, prête en réalité à des critiques tout à fait justifiées.

Certaines exploitations du Nord et du Pas-de-Calais, détruites durant la guerre de 1914-1918, sont aujourd'hui, du fait de leur réaménagement à une époque récente, parmi les plus modernes d'Europe. Et le spectacle des mines de fer, largement éclairées, desservies par un réseau abondant de trains électriques de fort tonnage, circulant dans des galeries spacieuses, fait un contraste étonnant avec bien des mines de charbon du Centre ou du Midi, humides, mal organisées, mal éclairées et aérées, où les risques de grisou, de dégagements instantanés ou d'éboulements, obligent le mineur à travailler dans des conditions d'inconfort et d'insécurité que les descriptions les plus réalistes de certains auteurs, n'ont nullement exagérées.

TITRE PREMIER

**HISTORIQUE DU RÉGIME
DES RETRAITES MINIÈRES**

HISTORIQUE DU RÉGIME DES RETRAITES MINIÈRES

Les avantages dont ont toujours bénéficié en matière sociale les ouvriers des mines ont essentiellement leur origine dans deux circonstances du reste fort différentes :

D'abord, le danger du métier, son inconvénient, et plus encore peut-être le caractère catastrophique des désastres qui viennent de temps à autre endeuiller les populations minières. Comme on le verra plus loin, la mortalité, surtout dans les mines de charbon, n'est pas très sensiblement supérieure à celle de plusieurs autres industries ; mais les accidents, plus rares que dans ces dernières, font d'un seul coup un très grand nombre de victimes. Il en résulte que les pouvoirs publics, poussés par l'opinion, ont été de tout temps incités à prendre en faveur des ouvriers mineurs, des mesures de protection exceptionnelles. C'est essentiellement à cette cause que sont dues les dispositions adoptées en ce domaine, dans le courant de la première moitié du XIX^e siècle.

La seconde circonstance n'a commencé de jouer pleinement qu'à l'occasion du développement de la grande industrie et du prodigieux essor des mines enregistrés à partir de 1850. De par leur nature même, les exploitations minières ont dû le plus souvent réunir autour de quelques points d'extraction, une population ouvrière abondante et homogène. De bonne heure, et plus particulièrement après la guerre de 1870, cette population a senti la nécessité de se grouper en vue de la défense de ses intérêts : pondérés dans l'ensemble, ni plus ni moins exigeants que les ouvriers des autres industries, mais ayant au plus haut point le

sentiment de leurs droits, et de l'étroite solidarité qui les unissait, les mineurs ont été les premiers à faire de la grève, interdite encore, à l'époque, un moyen efficace de défense ou d'attaque. Plus tard ils ont été également les premiers à créer des syndicats qui, par leur puissance et la pression exercée sur le Parlement et l'opinion publique, ont désormais assuré à la corporation une position privilégiée.

On retrouvera successivement l'influence de ces facteurs, dans les deux chapitres réservés à l'historique des deux lois fondamentales des retraites minières; le troisième développement, réservé à l'évolution contemporaine, traduira l'impression de détente et de stabilisation qui marque les vingt-cinq dernières années.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE LA LEGISLATION

La première disposition prise en faveur des ouvriers mineurs dont le texte soit connu est un édit d'Henri IV, en date du 16 mai 1604, stipulant entre autres dispositions :

« Qu'en chaque mine qui sera ouverte en ce Royaume, « de quelque qualité et nature qu'elle soit, un trentième « soit pris sur la masse entière de tout ce qui en provien- « dra de bon et de net, pour être mis ès-mains du Trésorier « et Receveur d'icelles mines, qui en fera un chapitre de « recettes à part... » L'édit prévoit ensuite l'utilisation de ce prélèvement : entretien de prêtres, d'un chirurgien, achats de médicaments, etc.

Ce texte est pratiquement le seul qui va régir durant deux siècles l'exploitation des mines. Il est du reste probable qu'il a été mis effectivement en vigueur dès son origine, et que l'application n'en est pas tombée dans l'oubli, car 130 ans plus tard, en 1739, un édit le supprime, et substitue à l'organisation ancienne un régime plus commode en vertu duquel c'est le « concessionnaire » (l'expression est déjà employée), qui devra pourvoir lui-même aux dépenses prévues. Puis, c'est de nouveau le silence pendant plus d'un demi-siècle, silence du reste justifié par le peu d'importance des exploitations minières existantes, mal connues et disséminées sur l'ensemble du territoire. La Révolution elle-même néglige la question.

Avec le Premier Empire, les mines connaissent un certain essor. L'industrie apparaît progressivement en France, la consommation de charbon et de métaux augmente. Les guerres, et le blocus de l'Angleterre, obligent à tirer du territoire des ressources de plus en plus abondantes, qui provoquent une exploitation plus intensive du sous-sol. Puis, coup sur coup, en 1809, se produisent plu-

sieurs accidents très graves, notamment dans la Loire, à la Compagnie du Grand Cran. On constate dans cette dernière qu'il n'y a ni médecin sur place ni caisse de secours pour apporter une aide aux ouvriers blessés, aux familles sinistrées. Le Gouvernement impérial s'émeut de cette situation et provoque une enquête. Sous la pression de cette intervention, la Compagnie se décide à créer une Caisse de secours, qui est probablement la première sur laquelle on possède des renseignements de source officielle. En fait, certaines mines avaient déjà, depuis plusieurs années, créé de tels organismes, mais ils demeurent fort mal connus, n'ayant vraisemblablement jamais fait l'objet de règlements écrits (1).

C'est dans cette ambiance favorable à une organisation plus humaine du régime du travail dans les mines que se produisent à nouveau, à la fin de 1812 et au début de 1813, plusieurs catastrophes extrêmement graves pour l'époque; cette fois, l'opinion publique s'émeut à son tour: à la suite du désastre des mines de l'Ourthe, une souscription nationale rapporte 44.000 francs. Aussi, dès le début de 1813, le gouvernement prend-il un décret, en date du 3 janvier, qui rétablit en l'élargissant, le régime de protection instauré primitivement par la Monarchie: ce texte prévoit, d'une part les dispositions à prendre en vue d'éviter le retour des accidents qui avaient marqué les années précédentes, d'autre part, il indique les mesures à adopter dans le cas où, malgré ces précautions, des catastrophes nouvelles viendraient à se produire. Enfin, le Décret comporte un titre relatif à la police du personnel. Quant aux obligations positives imposées aux exploitants, elles demeurent extrêmement timides, et se résument essentiellement dans l'entretien obligatoire à la mine d'un chirurgien, et dans la conservation d'une boîte à pansements...

Puis, continuant dans cette voie, un nouveau décret du 26 mai 1813, signé par l'Empereur à Bunzlau, organise

(1) C'est très certainement le cas des mines d'Anzin, dont la caisse de retraites existait depuis assez longtemps, mais dont l'histoire n'est révélée qu'à partir de 1812, année au cours de laquelle fut rédigé le premier règlement.

en faveur des « ouvriers houilleurs » du département de l'Ourthe une caisse dont une étude approfondie sortirait du cadre de ce travail, mais dont il est bon de savoir, néanmoins, qu'elle comportait, en outre des prélèvements effectués sur les salaires des ouvriers, une contribution patronale, du reste très modeste, et une subvention de l'Etat (1).

Enfin, et pour en achever avec la première période au cours de laquelle les pouvoirs publics se soient véritablement souciés d'assurer plus de bien être aux travailleurs du sous-sol, une ordonnance royale, en date du 25 juin 1817 vint à son tour établir le règlement d'une caisse de secours pour les mineurs de Rive-de-Giers.

L'une et l'autre de ces caisses furent éphémères. La première fut emportée dans la tourmente de 1815. Quant à l'ordonnance royale, elle tomba rapidement dans l'oubli. Il n'en faut pas moins reconnaître l'importance de ces quelques textes, si timides, si inefficaces, de 1813 à 1817. Du point de vue pratique, les essais du gouvernement furent certainement un échec. Mais ils présentèrent à l'époque cet avantage inappréciable d'ouvrir la porte sur un domaine jusque-là négligé. Ils montrèrent ce qu'on devait faire, ce qui pouvait être fait. Et l'on peut dire qu'ils ont constitué, jusqu'en 1894, la raison d'être en quelque sorte, de toute l'organisation éminemment facultative et spontanée qui, durant près d'un siècle, a présidé à la distribution de secours aux mineurs blessés, malades ou retraits.

Durant plus de cinquante ans en effet, les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir ont fait preuve de la même indifférence apparente à l'égard de la question des retraites minières. Chaque fois qu'ils ont eu à intervenir dans les conflits, les intérêts les plus directement en cause, et notamment les salaires, ont toujours éclipsé la matière plus lointaine, plus éventuelle du régime des se-

(1) Il convient du reste de signaler, pour être tout à fait objectif, que cette réalisation, nouvelle en France, s'inspirait du système de caisses déjà assez répandu à l'étranger, et notamment en Angleterre et en Prusse.

cours. Par contre, et probablement en raison même de cette indifférence et du silence de la loi, qui faisaient mieux apparaître l'insuffisance et les lacunes de l'organisation minière, les caisses de secours dues à l'initiative privée se sont multipliées, à partir de 1820. En 1833, dans la Loire, vingt concessions sur trente-trois en sont déjà pourvues. En 1840, la puissante société des mines de la Loire, qui vient de réaliser une manière de trust des houillères de la région, soucieuse d'apaiser les inquiétudes du gouvernement (1), révisé dans tout le bassin le régime des caisses de secours, et pour la première fois en France, monte une organisation dotée d'un service médical, d'infirmes, de pharmacies ; elle distribue des secours aux malades, aux accidentés, aux veuves, aux familles nombreuses...

Certes, toutes les compagnies n'ont pas fait preuve d'une telle générosité, et comme on va le voir sous peu, les critiques à leur adresse ne manquent pas. Mais ce qu'il y a tout de même de remarquable dans l'existence de ces caisses de secours, c'est d'abord le fait qu'elles sont nées d'elles-mêmes, en l'absence de toute initiative gouvernementale, et d'autre part leur presque universalité : en 1892, sur 146.000 ouvriers travaillant dans les mines, 120.000 environ, soit 82 %, s'y trouvaient affiliés.

Malheureusement, ce régime a été marqué dès l'origine, d'un vice fondamental : l'insécurité. Qu'elles fussent patronales, ouvrières ou mixtes, les caisses antérieures à 1894 ont été généralement gérées de manière très critiquable. Les notions comptables les plus élémentaires en matière de capitalisation, y ont été fréquemment ignorées. Dans son rapport au Sénat, le 26 janvier 1892, M. Cuvinot, chargé de l'enquête sur les caisses de secours des ouvriers mineurs, évaluait à 36 millions de francs le capital correspondant aux pensions acquises, et à 17,5 millions celui correspondant aux pensions en cours d'acquisition, soit au total 53,5 millions de francs. Or, à la même époque, le

(1) Les pouvoirs publics s'inquiétaient alors de plus en plus de l'importance, jugée par eux excessive, prise par certaines grandes sociétés.

montant des réserves de toutes les caisses dépassait à peine 8,5 millions, soit un peu plus de 15 % de la dette exigible! En présence d'un tel déficit, M. Cheysson pouvait affirmer que cette organisation vivait sous le signe de l'imprévoyance dans la prévoyance (1).

Le résultat se conçoit aisément. Les secours servis étaient en général ridiculement insuffisants. Heureux encore quand la situation financière de la société le permettait! Fréquemment, les capitaux destinés à la constitution des retraites étaient mêlés aux ressources propres de la compagnie, si bien que l'avenir de la caisse de secours se trouvait lié à la bonne ou à la mauvaise fortune de la mine. En 1880, la compagnie de Terrenoire, Lavoulte et Bessèges fut mise en liquidation. Elle avait depuis plus de quarante ans une caisse de retraites alimentée notamment par des retenues sur les salaires en somme assez importantes, puisqu'elles atteignaient 6 % du montant de ces derniers. Les ouvriers furent dans l'impossibilité de récupérer les sommes versées, qui s'élevaient à cette époque à 1.700.000 francs, mais que la compagnie avait eu l'imprudence coupable de mêler à ses propres fonds. Assimilés aux autres créanciers chirographaires, les mineurs décidèrent alors de poursuivre les administrateurs pour abus de confiance. Ils furent déboutés de leur demande le 22 mai 1890.

Mais là n'était peut-être pas, cependant, le reproche le plus grave adressé aux anciennes sociétés, et leur vice fondamental résidait plutôt dans l'insécurité résultant de leur organisation, et des principes qui les régissaient.

(1) Sans doute peut-on fort bien concevoir un régime de retraites très sain et très viable, dans lequel les engagements ne seraient pas scrupuleusement couverts par des réserves correspondantes; et l'organisation actuelle des retraites minières en France, en est le plus éloquent exemple. Mais il en est là comme de toutes les autres assurances: dès lors que l'on abandonne les règles strictes imposées par la capitalisation, les risques inhérents aux régimes de répartition doivent être étalés sur un nombre extrêmement grand d'assurés. Et cette considération explique à elle seule pourquoi les critiques si vives adressées à la multitude des anciennes caisses, ne peuvent s'appliquer à la Caisse Autonome, organisme unique, dont les réserves ne couvrent également qu'une faible part des engagements, mais dont la compétence s'étend à la totalité des ouvriers des mines françaises.

Sur 120.000 ouvriers, en effet, affiliés en 1894, 20.000 seulement jouissaient d'une sécurité entière, les sommes destinées à la constitution de leurs retraites étant directement versées à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse: détenteurs d'un carnet individuel, ils conservaient donc, en quittant une entreprise, tous les droits qu'ils avaient pu acquérir durant le temps où ils y avaient travaillé. Près de 29.000, par contre, étaient affiliés à des caisses patronales. Et plus de 70.000 appartenaient à des caisses de secours mixtes, dans lesquelles les ressources provenaient à la fois de prélèvements sur les salaires, et de subventions patronales.

Le second de ces régimes mettait les ouvriers à la merci des compagnies et aboutissait en fait à la méthode de l'assistance, puisque l'employeur, ne demandant rien, accordait ce qu'il lui plaisait d'accorder. Le troisième, en apparence plus sûr, donnait en réalité les mêmes résultats parce que l'exploitant consacrait en général les ressources de la caisse au financement des dépenses d'accidents du travail, et ne gardait à sa charge, que les pensions et secours divers, de peu d'importance et de réalisation incertaine. En outre, la faible représentation des ouvriers dans le conseil d'administration de la caisse, donnait au patron, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, des pouvoirs discrétionnaires dont le caractère manifestement exagéré se reflétait dans les statuts.

Ceux-ci renfermaient un certain nombre de clauses contre lesquelles les ouvriers ont toujours protesté avec la dernière énergie, et qui ont été pour beaucoup dans la campagne qui aboutit finalement à la suppression de ce régime.

L'une des plus honnies était la trop célèbre clause de déchéance, que l'on retrouve à peu près dans tous les règlements. Sa rédaction était en général la suivante:

« Tout ouvrier quittant volontairement la compagnie, ou qui en est renvoyé, perd tous droits éventuels à pension. »

On la relève dans une caisse alimentée notamment

par un prélèvement sur les salaires de 4 % ! Et dans une caisse patronale, on lit :

« La retraite, qui n'est qu'une récompense qui leur est
« accordée gracieusement et bénévolement (aux ouvriers)
« par la Société des Mines, pourra être suspendue et même
« supprimée par son gérant pour des motifs très graves
« dont il sera seul juge... »

La presque totalité des statuts comportaient une clause soumettant la distribution des secours à l'état de la situation financière, ce qui aboutissait en fait à consacrer officiellement l'incapacité des caisses à satisfaire à leurs engagements. On trouve par exemple :

« Il est entendu que les distributions de secours ne
« pourront s'effectuer qu'autant que les fonds de la caisse
« y suffiront. »

Ou encore :

« La commission de la caisse de secours et pensions
« conserve le droit de modifier le présent règlement et
« d'augmenter ou de diminuer le taux des secours et pen-
« sions tels qu'ils sont fixés par ce règlement, selon la situa-
« tion de la caisse... Toute réclamation ou contestation sera
« tranchée en dernier ressort et sans appel par la com-
« mission. »

Enfin la quotité des secours était soumise au bon vouloir de l'employeur, de même que les conditions posées à leur octroi :

« Il pourra être établi des pensions au profit d'ou-
« vriers travaillant depuis longtemps à la mine, et que
« l'âge ou l'infirmité forceraient à la retraite. Le taux de
« ces pensions sera fixé par la commission, qui prendra
« en considération les services rendus par l'ouvrier, et sa
« position. »

S'il est exact, comme le disait M. Cuvinot dans la conclusion de son rapport au Sénat, « que la prévoyance est incomplète lorsqu'elle n'est pas liée à la sécurité », on est obligé de reconnaître que le régime existant en 1894, ne donnait que bien peu satisfaction aux populations minières : retraites insuffisantes et mal assurées, abus tenant

à la confusion des ressources des caisses et des compagnies, pouvoirs discrétionnaires des employeurs dans la distribution des secours, enfin et principalement, clause de déchéance, tels étaient les multiples reproches adressés au régime en vigueur au moment où la voix des mineurs commença de se faire entendre.

Il serait fastidieux de reproduire dans ce travail qu'elle alourdirait sans profit, la longue suite des projets et des contre-projets déposés au Parlement de 1880 à 1894. Il a paru beaucoup plus utile de procéder à une analyse sommaire des tendances fortement opposées qui, durant cette période, se sont partagé l'opinion. Car la loi de 1894 a été sans aucun doute l'une des plus discutées, sinon la plus discutée de celles votées sous la troisième République. Et certes il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure. Elle est venue, l'une des premières, heurter de front des principes jusqu'alors considérés comme intangibles. Et si l'on songe aux difficultés qu'a pu rencontrer trente ans plus tard l'octroi à la classe ouvrière, par la loi des assurances sociales, d'un régime bien moins favorable, l'on ne peut que rendre hommage à la persévérance des mineurs, ou à la bonne volonté du Parlement, ou probablement aux deux à la fois, qui ont su imposer une réforme en opposition si manifeste avec l'individualisme d'alors.

Le premier projet remonte au 11 décembre 1880, date à laquelle M. Brossard, député, dépose sur le Bureau de la Chambre, une proposition relative aux « caisses de pensions et de secours des ouvriers mineurs ». Puis, viennent presque aussitôt la proposition Reyneau et Gilliot (11 novembre 1882), et le 28 du même mois, celles de MM. Waldeck-Rousseau et Emile Brousse. Dès lors, et pendant près de quinze ans, projets et contre-projets vont se succéder au Parlement, acceptés ou rejetés, au hasard des « grèves noires » ou de l'état d'esprit de l'opinion, mais se heurtant avec une très grande régularité à l'opposition latente d'un Sénat naturellement soumis à des influences différentes de celles de la Chambre. Tous contiennent des idées intéressantes, mais manquent d'originalité. La proposition déposée le 13 mars 1883 par MM. Chavanne et

Girodet fait au contraire œuvre véritablement nouvelle; elle ne préconise rien moins que la création d'une caisse nationale de prévoyance et de retraites pour les ouvriers mineurs, et les auteurs, qui prétendaient s'inspirer des idées contenues dans les vœux de plusieurs chambres syndicales, auraient abouti, à peu de chose près, si leur projet avait été retenu, au régime adopté à la veille de la grande guerre, quelque trente ans plus tard.

A ce moment du reste, l'attention de l'opinion publique est fortement attirée sur les ouvriers des mines: des livres nombreux sont édités, consacrés à leur genre de vie, à leur travail, aux dangers qu'ils encourent; le journal « Le Capitaliste » publie sur eux toute une série d'articles. Aussi, la Chambre, sensible à cette ambiance, décide-t-elle la nomination d'une Commission qui, après avoir fait effectuer une enquête approfondie par le Ministère des Travaux publics, conclut à l'adoption d'un nouveau projet, présenté par M. Mazeron.

Il convient de reconnaître que durant toute cette période, les mineurs français ont su fournir l'effort nécessaire pour aboutir en quelque sorte à la cristallisation d'une opinion devenue favorable à leur cause. C'est de cette époque que datent les premiers syndicats miniers, groupant un nombre suffisant d'adhérents pour se considérer valablement comme les représentants de la corporation tout entière (1). Sous l'impulsion de MM. Basly et Lamendin, ceux du Pas-de-Calais prennent une importance considérable. Puis, fait essentiel, des congrès de plus en plus fréquents réunissent les représentants des travailleurs du sous-sol de toute la France, leur donnant chaque jour davantage conscience de leur force et de l'unité de

(1) Le moment semble venu, à cet égard, de signaler les différences marquées qui ont opposé, dès cette époque, les syndicats des bassins du Centre et du Midi à ceux du Nord de la France. Du fait du grand nombre de leurs adhérents, et de la situation relativement privilégiée dont ils bénéficiaient, ces derniers ont exercé dans l'évolution syndicale minière une influence modératrice très appréciable, et constitué une sorte de volant pondérateur, lors des campagnes plus spasmodiques mais plus violentes, des mineurs travaillant dans les bassins moins riches.

leurs intérêts. Ce n'est pas tout! A ces deux éléments de succès vient s'en ajouter, à partir de 1888 un troisième, et non des moindres: le redressement économique enregistré de 1888 à 1893, et la hausse très sensible des prix du charbon qui en est résultée: d'où le succès de plusieurs grèves, et un nouveau renforcement de la position des syndicats. Enfin, en 1884, et pour la première fois, un mineur, M. Basly, ancien ouvrier de Denain, congédié, est élu député à Paris, dans le XIII^e arrondissement; battu à l'élection suivante, il est réélu député du Pas-de-Calais en 1891, et aussitôt nommé Président du Syndicat. En 1892, nouveau succès: M. Lamendin, ancien mineur également, est élu à son tour.

C'est donc à un ensemble de circonstances extrêmement variées que doivent être attribués, d'une part les succès remportés par les ouvriers mineurs sur le plan purement professionnel, puis sur le plan politique, l'accueil exceptionnellement favorable réservé à leurs revendications sociales, notamment en matière de retraites.

Le 19 novembre 1885, M. Audiffred reprend devant la nouvelle Chambre les conclusions du projet Mazon; le 23, Emile Brousse en fait de même. Tous deux demandent le renvoi de ce projet devant la Commission des Mines qui, au début de 1886 fait une nouvelle enquête, et après un an d'études, dépose le 1^{er} juin 1886 un premier rapport, suivi d'un second le 21 mars 1887.

La discussion des projets de la commission va désormais donner lieu à des polémiques d'autant plus passionnées que chacun sent confusément le caractère inévitable de la réforme. Tantôt soutenu par les milieux ouvriers, tantôt violemment combattu, au contraire, parce qu'il ne va pas suffisamment de l'avant, le Parlement se heurte à une opposition très vive du patronat: les compagnies acceptant à la rigueur le principe de l'obligation des retraites, mais ne pouvant se faire à l'idée que le contrôle des caisses puisse un jour leur échapper. Et cette opposition est assez forte pour que quatre années s'écoulent en pure perte entre le vote favorable de la Chambre et celui du Sénat: 1889-1893. Mais au cours de cette dernière année survient

un événement qui va « emporter » en quelque sorte la décision de la Haute-Assemblée: la « grève noire » de 1893.

Commencée dans les plus mauvaises conditions, cette grève désastreuse déclenchée à contre-temps dans les bassins du Pas-de-Calais devint rapidement générale, mais s'acheva au début du mois de novembre par l'échec le plus complet des ouvriers. Or il semble bien que ce conflit, s'il a provoqué pour quelques années l'effondrement de la puissance des syndicats miniers (n'a-t-on pas été à ce moment jusqu'à envisager leur dissolution) et la désaffection des mineurs pour ces organismes, a du moins eu l'avantage d'attirer de manière dramatique l'attention de l'opinion publique et du Parlement sur la situation navrante des intéressés, et de précipiter une décision dont la nécessité apparaissait désormais aux yeux des plus indifférents.

En fait, après quatre années de discussions stériles, on assiste au vote presque précipité, par le Sénat, du projet de loi présenté par M. Cuvinot. C'est ce texte, du reste assez éloigné de celui de 1889, mais accepté à peu près sans discussion par la Chambre, soucieuse de ne pas retarder davantage l'adoption d'une réforme devenue urgente, qui constitue la loi du 29 juin 1894.

CHAPITRE II

LE REGIME DE LA LOI DE 1894

La réforme de 1894 a été un compromis: le législateur n'a pu résister au courant qui poussait à l'adoption du nouveau régime; mais il y a apporté des restrictions telles, que tout en mécontentant fortement le grand patronat, il n'a nullement réalisé le vœu des mineurs.

La loi de 1894 basait exclusivement sur la capitalisation l'ensemble de l'assurance-minière. A cet effet, les bénéficiaires, dont la définition était donnée assez mal du reste dans le premier titre, devaient verser à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse, deux pour cent de leurs salaires; les employeurs étaient astreints à un paiement équivalent, à moins qu'ils ne créent, comme l'article 4 de la loi leur en donnait le droit, une caisse patronale ou syndicale de retraites. Quant aux caisses de prévoyance existant précédemment, elles n'étaient maintenues que pour l'exécution de leurs engagements antérieurs, tant en ce qui concernait les pensions acquises, que celles en cours d'acquisition auprès d'elles, au moment du vote de la loi. Ces mesures, dites transitoires, constituaient le quatrième et dernier titre de la loi: elles faisaient suite à un Titre III consacré plus spécialement à l'aménagement de l'assurance-maladie.

Les ouvriers mineurs ont adressé deux critiques essentielles à cette organisation: ils lui ont reproché d'être incomplète et insuffisante.

La seule innovation réelle de la loi de 1894, a-t-on pu dire, a été d'établir le principe de l'obligation de la retraite. Mais en ne supprimant pas les anciennes caisses de prévoyance, bien plus, en les laissant subsister, non seulement pour l'exécution de leurs engagements passés, mais encore en vue de la constitution des retraites en cours

d'acquisition, on a maintenu la porte ouverte aux abus que la classe ouvrière voulait précisément frapper par cette loi, et on a laissé peser sur les vieux mineurs, tous les risques inhérents à l'ancien régime (1). Le second reproche a concerné le taux des pensions: en ne prélevant que quatre pour cent des salaires, dont la moitié mise à la charge de l'ouvrier, et en se maintenant rigoureusement, d'autre part, au principe de la capitalisation, on a abouti à un régime de prestations infimes (500 à 550 francs de rente au maximum dans les exploitations les plus riches), dont le bénéfice échappait en outre à toute la génération travaillant à l'époque. On a calculé en effet à ce moment, que les retraites ne fonctionneraient à plein que vers 1925, après trente années d'affiliation; jusque-là, les pensions servies ou à servir devaient inévitablement demeurer minimes, leur montant étant à la fois fonction du nombre d'années ayant donné lieu à versements à la Caisse des Dépôts et Consignations, de l'importance de ces versements, et enfin de l'âge des assurés au moment où ils étaient effectués. Quant aux mineurs qui avaient cessé le travail antérieurement à la promulgation de la loi, ils ne pouvaient naturellement prétendre à aucune prestation de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, n'ayant jamais versé de cotisations à cet organisme.

De ces deux critiques, celle qui vint le plus vite à l'ordre du jour fut celle relative à la situation des ouvriers âgés. Excellente plate-forme de revendications, la question des retraites des vieux mineurs ne tarda pas à prendre une place importante dans les congrès qui se succédèrent à la fin du siècle passé (2). L'écho en parvint même assez rapi-

(1) Mais pouvait-il en être autrement? Certaines caisses de secours, assez peu nombreuses, il est vrai, accordaient à leurs vieux ouvriers des pensions d'un montant relativement élevé (550 fr. dans le Gard, 730 à Courrières!). Ces chiffres dépassaient notablement le montant des prestations auxquelles auraient pu prétendre les intéressés sous le régime nouveau: leur enlever la possibilité d'un tel choix ne s'imposait vraiment pas.

(2) Au congrès de Lens notamment, en août 1898, où fut adoptée une proposition de loi visant « à pensionner tous les vieux ouvriers « mineurs qui ont trente ans de service au fond, sans conditions d'âge, « qu'ils aient ou non travaillé dans une ou plusieurs compagnies ».

dement au Parlement, où MM. Baudin, Ministre des Travaux publics, et Caillaux, Ministre des Finances, déposèrent une proposition de loi tendant à la création d'un fonds spécial destiné à fournir une aide aux vieux mineurs. Renvoyé pour étude à la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, ce projet ne semble pas avoir rencontré un accueil bien favorable: la législation de 1894, trop récente encore, ne provoquant pas dans les milieux ouvriers de résistance suffisamment sérieuse; au surplus, le mécontentement qui pouvait être né de sa mise en application, était éclipsé par les grandes revendications de principe pour lesquelles se passionnait à l'époque l'opinion publique.

Mais, à partir de 1900, la situation évolue sensiblement. La Fédération des travailleurs du sous-sol existe déjà depuis plusieurs années, et sa puissance s'accroît de jour en jour. Puis, de 1900 à 1903, les congrès se multiplient et l'on y assiste à une sorte de cristallisation du programme de revendications intéressant le régime des retraites (1), ces dernières passant progressivement au même plan que les questions de salaires, de primes ou de durée du travail.

Or, c'est à ce moment précis que par suite d'une crise charbonnière, et d'une baisse des cours assez sensible, les compagnies durent faire connaître leur intention de procéder à une réduction des salaires. Cette menace, jointe à l'irritation provoquée chez les mineurs par l'inertie du législateur vis-à-vis de leurs demandes concernant les retraites, provoqua un mécontentement tel que le 10 octobre 1902, la grève générale fut déclenchée.

Tandis que la Chambre confiait au Gouvernement le soin de rechercher une solution transactionnelle, les com-

(1) On y réclame avec insistance la retraite de deux francs par jour, mais les avis diffèrent sur les conditions à exiger: certains se contentent d'une durée minima de services (25 ans à la mine), sans se préoccuper de l'âge. En général, on se rend compte de la témérité d'une telle solution, qui aboutirait à mettre à la retraite des hommes de 40 ans! Aussi préconise-t-on plutôt la coexistence de deux conditions: durée des services (25 à 30 ans par exemple), et âge atteint au moment de la retraite (55 ans).

pagnies du Nord et du Pas-de-Calais firent à leur personnel la proposition suivante: tout en restant irréductibles en matière de salaires, elles offrirent « de majorer à par-
« tir du 1^{er} janvier 1903, et ce pendant une durée de cinq
« ans, ou jusqu'au jour où une loi nouvelle interviendrait
« à ce sujet, avant l'expiration de ce délai, les pensions
« acquises par les ouvriers mineurs réunissant la double
« condition de 55 ans d'âge et de 30 ans de service dans
« les mines intéressées, ayant cessé de travailler, et dont la
« pension serait liquidée à partir du 1^{er} janvier 1903 ». Et les compagnies mettaient à l'adoption de ce nouveau régime une seule condition: il n'y aurait pas d'arbitrage. Elles allèrent même plus loin: la grève s'étant achevée par l'échec le plus complet des mineurs, elles maintinrent leur offre relative aux retraites.

Cette politique fut en réalité extrêmement adroite, et l'on a pu dire que cette concession avait été comme un coin enfoncé dans l'unité minière; parce qu'à partir de ce moment les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais firent figure de privilégiés, à côté de ceux des autres régions: ils furent dès lors moins mordants, et la première manifestation de cet amoindrissement de leur force combative fut précisément leur décision de cesser la grève: comme ils détenaient à la Fédération la grosse majorité des voix, leur intervention provoqua la reprise du travail dans toute la France. Cette grève de 1902 est donc, au point de vue de la présente étude extrêmement instructive, parce qu'elle a été la première manifestation importante provoquée dans une large mesure par le problème des retraites, et le premier mouvement, comme le fit remarquer Jaurès à l'époque, dans lequel cette question ait joué un rôle prépondérant.

Entre temps, le Parlement s'était remis au travail, et avait constitué une commission spéciale, qui s'efforça de faire la synthèse de toutes les revendications et de toutes les plaintes des ouvriers mineurs. Le 6 décembre 1902, les Ministres des Travaux publics et des Finances, MM. Maruéjouls et Rouvier, déposèrent un projet de loi, au nom du Gouvernement, destiné à étendre à l'ensemble des

exploitations minières, en même temps qu'à les élargir, les dispositions précédemment adoptées par les entreprises des bassins du Nord et du Pas-de-Calais. Renvoyé à la Commission du Budget, ce projet fut incorporé dans la loi de Finances de 1903, connue sous le nom de « loi du million », en raison du montant des ressources nouvelles qui s'y trouvaient affectées.

La loi nouvelle, qui s'efforçait de remédier aux insuffisances les plus manifestes de celle de 1894, en consacrant annuellement un million de francs à la majoration des pensions et à l'attribution d'allocations en faveur des vieux mineurs, n'a certes pas donné entière satisfaction à ces derniers. Elle a maintenu notamment le taux des retraites à un niveau bien inférieur à celui de deux francs par jour, réclamé depuis si longtemps. Elle a néanmoins fait droit à l'une des revendications les plus honorables et les plus justifiées, en fournissant un moyen de vie aux vieux ouvriers qui sans elle seraient restés dans la situation pénible où les avait placés le régime antérieur. Elle a été la Charte des retraites, jusqu'à la loi de 1914, et l'on peut dire que tous les textes législatifs intervenus jusqu'à cette date, ont eu pour seul objet de l'améliorer ou de la compléter.

Le régime en résultant, régime qui s'est maintenu jusqu'à l'adoption de l'organisation actuelle, comportait essentiellement :

1° Une majoration, jusqu'à concurrence de 360 francs, de toute pension d'âge ou d'invalidité de plus de 50 francs, acquise ou en cours d'acquisition au 1^{er} janvier de chaque année, par application du Titre IV de la loi du 29 juin 1894, et déduction faite des ressources du bénéficiaire et de son conjoint, autres qu'un salaire mensuel de 60 francs ;

2° L'attribution d'une allocation annuelle de 240 francs à tout ouvrier réunissant à l'âge de 55 ans trente années de travail à la mine comportant au minimum 6.600 journées de travail, les ressources du bénéficiaire entrant en compte comme il est indiqué ci-dessus.

Enfin, à partir de 1906 (Loi de Finances du 17 avril

et décret d'application du 27 juillet), le conjoint (1) non remarié de l'assuré a bénéficié de la réversibilité de la moitié de la majoration ou de l'allocation ci-dessus visées; puis la loi de finances du 27 février 1912 a décidé l'attribution d'une allocation en faveur du conjoint non remarié de l'ouvrier des mines de nationalité française, lorsque l'assuré, bien qu'ayant trente années de service et 55 ans d'âge, ne jouissait pas à son décès d'une allocation ou d'une majoration réversibles, par application de la loi du 17 avril 1906. Cet ensemble de dispositions constituait manifestement l'embryon d'un système de retraites, plus homogène et plus humain, dont la loi du 25 février 1914 allait marquer le complet épanouissement.

Il faut l'attendre, en effet, pour assister à une refonte véritable et complète de la législation des retraites minières; jusqu'alors, on l'a dit, les mesures législatives adoptées, n'avaient été que des palliatifs, des correctifs apportés avec plus ou moins d'adresse aux imperfections et aux insuffisances de la loi de 1894; en 1914, au contraire, c'est une véritable révolution dans la technique des retraites à laquelle on assiste, l'abandon définitif des errements anciens, la mise en application de méthodes entièrement nouvelles.

Cette réforme doit trouver son origine dans l'évolution normale des esprits, qui a rendu concevable un système dont la réalisation n'aurait pu être imaginée vingt ans auparavant, et plus encore sans doute, dans la puissance accrue qu'ont donnée aux mineurs le développement des partis sociaux en France, et l'organisation syndicale des travailleurs du sous-sol. Enfin, et ce n'est certes pas l'un des éléments les plus négligeables, les catastrophes minières, la misère incontestable de certains bassins, les grèves si impopulaires qu'elles fussent, ont attiré d'une manière à peu près constante l'attention de l'opinion pu-

(1) Ce terme de « conjoint » est bien celui employé par la loi, le législateur ayant tenu à ce que les maris des femmes ayant travaillé dans les mines (et il y en avait encore un assez grand nombre avant 1914), bénéficient au même titre que les veuves, de la réversibilité accordée par la loi.

blique, et entraîné le Parlement presque malgré lui, à poursuivre l'étude des projets qui ont finalement abouti au régime actuel.

La grève générale des mines de houille, en 1906 (1), qui fut sans doute l'une des plus violentes et des plus lamentables enregistrées en France, refit l'union syndicale si fortement ébranlée par les événements de 1902-1903, à la suite desquels plusieurs syndicats dissidents s'étaient constitués (2), pour protester contre ce qu'on appelait alors « la trahison des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais ». Malheureusement pour les mineurs, les différences d'opinion, et surtout d'intérêt subsistèrent à l'intérieur de la Fédération, dont l'affiliation à la Confédération Générale du Travail ne put, pour cette raison, s'effectuer qu'en 1908, et encore à la faveur du désarroi provoqué dans cette dernière par l'arrestation de ses principaux chefs.

On assiste du reste, de 1910 à 1914, à une curieuse lutte d'influence entre, d'une part les syndicats houillers du Nord et du Pas-de-Calais, et d'autre part la Fédération Nationale (groupant toutes les mines de houille), à laquelle se joint, à partir de 1910, la Fédération Nationale des travailleurs du sous-sol. Durant toute cette période, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais continuent de faire preuve d'une grande modération, et se heurtent d'une manière à peu près ininterrompue, et souvent violente, au désir manifesté par leurs camarades des autres bassins, d'instaurer des méthodes révolutionnaires dans leurs rapports, tant avec le patronat qu'avec le Parlement. Cette opposition flagrante apparaît notamment à partir de 1912. Au début de cette année a lieu à Angers un congrès de la Fédération Nationale. L'endroit est bien choisi, et destiné à afficher publiquement l'étroite liaison de *tous* les travailleurs du sous-sol. Les ardoisiers s'y montrent violents, préconisent l'action directe et, soutenus par les syndicats de l'Ouest, du Centre et du Midi, réclament pour le 1^{er} mars

(1) Déclenchée à la suite de la catastrophe de Courrières.

(2) Notamment dans la Loire, et dans le Nord: syndicat Broutchoux.

une grève générale, destinée dans leur esprit à précipiter l'action du Parlement. Une fois de plus, le Nord et le Pas-de-Calais prennent une position plus modérée (les conventions collectives et les accords relatifs aux majorations devaient être renouvelés à la fin de l'année), et comme représentant le plus grand nombre de mineurs, ils font adopter, non sans protestations, une motion de conciliation reconnaissant en fait le désir des ouvriers mineurs, de se maintenir sur le terrain de la légalité.

C'est dans cette ambiance menaçante qu'a lieu à la Chambre l'examen des rapports présentés successivement par MM. Albert Thomas, Rodon, Chéron. L'avis de la commission du Budget est déposé sur le bureau de la Chambre le 9 juillet 1912. La discussion a lieu le 11 et le 12, hâtivement, dans la plus grande précipitation, les orateurs inscrits, au premier rang desquels Albert Thomas, renonçant à prendre la parole pour que la loi puisse être adoptée avant la fin de la session : finalement, le vote intervient le 12 juillet.

Aussitôt connu, le texte élaboré par la Chambre provoqua une véritable explosion d'indignation dans le monde minier, Nord et Pas-de-Calais exceptés. Outre qu'elle ne donnait que modérément satisfaction aux revendications des syndicats les plus avancés (elle exigeait notamment 55 ans d'âge), la loi comportait un certain article 12 qui, dans la discussion devant la Chambre avait déjà opposé fortement Jaurès à Basly, Vice-Président de la Commission des Mines. Cet article, en effet, dispensait les exploitants et les ouvriers des versements au Fonds de répartition prévu par la loi, dès lors que les premiers s'engageaient à assurer à leur personnel des prestations équivalentes à celles octroyées par le nouveau régime. Le texte en avait été vigoureusement défendu par Basly : celui-ci prétendant que les « conventions » avec les compagnies venaient à expiration le 31 décembre 1912, que la loi ne serait probablement pas encore votée par le Sénat à cette date ; que dans ces conditions, il ne pouvait pas prendre la responsabilité de faire perdre aux mineurs du Nord et du Pas-de-Calais le bénéfice d'une situation acquise, en

échange des garanties d'une loi dont le vote n'interviendrait peut-être que beaucoup plus tard. Les protestataires n'en considérèrent pas moins la scission qui en résultait, seules les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais étant financièrement à même d'utiliser la faculté laissée par l'article 12 comme une nouvelle trahison, et ils en firent porter à Basly toute la responsabilité. Des campagnes très vives de déclenchèrent, notamment dans le journal « L'Humanité ».

Il est extrêmement délicat d'analyser l'évolution des manifestations qui s'ensuivirent. La plus grande confusion règne durant ces deux années chez les ouvriers mineurs : une opposition violente dresse les vieux syndicats du Nord et du Pas-de-Calais contre ceux des autres régions. Les congrès se succèdent, menacent, entretiennent une agitation qui, dans une certaine mesure semble bien avoir été voulue et destinée à exercer une pression que la lenteur de la Haute-Assemblée à voter le texte adopté par la Chambre, rendait peut-être nécessaire. Il semble bien aussi que par ces manifestations, la Fédération ait tenté à ce moment de forcer le Sénat à rejeter le fameux article 12 et à englober d'autre part, dans les bénéficiaires de la loi, les travailleurs des minières et des ardoisières, dont l'assimilation n'avait pu être arrachée à la Chambre. Or, au début du mois de février 1914, le Sénat vote la loi, reproduit intégralement l'article 12, devenu l'article 11, et exclut les ouvriers des ardoisières et des minières ! Le 25 février, la Chambre adopte ce texte sans discussion (1).

Dès le vote connu, la Fédération Nationale lança l'ordre de grève générale. Ce fut un échec complet,

(1) *Article 11 de la loi du 25 février 1914* : « Au cas où un exploitant, par une convention collective de travail, assurerait à ses frais « à ses ouvriers et employés et à leurs veuves, le plein des majorations « et allocations à servir sur le Fonds spécial, s'élevant à 730 francs « pour les ouvriers et employés, et à 365 francs pour les veuves, et où il « ferait à tous les autres ayants-droit de l'article 7 et de l'article 10, « le plein des avantages qu'ils obtiendraient par le jeu de ces articles, « il serait déchargé, et ses ouvriers et employés le seraient avec lui, de « toute contribution au Fonds spécial de majoration, à la condition « toutefois que les charges assumées ne soient pas inférieures à la « cotisation de 1 % dont il serait exempté. »

d'abord parce que dans le Nord, les vieux syndicats, soutenus par le Conseil National de la Fédération houillère, constituée à la suite des événements précités de 1912-1914 et présidée par M. Lamendin, votèrent aussitôt un contre-ordre de grève. Puis, le mouvement était voué à la stérilité, le Parlement ne pouvant évidemment pas revenir sur sa décision: aussi, devant l'échec de cette tentative et son inutilité, le Conseil de la Fédération Nationale des travailleurs du sous-sol, réuni à Paris, vota-t-il, le 3 mars, la reprise du travail. La loi de 1914 entraînait en application.

CHAPITRE III

L'EVOLUTION CONTEMPORAINE

Il serait sans intérêt d'entreprendre ici une analyse détaillée de la loi du 25 février 1914. Cette loi est en effet la Charte du régime actuel des retraites minières: elle constitue donc l'objet même de cet ouvrage, et ses diverses dispositions seront examinées au fur et à mesure de la présente étude. Ce qu'il importait par contre de souligner dès l'abord, c'est que la législation ne s'est pas figée dans l'état où l'avait laissée le texte de 1914, et que ce dernier a subi, au cours des vingt-cinq dernières années d'importantes modifications: comme on le verra, toutes ont eu pour effet d'améliorer la situation des bénéficiaires, ou d'en élargir le cercle.

En vérité, les mineurs ont eu la chance de se voir gratifier, juste à la veille de la grande guerre, d'un régime particulièrement avantageux; pendant les hostilités et même après, on n'aurait certainement pas osé, faute de moyens financiers suffisants, adopter un régime, si nouveau, et déjà si coûteux pour la collectivité. Bien plus, du fait qu'elle existait, l'organisation ainsi créée a pu bénéficier par la suite d'améliorations dont l'incidence a paru négligeable, auprès de ce qui était déjà acquis.

D'autres facteurs sont ensuite intervenus en faveur des travailleurs du sous-sol. Cela a tout d'abord été la montée vertigineuse des prix, de 1914 à 1926, montée au cours de laquelle les réajustements de pouvoir d'achat des pensions ont profité, en même temps que de la hausse des salaires, du désordre né dans les esprits d'un bouleversement aussi complet des valeurs. Puis l'agitation sociale de l'après-guerre a de son côté servi les intérêts des mineurs en exerçant sur eux l'effet d'un catalyseur, en fournissant à leurs revendications une raison d'être et une justification qui leur auraient peut-être échappé: de sorte qu'ils ont pu, marchant de l'avant, conserver l'avantage acquis dès 1914. Enfin, plus tard, deux nouveaux éléments sont venus améliorer encore une situation déjà si bien assise. Cela a

d'abord été l'excellente situation financière des compagnies, dans la période 1925-1928, qui a permis à ces dernières de supporter sans trop récriminer des augmentations de salaires rendues possibles à la fois par la hausse des prix et par l'augmentation des ventes; puis, quelques années plus tard, le vote de la loi sur les assurances sociales, qui a mis le Parlement dans l'obligation, tout en maintenant aux mineurs le bénéfice des avantages spéciaux dont ils jouissaient déjà, de leur accorder à l'occasion de cette législation nouvelle, les prestations auxquelles ils auraient eu droit s'ils s'y étaient trouvés normalement affiliés.

Mais les raisons qui viennent d'être évoquées sont en réalité propres à la classe ouvrière tout entière. Elles ne suffisent pas à justifier, à une époque où le nivellement des salaires et des conditions d'existence des diverses catégories de travailleurs semblait presque une règle naturelle, le régime de faveur réservé à l'une d'entre elles. Or il semble bien à cet égard qu'en outre des mobiles d'ordre sentimental qui ont toujours incité la puissance publique à ménager les ouvriers des mines, deux facteurs soient principalement intervenus.

C'est tout d'abord l'existence d'un organisme administratif propre aux intéressés, et indépendant: la Caisse Autonome de Retraites des Ouvriers Mineurs (1). Cette Caisse a resserré encore, dans le domaine moral, les liens qui déjà unissaient et ont toujours uni la grande famille des mineurs. Elle a fait grandir chez eux la notion d'un bloc d'intérêts communs. Puis, dans un domaine plus matériel, elle a permis une cristallisation paisible de volontés qui, en son absence, n'auraient pu s'extérioriser qu'au prix de violences stériles. Et cette réunion, fréquemment renouvelée, au sein du Conseil d'Administration de la Caisse, de représentants des ouvriers, des exploitants et de l'Etat, a constitué un facteur inappréciable de pondération, en même temps qu'elle provoquait d'année en an-

(1) Par mesure de simplification, on emploiera l'expression « Caisse Autonome », dans le reste de cet ouvrage.

née, une amélioration méthodique et sûre de l'organisation précédemment admise.

Parallèlement à cette action, s'est d'autre part exercée l'influence de la Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol. Créée dès 1890, la Fédération n'a vraiment connu son plein essor qu'à partir de 1918. Mais, placée sous la direction d'hommes éminents, par leur modération et la sincérité de la foi qui les animait, elle a, dès l'origine, avec le minimum de grèves et d'agitation sociale, soutenu les ouvriers mineurs comme aucun syndicat peut-être n'a jamais su, en France, défendre les intérêts professionnels de ses adhérents.

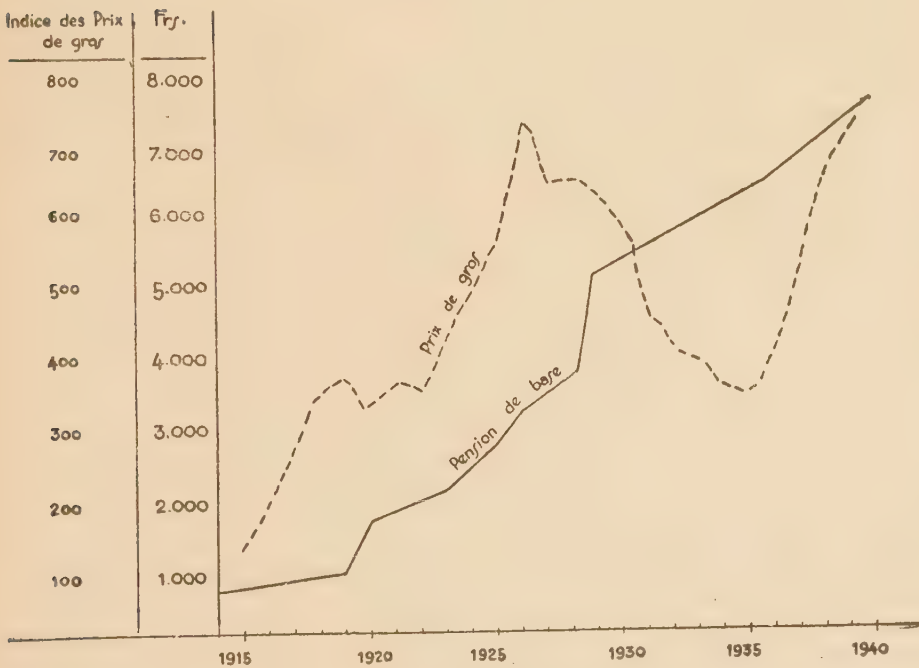
Sous l'action de ce faisceau de facteurs, si variés, mais si concordants, la loi primitive du 25 février 1914 a été progressivement révisée, améliorée, élargie, par une longue série de textes dont il ne pouvait évidemment être question d'entreprendre ici l'analyse: la tâche, manifestement, sortirait du cadre de cet ouvrage. Mais il a paru opportun d'examiner, au moins sommairement, après les avoir regroupées, les deux grandes catégories de mesures adoptées. A savoir: d'une part, les dispositions destinées à améliorer la situation des ouvriers bénéficiant déjà du régime spécial de retraites minières, ou bien à étendre à d'autres couches d'intéressés les avantages accordés aux précédents; d'autre part, et corollaire inévitable, celles prises en vue d'obvier aux déséquilibres d'ordre financier résultant de cette politique.

1° Extension du régime

Les améliorations ont tout d'abord porté sur les prestations, dont le montant a été relevé à de fréquentes reprises. Il serait fastidieux, et sans utilité pratique, de reprendre pour chaque texte, le détail des augmentations de taux intéressant les diverses catégories de pensionnés. On se contentera donc, dans le tableau ci-dessous, de retracer l'évolution de la pension de base: c'est-à-dire de la pension à laquelle peut, en principe, prétendre tout mineur atteignant l'âge de 55 ans, après avoir effectué trente ans au moins de service dans les mines françaises.

Montant de la pension de base de 1914 à 1939

Loi du 25 février 1914	640 francs à 730 francs	
— 29 mars 1919	880	— 970 francs
— 9 mars 1920	1.500	— 1.590 francs
— 24 décembre 1923..	2.000	—
— 11 juillet 1925	2.500	—
— 11 août 1926	3.000	—
— 29 février 1928	3.500	—
— 16 avril 1929	5.000	—
— 12 juillet 1933	5.500	—
— 26 août 1936	6.000	—
— 18 juillet 1937	6.500	—
Décret-loi du 2 mai 1938..	7.000	—
— 20 mai 1939..	7.500	—



Mais, en outre de ces augmentations de tarif, les assurés ont reçu de nombreux textes de lois, des avantages entièrement nouveaux.

La loi du 9 mars 1920, pour commencer, a introduit les retraites proportionnelles, et permis ainsi aux ouvriers ayant effectué de quinze à vingt-neuf années de travail dans les mines, de bénéficier partiellement des majorations pour l'attribution desquelles la Caisse Autonome exigeait auparavant trente années de services. Cette même loi a soumis les administrateurs de syndicats miniers remplissant les conditions indiquées par ailleurs, au régime applicable aux délégués mineurs.

La loi du 30 avril 1920, à son tour, a sous certaines réserves, étendu aux ouvriers ardoisiers les dispositions précédemment admises en faveur des mineurs.

La loi du 24 décembre 1923 a, dans un domaine différent, apporté une amélioration notable à l'organisation existante. C'est elle qui a créé, pratiquement, le régime des pensions d'invalidité, auparavant réservé à quelques cas exceptionnels.

La loi du 28 décembre 1923, puis celle du 11 juillet 1925, — prolongeant celle du 30 avril 1920, — ont soumis au régime spécial: la première, le personnel des industries annexes des exploitations minières, la seconde, les employés des sociétés de secours; celle-ci a en outre comblé une omission regrettable de la loi de 1914, en instituant des pensions d'orphelins, au profit des enfants des mineurs décédés.

L'apparition du régime des Assurances Sociales, en 1930, a obligé le Gouvernement à adopter dans un décret en date du 30 juin 1931, toute une série de mesures destinées à rétablir l'égalité de traitement dans les cas où le régime général nouvellement instauré réservait à ses bénéficiaires des avantages supérieurs à ceux prévus en matière minière.

La loi du 8 juillet 1932 a donné satisfaction à une vieille revendication des ouvriers des mines de charbon, en leur octroyant le chauffage gratuit, sous forme d'allocations de bons de chauffage.

La loi du 7 avril 1936, inspirée tant par des mobiles politico-économiques que par des revendications ouvrières, a instauré un régime d'allocation temporaire aboutissant

en fait à une liquidation anticipée, à 50 ans, des pensions de retraite des ouvriers comptant trente années de travail à la mine, dont vingt au fond.

Le décret du 3 mai 1939, destiné à remplacer celui du 30 juin 1931, a assuré plus étroitement encore la coordination du régime général des assurances sociales et du régime spécial.

Enfin, et c'est la dernière des modifications importantes apportées en cette matière à la loi du 25 février 1914, le décret-loi du 20 mai 1939, inspiré lui aussi par la nécessité de réserver aux mineurs des avantages au moins égaux à ceux des autres assurés sociaux, a introduit un système d'allocations familiales en faveur des pensionnés.

2° Voies et moyens

Ces diverses mesures se sont naturellement traduites par une augmentation massive des dépenses de la Caisse Autonome, dont on aura une idée en consultant le chapitre réservé au fonctionnement financier de cet organisme. D'une part, en effet, l'accroissement des recettes provenant de la hausse des salaires, a difficilement suivi celui du chiffre des pensions; d'autre part, il a fallu se procurer les ressources supplémentaires permettant de financer l'octroi des avantages entièrement nouveaux. Cela a été l'objet de toute une série de dispositions législatives ou réglementaires dont on trouvera ci-dessous les principales (1).

Tout d'abord, plusieurs textes ont relevé le chiffre maximum du salaire soumis à prélèvements : fixé à 3.000 francs par la loi du 25 février 1914, il a été porté par échelons successifs à 20.000 francs. A noter, par conséquent que dans le même temps où le montant de la pension de base passait de 1 à 10, celui du salaire maximum soumis à retenue ne s'élevait que de 1 à 7.

Dès 1919, la nécessité s'est fait sentir d'accroître les ressources du fonds de répartition, en raison de l'augmen-

(1) On passera volontairement sous silence les textes relatifs à la répartition des recettes entre les deux Fonds d'Assurance et de Répartition, qui feront par ailleurs l'objet d'une étude spéciale.

tation des retraites accordée au cours de la même année; la loi du 29 mars 1919 a donc porté de 1 % à 2 % le taux de chacune des contributions ouvrière et patronale pour l'alimentation du fonds spécial.

La loi du 9 mars 1920, relevant très sensiblement le taux des retraites, et créant, comme on l'a indiqué précédemment la retraite proportionnelle a, dans son article 10, réservé la possibilité pour le Conseil d'administration, de virer, jusqu'en 1926, au fonds spécial, une fraction des cotisations affectées précédemment à la capitalisation.

La loi du 24 décembre 1923 a dû relever à nouveau le taux des contributions ouvrière et patronale pour le fonds spécial, en portant chacune d'elle à 2,5 % des salaires.

Par ailleurs, la participation de l'Etat a cessé à ce moment d'être établie forfaitairement, et a été fixée désormais en fonction du montant des salaires (voir à ce sujet, p. 144 : Ressources du fonds spécial).

En 1926, par une loi du 11 août, le législateur a modifié encore une fois la répartition des recettes entre le fonds d'assurance et le fonds spécial, en diminuant la part revenant à la capitalisation.

La loi du 8 juillet 1932, pour assurer le financement des allocations de chauffage, a exigé une nouvelle contribution de 0,30 % des salaires payés aux ouvriers et employés des houillères, dont moitié à la charge du salarié, et moitié à la charge de l'employeur.

Enfin, plusieurs lois successives relatives à la taxe sur les charbons ont finalement abouti à celle du 18 juillet 1937, codifiant en quelque sorte la matière, et attribuant à la Caisse Autonome une contribution supplémentaire annuelle de cent millions. (Voir à ce sujet, p. 144 : Ressources du fonds spécial.)

Tel est, dans son ensemble, le travail législatif fourni durant les années qui suivirent la guerre de 1914-1918, pour compléter et améliorer le texte de la loi de 1914, travail dont le décret du 2 mars 1937 a fort opportunément assuré la codification.

On s'efforcera, dans les chapitres suivants, d'étudier le régime qui en est pratiquement résulté.

TITRE II

**DOMAINE D'APPLICATION
DU RÉGIME
DES RETRAITES MINIÈRES**

DOMAINE D'APPLICATION DU RÉGIME DES RETRAITES MINIÈRES

Depuis qu'existe un régime de retraites spécial aux ouvriers mineurs, des discussions se sont fréquemment élevées sur la question de savoir si telle ou telle industrie, si tel ou tel travailleur, devaient ou non y être soumis. La loi de 1894 qui, la première, a jeté les bases de la législation actuelle, n'avait défini que d'une manière assez vague le domaine de son application, en se contentant de désigner « les exploitants des mines et ouvriers et employés de ces exploitations ». C'était pratiquement laisser à l'arbitraire de l'administration le soin de déterminer les bénéficiaires: en fait, une circulaire émise le 30 juin par le Ministre du Travail s'était bien employée à mettre un peu d'ordre dans la matière: elle ne pouvait évidemment prétendre à l'autorité d'un texte de loi.

A l'origine, cette imprécision doctrinale n'a choqué personne, parce que les cotisations exigibles étaient extrêmement réduites. Mais quand le régime s'est étendu à des couches de plus en plus nombreuses d'intéressés, auxquels on a demandé une contribution financière de plus en plus importante, l'intérêt qu'il y avait à délimiter exactement les frontières de la législation, est apparu beaucoup moins négligeable.

A partir de 1914, notamment, les charges pesant sur les exploitants et les ouvriers des mines se sont trouvées beaucoup plus lourdes que celles imposées aux autres industries: inversement, les assurés ont été appelés à béné-

ficier de prestations incomparablement supérieures à celles accordées aux autres catégories de travailleurs. Aussi a-t-on commencé à enregistrer des polémiques passionnées, certains réclamant avec insistance leur assimilation, tandis que les autres s'y opposaient avec énergie, suivant que la somme des avantages à attendre du régime spécial leur paraissait ou non l'emporter sur les sacrifices financiers exigés en contre-partie. Car la loi de 1914 avait repris sensiblement les termes de celle de 1894, laissant régner en la matière la même imprécision.

A vrai dire, la question a perdu une partie de son intérêt depuis la mise en application du régime général des assurances sociales, en 1930, par suite d'une réduction appréciable des différences existant entre les deux organisations. On conçoit cependant l'importance qu'il peut y avoir, même aujourd'hui, à connaître la délimitation précise des pouvoirs et de la compétence de la Caisse Autonome. Faute de sources législatives suffisantes, les éléments d'un partage d'attribution entre les deux régimes ont dû être tirés de l'ensemble assez confus de lois, décrets, arrêtés et circulaires ayant trait à la matière: ce sont les résultats de cette recherche que l'on trouvera exposés dans les deux chapitres suivants.

Il a paru en effet indispensable de prévoir dans ce développement deux parties distinctes: dans la première seront examinées les raisons objectives tenant à la nature de l'emploi, qui ont justifié ou tout au moins expliqué la soumission d'un salarié au régime des ouvriers mineurs; dans le second on envisagera les considérations d'ordre personnel qui peuvent faire admettre tel ou tel travailleur, ou bien au contraire faire rejeter tel ou tel autre.

CHAPITRE IV

LIMITES RELATIVES AU CARACTERE DE L'EMPLOI

La loi du 25 février 1914 fait bénéficier du régime qu'elle institue les « ouvriers mineurs et employés des mines ». De cette définition même se dégagent trois conditions que doit obligatoirement et simultanément remplir tout assuré :

- 1° Il doit être ouvrier ou employé, c'est-à-dire salarié ;
- 2° Il doit exercer le métier de mineur ;
- 3° Il doit travailler dans une mine.

Première condition: le salariat

Le bénéfice du régime spécial des retraites des ouvriers mineurs est réservé aux salariés, c'est-à-dire à l'ensemble des individus rémunérés en fonction de la durée de leur travail, ou de sa productivité. C'est un point sur lequel sont revenus toutes les lois relatives à cette matière, et la nécessité d'un contrat de travail ne fait plus aujourd'hui aucune espèce de doute.

Le montant du salaire, l'importance hiérarchique n'ont pas à entrer en considération. La circulaire du 30 juin 1894 est là-dessus très explicite: la loi du 29 juin 1894, précise-t-elle, s'applique à tous les employés de mine proprement dits, « sans distinction dans la hiérarchie, depuis « l'ingénieur en chef jusqu'au moindre des surveillants ». L'assimilation a même été poussée plus loin, et à juste titre: les directeurs des compagnies, en tant que salariés, ont dû se soumettre au régime commun, et effectuer les régularisations nécessaires, lorsque les versements auxquels est obligatoirement astreint le personnel minier, n'avaient pas été effectués en temps utile pour leur compte.

Il n'y a pas lieu davantage de faire entrer en considération la durée du travail des intéressés. Que la période d'embauche soit d'un jour ou d'un an, il n'y en a pas moins travail salarié, et dès lors que ce travail répond par ailleurs aux conditions qui seront précisées ultérieurement, l'ouvrier doit être soumis aux lois de retraites minières. Cette règle a parfois abouti à des situations compliquées tenant au fait que les compagnies font assez fréquemment appel à des manœuvres employés « à la journée ». Sans doute ce personnel descend-il rarement au fond, où la technique exige la présence de spécialistes, mais il leur arrive couramment de travailler sur des chantiers néanmoins considérés comme se rattachant à l'exploitation de la mine. Aussi la Caisse Autonome exige-t-elle que ces « auxiliaires » soient soumis au même régime que les mineurs. Les compagnies ont souvent protesté contre cette exigence, arguant du caractère accidentel de l'emploi, et des difficultés réellement très grandes présentées par la prise en compte de périodes de travail aussi courtes: le caractère impérieux de la loi n'a pas permis de donner suite à leurs demandes.

Mais là s'arrête l'application de la loi, c'est-à-dire à l'existence d'un contrat de travail; l'article 12 et surtout l'article 13 du Code des retraites minières qui parle des « prélèvements sur les *salaires* », sont assez précis à cet égard. Or cette limitation a, dans la pratique, soulevé un certain nombre de difficultés: dans le cas notamment des personnes que leur emploi ne permet pas d'assimiler d'une façon rigoureuse à des salariés, ou que leur contrat de travail, au contraire parfaitement régulier, lie moins à la mine qu'à un entrepreneur travaillant pour le compte de celle-ci.

1° *Cas où l'existence d'un contrat de travail
est douteuse*

a) *Professions libérales.*

Le cas le plus fréquemment rencontré est celui des médecins des compagnies; mais les instituteurs libres, et plus généralement toutes les personnes employées dans les

œuvres sociales des exploitations minières peuvent se trouver dans une situation identique. Lorsque les intéressés, en effet, et plus particulièrement les docteurs, ne consacrent pas toute leur activité à la mine, mais continuent d'exercer leur profession à l'extérieur, l'assimilation à un salarié devient impossible, le caractère libéral de l'emploi étant alors patent. Or, il s'est produit que, des années durant, certaines sociétés effectuent des versements au compte d'agents échappant ainsi à la législation sur les retraites minières. Aussi la Caisse Autonome a-t-elle cru devoir, à plusieurs reprises, et notamment dans une circulaire en date du 19 décembre 1934, préciser que pouvaient seuls bénéficier du régime spécial les salariés placés par contrat à la disposition exclusive d'exploitations minières; dans l'hypothèse des médecins, la circulaire rappelle que le contrat de travail doit être écrit, et porter l'interdiction faite aux intéressés de conserver une clientèle particulière: il en est de même des instituteurs ou institutrices libres.

b) *Entrepreneurs et tâcherons.*

Il arrive parfois que des exploitations minières, pour se décharger de travaux particuliers, fassent appel à des spécialistes, maçons, électriciens, mécaniciens : ces derniers, entrepreneurs ou tâcherons, s'engagent par contrat, écrit ou verbal, à mener à bien la besogne qui leur a été confiée, et pour ce faire, ils embauchent un personnel, dont ils assurent la rémunération et auquel ils fournissent en général l'outillage nécessaire.

Si la position des entrepreneurs proprement dits, et la question de leur affiliation ne soulèvent, théoriquement (1) aucune difficulté, les intéressés ne pouvant à aucun point de vue être assimilés à des salariés, celle des tâcherons apparaît au contraire beaucoup plus incertaine.

(1) Théoriquement! Car en fait, il n'est pas toujours facile de définir la qualité d'entrepreneur. Il est souvent nécessaire de procéder à un examen très détaillé des cas particuliers, et de recourir en outre aux différents arrêts jurisprudentiels faisant appel à la notion d'entreprise.

Le tâcheron, en effet, travaille pour le compte d'un tiers, il engage son industrie, son expérience, et il est responsable de la malfaçon de ses ouvriers; il lui arrive en outre d'apporter un outillage, de petits capitaux; en général, il fixe le taux de rémunération de son personnel: il est de ce fait exposé aux variations des salaires et des cours des matières premières. Enfin, il participe souvent lui-même à l'exécution du travail. On se trouve donc en présence d'un ensemble assez confus de caractères plus ou moins contradictoires qui rend extrêmement délicate la définition juridique du tâcheron: par certains points, il semble relever du salariat; par certains autres, il prend incontestablement figure d'entrepreneur. Devant le silence de la loi, le Conseil d'administration de la Caisse Autonome a estimé très judicieusement que les liens de droit unissant le tâcheron à l'exploitation minière d'une part, au personnel qu'il engage, rémunère et fait travailler, d'autre part, devaient primer toute autre considération; et que seul l'examen des faits pouvait montrer si l'on avait affaire à un véritable entrepreneur ou bien au contraire à une sorte de surveillant appointé par la mine; suivant l'une ou l'autre interprétation, l'assimilation de l'intéressé est ou non rejetée.

*2° Cas où le contrat de travail existe,
mais ne lie pas directement le mineur
à une exploitation minière*

C'est précisément celui du personnel embauché par les entrepreneurs ou tâcherons visés au paragraphe précédent. Lorsque le travail effectué n'est pas minier, les intéressés échappent de toute évidence à l'application du Code sur les retraites minières. Dans le cas contraire (et c'est là un point dont l'appréciation incombe à la Caisse Autonome, conformément aux règles qui seront indiquées plus loin), l'affiliation apparaît logique, mais moins évidente; et de fait, les exploitations minières ou du moins certaines d'entre elles ont longtemps soutenu qu'en l'absence d'un contrat direct les liant aux intéressés, ces derniers devaient normalement échapper à l'application de la loi de 1914.

La question s'est posée avec une certaine acuité aussitôt après la grande guerre, et plus particulièrement aux environs de 1920-1925. A cette époque en effet, le régime des assurances sociales n'avait pas encore été institué. Celui des retraites minières paraissait donc d'autant plus lourd aux exploitants qu'il exigeait d'eux seuls des sacrifices déjà importants. Aussi semble-t-il que certains d'entre eux aient recouru assez largement au système de l'entreprise. En confiant à un tiers le soin de recruter et de payer un personnel qui leur restait ainsi étranger, ils réduisaient le nombre des ouvriers affiliés à la Caisse Autonome; cette manœuvre leur procurait un bénéfice appréciable, le régime des retraites ouvrières et paysannes étant infiniment moins onéreux. Ces cas ne furent sans doute jamais extrêmement nombreux, mais ils inquiétèrent vivement les syndicats miniers, qui craignirent alors de les voir se généraliser et devenir la règle.

Aussi la Caisse Autonome, après avoir fait procéder à diverses enquêtes, qui n'aboutirent pas à des résultats suffisamment probants, se décida-t-elle à porter la question devant le Conseil Général des Mines (1). Celui-ci entreprit à son tour une étude extrêmement poussée des cas litigieux et finalement émit un avis dont on a jugé bon de reproduire ci-après le texte, parce qu'il a réglé d'une manière définitive cette controverse délicate; le Conseil d'administration de la Caisse Autonome s'y est rangé sans discussion, au cours d'une séance en date du 15 mars 1932, et plus jamais depuis lors les principes sur lesquels il était basé n'ont été remis en cause.

(1) Le Conseil Général des Mines, créé par un décret impérial du 18 novembre 1810, a essentiellement pour objet d'éclairer le Gouvernement dans le développement de sa politique minière. Recruté parmi l'élite des hauts fonctionnaires, comprenant les Inspecteurs généraux des mines membres de droit, et présidé par le Ministre des Travaux publics, cet organisme a toujours, dans les nombreux avis qu'il a été appelé à fournir, fait preuve du plus grand objectivisme et du plus haut caractère technique. Il fonctionne tantôt à titre facultatif, tantôt à titre consultatif sur toutes les affaires que son Président croit devoir lui soumettre. Mais il est obligatoirement consulté dans un certain nombre de cas expressément définis par les textes réglementaires, et notamment à l'occasion des demandes de concessions, ainsi que de réunion, extension, partage ou renonciation à des concessions existantes.

« Le Conseil,

« Considérant qu'aux termes de l'article premier de
« la loi du 25 février 1914, la Caisse Autonome de retraites
« des ouvriers mineurs a été instituée pour assurer le ser-
« vice des « retraites des ouvriers mineurs et des employés
« des mines », sans qu'il soit fait de distinction entre ceux
« de ces ouvriers et employés qui sont directement occupés
« et appointés par les exploitants des mines, et ceux qui
« travaillent sous la direction d'entrepreneurs et sont payés
« par ceux-ci;

« Que la question de savoir si un ouvrier doit être ou
« non affilié à la Caisse Autonome est dès lors condition-
« née essentiellement par la nature des travaux qui lui
« sont confiés;

« Est d'avis que tout ouvrier occupé à des travaux qui
« sont naturellement et traditionnellement des travaux de
« mine doit être affilié à la Caisse Autonome;

« Qu'il y a lieu, par contre, de placer sous le régime
« général des assurances sociales les ouvriers dont les tra-
« vaux sont indubitablement étrangers à l'exploitation mi-
« nière;

« Que pour l'application des principes ainsi posés à
« certains cas limites ou douteux, il convient de tenir
« compte du caractère continu ou temporaire des travaux,
« ainsi que de la proportion dans laquelle les ouvriers en
« cause travaillent, d'une part pour les besoins de la mine
« et, d'autre part, pour d'autres besoins. Il s'agit alors de
« cas d'espèce sur lesquels il convient au Conseil d'admi-
« nistration de la Caisse Autonome de statuer, en s'inspi-
« rant des directives générales ci-dessus exposées. »

Ce qu'il faut bien retenir de cette sorte de consulta-
tion juridique, c'est le critérium à observer, pour savoir si
des travaux effectués par un entrepreneur doivent ou non
donner lieu à l'affiliation des ouvriers à la Caisse Auto-
nome:

a) Nature du travail accompli par l'entreprise;

b) Ou caractère temporaire du travail effectué par
cette dernière, pour le compte de la mine.

Ce travail est-il incontestablement minier (fonçage d'un puits par exemple) ? Alors le personnel de l'entreprise doit être assujetti à la législation des retraites minières, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la plus ou moins longue durée du travail. S'agit-il au contraire d'une besogne effectuée pour le compte d'une exploitation minière, mais qui pourrait l'être tout aussi bien pour celui d'un client particulier quelconque ? Les ouvriers de l'entreprise échappent alors aux prescriptions du Code: tel serait le cas d'un entrepreneur de maçonnerie construisant pour une mine des maisons ouvrières.

La règle apparaît ainsi très claire: cela ne signifie pas cependant que son application se fait d'une manière automatique, et si le Conseil d'administration de la Caisse arrive aujourd'hui à déterminer avec netteté les cas dans lesquels l'ouvrier d'entreprise doit être assujetti à la loi de 1914, c'est au prix, pour chaque espèce qui se présente, d'une analyse semblable à celle qu'on vient de faire à titre d'exemple, et en se référant aux notions précisées dans l'avis du Conseil général des mines précité.

Deuxième condition: le métier de mineur

En l'absence de toute définition légale, la Caisse Autonome, s'appuyant sur les décisions réglementaires édictées depuis la loi de 1914, sur l'esprit de cette dernière, et enfin sur la pratique issue de la législation de 1894, a dû élaborer elle-même un critérium permettant de distinguer des autres ouvriers, ceux qui exercent une profession minière.

Par la suite, le domaine d'application que n'avait su ou voulu définir avec précision le législateur de 1914, a été étendu à de nouvelles catégories de salariés que le Parlement a estimées assez étroitement liées au travail des mines pour justifier une assimilation dont la Caisse Autonome n'aurait pu, en stricte logique, assumer seule la responsabilité.

On trouvera ci-dessous l'étude de la situation à laquelle a finalement abouti cette évolution d'un quart de

siècle, les différentes catégories d'assurés étant envisagées dans l'ordre où elles ont été chronologiquement appelées à bénéficier du régime spécial.

**Personnel admis dès 1914 à bénéficier
de la législation des retraites**

1° Ouvriers mineurs proprement dits

On a déjà vu qu'une circulaire du Ministre des Travaux publics avait dû intervenir aussitôt après la promulgation de la loi de 1894 pour en rendre l'application possible. Cette circulaire, datée du 30 juin 1894, s'est inspirée tant du contexte que des discussions auxquelles avait donné lieu, notamment dans une séance du Sénat du 16 février 1893, la préparation de la loi. Elle constitue en fait le seul document sur lequel puisse se baser actuellement le Conseil d'administration de la Caisse Autonome, dans son appréciation des raisons d'ordre technologique qui peuvent militer pour ou contre l'assimilation d'un ouvrier.

En vertu de ce texte, tombent sous le coup de la nouvelle législation, tous les ouvriers du fond « tels qu'ils « sont définis par la loi du 8 juillet 1890 », relative aux délégués mineurs. C'est une première imprécision, car cette loi du 8 juillet 1890 est assez peu explicite en cette matière précisément. Son article premier porte que « des « délégués mineurs sont institués conformément aux dis- « positions de la présente loi pour visiter les travaux sou- « terrains des mines, minières et carrières, dans le but ex- « clusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le « personnel qui y est occupé... » Mais tout au plus peut-on arguer du vague de cette définition pour justifier la généralisation du régime spécial à toutes les catégories d'ouvriers travaillant au fond de la mine.

Là où les difficultés apparaissent, réellement, c'est en ce qui concerne les ouvriers du jour. La circulaire s'efforce de découvrir dans le texte même de la loi et plus encore dans les arguments présentés lors de la discussion au Sénat (séance du 16 février 1893), les bases d'une discrimination entre les ouvriers du jour qui doivent bénéficier du

régime envisagé, et ceux dont au contraire il ne doit pas être tenu compte. Ces considérations l'amènent à adopter une distinction devenue classique en matière, soit d'accidents de mines, soit d'occupations de terrains, soit de redevance proportionnelle; et elle décide que devront seuls être considérés comme ouvriers du jour: « les ouvriers occupés dans les opérations accessoires se rattachant légalement à l'extraction proprement dite, ou s'exécutant dans les lieux, ateliers ou chantiers qui forment des dépendances légales de la mine en droit minier ». Les industries dites « annexes » étant constituées par tout ce qui n'est pas englobé dans cette définition: par exemple la fabrication du coke ou d'agglomérés, par opposition au lavage ou à la préparation mécanique du minerai, qui sont la suite directe et indispensable de l'extraction.

Malheureusement, et c'est ce qui enlève toute valeur à cette définition en apparence très claire et très précise, on chercherait en vain dans le droit français la définition, dont il est fait état, « des opérations se rattachant *légalement* à l'extraction », et des « dépendances *légales* de la mine ». A vrai dire, il n'y en a pas, et la Caisse Autonome a toujours dû baser ses décisions bien plus que sur des textes, sur le raisonnement et sur l'avis des techniciens dont elle a su s'entourer. Elle a donc été amenée à établir une distinction aux termes de laquelle doivent seules être considérées comme des dépendances légales (1) de la mine, les installations du jour où s'effectuent:

1° Des opérations en l'absence desquelles la mine ne pourrait pas être matériellement exploitée;

(1) Il est intéressant à cet égard de rappeler l'opinion exprimée par M. d'Aguillon, dans son *Traité sur la législation des mines en France*, *Traité* dont la Caisse Autonome s'est fortement inspirée, pour l'élaboration de sa doctrine; on y lit notamment:

« Les dépendances légales comprennent deux catégories: les unes « se relient immédiatement, directement aux ouvrages souterrains; elles « en sont la continuation indispensable sans laquelle la mine ne pourrait pas être matériellement exploitée, comme les engins d'extraction, d'épuisement, de ventilation, avec leurs machines, leurs chaudières et les bâtiments qui les recouvrent, la lampisterie, les dépôts « d'approvisionnement et ceux des produits extraits mis en stock. Dans « l'autre catégorie on doit placer les installations formées par des ateliers où les produits extraits sont soumis à certaines opérations avant

2° Des opérations constituant la suite nécessaire et indispensable des travaux miniers proprement dits, ou destinées à donner une valeur marchande au minerai extrait.

Comme on le voit, cette répartition se base essentiellement sur les arguments technologiques qui peuvent faire rattacher à l'exploitation minière proprement dite telles ou telles opérations accessoires. Elle est au surplus assez lâche pour que bénéficie de la législation spéciale la quasi-totalité du personnel exerçant une profession véritablement minière.

2° Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs

La fonction de délégué à la sécurité des ouvriers mineurs a été créée en 1890, par une loi du 8 juillet. Rémunérés par l'Etat, qui recouvre ensuite sur les exploitants le montant des sommes ainsi avancées, les délégués sont chargés d'effectuer à l'intérieur de leurs circonscriptions des tournées de contrôle et d'inspection. Ils doivent, comme leur titre le laisse entendre, assurer la sécurité de la mine, tant en indiquant dans des rapports périodiques leurs observations personnelles sur l'exploitation inspectée, qu'en suggérant les méthodes à adopter, en vue d'éviter le retour des accidents sur lesquels ils ont été invités à effectuer des enquêtes.

« d'être livrés au commerce. Suivant la nature de ces opérations, on « distinguera celles faites dans des dépendances légales ou dans des « industries annexes.

«
« Certaines d'entre elles ne sont considérées juridiquement que « comme la continuation nécessaire et indispensable des travaux de la « mine, en sorte qu'elles sont réputées se rattacher à son exploitation « et les établissements où elles ont lieu rentrent dans ces dépendances « légales qui, juridiquement, ne doivent pas se distinguer des bâti- « ments et emplacements du service de l'extraction.

«
« Il semble rationnel de rattacher à l'exploitation proprement dite « toutes les opérations indispensables pour amener le produit brut « extrait à ce premier état hors duquel il n'est pas encore marchand; et « on pourra, dans cet ordre d'idées, s'inspirer généralement d'un double « critérium: le produit extrait ne peut être vendu sans avoir subi cette « première opération; celle-ci ne peut être et n'est effectivement faite « que par l'exploitant; elle ne peut exister à l'état d'industrie distincte « pour un tiers. »

Ce sont en général d'anciens ouvriers mineurs, élus par les mineurs. Souvent même ils retournent travailler à la mine les jours où leur fonction de délégué les laisse inoccupés. Aussi le législateur a-t-il de très bonne heure reconnu la nécessité de les soumettre à un régime de faveur: et dès 1906, une loi les a autorisés, mais facultativement, à constituer leurs retraites dans les mêmes conditions que les ouvriers mineurs. La loi de 1914, reprenant complètement la question, a exigé au contraire l'assimilation pure et simple, obligatoire, en ce qui concerne le paiement des cotisations correspondant aux journées de travail indemnisées: elle a par ailleurs précisé les opérations administratives et comptables auxquelles donnerait lieu désormais l'établissement des pensions, opérations assez complexes du reste, dont on trouvera ultérieurement une étude détaillée. (Voir, p. 402.)

3° *Employés*

Il y a lieu de faire à leur égard une distinction, certes moins tranchée, mais tout aussi nécessaire que pour les ouvriers, entre ceux « du fond » et ceux « du jour ».

Les premiers, appartenant au service dit « actif », sont appelés, soit en permanence, soit à titre occasionnel, et de par l'exercice de leur fonction, à descendre dans la mine, ou à travailler dans des chantiers et exploitations considérés comme relevant de l'exploitation minière. Aucune contestation ne s'est jamais élevée à leur sujet, et ils ont dès l'origine de la loi, et dans leur totalité, bénéficié du régime spécial.

En ce qui concerne au contraire les employés de bureau, l'assimilation a donné lieu à des difficultés. S'il pouvait paraître admissible, en effet, de soumettre au même régime que les mineurs, les employés travaillant dans des services étroitement rattachés à la mine ou aux entreprises accessoires de cette dernière, il aurait été choquant de traiter de même ceux n'ayant avec l'exploitation minière que des rapports par trop lâches. Aussi la circulaire du Ministre des Travaux publics du 30 juin 1894 rappelle-t-

elle qu'il ne devra être tenu compte que des employés de bureau dont les écritures, les bureaux ou les occupations les rattachent directement, sur place, à l'exploitation proprement dite de la mine et aux opérations accessoires qui y sont assimilées.

Cette distinction en apparence très simple a, dans la pratique, donné lieu à certaines hésitations.

La circulaire, en effet, oppose aux employés, tels qu'ils sont définis plus haut, ceux « se rattachant à l'administration purement financière d'une affaire », et ceux d'une simple « agence de vente ». Mais le partage est apparu très délicat, d'abord parce que certains services sont déjà difficiles à classer dans l'une de ces catégories, mais plus encore parce qu'il se produit un échange fréquent de personnel des unes aux autres. Il est notamment de règle générale que le personnel, d'abord employé dans des bureaux proprement miniers, passe au fur et à mesure qu'il monte en grade, dans des services ne concourant plus spécialement à la gestion technique ou même commerciale de l'entreprise. Aussi le Conseil d'administration de la Caisse Autonome s'est-il cru autorisé, de bonne heure, à faire une interprétation assez large des textes, ne posant en fait qu'une seule condition à l'assimilation des employés : la présence, au lieu même ou à proximité immédiate de la mine. C'est ainsi que n'ont jamais été admis au bénéfice du régime spécial les personnes travaillant dans les agences, souvent éloignées, que maintiennent dans les grandes villes certaines compagnies. Le cas a du reste été réglé d'une manière définitive par un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 31 janvier 1934.

Mais cette application, fort logique du reste des principes seulement effleurés en 1894 et 1914, laissait naturellement en dehors du domaine d'application de la loi certaines catégories d'ouvriers, dont les professions, bien que non minières, avaient avec la mine des liens extrêmement étroits. A une époque où n'existaient pas encore les Assurances sociales, le législateur a estimé choquant de maintenir entre des salariés vivant et travaillant dans les

mêmes exploitations une différence de traitement aussi visible. Et par plusieurs lois, il a progressivement élargi le cadre d'application du régime primitif.

**Personnel admis depuis 1914
à bénéficier de la législation sur les retraites**

*1° Administrateurs de syndicats et d'unions de syndicats
régulièrement constitués*

Ils ont été les premiers des « non-mineurs » soumis à la législation de 1914, la loi du 9 mars 1920, dans son article 8, les ayant assimilés aux délégués (1). Les syndicats miniers, en raison de la concentration des mines, groupent, en général, un nombre considérable d'adhérents: leur bon fonctionnement exige donc que les administrateurs consacrent toute leur activité à l'œuvre syndicale et abandonnent à peu près complètement l'exercice de leur profession. Aussi, et pour éviter qu'ils ne perdent, le jour de la sortie de la mine, le bénéfice des versements déjà effectués, les intéressés ont-ils été admis par la loi de 1920, à demeurer affiliés à la Caisse Autonome, dès lors que leur situation antérieure justifiait cette mesure de bienveillance. La loi exige notamment qu'ils aient travaillé pendant dix années au moins dans une exploitation soumise au régime des retraites minières, et qu'ils n'aient cessé le travail que pour remplir leurs nouvelles fonctions. Les intéressés doivent adresser une demande à la Caisse Autonome, par l'intermédiaire de leur syndicat, en indiquant:

(1) On peut se poser la question de savoir pourquoi les administrateurs ont été assimilés aux délégués mineurs, et non pas, ce qui aurait paru au moins aussi logique, aux mineurs proprement dits. Il ne semble pas qu'il y ait d'explication « officielle » à cette anomalie. Tout au plus peut-on affirmer que cette disposition a été prise pour des raisons d'opportunité, et notamment en vue d'éviter que les nouveaux assimilés soient obligés d'effectuer les régularisations auxquelles ont toujours été astreints les ouvriers bénéficiant d'une mesure analogue (cas des ardoisiers). En tous cas, la conséquence pratique, c'est que la Caisse Autonome pousse l'application du principe jusqu'à sa limite, et exige de la part des administrateurs, quel que soit leur traitement, une cotisation correspondant au montant de l'indemnité de délégué, telle qu'elle est fixée dans le département intéressé.

- 1° La date de déclaration de celui-ci à la Préfecture;
- 2° La date de leur nomination d'administrateur.

Doivent en outre être joints:

Un certificat de travail du dernier employeur (vérification de la continuité des services miniers, et des fonctions d'administrateur);

Eventuellement, les certificats de travail destinés à faire la preuve des dix années de services miniers exigées par la loi.

2° Ouvriers ardoisiers

Ils sont assimilés aux mineurs depuis la loi du 30 avril 1920, qui est venue mettre un terme à une différence de traitement tout à fait injustifiée: l'exploitation des ardoisières présentant beaucoup d'analogie avec celle des mines, et les grandes exploitations, en général souterraines, ne se distinguant de ces dernières, ni par leur organisation générale, ni par les dangers auxquels est exposé leur personnel.

Le décret du 12 novembre 1920, portant règlement d'administration publique, a dû prévoir toutefois certaines modalités d'application. Il a fallu en effet tenir compte du fait que les versements effectués par les ardoisiers durant les années antérieures, étaient insignifiants, par rapport à ceux des mineurs; il aurait été injuste, dans ces conditions, de les faire bénéficier immédiatement de prestations équivalentes: d'où les règles spéciales établies pour le calcul des majorations. (Voir, p. 147; décompte des pensions).

3° Personnel des industries annexes des entreprises minières

La question du personnel des industries annexes s'est posée très tôt, pour deux raisons. D'abord, dès lors qu'on ne se contentait pas d'étendre aux mineurs proprement dits le régime des retraites minières, dès lors qu'on leur assimilait les ouvriers du jour, il devenait très difficile de

justifier une différence de traitement entre la main-d'œuvre des industries annexes et celle des établissements constituant des « dépendances légales de la mine ». On a donné, sans doute, d'excellentes définitions des industries annexes, on les oppose très judicieusement aux autres exploitations minières; il n'empêche que dans la pratique, ces deux catégories d'entreprises sont étroitement liées l'une à l'autre, que leurs ateliers sont fréquemment confondus, que les ouvriers travaillent tantôt dans les uns, tantôt dans les autres, que le régime enfin, adopté par les lois de 1894 et de 1914 devait inévitablement aboutir à un enchevêtrement inextricable.

Aussi, bien avant la loi de 1923, qui devait régler cette question, les exploitants interprétant mal les textes existants ou généralisant en connaissance de cause un régime qu'ils estimaient devoir s'appliquer à tous, ont-ils fréquemment affilié à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse tous leurs ouvriers, y compris, par conséquent, ceux des industries annexes. Plus tard, et ce fut la seconde raison indiquée plus haut, il a paru naturellement impossible de refuser à ce personnel le bénéfice des avantages légitimement acquis par cet effort de prévoyance. Le Conseil d'administration de la Caisse Autonome a donc décidé que les services envisagés, bien qu'ils ne pussent être légalement assimilés à des services de mines, seraient cependant considérés comme tels, à titre exceptionnel, pour le calcul des droits à pension (1).

Ce régime, si nécessaire, présentait cependant certains inconvénients. Il était d'abord complexe, et dans une certaine mesure illogique, puisqu'il soumettait l'affiliation de l'ouvrier au bon vouloir de ce dernier, ce qui aboutissait à un éparpillement d'assurés, parmi les non assurés travaillant dans les mêmes établissements. Il était surtout dange-

(1) Il va sans dire, naturellement, qu'en raison même du caractère extra légal de cette mesure, il ne pouvait être question d'en faire bénéficier les ouvriers n'ayant pas effectué les versements réglementaires; il apparaissait tout aussi impossible de régulariser par la suite une situation qui, ne résultant pas de l'inobservation de la loi, n'avait pas à être redressée.

reux parce qu'il soumettait à l'accord de l'employeur, en fait, sinon en droit, la constitution de pensions dont la charge incombait à ce dernier dans une large mesure. Aussi la loi du 28 décembre 1923, faisant droit à des réclamations devenues pressantes, est-elle venue entériner le *modus vivendi* imaginé par la Caisse Autonome, en autorisant l'affiliation du personnel des industries annexes, sous les conditions suivantes :

Il faut que l'établissement intéressé :

- 1° Soit géré par un exploitant de mine;
- 2° Effectue des opérations accessoires de l'exploitation minière;
- 3° Soit habituellement et principalement ravitaillé en produits extraits de la mine;
- 4° Soit installé dans le périmètre de la concession, ou dans son voisinage immédiat.

Si ces conditions sont remplies, l'établissement peut alors faire l'objet d'un arrêté d'assimilation pris d'office ou sur la demande des intéressés. L'assimilation n'est donc pas automatique et nécessite, lors même que toutes les exigences de la loi seraient satisfaites, un acte positif de l'autorité administrative; celle-ci conserve donc en cette matière un pouvoir d'appréciation étendu, pouvant prendre la décision quand bon lui semble, qu'elle ait été ou non pressentie. Il convient enfin de signaler qu'à l'inverse de ce qui se produisait avant 1924, le personnel d'une usine ayant fait l'objet d'un arrêté d'assimilation est, *ipso facto*, universellement et obligatoirement soumis aux prescriptions du Code sur les retraites des ouvriers mineurs; c'est ainsi qu'en cas d'absence des versements, la régularisation, ignorée et même interdite dans le régime antérieur, devient une obligation.

Le système de l'affiliation individuelle et facultative n'a cependant pas totalement disparu avec la loi de 1924. Cette dernière a dû prévoir deux exceptions. Elles concernent, d'une part les ateliers ou usines ayant fait l'objet d'un arrêté d'assimilation qui, par la suite, passent entre les mains d'un tiers non exploitant et, d'autre part, les ou-

vriers qui ayant travaillé plusieurs années dans un établissement assimilé, sont ensuite embauchés dans un établissement analogue, mais n'ayant pas fait l'objet d'un tel arrêté.

Dans ces deux hypothèses, le législateur a estimé opportun de laisser le choix aux assurés. Ils peuvent soit retomber dans le droit commun, soit, *sur leur demande*, continuer de bénéficier du régime spécial. Mais trois conditions leur sont alors imposées. Ils doivent :

- 1° Avoir travaillé durant trois années au moins à compter de l'arrêté d'assimilation, dans un établissement classé comme industrie annexe au sens de l'article 6 du Code;
- 2° Travailler, soit dans un établissement de même nature n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté d'assimilation, soit dans un établissement classé comme tel, mais dont la cession à un tiers non exploitant de mine a provoqué le déclassement; dans ce second cas, il est nécessaire que l'établissement soit maintenu dans le périmètre de la cession, ou au voisinage;
- 3° Avoir fait une demande tendant à la continuation des versements à la Caisse Autonome.

De nombreux arrêts d'assimilation ont été pris jusqu'à ce jour. Il serait fastidieux d'en donner l'énumération; on se contentera d'indiquer que les usines d'agglomération, de carbonisation, de récupération des sous-produits de la distillation des houilles, ont été le plus fréquemment l'objet de cette mesure. On trouve également quelques usines à gaz et quelques briqueteries.

4° *Employés des sociétés de secours mutuels*

Enfin, l'article 7 de la loi du 11 juillet 1925 a étendu obligatoirement le régime de la loi de 1914 aux employés des sociétés de secours constituées en application de la loi du 29 juin 1894. Mais l'une des deux conditions suivantes doit être remplie :

Ou bien l'emploi visé constitue pour l'intéressé son occupation principale;

Ou bien, dans le cas contraire, il travaille également dans l'exploitation minière correspondant à ladite Caisse.

Celle-ci joue alors exactement le rôle de l'employeur. C'est elle qui demande à la Caisse Autonome l'ouverture du compte de l'assuré, en indiquant la nature de son emploi et l'importance de sa rémunération; c'est elle également qui effectue les versements normalement exigés du patron.

Il convient du reste d'indiquer qu'à l'opposé de ce qui avait été fait en 1920 pour les administrateurs de syndicats, la loi du 11 juillet 1925 n'est pas rétroactive (1), et les services effectués avant la date de sa promulgation ne peuvent en aucun cas donner droit à pension.

Troisième condition: le travail à la mine

Il ne suffit pas qu'un ouvrier fasse un travail minier pour qu'il soit considéré comme mineur: encore faut-il que ce travail soit effectué dans une mine, au sens administratif du mot; et dans le cas contraire, l'intéressé ne saurait prétendre au bénéfice du régime spécial des retraites (sous réserve bien entendu des cas exceptionnels visés spécialement par la loi: ardoisiers par exemple). Cette règle a entraîné certaines difficultés d'application dans l'hypothèse, d'une part des entreprises n'ayant pas fait l'objet d'une concession, et d'autre part de celles s'adonnant à des travaux de recherche de mines.

On sait que depuis la loi du 28 juin 1927, les gisements de substances minérales ou fossiles appartenant à la classe légale des mines peuvent faire l'objet de permis d'exploitation, accordés par décret sur le rapport du Ministre des Travaux publics, et le Conseil général des mines entendu.

(1) A noter que pour les administrateurs de syndicats, il n'y a pas non plus régularisation: et cependant, les services antérieurs au 1^{er} mars 1920 effectués au titre d'administrateur, donnent droit à pension, bien que non appuyés de versements.

Ces permis confèrent à leurs détenteurs le droit exclusif de procéder à des travaux d'exploitation de mines; à l'intérieur du périmètre défini, les titulaires jouissent des mêmes droits qu'un concessionnaire, et les travaux qu'ils peuvent y effectuer ne diffèrent des travaux miniers proprement dits, ni par leur nature, ni même par leur durée, le permis pouvant être, à la suite de plusieurs prolongations, accordé pour vingt-cinq ans.

Or on s'est trouvé, au moment de l'adoption de ce régime simplifié, en présence de l'alternative suivante: devait-on continuer de considérer comme mines, au point de vue de la législation spéciale sur les retraites, les seules exploitations ayant fait l'objet d'une concession, ou bien le permis conférerait-il aux entreprises intéressées les mêmes qualités? Le problème n'était pas sans importance, parce qu'à cette époque certaines compagnies, soucieuses de ne pas trop engager l'avenir, sollicitèrent l'octroi de permis et que d'autres, utilisant la faculté laissée par la loi du 9 février 1930 de transformer en permis les concessions antérieurement accordées sous l'empire de la loi de 1919, optèrent pour la nouvelle formule.

En l'absence de toute disposition législative, le Conseil d'administration de la Caisse Autonome a estimé, fort judicieusement, qu'il n'y avait aucune espèce de raisons de soumettre à des régimes différents les personnels employés dans les deux sortes d'exploitations. Et il a décidé que l'affiliation serait déterminée dans les mêmes conditions que si l'on avait affaire à une véritable concession.

Il convient du reste de noter, et c'est ce qui amène au second cas, envisagé plus haut, que dans l'une comme dans l'autre hypothèse, la date à laquelle intervient la décision administrative permet seule de fixer le point de départ de la période d'affiliation. Il n'y a donc en cette matière aucune sorte de rétroactivité, et le personnel employé dans la mine ne peut prétendre au bénéfice du code des retraites minières qu'à partir du jour où la concession ou bien le permis ont été accordés. Cette règle vise surtout les ouvriers occupés à des travaux de recherche minière: en général, ces travaux sont exécutés par des entreprises spé-

cialisées, dont on peut évidemment discuter le caractère minier; mais il arrive assez fréquemment que des compagnies, désireuses d'étendre leur activité, les confient à leurs propres ouvriers. Dans la première hypothèse, le personnel échappe manifestement à l'application des lois sur les retraites; dans la seconde, l'affiliation n'est possible que si la prospection porte exclusivement sur les produits désignés expressément dans l'acte de concession, et à l'intérieur du périmètre fixé par celui-ci.

Ce résultat n'est évidemment pas à l'abri de toute critique, car les travaux en question occupent souvent un nombre appréciable de mineurs. Aussi le législateur a-t-il décidé, en 1923, dans un louable souci de logique, d'étendre à ce personnel le régime de 1914. Malheureusement, le texte adopté a été rédigé d'une manière si malencontreuse qu'il est demeuré pratiquement sans effet. L'article 3 de la loi du 28 décembre 1923 porte en effet que: « les « ouvriers et employés occupés dans les entreprises de recherche des mines pourront prétendre, pour la période « courue depuis le 1^{er} septembre 1914, au bénéfice des dispositions de la présente loi, sous réserve que la double « contribution ouvrière et patronale prévue par les articles 4 et 10 de la loi du 25 février 1914 ait été ou soit « versée dans le délai d'un an à dater de la promulgation « de la présente loi ». Comme on le voit, ce texte était doublement restrictif puisque, d'une part la rétroactivité en était très limitée, la loi ne s'appliquant qu'aux ouvriers ayant travaillé dans les entreprises visées, entre 1914 et 1923 (avec seulement un délai d'un an pour effectuer la régularisation), et que, d'autre part, sa publication rendait désormais impossible l'affiliation des intéressés. En fait, cinq ou six personnes seulement ont pu en profiter, et bien que des demandes aient été plusieurs fois adressées au Parlement depuis lors, en vue d'une révision de la loi, les ouvriers employés aux travaux de recherche des mines continuent comme par le passé d'échapper aux prescriptions du Code des retraites minières.

CHAPITRE V

LIMITES RELATIVES A LA SITUATION DU SALARIE

Les limites de l'assurance minière autres que celles relatives au caractère de l'emploi peuvent être classées sous deux rubriques fondamentales: d'une part les limites territoriales et, d'autre part, celles tenant à la qualification personnelle des travailleurs.

1° *Limites territoriales*

Ne peuvent entrer en compte dans le calcul des droits à la retraite, que les services accomplis dans les mines de la métropole. Les travaux effectués en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat, et à fortiori à l'étranger (le seraient-ils pour le compte d'une société française), échappent entièrement au contrôle de la Caisse Autonome.

Cette règle résulte à la fois du texte même de la loi du 25 février 1914, dont l'article 6 stipule que pour avoir droit à pension, il faut justifier de « trente années de travail dans les mines française », et du principe fondamental, en matière de législation, d'après lequel une loi votée par les Chambres n'est applicable aux colonies et aux protectorats que si cette extension est expressément prévue. Or la loi de 1914, comme celles qui lui ont fait suite, est restée muette sur ce point. Ce résultat assez fâcheux a du reste fait l'objet, à plusieurs reprises, d'assez vives critiques: les revendications des intéressés, appuyées par la Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-sol, n'ont jusqu'à ce jour jamais pu aboutir.

Il convient enfin de rappeler que le régime actuellement en vigueur n'est pas applicable à la France entière :

les trois départements recouverts en 1919 ayant été laissés, pour des raisons d'opportunité, en dehors du contrôle de la Caisse Autonome, et l'organisation des retraites minières y ayant été confiée, à partir du 1^{er} janvier 1936, à une Caisse spéciale dont le fonctionnement sera examiné ultérieurement.

2° Limites relatives aux qualifications personnelles des travailleurs

Le régime des retraites minières françaises s'applique, sans distinction de sexe ni d'âge, et comme on l'a déjà signalé, quels que soient le montant du salaire payé ou la situation personnelle de l'ouvrier.

Il a toutefois été jugé nécessaire de limiter à un certain salaire, dit salaire maximum, le montant des rémunérations de l'assuré soumises à cotisations. Au delà de ce chiffre, actuellement fixé à 20.000 francs, les sommes remises ne subissent plus aucun prélèvement obligatoire. Inversement, il a paru opportun de laisser aux bénéficiaires d'un régime, dont le caractère impératif avait dû être tempéré par un allègement aussi grand que possible des charges, la possibilité d'élargir leur effort de capitalisation, en effectuant en sus des paiements réglementaires, des versements facultatifs.

La législation des retraites minières est obligatoire pour les étrangers comme pour les Français; mais des problèmes assez nombreux se posent à leur sujet. L'article 8 du Code dispose en effet que « les mineurs étrangers » travaillant en France, sont soumis au même régime que « les mineurs de nationalité française. Toutefois, ils ne « peuvent bénéficier des majorations et allocations, soit « de l'Etat, soit de la Caisse Autonome que si des traités « avec leur pays d'origine garantissent à nos nationaux des « avantages équivalents ».

Cette règle aboutit donc à la situation suivante. Les étrangers sont soumis aux mêmes dispositions que les Français, en ce qui concerne les obligations, et ils ont droit à la rente produite par leurs versements au Fonds d'Assu-

rance, en tout état de cause. Par contre, au moment de la liquidation de la pension, cette rente entre seule, en principe dans la composition de la retraite. Ils ne peuvent espérer bénéficier des majorations et allocations normalement accordées aux assurés français remplissant les conditions prévues par la loi, que s'il existe un traité avec les pays dont ils sont ressortissants, garantissant aux Français des avantages équivalents: des conventions de cette nature ont été passées, à plusieurs reprises, notamment avec la Pologne, la Belgique, l'Italie. (Voir Chapitre XII: Etrangers.)

Tel apparaît, en définitive, le champ d'application du Régime spécial des retraites minières: extrêmement large, extrêmement logique surtout, en dépit des quelques anomalies signalées au fur et à mesure de l'analyse qu'on vient d'en faire. L'on peut dire qu'à l'heure actuelle, la quasi-totalité du personnel proprement minier, ou touchant de près l'industrie minière, est soumis à la loi du 25 février 1914, dont les dernières extensions ont achevé de donner au système une cohésion tout à fait remarquable. Mais, et c'est la rançon des assimilations successives voulues par le législateur, l'organisation s'est compliquée et alourdie, exigeant de ceux de plus en plus nombreux qui avaient le privilège d'en bénéficier, des sacrifices également de plus en plus grands.

TITRE III

**OBLIGATIONS DES ASSURÉS
ET DE LEURS EMPLOYEURS**

OBLIGATIONS DES ASSURÉS ET DE LEURS EMPLOYEURS

La contribution des mineurs et de leurs employeurs au bon fonctionnement du régime instauré par la loi de 1914 se présente, à l'heure actuelle, sous deux formes distinctes: obligations financières tout d'abord, dont il paraît inutile pour l'instant de souligner l'importance; d'autre part, participation administrative, correspondant à tout l'ensemble des sujétions imposées aux intéressés, en vue de faciliter la tâche des organismes de retraites; ce second aspect de la question est évidemment moins essentiel, mais comme il commande en fait le fonctionnement pratique de l'assurance, c'est de lui qu'on parlera en premier.

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Les obligations d'ordre administratif concernent à la fois les ouvriers et les employeurs. Mais alors que les premiers n'ont à jouer qu'un rôle d'information statistique, les seconds contribuent efficacement au fonctionnement de l'assurance, et apportent presque quotidiennement aux organismes de retraite l'appui de leur collaboration.

Obligations des ouvriers

La pensée première des auteurs du décret du 13 juillet 1914, qui a réglé cette matière, a été d'établir une sorte d'état civil spécial aux ouvriers des mines, permettant d'assurer une tenue à jour rationnelle des livrets individuels des assurés; on a voulu éviter à tout prix l'anarchie qui avait marqué le régime antérieur, et donner son plein effet au caractère obligatoire du système instauré par la loi du 25 février 1914.

En conséquence, tout ouvrier entrant au service d'une exploitation minière doit remettre à l'exploitant, soit un certificat d'inscription à la Caisse Autonome, répondant aux conditions de l'article 28 du décret précité, soit, dans l'hypothèse où il travaille pour la première fois dans une mine, un acte d'état civil, ou un acte de notoriété (1). En ce qui concerne les étrangers, la marche à suivre est légèrement différente, pour tenir compte de la quasi-impossibilité où se trouvent la plupart d'entre eux de fournir les pièces indiquées; l'exploitant rédige alors lui-même un « certificat », relatant les renseignements essentiels tirés de l'extrait d'immatriculation, du passeport ou de la carte d'identité de l'intéressé.

(1) Ces pièces sont délivrées gratuitement, et exemptées des droits de timbre et d'enregistrement, dès lors qu'elles mentionnent l'usage auquel elles sont destinées.

Enfin, et comme conséquence des règles précédentes, l'ouvrier mineur doit par la suite signifier à la Caisse Autonome tous les changements qui peuvent affecter son état civil, sa nationalité ou les conditions de versement à son compte d'assurance. Ces déclarations sont enregistrées sur des bulletins spéciaux, auxquels sont obligatoirement jointes les pièces justificatives nécessaires; l'ensemble est transmis chaque année à l'organisme central des retraites, par l'intermédiaire de l'exploitant au service duquel se trouve l'assuré.

Obligations des employeurs

Beaucoup plus absorbantes, comme on l'a indiqué précédemment, sont les obligations de l'employeur. En outre de formalités d'ordre purement administratif, il est en effet astreint à des opérations comptables qui, jointes aux précédentes, peuvent, dans de grosses entreprises, rendre nécessaire la mise sur pied d'un véritable service spécial.

1° Ouverture et tenue à jour des comptes individuels.

L'ouverture et la tenue à jour des livrets individuels donnent lieu à l'établissement de pièces assez nombreuses, et à des échanges de renseignements, qui exigent une collaboration de tous les instants entre les Mines et la Caisse Autonome; aussi a-t-il paru préférable de présenter dans une seule étude, l'ensemble des opérations effectuées, et par l'exploitant, et par l'organisme administratif.

Lors de l'embauche d'un ouvrier n'ayant jamais travaillé à la mine, l'employeur doit, sur le vu des diverses pièces dont le détail a été donné plus haut, rédiger tout d'abord un « Bulletin de renseignements ». Ce bulletin indique notamment les nom, prénoms, qualités, nationalité, adresse et lieu de naissance du nouvel arrivant. Il est ensuite joint au bulletin d'état civil (Français), ou au « Certificat » (Etrangers), et adressé avec cette pièce à la Caisse Autonome, dans les dix premiers jours du trimestre suivant celui au cours duquel l'intéressé a commencé de travailler.

Aux termes de l'article 29 du même décret du 13 juillet 1914, l'exploitant est en outre tenu, dans les quinze jours qui suivent l'entrée d'un mineur à son service, d'établir une fiche individuelle portant les mêmes indications que le Bulletin de renseignements. C'est sur cette fiche, revêtue du numéro d'ordre du compte de l'intéressé qu'il doit, à la fin de chaque année, inscrire tous les renseignements intéressant la constitution de la retraite: nombre de journées de travail ou de maladie, montant des salaires payés, prélèvements sur ces derniers, contribution patronale, part contributive de la Caisse de secours, éventuellement versements facultatifs, etc., etc.

Cette fiche présente donc deux utilités. D'abord, elle est un moyen de contrôle pour l'exploitant, qui s'assure grâce à elle de l'exactitude des indications portées sur les bordereaux de versements adressés annuellement à la Caisse Autonome. Puis elle constitue en somme l'image même du livret individuel qui, de ce fait, peut être sans inconvénient conservé dans les archives de ladite Caisse.

Une fois en possession du dossier de l'assuré, celle-ci procède à l'ouverture d'un compte et d'un livret individuels, portant tous deux le même numéro d'ordre, précédé des deux derniers chiffres de l'année de naissance du titulaire. Ces deux pièces, qui font dans une certaine mesure double emploi, et dont la conservation est assurée dans deux immeubles distincts pour diminuer le risque de destruction totale, sont par la suite annotées parallèlement. Les renseignements relatifs au nombre des journées de travail ou de maladie, au montant des salaires payés, aux versements effectués, ainsi qu'à tous les changements qui peuvent intervenir dans la nationalité ou l'état civil de l'assuré, y sont portés régulièrement durant toute la vie de celui-ci.

De même que les fiches conservées par les exploitants, les livrets demeurent à la disposition des mineurs, qui peuvent à tout instant en prendre connaissance sur place, ou s'en faire délivrer annuellement un extrait certifié. La Caisse Autonome ne s'en dessaisit que lorsque la demande lui en est faite par un ouvrier cessant d'exercer la pro-

fession de mineur ou d'employé des mines; il est alors établi un duplicata, qui se substitue dans les archives de la Caisse au primata, remis à l'assuré.

Quant au certificat d'inscription, établi en même temps que le livret individuel du titulaire, il reproduit les éléments qui doivent par la suite permettre à la Caisse Autonome de retrouver ce dernier : état civil, numéro d'ordre du compte, éventuellement mention relative à la réserve du capital. Dans les deux mois suivant l'envoi des pièces qui servent à l'établir, il est adressé à l'exploitant. Comme on l'a déjà dit, celui-ci a la charge d'en assurer la conservation: il ne doit s'en dessaisir que le jour où le mineur, changeant d'exploitation, le transmet à son nouvel employeur.

2° Opérations comptables.

Mais le travail le plus important imposé aux exploitants réside assurément dans l'organisation comptable. Chacun des versements auxquels ils doivent procéder (dans les huit jours suivant la paie de fin de mois, à l'exception du mois de décembre où le délai est porté à trente jours), doit être accompagné d'un bordereau, dit sommaire, dans lequel sont résumées les opérations comptables correspondantes. En outre, une fois par an, dans le courant du mois de janvier, il est procédé à l'établissement d'un bordereau détaillé retraçant l'ensemble des opérations financières effectuées par l'employeur au cours de l'année écoulée. A ce bordereau annuel, qui constitue un moyen de contrôle des précédents, sont jointes les déclarations délivrées aux intéressés à l'occasion de chacun des douze versements mensuels, ainsi que les diverses pièces dont il a été parlé précédemment. Le bordereau détaillé comprend notamment, pour chaque assuré, et sur une même ligne.

Le numéro du compte individuel.

Le nom de l'assuré.

Le nombre de journées de travail et de maladie de l'année écoulée.

Les salaires payés (1).

(1) Ainsi que la nature du travail effectué (Fonds: F; Jour: J).

Le montant global des sommes versées pendant l'année (1).

Il indique en outre les versements effectués au titre du Fonds spécial. Les intéressés y sont classés dans l'ordre de leurs numéros de compte. Les nouveaux assurés, entrés en cours d'année, ou ceux dont les numéros de compte ne sont pas encore connus de l'exploitant sont portés sur un bordereau dit « spécial », dont les chiffres sont ensuite reportés sur le bordereau annuel détaillé.

(1) En distinguant: la contribution patronale, le prélèvement sur les salaires, la part contributive de la caisse de secours, enfin, éventuellement, les versements facultatifs.

CHAPITRE VII

OBLIGATIONS FINANCIERES

Dès l'origine de la législation sur les retraites minières, la nécessité a été reconnue de faire participer patrons et ouvriers à la constitution des pensions, et de ne mettre à la charge de la collectivité qu'une contribution en somme complémentaire. Outre qu'une solution différente aurait entraîné pour les finances publiques des conséquences qui, jusqu'à ce jour, l'ont fait repousser, elle aurait enlevé au travailleur le sentiment de l'effort accompli, et lui aurait rendu moins sensible le prix de sa prévoyance. Aussi bien, la loi de 1894 a-t-elle prévu l'obligation, pour patrons et salariés, de verser à un organisme chargé de la constitution des retraites, en fait la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse, deux pour cent du montant des émoluments remis aux mineurs. C'est à partir de ce jour que la retenue sur le salaire est devenue officiellement obligatoire, et que tout service de mine, pour entrer en compte, a dû être appuyé de versements réguliers. En 1914, cette organisation a été modifiée, ou plus exactement complétée. Aux anciennes cotisations s'est ajoutée une nouvelle tranche de prélèvements en vue d'alimenter un Fonds spécial créé à la Caisse Autonome, et destiné non plus à capitaliser, mais à répartir les sommes correspondantes.

La mise en application d'une organisation aussi considérable ne s'est pas faite, on s'en doute, sans difficultés et sans heurts. De même son fonctionnement actuel soulève à chaque instant des problèmes d'autant plus délicats que l'importance des intérêts en cause, intérêts financiers au premier chef, s'est grandement élargie depuis l'origine de la législation. On s'efforcera dans les pages qui vont suivre d'en retracer les grandes lignes, en examinant tout d'abord les règles applicables en principe à l'ensemble des assurés, puis dans un second développement celles qu'il a fallu prévoir pour certains d'entre eux, dont la soumission au régime commun aurait été injuste ou impraticable.

SECTION I

REGIME NORMAL DES VERSEMENTS

Il convient tout d'abord d'indiquer qu'il ne sera fait aucune allusion, dans ce Chapitre (1), à la répartition des recettes provenant du paiement des cotisations, entre les deux Fonds de la Caisse Autonome. La question, certes, est fondamentale, mais sans rapport immédiat avec celles qui seront envisagées dans la présente étude. Peu importe en effet, aux assurés et à leurs employeurs, la destination prise par les capitaux constitués grâce à leurs versements: seuls ont pour eux un intérêt pratique la manière dont le montant des salaires soumis à prélèvement sera déterminé, le taux desdits prélèvements, enfin les modes de paiement couramment utilisés.

1° *La détermination du salaire*

La détermination du salaire a, dès la fin de la guerre, donné lieu à des difficultés inextricables tenant à une absence à peu près complète de délimitation de la matière cotisable. Tous les arrêtés, décrets ou lois qui ont été pris ou votés dans le domaine des retraites minières se contentent de parler du « salaire » du mineur: l'on concèdera qu'il y a là une insuffisance par trop manifeste de la terminologie employée... Or la rémunération du travail, dans les mines précisément, revêt des formes assez compliquées, tenant à la nature même des travaux exécutés, et au grand nombre d'allocations ou gratifications diverses, d'un montant souvent appréciable (2), dont en vertu d'usages très anciens, les exploitations minières ont toujours émaillé la rétribution normale de leur personnel. C'est, entre autres, le cas des Compagnies faisant participer ce

(1) Voir à ce sujet, p. 137. (Répartition des ressources entre les deux Fonds.)

(2) En 1928, les primes d'assiduité versées par la seule compagnie de La Roche Molière, de Firminy, se sont élevées à 400.000 francs!

dernier aux bénéfices de l'entreprise, et de celles, assez nombreuses, qui assurent à leurs ouvriers, en fin d'année, des gratifications généralement connues sous le nom de « gratifications de Sainte Barbe ». En outre, beaucoup de sociétés minières versent entre les mains de leurs ouvriers et employés, des primes nombreuses de gestion, d'assiduité, de rendement, etc., ainsi que des secours, des allocations familiales. Pour chacun de ces paiements, il convenait donc de se demander s'il s'agissait, oui ou non, d'éléments supplémentaires, d'un salaire véritable.

La grosse difficulté est provenue de ce qu'à l'époque où la question s'est posée avec une certaine ampleur, par suite de l'augmentation des sommes sur lesquelles portaient les prélèvements incriminés, d'assez nombreux textes existaient déjà, qui avaient, dans des domaines parallèles, apporté des solutions tout à fait contradictoires.

C'est ainsi qu'au Conseil d'administration de la Caisse Autonome purent être soutenues successivement deux thèses absolument opposées, se basant: l'une sur le régime des fonctionnaires de l'Etat, dont les primes de gestion ni les heures supplémentaires ne donnent lieu à retenue, l'autre sur celui des ouvriers et employés des compagnies de chemins de fer locaux et des tramways, pour lesquels la loi du 22 juillet 1922 prévoit expressément dans son article 5 que « dans les traitements ou salaires, on comprendra « les primes et tous les avantages accessoires assimilés à « une augmentation de salaire, qui ne constituent pas un « remboursement de frais, un secours ou une gratification ».

En ce qui concernait les participations aux bénéfices, la Caisse Autonome était encore plus gênée par un certain jugement du Tribunal civil de Châlon-sur-Saône (1911, Mines de Blanz), déclarant notamment que « jusqu'au « jour de la remise aux ouvriers des primes qui leur re- « viennent, ils ne sont ni propriétaires ni créanciers de la « part à eux attribuée, et ne pourraient exercer aucune « action contre la compagnie pour en obtenir la remise ».

Il est vrai qu'une vigoureuse réfutation de cette théorie avait été soutenue par M. Capitant (Dalloz, 1912-2-375),

l'éminent Professeur déclarant notamment « anti-juridique » que le fait de considérer l'opération comme une libéralité... et de lui appliquer les règles du don manuel. Elle « est au contraire un contrat à titre onéreux, par le seul fait qu'il y a accord tacite de toutes les volontés... Sans doute cette convention est résiliable à tout instant, et le patron peut y mettre fin, mais tant qu'elle dure, tant qu'elle n'est pas résiliée, elle fait naître au profit de l'ouvrier un droit de créance, indéterminé dans son chiffre, et subordonné à la condition qu'il y aura des bénéfices à distribuer ». La solution du problème posé n'en apparaissait que plus confuse.

En présence de cette impossibilité de recourir à des précédents, ou même de procéder par analogies, force a donc été de chercher ailleurs, et notamment dans la notion de salaire, les bases d'une discrimination.

Il n'existe malheureusement pas de définition légale du salaire. Le Code et la Jurisprudence en ont bien forgé une, mais combien insuffisante, d'après laquelle le salaire serait « le prix du travail convenu à l'avance ». Or, l'importance attachée à la préexistence d'une convention relative au prix, semblait bien ne plus répondre exactement aux notions contemporaines de rémunération du travail. Elle donnait en outre un démenti désastreux aux prétentions du Conseil d'administration de la Caisse Autonome, puisque la plupart des rétributions auxquelles on s'est précédemment référé, ne sont précisément pas déterminées à l'avance. Convenait-il donc de les exclure?

Le Conseil a eu la sagesse de n'en rien faire. Il a utilisé avec beaucoup de finesse une tendance à élargir la notion de salaire, dont on trouve une des premières manifestations dans le vote de la loi de 1898 sur les accidents du travail (1), puis dans les décisions jurisprudentielles pro-

(1) L'article 10 porte en effet que:

« Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature. »

voquées par la mise en application de celle-ci (1). Il a repoussé la distinction, probablement légale, mais démodée, entre les gratifications prévues dans le contrat de travail, explicitement ou non, et celles dont le caractère irrégulier ne permet aucune prévision; et faisant œuvre constructive, il a reconstitué de toutes pièces une définition du reste fort logique, ayant notamment le très gros mérite de tenir compte des nécessités de l'assurance minière, et de l'esprit des lois qui l'ont établie et organisée.

Il a estimé en conséquence que la véritable distinction à faire ne résidait pas dans le caractère fixe ou instable de la rémunération: le salaire est en réalité la seule rétribution d'un travail fourni, et il a pour objet, non seulement de rémunérer la quantité de ce travail, mais aussi sa qualité, ce qui en étend singulièrement le domaine. Voilà, semble-t-il bien, la seule définition pratique!

Elle seule permet de distinguer dans l'ensemble des versements effectués entre les mains des ouvriers, ceux qui revêtent le caractère d'un salaire véritable. Les allocations familiales, par exemple, n'ont de toute évidence aucun rapport avec lui, puisqu'elles ne sont accordées qu'en considération d'éléments personnels absolument étrangers à la notion de travail fourni. Il en est de même pour les secours gracieux accordés à un ouvrier. La question est moins claire, sans doute, en ce qui concerne le logement ou le combustible accordés gratuitement ou à prix réduit; aussi, dans ces cas douteux, la Caisse Autonome a-t-elle préféré renoncer à effectuer des prélèvements dont le bien-fondé aurait pu être discuté. Mais en matière d'autres paiements, et notamment de primes de fin d'année, elle s'est montrée intransigeante. Et dans une décision du 15 jan-

(1) Un arrêt de la Cour de Douai, en date du 29 janvier 1901, est à cet égard particulièrement catégorique:

« ...le salaire de base (article 10 de la loi de 1898) doit comprendre tout ce qui, soit en nature, soit en espèces, et sous quelque dénomination que ce soit, rémunère l'ouvrier, en un mot tous ses gains, qu'ils résultent d'une clause du contrat de louage ou d'un usage constant, dès que, par leur généralité et leur persistance, ils ont pris un tel caractère de certitude, que l'ouvrier a dû y compter et les faire entrer en ligne de compte dans l'évaluation de ses ressources. »

vier 1929, qui a fixé d'une manière définitive sa propre jurisprudence, le Conseil d'administration a décidé d'assimiler à des salaires, et de soumettre en conséquence aux prélèvements prévus par la loi, la totalité des primes qualifiées de « secours » dont le caractère de généralité laisse apparaître la nature véritable, et toutes les primes dites de Sainte Barbe, de vie chère, d'assiduité ou de rendement figurant sur les feuilles de paie, qui constituent en fait un salaire de complément.

Si cette politique très ferme a rapidement eu raison des résistances qu'avaient suscitées les prélèvements sur les participations aux bénéfices, la controverse relative aux gratifications de Sainte Barbe, au contraire, s'est envenimée à partir de 1929. A la suite de la décision indiquée plus haut, plusieurs compagnies décidèrent en effet de maintenir leur position. Mais comme elles s'étaient rapidement rendu compte des faiblesses d'une argumentation basée sur le seul caractère accidentel et irrégulier des rémunérations incriminées, elles insistèrent avec beaucoup d'adresse sur la nature gratuite et discrétionnaire des indemnités accordées. Elles soutinrent donc que ces diverses primes, et notamment celle de Sainte Barbe, ne pouvaient entrer en ligne de compte, puisque 1°, elles ne représentaient la rémunération d'aucun travail; 2°, elles étaient précaires et ne constituaient pas un droit pour l'ouvrier; 3°, enfin, attribuées non seulement aux salariés, mais aux femmes des mobilisés et à des retraités, elles pouvaient en outre l'être parfois, sous forme d'invitations à un banquet, à des personnes totalement étrangères à l'entreprise.

Le banquet de Sainte Barbe, jadis très en honneur dans le Bassin de la Loire, est en réalité presque tombé dans l'oubli, et l'indemnité qui lui est depuis longtemps substituée (en principe, une demi-journée de travail), ne saurait raisonnablement être soumise à un traitement différent de l'allocation de fin d'année en usage dans les autres régions. Les rapports des Ingénieurs des Mines ont là-dessus toujours été catégoriques: non pas tant à cause de l'importance de ces gratifications, qui est relativement

minime, qu'en raison du risque qu'il y aurait eu, en laissant cette porte ouverte, à voir certaines entreprises peu prospères ou peu scrupuleuses, transformer petit à petit en « allocations unilatérales », « dons manuels », ou « primes gratuites », une partie appréciable des salaires. Or, si en droit strict, le caractère gratuit de toutes ces primes pouvait se défendre, il n'en restait pas moins qu'on se trouvait en présence d'une source d'abus dont la Caisse Autonome se devait d'éviter l'extension.

Aussi bien, le 22 octobre 1929, les compagnies intéressées furent-elles invitées par la Caisse Autonome à effectuer les versements légaux sur les gratifications diverses payées au titre de l'année 1929.

Un très grand nombre ne tinrent aucun compte de ce rappel à l'ordre, et comme il résulte de l'examen des rapports de vérifications effectuées en 1930 par les Ingénieurs des Mines de l'arrondissement minéralogique d'Arras, la plupart des compagnies de cet arrondissement refusèrent de se conformer aux prescriptions de la Caisse Autonome. Bien plus, à la suite d'une campagne d'opposition, organisée notamment par la Chambre syndicale des Houillères, certaines sociétés qui, jusqu'alors, s'étaient inclinées, cessèrent en 1929-1930 d'effectuer les versements litigieux.

En présence d'un tel refus systématique, le Conseil d'administration de la Caisse Autonome décida alors de porter la question devant les tribunaux. Par exploit du 10 décembre 1931, la Caisse fit assigner la Société des Mines de Lens, siège social à Lille, afin d'obtenir le paiement des cotisations correspondant aux gratifications de Sainte Barbe, payées chaque année depuis 1929, et la remise d'un bordereau détaillé de ce versement, à peine d'une astreinte de 1.000 francs par jour (Tribunal de Lille).

Le jugement intervint le 13 décembre 1932, donnant pleine satisfaction à la Caisse Autonome contre la Société des Mines de Lens. Celle-ci avait durant tout le procès basé en vain sa défense sur le fait que les articles 4 et 10 de la loi du 25 février 1914 ne contenaient aucune extension du mot salaire.

La Cour d'Appel de Douai, par un jugement en date du 13 décembre 1933 ne fit que confirmer celui du Tribunal de Lille. Le délai pour le pourvoi en cassation expira sans qu'aucune suite soit donnée à cette affaire.

2° Modes de prélèvement

C'est une des originalités de la loi de 1894 d'avoir instauré en matière d'assurance sociale le régime du précompte, dont la généralisation, même aujourd'hui encore, prête si volontiers à critique. Mais du fait du caractère obligatoire de la participation de l'ouvrier à la constitution de sa retraite, il devenait évidemment indispensable de faire peser sur l'employeur la responsabilité du paiement des cotisations, l'instabilité des mineurs (surtout à l'époque considérée) rendant illusoire tout autre moyen de recouvrement.

La loi de 1914 a repris sensiblement ces dispositions; à son tour, elle a rendu le patron responsable du versement des cotisations, en exigeant de lui qu'il effectue directement le prélèvement sur les salaires distribués. C'est de cette obligation que découle l'action civile dont dispose la Caisse Autonome pour réclamer à l'exploitant le montant des retenues ouvrières, que celles-ci aient été ou non effectuées en temps voulu.

3° Mode de versement

L'employeur doit effectuer les versements correspondant, tant à la retenue dont il vient d'être parlé, qu'à sa propre cotisation, exclusivement entre les mains d'un comptable du Trésor. Il n'a donc aucune espèce de rapports financiers ni avec la Caisse Autonome, chargée de la gestion des fonds, ni avec la Caisse des Dépôts et Consignations, à qui incombe le soin de les centraliser. Les bordereaux sommaires sont remis par lui au comptable qui les adresse aussitôt après paiement à la Caisse Autonome; cette dernière ne connaît donc qu'à ce moment le chiffre des versements effectués; elle est en outre régulièrement informée par la Caisse des Dépôts et Consignations du

montant des sommes qui ont été inscrites à son compte dans le courant du mois écoulé.

4° Limites des versements

(Les questions relatives à la limite des versements seront examinées au Titre V)

5° Taux des cotisations

Aux termes des articles 12 et 13 du décret du 2 mars 1937, portant codification des textes relatifs à l'assurance minière, patron et ouvrier doivent effectuer chacun :

1° Un versement égal à 2 % du montant du salaire, destiné au Fonds d'assurance. Ce prélèvement, qui remonte à la loi de 1894, est à l'origine même des retraites minières. Jusqu'en 1914, il a été le seul à supporter la charge de la constitution de toutes les retraites : aujourd'hui, non seulement il ne représente plus qu'une fraction de l'ensemble des contributions mises par exploitants et mineurs à la disposition de la Caisse, mais encore, comme on le verra lors de l'étude de l'organisation financière de cette dernière, une partie en est détournée pour aller grossir les ressources du Fonds spécial créé en 1914 ;

2° Un versement égal à 3,5 % du salaire, destiné à alimenter ce second Fonds, dit « Fonds spécial de répartition ». Contrairement à ce qui s'est passé pour les versements réservés au premier, la quotité en a été sans cesse augmentant. Fixée à 1 % par la loi de 1914, elle a été portée successivement à 2 % par l'article 2 de la loi du 29 mars 1919, à 2,5 % par la loi du 24 décembre 1923, et enfin à 3 et 3,5 % par celle du 16 avril 1929.

Il apparaît ainsi qu'au total, le montant cumulé des cotisations ouvrière et patronale atteint normalement 11 % du salaire. Ce prélèvement peut être relevé par application de l'article 17 du décret de codification susvisé, dans l'hypothèse où les recettes annuelles du Fonds spécial de la Caisse Autonome deviendraient inférieures au montant des dépenses correspondantes, et dans la proportion nécessaire pour rétablir l'équilibre ; il est du reste exigible d'une

manière absolument générale; les considérations relatives à l'âge de l'intéressé ou à sa situation personnelle n'entrent en compte qu'en ce qui concerne la répartition entre les Fonds; elles n'influent en rien sur le chiffre même des cotisations, réserve faite de cas tout à fait exceptionnels (1).

(Fonds spécial du charbon)

Enfin, à ces prélèvements, doit être ajoutée, pour les ouvriers travaillant dans les mines de charbon, une retenue de 0,30 % du montant du salaire, mise à la charge des salariés et des employeurs, par parts égales. Cette cotisation supplémentaire, destinée à alimenter un Fonds spécial du charbon, est prélevée en même temps que la double cotisation pour la retraite; son versement se fait dans les mêmes conditions aux comptables du Trésor, sur production de bordereaux sommaires spéciaux.

6° Salaire maximum soumis à prélèvement

Etant donné la très large application de la loi de 1914, il a fallu prévoir des dispositions spéciales pour les employés jouissant dans les exploitations minières de traitements élevés. On a vu précédemment que la législation était parfaitement applicable aux ingénieurs, voire même aux agents supérieurs de l'administration des mines, dès lors qu'ils étaient salariés. Il aurait été abusif, dans ces conditions, d'exiger d'eux et de leurs employeurs plus d'un dixième du traitement, en vue de constitutions de retraites dont le plafond doit nécessairement être maintenu assez bas.

(1) Ne sont en effet astreints qu'à des versements au Fonds spécial (soit: $3,50 + 3,50 = 7\%$):

1° Les ouvriers et les employés affiliés régulièrement à une Caisse de liquidation ou à une Caisse patronale, conformément aux dispositions de l'article 25 du Titre IV de la loi du 29 juin 1894, et qui y demeurent légalement affiliés;

2° Les ouvriers et employés entrés à la mine après l'âge de 60 ans, et qui ne peuvent de ce fait obtenir l'ouverture d'un compte au Fonds d'assurance.

Il est inutile d'insister sur le caractère assez théorique de ces deux hypothèses.

Aussi, dès 1894 (1) a-t-il été décidé qu'au delà d'un certain montant, le salaire ne serait plus soumis aux prélèvements prévus par la loi, seule étant prise en compte la portion des appointements inférieure au maximum adopté. Ce chiffre limite, fixé primitivement à 2.400 francs (loi de 1894), a dû naturellement être relevé à plusieurs reprises, pour tenir compte de l'augmentation des salaires. Il a été porté à 3.000 francs par l'article 4 de la loi du 25 février 1914, puis à 5.000 par celle du 23 novembre 1918. La loi du 9 mars 1920 (article 10) ayant confié au Conseil d'administration de la Caisse Autonome le soin de le déterminer, il a été relevé à 12.000 francs le 1^{er} avril 1920. Depuis lors, la loi du 12 juillet 1933 (article 5), puis le décret-loi du 2 mai 1938 (article premier), l'ont porté à 15.000 et 20.000 francs respectivement.

(1) Sous le régime de la loi de 1894 la remarque ci-dessus n'est valable que pour les employeurs; il aurait en effet été de l'intérêt bien compris des employés qu'il ne soit fixé aucun maximum, puisque le montant de la pension était alors uniquement fonction de celui des cotisations (Régime de capitalisation pure).

SECTION II

REGIMES SPECIAUX DE VERSEMENTS

1° *Délégués mineurs*

On a vu précédemment que dès 1907, les délégués mineurs avaient été admis à effectuer des versements pour la retraite de vieillesse, au même titre que les mineurs. Mais l'organisation pratique du régime auquel ils sont actuellement soumis, ne remonte qu'à la loi du 25 février 1914, dont les deux circulaires ministérielles des 21 juin 1918 et 8 avril 1927 ont fixé, beaucoup plus tard, les modalités d'application.

L'article 3 du Code des retraites minières dispose que « les délégués mineurs et leurs suppléants seront assimilés aux ouvriers et aux employés, en ce qui concerne les obligations et les avantages de la présente loi » ; les paragraphes 2 et 3 du même article complètent ces dispositions de principe en indiquant qu'il sera prélevé deux pour cent sur le montant des indemnités versées ; enfin le paragraphe 5 précise que les délégués ayant effectué moins de vingt journées de travail (1) au cours d'un même mois, et ne travaillant plus, seront invités à compléter jusqu'à concurrence de la cotisation correspondant à ce minimum, le montant des versements exigés par la loi, « sous peine de perdre leurs droits à la retraite ».

Cette dernière condition, on le voit, est loin d'être clairement exprimée, et la question s'est longtemps posée de savoir si le délégué devait *obligatoirement* payer les cotisations supplémentaires auxquelles se réfère l'ensemble de l'article. On est assez tenté de le croire, si l'on s'en tient à la partie du texte spécifiant que l'intéressé « *devra* compléter... » ; mais ce caractère impératif paraît fortement contrebattu par l'expression « *sous peine* de... »,

(1) Il est bien entendu que si un délégué partage son activité entre ses fonctions de délégué et un travail proprement minier, c'est l'ensemble de ces journées d'emploi qui doit être décompté.

rencontrée quelques lignes plus loin. En fait, il semble bien que dans la pensée des auteurs de la loi, on ait surtout voulu laisser le choix au délégué, la sanction ou mieux la conséquence de son absence de versements, étant tout simplement la perte de son droit à pension, sans plus.

Il ne faudrait même pas exagérer les résultats de cette inaction de sa part. On l'a dit à l'instant, il ne s'agit pas tant d'une sanction au sens punitif du mot, que de l'aboutissement logique d'un acte par ailleurs tout à fait licite. Quand on parle donc de la suppression du droit à pension, il ne faut pas perdre de vue les deux correctifs suivants :

1° Dans la situation la plus défavorable, le délégué est tout au plus privé de son droit à majoration ; mais les rentes que la fraction capitalisée de ses versements lui a acquis, demeurent évidemment sa propriété ;

2° En fait, un délégué, même avec une moyenne mensuelle réduite de journées de visites, peut prétendre à une pension majorée si l'ensemble des journées de travail qu'il a effectuées dans sa vie donne, sur la base de la moyenne annuelle de 240 journées, un nombre d'années de travail supérieur au minimum exigible pour avoir droit à une retraite.

Par contre, le délégué réfractaire perd toute possibilité de régulariser par la suite la situation résultant de sa négligence ou de sa mauvaise volonté, et cela se conçoit, parce que la solution inverse enlèverait toute raison d'être aux conditions posées par la loi.

L'organisation pratique du régime des retraites des délégués mineurs a dû se plier aux conditions toutes spéciales de la rémunération des intéressés ; après chaque élection, les nouveaux délégués sont avisés par le Service des Mines de la forclusion à laquelle ils s'exposent s'ils refusent de se soumettre aux dispositions de l'article 12 précité ; ils sont en outre invités à faire savoir par écrit s'ils ont, ou non, l'intention d'effectuer éventuellement les versements supplémentaires dont il a été parlé ; ces déclarations sont conservées par le Service des mines. Dans le cas d'une réponse affirmative, la procédure est la suivante :

a) *Si le délégué a dans le cours d'un mois déterminé effectué au moins une visite:*

L'ensemble des cotisations afférentes à vingt journées de travail de délégué est automatiquement prélevé sur son indemnité; celle-ci lui est donc payée « nette », et les sommes ainsi déduites font l'objet d'un mandat global au nom du Trésorier Payeur Général qui en crédite ensuite la Caisse Autonome. Ce mandat comprend en outre:

1° Une majoration de l'Etat égale aux retenues effectuées sur les indemnités, et dont le recouvrement est opéré ultérieurement sur les exploitants en même temps et dans les mêmes conditions que celui des indemnités elles-mêmes;

2° La contribution de l'Etat, correspondant aux versements complémentaires des délégués, et dont le montant reste définitivement à sa charge.

b) *Si au contraire le délégué n'a au cours du mois effectué aucune visite:*

Il est invité par le Service des Mines à verser entre les mains du Receveur des Finances de l'arrondissement ou du Percepteur de sa résidence, cinq et demi pour cent (ou 5,65 s'il s'agit de délégués dans les mines de charbon) de la valeur de vingt indemnités journalières. Pratiquement l'intéressé reçoit un bordereau indiquant le montant de la cotisation due, qu'il remet au comptable au moment du paiement. Le délégué adresse ensuite au Service des Mines la quittance à souche ou le récépissé délivré par le comptable. C'est au vu de ces pièces que l'Ingénieur en chef fait au début de chaque mois les propositions à la Préfecture, en vue de l'ordonnancement de la contribution de l'Etat. Le mandat est établi au nom du Trésorier Payeur Général, qui en crédite la Caisse Autonome.

Il convient, avant d'en achever, de préciser que le caractère exceptionnel du régime des retraites des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs réside exclusivement dans le mode de prélèvement des sommes destinées à la constitution des pensions; une fois ces versements effec-

tués, les délégués sont soumis aux mêmes dispositions, aux mêmes obligations que les mineurs. Et leurs veuves, leurs orphelins, eux-mêmes enfin, qu'ils soient ou ne soient plus en exercice, jouissent d'avantages strictement identiques à ceux des autres bénéficiaires du Code des retraites minières.

2° Administrateurs de syndicats

Le cas des administrateurs de syndicats mérite également d'être signalé. L'article 8 de la loi du 9 mars 1920 qui, sous certaines conditions indiquées par ailleurs, a assimilé aux délégués mineurs les administrateurs de syndicats et d'unions de syndicats, a mis à la charge de ces organismes la cotisation normalement due par l'exploitant. Ils sont donc astreints aux mêmes obligations que des employeurs, et soumis aux mêmes formalités. Mais une difficulté réside, ou mieux a résidé à l'origine dans le fait que certains de ces syndicats n'assurent à leurs administrateurs qu'une rémunération très faible, parfois même infime ou nulle. La question s'est donc posée de savoir, dans ce cas, sur quelle base devrait être calculée la double cotisation.

Le Conseil d'administration a estimé devoir s'en tenir, pour les raisons indiquées précédemment (voir p. 71) au texte même de la loi; il a exigé l'application de règles décalquées très fidèlement sur celles applicables aux délégués, et il a décidé que lorsque la rétribution de l'administrateur n'atteindrait pas vingt fois la valeur de la journée de travail, telle qu'elle est déterminée par l'administration préfectorale, l'intéressé, pour bénéficier au moment de sa retraite des avantages réservés aux délégués mineurs, devrait demander à compléter sa cotisation mensuelle jusqu'à concurrence du chiffre correspondant à un salaire de vingt journées de travail de délégué: quant à la part patronale, elle reste obligatoirement à la charge du syndicat, celui-ci ayant à subir en tous points les modalités du régime général.

En conclusion, tant pour les délégués mineurs que pour les administrateurs de syndicats, le régime applicable apparaît dans une certaine mesure mixte: obligatoires

en ce qui concerne les versements réellement effectués (1), les prélèvements deviennent au contraire facultatifs sur la part du salaire fictif dont le montant est destiné à compléter à vingt jours d'indemnité forfaitaire la rétribution véritable de l'assuré. On est donc là en présence d'un versement volontaire, spontané, simplement destiné à améliorer une pension que les seules cotisations obligatoires seraient incapables de porter à un niveau satisfaisant, et assez analogue, en somme, aux versements facultatifs prévus par l'article 12 du Code.

Modalités spéciales de versements

Versements facultatifs

La législation des retraites minières autorise en effet tout ouvrier ou employé des mines ayant un compte ouvert à la Caisse Autonome, à majorer sans limitation, au moment où ils sont opérés, les versements auxquels il est obligatoirement astreint. Les sommes ainsi remises, sont inscrites en supplément au compte d'assurance de l'intéressé, et concourent à l'accroissement de sa rente (sans que cette augmentation puisse naturellement entrer en compte dans le calcul de la majoration).

Versements à capital réservé

En demandant, comme l'y autorise l'article 12 du Code, à ce que ses versements personnels au Fonds d'assurance soient effectués à capital réservé, le titulaire aboutit, non pas à une diminution de son effort de prévoyance, puisque ses héritiers rentreront en possession des sommes épargnées, mais à un amoindrissement de son effort de solidarité, les cotisations ainsi accumulées cessant à son décès de passer à la masse des autres assurés. La rente obtenue est donc forcément inférieure à celle qu'il aurait pu espérer en se soumettant au régime normal, et cette réduction se répercute sur le montant de la pension finalement accordée à l'assuré, suivant les modalités qui seront indiquées p. 147. (Décompte des pensions.)

(1) Pour les délégués: d'une manière absolument générale; et pour les administrateurs: seulement lorsqu'ils ont demandé à bénéficier du régime des retraites minières.

SECTION III

PARTICIPATION DES CAISSES DE SECOURS A LA CONSTITUTION DES RETRAITES MINIERES

On aurait une idée inexacte du montant des charges imposées aux ouvriers des mines et à leurs employeurs pour la constitution des pensions de la loi de 1914, si l'on négligeait les prélèvements complémentaires effectués sur les salaires, pour le compte des caisses de secours. Sans doute l'activité de ces dernières est-elle principalement tournée vers le soulagement des maux provoqués chez leurs membres par les maladies ou les accidents (1). Ces secours ont donc un caractère éventuel, et accidentel, qui les fait échapper à la présente étude. Mais les caisses interviennent en outre directement dans le circuit constructif des retraites minières en diverses hypothèses, et notamment dans le cas où l'assuré, malade ou accidenté (1), se trouve incapable d'effectuer les versements nécessaires à la constitution de sa pension: elles se substituent alors, en partie tout au moins, au mineur défaillant: et ce sont les rapports qui en résultent pour elles avec la Caisse Autonome, dont il est question ci-après.

La loi de 1894, rendant obligatoire la création de caisses de secours avait prévu en leur faveur un prélèvement, dont la quotité fixée par le Conseil d'administration desdites caisses ne pouvait dépasser 2 %, sur le salaire de tout ouvrier ou employé des mines. L'exploitant était de son côté assujetti au paiement d'une cotisation égale à la moitié de celle du salarié.

Cette réglementation de base, assez minutieusement exposée dans le Titre III de la loi, a naturellement fait l'objet de rectifications et d'amendements dans les textes ultérieurs, assez nombreux du reste, qui ont été pris en cette matière: à savoir, pour ne citer que les plus importants: la loi du 21 mars 1930, et le décret-loi du 8 août 1935.

(1) A l'exclusion naturellement, des maladies professionnelles, et des accidents du travail.

Au terme de cette évolution, la cotisation s'est trouvée fixée à 1,90 % du salaire, aussi bien pour l'employeur que pour l'ouvrier, avec faculté pour les Caisses de relever le maximum à 2 %, à titre exceptionnel et temporaire, l'autorisation accordée étant du reste renouvelable.

Comme on l'a dit, l'une des originalités du régime instauré par la loi de 1894 réside dans le rôle attribué aux caisses de secours dans la constitution des retraites. Celle-ci peut, dans la vie d'un salarié, être accidentellement interrompue pour trois raisons principales: le chômage, l'accident, la maladie.

En ce qui concerne le chômage, il a malheureusement été impossible de venir en aide aux mineurs privés de travail aussi largement qu'on l'aurait souhaité; ceux-ci, dès lors qu'ils cessent de verser leurs cotisations à la Caisse Autonome se trouvent donc en principe dans la situation d'un assuré quittant volontairement la mine. On verra cependant que deux mesures ont été prises en leur faveur: l'une dans le cas de chômage partiel (Voir p.: 180 — Durée des services), l'autre plus récente, dans le cas de chômage total (Voir p.: 228 — Décret de coordination du 3 mai 1939).

Lorsqu'un mineur est victime d'un accident du travail, l'indemnité versée jusqu'à consolidation de la blessure ne fait l'objet d'aucune retenue. Ce cas se ramène donc très sensiblement au précédent, ce qui ne laisse pas, du reste, de prêter sérieusement à critique. Car si le résultat extrêmement regrettable auquel on aboutit trouve encore dans la première hypothèse une excuse de fait, on ne voit aucune raison valable pour faire porter par l'assuré, dans la seconde, les conséquences d'une situation indépendante de sa volonté, et dont il est par ailleurs assez scrupuleusement dédommagé. La Caisse Autonome a fort heureusement admis à cette situation choquante un correctif qui en atténue sensiblement les inconvénients, et dont on trouvera le mécanisme dans la partie de cet ouvrage réservée à la détermination de la durée des services miniers. (Voir p.: 177).

Quant au troisième cas, relatif à la maladie, ou encore

aux accidents ne relevant pas de la loi de 1898, il est expressément réglé par la loi de 1894 et les textes subséquents. En vertu de cette législation, l'assuré reçoit de la Caisse de secours à laquelle il est obligatoirement affilié une indemnité journalière dont la durée et le montant, variables d'une Caisse à l'autre, sont déterminés par les statuts de chacune d'elles. Mais la contribution de ces dernières ne s'arrête pas là: elles doivent en outre effectuer auprès de la Caisse Autonome un versement égal à 5 % de l'indemnité remise à l'assuré; cette cotisation, qui par conséquent demeure entièrement à leur charge, est portée au compte individuel d'assurance de l'ouvrier (1).

(1) Ce versement ne se fait pas directement de la Caisse de secours à la Caisse Autonome (contrairement à ce qui est prévu pour le paiement des cotisations dues par la Caisse, à titre d'employeur, pour son propre personnel). Il est d'abord effectué entre les mains des exploitants; et ceux-ci en remettent chaque mois le montant aux comptables du Trésor, en même temps que leurs cotisations et celles des autres assurés. Enfin, il n'est accepté par la Caisse Autonome que pour les périodes de maladie entrant en compte dans le calcul de la retraite. (Voir à ce sujet, p. 177, durée des services miniers.)

APPENDICE

RESPONSABILITES ET GARANTIES

La responsabilité des obligations relatives à l'assurance des mineurs incombe essentiellement à l'employeur. La loi du 25 février 1914 (articles 4 § 2 et 10 § 1) lui impose d'effectuer régulièrement sur les salaires dont il assure la distribution, les prélèvements nécessaires à la constitution des pensions, et d'en reverser le montant, avec sa propre contribution, à la Caisse Autonome.

Or, jusqu'à une époque récente cette dernière est demeurée pratiquement désarmée devant les fraudes et les malversations dont se sont rendues coupables, à plusieurs reprises, de petites entreprises minières.

Vis-à-vis des salariés, la Caisse Autonome a toujours disposé d'une sanction redoutable en soi: faute des versements légaux, l'assuré perd en totalité ou en partie ses droits à pension. Mais, comme on l'a vu d'autre part, le mineur victime de cette règle ne joue en réalité, dans la constitution de sa retraite, qu'un rôle assez passif; il n'a à prendre de décisions que dans des cas en somme exceptionnels, et encore n'influent-elles pas toujours sur le fonds même de la question. De sorte que la sanction dont on vient d'indiquer les effets, si elle garantit le bon équilibre financier de l'organisme d'assurance rejette entièrement sur l'ouvrier la responsabilité d'une négligence, voire même d'une fraude à laquelle il est rigoureusement étranger.

Le seul moyen de pression dont avait disposé la Caisse Autonome sur les employeurs, jusqu'en 1935, était le suivant: dès lors qu'il n'effectuait pas les paiements prévus par la loi de 1914, l'exploitant manquait à une obligation légale, la Caisse Autonome devenait créancière des sommes correspondantes et acquérait donc le droit d'en poursuivre le versement devant les tribunaux. Comme on le voit, à priori, la procédure à suivre était longue et compliquée.

Elle avait en outre le défaut très grave de laisser la Caisse impuissante devant la fraude qui consistait, pour un exploitant, à n'effectuer aucun des paiements prévus par la loi, tout en retenant sur les salaires de ses ouvriers les cotisations réglementaires. Ceux-ci, se croyant assurés, n'apprenaient que beaucoup trop tard l'escroquerie dont ils avaient été victimes, et l'inutilité de leur effort de prévoyance. Particulièrement caractéristique à cet égard était l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, en date du 3 mars 1934, statuant que ne tombait pas sous le coup des dispositions de l'article 408 du Code Pénal (relatif à l'abus de confiance), l'employeur s'appropriant, même pour ses besoins personnels, le montant des prélèvements effectués sur les rétributions de ses ouvriers et employés par application de la loi du 5 avril 1928-30 avril 1930 sur les Assurances sociales.

Cette organisation avait en outre un vice redoutable : dans le cas où une entreprise était amenée à cesser ses opérations, la Caisse Autonome était absolument paralysée, et incapable de récupérer les capitaux dont elle pouvait demeurer créancière. L'article 4 de la loi du 27 décembre 1895 prévoyait bien en effet un privilège sur les biens meubles et immeubles du chef de l'entreprise en faillite ou en liquidation judiciaire, en vue d'obtenir la restitution des retenues affectées aux organismes de prévoyance, et qui n'auraient pas encore été versées à celles-ci au moment où l'employeur met fin à son activité ; mais plusieurs raisons de droit, qu'il serait trop long d'exposer ici, s'opposaient à ce que la Caisse Autonome puisse commodément substituer son action à celle des intéressés, et notamment les dispositions de l'article 53 de la loi sur les Assurances sociales, étendant spécialement aux caisses le bénéfice du privilège susvisé.

Les insuffisances dont on vient d'indiquer les grandes lignes sont apparues particulièrement gênantes à partir du début de la crise économique. Par suite des difficultés auxquelles elles se heurtaient, de nombreuses entreprises, généralement de faible envergure, ont effectué leurs versements à la Caisse Autonome, avec des retards de plus

en plus grands. Certaines ont dû, par la suite, mettre un terme à leur activité, et sont restées débitrices de sommes assez fortes envers la Caisse Autonome. D'autres, moins scrupuleuses encore, ont en partie financé leurs derniers exercices au moyen des prélèvements effectués sur les salaires. Plusieurs actions étaient donc intentées, lorsqu'en 1934 l'arrêt précité de la Cour de Cassation obligea le Ministère Public près le Tribunal de Première instance de la Seine, à abandonner les poursuites qu'il avait engagées contre certaines de ces exploitations. La nécessité apparaissait donc tout à fait impérieuse, d'une réforme qui a été finalement réalisée dans les articles 14 *bis* et 14 *ter* du décret-loi du 30 octobre 1935, dispositions insérées par la suite dans l'article 19 du Code des Retraites minières.

Le premier de ces articles institue au profit de la Caisse Autonome, pour le montant des contributions patronale et ouvrière de l'année échue et pour ce qui est dû de l'année courante, au titre des mêmes contributions, un privilège sur les biens meubles et immeubles de l'exploitant, prenant rang concurremment avec celui des gens de service et des ouvriers et commis, établi par l'article 2101 du Code Civil, et l'article 549 du Code de Commerce. Quant à l'article 14 *ter*, il complète heureusement les dispositions précédentes en faisant tomber l'exploitant « qui a retenu par devers lui, indûment, la contribution ouvrière précomptée sur le salaire, en application de la présente loi » (25-2-1914), sous le coup des peines prévues aux articles 406 et 408 du Code Pénal.

TITRE IV

**ORGANISATION
ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DE L'ASSURANCE**

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE

Le moment semble donc venu d'examiner le fonctionnement administratif proprement dit du régime des retraites, c'est-à-dire, d'une part l'ensemble des dispositions prises pour assurer la saine gestion des capitaux dont on a vu dans le titre précédent la mobilisation successive, et d'autre part les mesures d'ordre essentiellement comptable adoptées en vue du paiement des prestations auxquelles auront droit, ultérieurement, les parties versantes.

Cette matière soulève, on s'en doute, des problèmes extrêmement nombreux et extrêmement complexes. Elle exige surtout une discipline administrative, un ordre dont on aura fréquemment l'occasion d'admirer les heureux effets au cours des développements consacrés à l'organisation de la Caisse Autonome. Elle est surtout éminemment concrète. A ce stade de l'assurance, les problèmes théoriques et doctrinaux font place, en effet, à des questions d'application pratique. Les lois sont votées, les principes admis, les taux, les tarifs calculés; la machine, soigneusement construite et mise au point, s'il est permis de faire cette comparaison, commence à tourner: son rendement dépend désormais du soin qu'apporteront dans l'exécution de leur tâche quotidienne, si humble, si effacée soit-elle, les divers agents responsables de son bon fonctionnement.

On a fréquemment fait allusion, au cours des développements précédents, à la Caisse Autonome de Retraites des ouvriers mineurs. Son organisation, son rôle, consti-

tueront l'essentiel de ce quatrième titre. Elle a été, en effet, la grande conquête de la loi de 1914, la création qui a donné au régime issu de cette loi toute son originalité et toute sa valeur. Elle fera donc l'objet d'une analyse complète, au cours de laquelle seront étudiés en détail ses méthodes d'administration, son régime financier, les dispositions prises en vue d'assurer la meilleure gestion des capitaux dont elle doit assurer l'emploi, les conflits enfin, susceptibles de l'opposer à tous ceux, ouvriers ou patrons, qui sont soumis normalement à son contrôle.

On examinera ensuite, mais à titre en somme accessoire, les différents organismes appelés à participer, avec elle, au bon fonctionnement du régime des retraites minières.

CHAPITRE VIII

LA CAISSE AUTONOME DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

La Caisse Autonome de Retraites des ouvriers mineurs, créée par la loi du 25 février 1914, est l'organisme central chargé d'assurer le service des retraites des ouvriers mineurs travaillant ou ayant travaillé en France, exception faite des trois départements d'Alsace et de Lorraine. Elle est dotée de la personnalité civile, c'est-à-dire qu'elle est habilitée à effectuer les actes juridiques, à ester en justice. Placée sous le contrôle de l'Etat, elle dispose cependant de l'autonomie administrative et financière; les contrôles auxquels elle doit se soumettre ont exclusivement pour objet de vérifier la régularité de ses opérations, et à l'intérieur du cadre qui lui a été imposé par les lois et décrets, tant dans le domaine de l'administration pure que dans celui de la gestion financière, elle jouit d'une indépendance complète. On examinera successivement, dans une première Section réservée à son fonctionnement administratif, la composition et le rôle du Conseil d'administration organe délibérant, et des divers services organes d'exécution, puis dans une seconde Section, l'ensemble des dispositions relatives à son organisation financière.

SECTION I

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

I. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration placé à la tête de la Caisse Autonome par la loi du 25 février 1914, comprend dix-huit membres, dont:

Six élus par les ouvriers;

Six par les exploitants des mines;

Et six représentant l'Etat qui sont:

- a) Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations;
- b) Le Directeur des Assurances Sociales au Ministère de la Production Industrielle et du Travail.

Membres de droit.

- c) Deux membres désignés par le Ministre du Travail;
- d) Un membre désigné par le Ministre des Finances;
- e) Un membre désigné par le Ministre des Travaux Publics.

En outre, neuf suppléants, nommés dans les mêmes conditions et proportions, sont destinés à remplacer, en cas d'absence ou de vacance, les membres titulaires.

Dans l'hypothèse où les exploitants ou bien les ouvriers, ne feraient pas usage du droit de se faire représenter au Conseil, c'est au Ministre du Travail qu'il appartiendrait de désigner les membres dont la nomination n'aurait pu être régulièrement effectuée.

Elections

En vue de l'élection des membres du Conseil d'Administration, les exploitations minières de la métropole ont

été classées en trois sections électorales comprenant respectivement les arrondissements minéralogiques de :

- a) Arras et Douai;
- b) Nantes, Versailles, Nancy, Lyon et Saint-Etienne;
- c) Clermont-Ferrand, Marseille, Alais, Toulouse et Bordeaux.

Chacune de ces sections est appelée à élire deux titulaires et un membre suppléant, pour chaque catégorie patronale et ouvrière.

1° Membres ouvriers

Les conditions d'éligibilité sont extrêmement réduites : les représentants des mineurs doivent seulement être Français, et en possession de leurs droits civils et politiques.

La qualité d'électeur, au contraire, est déterminée avec beaucoup plus de minutie par le Décret du 31 mars 1914, auquel est due, pour la plus grande partie, la réglementation de ces élections. Aux termes de l'article 2 de ce Décret, sont électeurs :

a) Tous les ouvriers et employés du fond et du jour participant, en vertu de la loi du 21 mars 1930, aux élections aux Conseils d'Administration des sociétés de secours;

b) Les anciens ouvriers retraités après plus de quinze années de travail minier, Français, jouissant de leurs droits politiques, domiciliés dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend la circonscription d'une société de secours, et qui se sont fait inscrire sur la liste électorale dressée à cet effet par le Maire.

Après le vote (1), qui a lieu dans les mêmes conditions que pour les sociétés de secours, le Président du Bureau électoral adresse au Conseil d'Administration de la Caisse Autonome un procès-verbal de l'élection, indiquant le nom de la Société de secours, et celui de la Mine dont elle dé-

(1) Le jour même de l'élection, ou dans la matinée du lendemain au plus tard, si le dépouillement du scrutin n'a pu être achevé qu'après la fermeture du bureau de poste.

pend, ainsi que le nombre des électeurs inscrits, des votants, des suffrages exprimés, des suffrages obtenus par chacun des candidats; les bulletins contestés et la liste électorale sont joints à cet envoi.

2° Membres patronaux

Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que pour les membres ouvriers. Quant à la procédure électorale, elle se présente de la manière suivante. Chaque exploitant de mine où fonctionne une société de secours dispose, pour l'élection, d'une voix, quelle que soit l'importance de son personnel, plus une voix supplémentaire pour chaque tranche de cent ouvriers ou employés inscrits comme électeurs, en sus de la première. Le jour du scrutin, il adresse à la Caisse Autonome un bulletin de vote faisant connaître les noms de la mine, des sociétés de secours en dépendant, ainsi que le nombre des ouvriers mineurs inscrits comme électeurs pour chacune d'elles. S'il a droit à plusieurs suffrages, il les exprime au moyen de bulletins de vote séparés, enfermés dans des enveloppes distinctes.

3° Dispositions communes

Les déclarations de candidature doivent parvenir par lettre recommandée à la Caisse Autonome, qui en accuse réception, quinze jours au moins avant la date fixée pour l'élection. Elles doivent indiquer si le mandat sollicité est celui de membre titulaire ou de membre suppléant; elles sont ensuite portées à la connaissance des exploitants et des Présidents des Conseils d'Administration des Sociétés de secours, par les soins de la Caisse Autonome.

La date du scrutin, qui a toujours lieu le dimanche, est fixée par un arrêté du Ministre du Travail. Les élections se font tous les deux ans. Dans chaque section, et pour chaque catégorie, il est alors procédé à l'élection du membre titulaire dont le mandat expire, et éventuellement, d'un autre membre en remplacement du second titulaire, démissionnaire ou décédé; dans cette hypothèse, le second membre est élu pour la période de deux années qui restait

à courir jusqu'à l'expiration du mandat du disparu; à chaque élection, il est également procédé à la nomination d'un suppléant, pour une durée de deux ans. Les membres titulaires sont élus pour quatre ans.

Le dépouillement des votes est confié à une Commission désignée par la Caisse Autonome, et comprenant six administrateurs, dont deux représentent les ouvriers, deux les employeurs, et deux l'Etat. Sont déclarés élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, la majorité relative étant suffisante. Les résultats sont communiqués au Ministre du Travail qui est chargé d'en effectuer la publication dans le plus prochain numéro du *Journal Officiel*. Les recours sont obligatoirement portés en premier et dernier ressort devant le juge de paix de l'arrondissement de Paris où la Caisse Autonome a son siège (actuellement le xv^e arrondissement). Ils peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Organisation interne

Le Conseil d'Administration se renouvelle par moitié, tous les deux ans. Ce dispositif présente l'avantage de conférer à l'organisme délibérant une continuité de compétence, et par là une stabilité jurisprudentielle auxquelles on n'aurait certainement pu prétendre avec un régime de renouvellement périodique complet. Ce caractère est du reste encore accentué par la possibilité laissée aux représentants ouvriers et patronaux d'être réélus, et aux représentants de l'Etat d'être à nouveau désignés.

Le Conseil tient ses séances à Paris, au lieu qu'il a fixé comme siège de la Caisse Autonome. Après chaque élection, il désigne un Président, un Secrétaire, éventuellement un ou deux vice-Présidents et un Secrétaire-adjoint. Les réunions ont lieu sur la convocation du Président, toutes les fois que l'administration de la Caisse l'exige, mais au moins douze fois par an, et de préférence mensuellement. Afin de les tenir en alerte, pour le cas où les membres titulaires seraient empêchés, les suppléants sont in-

formés en même temps que ces derniers de la date des séances. Le membre titulaire doit prendre lui-même les dispositions nécessaires pour que le membre suppléant appartenant à sa section électorale ou au même Ministère, soit éventuellement averti de son empêchement.

Les délibérations ne sont valables que si la moitié au moins des membres assistent à la séance; mais après une seconde convocation, aucune condition de quorum n'est plus exigée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, le Président ayant voix prépondérante, en cas de partage. Les délibérations sont inscrites chronologiquement sur un registre coté et paraphé par le Juge de paix du siège de la Caisse. Elles sont signées par le Président et le Secrétaire, de même que les extraits qui peuvent en être délivrés.

Les membres assistant aux séances du Conseil ou à celles des Commissions dont il sera parlé plus loin, ont droit à des jetons de présence. Ils sont, en outre, dans le cas où ils n'habitent pas Paris, remboursés de leurs frais de voyage et de séjour. Enfin, le rôle incombant aux membres ouvriers risquant de les priver d'une part importante de leur salaire, une indemnité mensuelle leur est servie en considération des obligations spéciales imposées par l'exercice de leur mandat. Les taux de ces diverses rémunérations sont fixés par le Règlement intérieur de la Caisse Autonome, et approuvés par le Ministre du Travail.

Le Conseil d'Administration peut être dissous dans les hypothèses visées à l'article 7 du décret du 13 juillet 1914: infractions aux règles de la comptabilité, irrégularités dans la gestion de la Caisse Autonome, dépassement de l'actif par le passif. La dissolution est alors prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat, sur le rapport des Ministres du Travail et des Finances. Préalablement à ce décret, le Conseil est mis en demeure par le Ministre du Travail, de fournir des explications relatives aux faits qui lui sont reprochés; il lui est imparti un délai déterminé pour la réponse. Dans les deux mois qui suivent la dissolution, enfin, il doit être procédé à la nomination d'un nouveau Conseil; durant l'intérim, les pouvoirs sont confiés à un

délégué provisoire, désigné par décret sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances.

Attributions

Le rôle du Conseil d'Administration est extrêmement vaste. L'article 2 du décret du 13 juillet 1914 le définit de la manière suivante: « Il règle toutes les affaires de la Caisse, en conformité du présent Décret et du règlement intérieur prévu à l'article 2 de la loi du 25 février 1914 ». Deux idées fondamentales par conséquent dans cette définition: d'abord la soumission, naturelle en soi, aux dispositions législatives, la fonction sociale considérable de la Caisse Autonome et l'aide financière de l'Etat justifiant amplement le contrôle exercé par ce dernier; et ensuite l'autonomie, c'est-à-dire la liberté d'action et d'initiative, à l'intérieur du cadre ainsi tracé.

Cette indépendance, tempérée il est vrai par la tutelle administrative, mais néanmoins très grande, explique le rôle joué par le Conseil dans le fonctionnement de l'Assurance. Il a été grâce à elle fréquemment amené à prendre position vis-à-vis de questions litigieuses dont l'intérêt ne justifiait pas ou n'a pas dès l'abord paru justifier une révision des textes existants ou une intervention des tribunaux: il a pu ainsi établir une jurisprudence véritable à laquelle on se réfère couramment, et dont l'autorité reconnue de tous, a facilité dans des conditions tout à fait exceptionnelles le bon fonctionnement du régime des retraites. Bien plus, la compétence de ses avis, l'objectivité de ses jugements, ont incité souvent le Gouvernement à lui soumettre, avant leur promulgation, les textes de certains projets ou propositions de lois relatifs à la matière des retraites minières: méthode judicieuse qui a permis en maintes occasions de maintenir dans un domaine naturellement complexe, une cohésion et une logique dont peu de réglementations analogues peuvent actuellement s'enorgueillir.

Le rôle confié au Conseil, dans l'administration de la Caisse, n'est pas moins important. Il a pouvoir de nommer

et révoquer tous les agents, et notamment le Directeur et le Trésorier; pour ces derniers cependant, son choix est soumis à l'agrément des deux Ministres du Travail et des Finances. Il procède par ailleurs, ou fait procéder par une délégation de ses membres, au moins une fois par mois, à la vérification de l'encaisse, des écritures, et des autres parties du service.

Il arrête chaque année, avant le 1^{er} décembre, le budget administratif de l'année suivante le budget administratif complémentaire destiné à reprendre les dépenses de l'exercice précédent restant à payer au 31 décembre et celles non prévues au budget primitif de cet exercice est établi et arrêté avant le 1^{er} avril; d'autre part, le Conseil examine et approuve, dans le courant du semestre suivant la fin de l'année, le compte du service administratif (1) qui lui est soumis avec les pièces justificatives par le Directeur. Enfin, et surtout, il est appelé à prendre les multiples décisions qu'exige l'administration de la Caisse, la gestion de ses capitaux et, d'une manière générale, le bon fonctionnement de l'Assurance.

Pour faciliter sa tâche et accélérer l'expédition de ces nombreuses affaires, le Conseil délègue normalement une grande partie de ses pouvoirs à un certain nombre de commissions, qui sont actuellement au nombre de cinq (2), à savoir:

- 1° La Commission des Liquidations chargée de toutes les questions relatives à la liquidation des pensions;
- 2° La Commission de Vérification des services de la Caisse Autonome, qui vérifie notamment chaque mois la situation de la Caisse;
- 3° La Commission des Immeubles, chargée de la surveillance du capital immobilier;

(1) Des expéditions de ce compte sont envoyées avant le 1^{er} juillet au Receveur Central des Finances de la Seine et au Trésorier de la Caisse, auxquels ont déjà été communiqués du reste le Budget primitif, le Budget complémentaire, et éventuellement le texte des décisions accordant en cours d'exercice des crédits complémentaires.

(2) Seules les deux premières sont prévues par des textes réglementaires.

4° La Commission des Prêts;

5° La Commission du Personnel.

Il convient du reste de signaler, pour en achever, qu'en outre de ces Commissions permanentes, d'autres se sont parfois constituées à titre temporaire, pour étudier plus complètement et plus commodément des matières délicates au sujet desquelles une décision importante devait être prise (1).

II. SERVICES ADMINISTRATIFS

Depuis la création de la Caisse Autonome, on a assisté à une augmentation à peu près ininterrompue des versements effectués chaque année pour la constitution des retraites; aussi les mouvements de fonds résultant tant de ces paiements que de l'utilisation des capitaux ainsi constitués, sont-ils devenus considérables. On a déjà indiqué certaines des raisons de cette évolution (accroissement du nombre des parties versantes, passées de 129.600 en 1914 à 425.000 en 1930; octroi de recettes nouvelles; relèvements successifs de la contribution de l'Etat); mais l'origine doit en être essentiellement recherchée dans l'avalissement de la monnaie qui, de 1915 à 1930, puis de nouveau à partir de 1936, a ramené le pouvoir d'achat du franc au dixième environ de sa valeur d'avant-guerre, entraînant une hausse à peu près continue des salaires, et partant des cotisations.

La gestion financière des capitaux considérables dont la Caisse Autonome s'est ainsi trouvée détentrice, et plus encore le fonctionnement pratique d'un régime d'assurance aussi étendu, ont naturellement rendu nécessaire la création de services d'exécution dont l'importance a grandi d'année en année. Il convient, à ce sujet, de rendre hommage à la prudence du Conseil, qui a su limiter une inflation des dépenses, et notamment des dépenses du personnel, dont les mineurs auraient obligatoirement porté

(1) Notamment quand il s'est agi du relèvement du montant des prestations servies par la Caisse Autonome.

tout le poids. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur le rapport des frais d'administration de la Caisse, et de l'ensemble de ses recettes: évalué à 1,61 % en 1915, on le retrouve à 0,68 % en 1930: il n'atteignait guère que 0,90 % en 1940.

La gestion de la Caisse Autonome est confiée à deux agents dont la mission et le rôle doivent être étudiés séparément: le Directeur et le Trésorier. On examinera ensuite le personnel d'exécution mis à la disposition de l'un et de l'autre.

1° *Directeur*

Le Directeur, assisté d'un Sous-Directeur nommé sur sa proposition par le Conseil d'Administration, dispose en quelque sorte du pouvoir exécutif. Il a la charge du bon fonctionnement de la Caisse, qu'il représente du reste dans tous les actes de la vie civile: à cet effet il doit prendre, d'une part, toutes les dispositions qu'il juge opportunes à sa saine gestion, et dont le Conseil vérifiera ultérieurement le bien fondé; puis, d'autre part, assurer l'exécution des décisions, émanant du Conseil lui-même: sa présence aux séances de ce dernier (avec voix consultative seulement), permet d'assurer la liaison nécessaire. Le rôle du Directeur apparaît ainsi à la fois multiple et complexe: il est en outre mal défini, le législateur n'ayant pris le soin de préciser ses attributions que dans des cas en somme assez exceptionnels; en réalité, il fait non seulement les actes dont l'exécution lui est confiée par la loi, mais aussi ceux, extrêmement nombreux, dont personne dans l'Administration de la Caisse ne pourrait en dehors de lui assumer la responsabilité. Il ne saurait donc être question de donner la liste des opérations auxquelles il est habilité; tout au plus fera-t-on ici un rappel des principales d'entre elles.

Le Directeur a tout d'abord la charge de la bonne administration de la Caisse Autonome. Il a en conséquence la haute main sur tout le personnel, dont il nomme la plus grande partie (voir ci-dessous: organes d'exécution). Il a également la responsabilité de l'organisation matérielle

de la Caisse. Il prépare à cet effet un Budget annuel, dont il assure lui-même l'exécution: car il est l'ordonnateur unique, et seul il a le pouvoir d'engager les dépenses relatives au service administratif. Par ailleurs, ses interventions dans le fonctionnement de l'assurance sont multiples, mais deux d'entre elles doivent particulièrement retenir l'attention:

C'est tout d'abord la liquidation des pensions et autres prestations servies par la Caisse: opération des plus importantes, du fait de ses répercussions financières, et des problème doctrinaux et pratiques qu'elle soulève à tout moment; préparation de la liquidation, liquidation proprement dite, émission des livrets de pension enfin, exigent donc une surveillance extrêmement serrée que la Commission des liquidations, ne siégeant pas en permanence, ne saurait assurer avec autant de suite.

Mais le travail le plus considérable du Directeur, et en même temps le plus délicat du fait de l'importance énorme prise par les mouvements de fonds de la Caisse, réside assurément dans la gestion des capitaux: capitaux immobiliers tout d'abord, le Directeur ayant la responsabilité de l'entretien, de la conservation, de la location des immeubles construits ou achetés par la Caisse; capitaux mobiliers ensuite, dont il doit assurer la mise en œuvre, au mieux des intérêts des assurés.

2° *Le Trésorier*

Le Trésorier, nommé par le Conseil d'Administration sur la proposition du Directeur, a ses attributions réglées par le Décret précité du 13 juillet 1914. C'est lui qui, d'une manière très générale, a la haute main sur la gestion comptable de la Caisse Autonome: il effectue, sous sa responsabilité, toutes les opérations financières de cette dernière, soit directement soit par l'intermédiaire des comptables du Trésor.

En matière de dépenses, il assure directement le paiement des frais d'administration, ainsi que celui des pensions et des capitaux réservés, dans le cas où les intéressés se présentent au siège même de la Caisse pour obtenir le

versement des sommes auxquelles ils ont droit, et dans celui ou les pensions sont frappées d'opposition (les paiements dans cette éventualité étant effectués par mandats) : le numéraire dont il a besoin lui est remis par la Caisse des Dépôts et Consignations, dans la limite d'un maximum fixé chaque trimestre par le Conseil d'Administration. Tous les autres mouvements de fonds : paiements de pensions, encaissement des cotisations, remboursement d'emprunts, etc., etc., sont effectués par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et des comptables du Trésor, sans qu'il ait à intervenir matériellement.

En matière de recettes, le Trésorier possède un pouvoir de contrôle étendu : il doit notamment s'assurer de la concordance des versements effectués par les exploitants avec les indications portées sur les bordereaux périodiques et aux comptes des assurés, ainsi que sur les livrets nominatifs. Il est également responsable de la rentrée normale de toutes les autres recettes ; pour lui permettre de remplir sa mission, le Directeur lui remet les titres de perception, qu'il adresse ensuite aux Trésoriers Payeurs Généraux. Au cas où le recouvrement ne peut être effectué aux dates fixées par les contrats, il doit en référer aussitôt au Directeur et faire procéder, le cas échéant, à la requête de ce dernier, aux poursuites jugées nécessaires.

Si le Trésorier refuse de payer un mandat, ou d'apposer son « Vu Bon à payer » au bas d'une pièce de paiement, le Conseil d'Administration peut l'en requérir, mais il n'est admis à le faire que sur la demande du Directeur et le Trésorier entendu. Un double de la réquisition, destiné à couvrir ce dernier, est alors transmis au Receveur Central des Finances de la Seine.

Il est aussi chargé de la surveillance du domaine ; il avertit le Directeur, sous sa responsabilité, de l'expiration des baux ; il empêche en outre les prescriptions, et veille d'une manière générale à la conservation des droits immobiliers, des hypothèques, privilèges, etc., dont bénéficie la Caisse Autonome.

Enfin, il est chargé de la tenue de la comptabilité. Celle-ci, établie en partie double, donne lieu :

- 1° A des inscriptions quotidiennes au Livre-Journal;
- 2° A un dépouillement par quinzaine, par nature de recettes et de dépenses au Grand Livre;
- 3° A l'établissement d'une balance trimestrielle des comptes du Grand Livre et d'un Relevé Général également trimestriel, faisant apparaître par nature de recettes et de dépenses le total des opérations du trimestre, avec report de celles effectuées depuis le début de l'année, et des soldes accusés par l'arrêté des écritures au 31 décembre précédent;
- 4° A l'établissement en fin d'année, de la situation des pensions, majorations et allocations en cours de jouissance, avec indication des restes à payer.

Cette comptabilité, après avoir été visée par le Trésorier, le Directeur et le Président du Conseil d'Administration, est transmise au Receveur Central de la Seine; mais les pièces justificatives sont conservées au siège de la Caisse Autonome.

L'importance de ce rôle et les conséquences qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion ou même de simples imprudences, ont amené le législateur à établir un régime de garanties extrêmement strict: le décret de 1914 exige du Trésorier le versement d'un cautionnement dont le montant, fixé par le Conseil d'Administration, ne peut être inférieur à 30.000 francs (1). Ce cautionnement doit être réalisé en numéraire ou en rentes sur l'Etat. Le dépôt en est effectué, dans la première hypothèse, à la Caisse des Dépôts et Consignations, et dans la seconde, à l'Agence judiciaire du Trésor. En règle générale, et suivant un usage de plus en plus répandu, le Conseil d'Administration se contente de la garantie d'une Association de cautionnement mutuel, comptant l'intéressé parmi ses adhérents. Mais le principe n'en reste pas moins absolu; le Trésorier doit, dès avant son installation, démontrer tant au Conseil qu'au Receveur Central des Finances de la Seine, que

(1) Il est actuellement de 150.000 francs.

les conditions requises ont effectivement été satisfaites; il ne saurait donc, tant que cette justification n'a pas été produite, effectuer aucune opération de dépenses ni de recette.

3° Organes d'exécution

Le personnel titulaire mis à la disposition du Directeur et du Trésorier comporte actuellement:

- 1° Quatre chefs de sections, l'un d'eux remplissant les fonctions de fondé de pouvoir du trésorier;
- 2° Six sous-chefs de sections;
- 3° Des contrôleurs, des surveillants ou surveillantes, des commis d'ordre et de comptabilité, des employés et des employées titulaires, des gardiens de bureau, des concierges.

Le nombre de ces emplois n'est pas fixé d'une manière définitive par un texte de loi ou même un décret: il est sujet à modification, chaque année, lors de l'établissement du budget. Par ailleurs, indépendamment de ce personnel, la Direction peut faire appel, suivant les besoins du service, et dans la limite des crédits budgétaires, à des employés ou employées auxiliaires.

Le Conseil d'Administration nomme aux emplois de Chef et de Sous-Chef de section, sur la proposition du Directeur (à l'exception du Fondé de pouvoir, qui est désigné sur la proposition du Trésorier). Le Directeur a par ailleurs délégation permanente du Conseil pour engager tous les autres agents. Seuls, de tous les employés de la Caisse Autonome, les contrôleurs sont recrutés par voie de concours; c'est parmi eux que sont obligatoirement choisis les sous-chefs et chefs de sections, suivant les règles relatives à l'avancement, qui ont été précisées dans le titre II (Personnel) du Règlement intérieur de la Caisse Autonome.

La répartition du personnel entre les divers services est extrêmement simple: la raison doit sans doute en être cherchée dans le nombre relativement restreint des opérations auxquelles donnent lieu la constitution et le paiement des retraites minières. Ces services sont au nombre

de sept, d'importance du reste fort inégale, et distribués en trois groupes bien distincts:

a) La *Direction* dispose à ses côtés de deux services purement administratifs: celui de l'*Enregistrement et du courrier*, et d'autre part celui du *Personnel*, sur le rôle desquels il serait oiseux d'insister.

b) Le *Trésorier* a la direction technique (le contrôle administratif relevant du Directeur) de trois services extrêmement importants, qui sont:

1° Le *Service de l'encaissement*, chargé de la comptabilisation de toutes les sommes versées, directement ou non à la Caisse;

2° Le *Service de l'établissement des comptes individuels*;

3° Le *Service d'émargement*, chargé de la vérification du paiement des coupons, et d'une manière générale, du contrôle de tous les paiements effectués; c'est le pendant du service de l'encaissement.

c) *Entre* ces deux groupes, fonctionnent enfin deux services également très importants, placés sous les ordres du Directeur:

Le *Service des liquidations*, qui assure, comme son nom l'indique, la liquidation de toutes les pensions; et le *Service de l'Ordonnancement*, auquel est confié l'établissement des livrets de pensions.

SECTION II

ORGANISATION FINANCIERE

I. LE RÉGIME FINANCIER

Un régime de retraites de vieillesse peut reposer sur deux méthodes bien distinctes: celle dite de la capitalisation, dans laquelle un organisme commun réunit les cotisations des assurés, les fait fructifier, et les restitue ensuite aux intéressés sous forme d'une rente viagère; d'autre part celle dite de la répartition qui se ramène, le nom même l'indique, à un partage immédiat entre les parties prenantes, des prélèvements effectués sur les revenus des assurés encore en exercice. Le premier principe a été celui de la loi de 1894, le second est en fait celui pratiqué depuis 1914.

La capitalisation a pour objet principal de transférer des individus à un organisme commun, mieux outillé et mieux placé, le soin de gérer une infinité de petits capitaux qui, abandonnés à eux-mêmes, seraient voués à la stérilité ou à une prompte destruction. Elle donne à l'assuré une sécurité plus grande, en lui garantissant pour ses vieux jours une rente dont la valeur nominale peut même être approximativement calculée à l'avance. Elle développe en outre chez le salarié un certain sentiment de propriété puisque ses versements quotidiens, s'ils sont mêlés aussitôt à la masse des autres cotisations, n'en sont pas moins inscrits « à son compte », « à son livret », et constituent chaque fois comme une des pierres dont l'ensemble sera le droit « à sa rente ». Enfin, la capitalisation a pour elle la rigueur de son principe, et une certaine apparence de justice: chacun récolte vraiment le fruit de son effort, la rente viagère à laquelle pourra prétendre finalement l'intéressé demeurant étroitement liée à l'importance des sacrifices financiers qui lui ont été demandés. Ces avantages sont malheureusement compensés par toute une série d'inconvénients extrêmement graves: les uns tiennent à la nature même de la méthode, les autres à une série de cir-

constances fâcheuses dont on a longtemps pensé qu'elles étaient « actuelles », mais dont on est bien obligé de reconnaître aujourd'hui qu'elles paraissent entrées dans l'ordre normal de la vie économique moderne.

La capitalisation a d'abord contre elle sa complexité. L'individualisation de chaque compte, la création de cloisons étanches entre les divers capitaux constitutifs des futures rentes présente en effet, du seul point de vue comptable, de réelles difficultés: elle est en outre, administrativement, une source de dépenses appréciables. Le plus gros reproche, cependant, qu'on puisse lui adresser, c'est son inertie, et la longueur excessive des délais séparant la mise en vigueur des régimes basés sur elle, du moment où ils deviennent réellement efficaces (1). Sans doute existe-t-il à ce vice organique des palliatifs, auxquels on a du reste recouru dès 1903: subventions de l'Etat par exemple; mais de tels errements enlèvent alors au principe une bien grande partie de sa valeur.

Il n'est pas sans intérêt de constater que dès avant le bouleversement de 1914-1918, le législateur a senti la nécessité d'entrer néanmoins dans cette voie. Le premier pas a été fait, on vient de le voir, en 1903. Mais le progrès le plus marqué date de 1914, où la méthode dite de la répartition s'est vu affecter, par la création du Fonds spécial de la Caisse Autonome, une place réduite encore et cependant officielle; la porte désormais était ouverte à une évolution qu'allaient bientôt précipiter les faits suivants.

A la fin du siècle dernier, l'organisation économique du monde a connu un essor prodigieux: élan de la grande industrie, développement des chemins de fer, des compagnies maritimes, mise en valeur des colonies, etc. C'est à cette époque que remonte la plus grosse partie des grandes entreprises actuelles, des plus grandes sociétés surtout:

(1) C'est même semble-t-il l'argument qui a été le plus fréquemment invoqué contre l'organisation issue de la loi de 1894; lors du vote de la loi on a calculé en effet que les premières retraites importantes et vraiment dignes de ce nom, ne pourraient guère être servies qu'au bout de 25 ou 30 ans; c'était condamner au *statu-quo*, c'est-à-dire à l'assistance, tous les mineurs ayant plus ou moins dépassé l'âge de 40 ans, lors de l'institution du nouveau régime.

la demande des capitaux frais exigés par cette extraordinaire « renaissance » a notoirement dépassé l'offre qui pouvait alors en être faite. A l'heure présente, ces conditions éminemment favorables ont fait place, au contraire, à un état statique, à un marasme peut-on même dire, qui ne remonte pas seulement à la crise économique des dernières années, mais dont on trouve les premières manifestations dès après la guerre 1914-1918. Il est incontestable que l'initiative particulière, l'idée créatrice ont subi depuis vingt-cinq ans, dans le domaine industriel comme en beaucoup d'autres du reste, un recul notable. De sorte que les possibilités de placement de capitaux apparaissent de toute évidence beaucoup moins grandes aujourd'hui que durant la période des années 1880-1910. L'introduction, en 1914, puis surtout en 1930, de régimes d'assurance vieillesse obligatoire, c'est-à-dire pratiquement de régimes d'épargne forcée, applicables à des millions d'individus, ne pouvait manquer d'accentuer le malaise.

Sans parler en effet de l'influence qu'ont pu exercer de tels prélèvements sur le pouvoir d'achat de la masse ouvrière, cette accumulation considérable de capitaux neufs, dont la plupart auraient été normalement consommés, a fait apparaître des difficultés de placement insoupçonnées jusqu'alors. On s'est heurté tout d'abord à la crainte de provoquer par des achats aussi énormes, on serait tenté de dire aussi artificiels, un déséquilibre du marché financier. Puis le législateur a d'autre part redouté, en confiant la totalité de ces réserves à des entreprises privées, d'exposer la masse des assurés à une insécurité que l'on souhaitait par définition même, éviter à tout prix. Et cet ensemble de considérations l'a amené très logiquement, on l'a cru tout au moins, à donner une place de plus en plus grande, aux placements en Fonds d'Etat, ou en obligations jouissant de la garantie de l'Etat. C'était ainsi se donner l'assurance d'une rente absolument certaine et calculable à l'avance: mais c'était également la condamnation même de la capitalisation.

Celle-ci, en effet, ne se conçoit que dans la mesure où les capitaux affectés à la constitution des retraites font

l'objet d'investissements vraiment créateurs, capables de fournir par la suite un produit effectif, une richesse nouvelle, et annuellement renouvelable, d'une valeur sensiblement égale au montant des arrérages exigibles. Dès lors, au contraire que les milliards de l'assurance sont mêlés à la masse des ressources diverses de la collectivité pour servir, comme cela s'est régulièrement produit depuis vingt ans, à combler les déficits chroniques du budget ou les insuffisances d'une trésorerie constamment en difficultés, la capitalisation devient un leurre: parce que le jour de l'échéance, les assurés ne trouveront plus en face d'eux qu'un titre de créance n'ayant d'autre valeur matérielle qu'une garantie de l'Etat, c'est-à-dire une traite sur le pays tout entier. A ce moment la capitalisation fait place à l'assistance, à moins que par une augmentation massive des prélèvements effectués sur les nouvelles couches d'assurés, on ne lui substitue un régime de répartition différée.

Aussi bien a-t-on assisté, à partir de la Grande Guerre, à un abandon progressif des dispositifs d'assurance fondés sur elle. Le mouvement, entamé dès le vote de la loi du 25 février 1914, s'est accentué dans les années suivantes, jusqu'à donner aux méthodes nouvelles de répartition une place prépondérante. Le régime de la Caisse Autonome, sans doute, continue d'être mixte, et la coexistence de deux Fonds aux principes si différents, le montre avec assez d'évidence: en apparence tout au moins, car aux raisons théoriques exposées précédemment, se sont bientôt ajoutées des raisons de fait, beaucoup plus indirectes, mais aussi beaucoup plus profondes, qui ont abouti dans la réalité, à ne plus laisser à l'ancien système d'assurance, qu'une place extrêmement limitée.

L'organisation générale de la vie des nations s'est modifiée au cours des vingt dernières années dans des conditions telles que les règles admises jusqu'alors, et les normes les mieux assises, ont perdu fréquemment tout ou partie de leur valeur pratique. De sorte que le fonctionnement administratif, l'organisation sociale, l'aménagement des finances surtout, ne présentent plus aujourd'hui que des

analogies bien lointaines avec tout ce qui avait été considéré jusqu'à une époque encore récente, comme la base même de la civilisation moderne. Cette évolution, bonne ou mauvaise, mais très probablement inévitable, s'est particulièrement fait sentir en France, où les charges écrasantes nées de la dernière guerre, puis une politique sociale audacieuse, ont encore accentué la tendance générale. L'accroissement énorme des dépenses auxquelles ont dû faire face les pouvoirs publics, en un moment où la crise la plus sévère bouleversait l'économie générale, a fait sombrer, pour une période dont on ne saurait prédire la durée, les principes estimés jusqu'alors intangibles, sur lesquels avait reposé l'organisation financière du pays.

Cinq fois en moins d'un quart de siècle, l'Etat français a dû procéder à des révisions monétaires qui ont ramené la valeur du franc au dixième environ de celle de 1913; dans les trois seules dernières années, le pouvoir d'achat de la monnaie a été diminué de 50 % environ. La hausse des prix qui en est résultée, a rendu nécessaires, durant cette période agitée, de fréquents réajustements des taux des prestations servies par la Caisse Autonome. Celle-ci a dû, presque chaque année, revoir ses barèmes, relever ses tarifs, pour tenir compte, beaucoup plus que des aspirations des mineurs à un standing toujours accru, de la nécessité de maintenir à sa valeur réelle, le pouvoir d'achat qui leur avait été garanti. On conçoit dès lors la modeste part que peuvent représenter dans une pension récemment liquidée, les rentes produites grâce aux cotisations versées il y a vingt, dix ou même cinq années au Fonds de capitalisation! Sans entrer dans des calculs compliqués, on peut admettre que cette part n'entre pas, dans les retraites récemment liquidées, pour plus d'un cinquième.

Sans doute l'instabilité monétaire, manifestation la plus visible de l'appauvrissement général provoqué par les luttes insensées des Nations modernes n'est-elle que temporaire, comme ses causes propres. Il n'en serait pas moins téméraire d'espérer avant longtemps le retour au calme d'autrefois. Outre que les causes de désordre semblent en-

core profondément ancrées dans l'organisation économique contemporaine, d'autres facteurs politiques et sociaux tendent et tendront longtemps encore à provoquer d'une manière à peu près constante l'avitilissement des monnaies. Aussi peut-on considérer les méthodes de capitalisation pure comme périmées, et condamnées à ne plus jouer qu'un rôle de façade, dont le dernier effet appréciable sera peut-être de donner à chaque assuré le sentiment plus vif de l'effort personnel de prévoyance qu'il accomplit.

Répartition des ressources entre les deux Fonds.

On suit aisément la trace de cette évolution dans la série des textes qui successivement ont accru les ressources du Fonds spécial au détriment du Fonds d'assurance.

Au moment du vote de la loi de 1914, la répartition n'a été introduite, on l'a vu, qu'à titre accessoire, expérimental presque: alors que les ressources affectées à la capitalisation s'élevaient à 4 % des salaires des ouvriers et employés des mines, les sommes destinées à être réparties n'ont tout d'abord représenté que 2 % des mêmes salaires. Mais dès le 1^{er} avril 1919 (loi du 29 mars), ce dernier taux est doublé. En 1920 (loi du 9 mars), le Conseil d'administration est autorisé à opérer sur les cotisations destinées jusque-là au Fonds d'assurance, un prélèvement au profit du Fonds spécial (pouvant aller jusqu'à 1 % du salaire), faculté dont il a usé du reste aussitôt pour l'année 1920 et pour les années 1922 et 1923. En 1923, la loi du 24 décembre relève à nouveau de 4 à 5 % le chiffre des versements portés au compte du seul Fonds spécial, tout en continuant à laisser au Conseil d'administration la faculté de virer au Fonds de répartition dans la limite indiquée ci-dessus, les cotisations affectées par la loi à la capitalisation. La participation de l'Etat est en même temps sensiblement augmentée et portée à 1 % de l'ensemble des salaires des ouvriers.

En 1924, la répartition des cotisations est fixée comme suit: 3,50 % pour le Fonds d'assurance, 5,50 % pour le Fonds spécial. En 1925, on revient au régime légal (4 et 5 %). En 1926, nouveau retour au prélèvement de 1 % sur

les ressources destinées au Fonds d'assurance qui ne reçoit plus qu'une cotisation égale à 3 % contre 6 % au Fonds spécial.

La loi du 11 août 1926 revise une nouvelle fois, et à compter du 1^{er} septembre de la même année, le partage des ressources entre les deux fonds, réduisant encore sensiblement la part revenant à la capitalisation qui est ramenée à 2 % des salaires, pour les mineurs de moins de 30 ans, et à 3 % pour ceux ayant dépassé cet âge, mais enlevant par contre au Conseil d'administration le droit de virement qui lui avait été accordé par la loi du 9 mars 1920. En même temps, la nouvelle loi oblige les ouvriers retraités continuant de travailler à la mine à verser des cotisations égales à celles qu'ils payaient avant la liquidation de leur pension, soit 4,50 % de leurs salaires; les sommes correspondantes étant affectées en totalité à la répartition, avec la contribution patronale de même montant.

La situation demeure sans changement jusqu'au 1^{er} janvier 1930, date à partir de laquelle la répartition des cotisations entre les deux Fonds est à nouveau modifiée comme suit: en ce qui concerne les ouvriers de moins de 30 ans, 2,50 % de leurs salaires sont versés au Fonds d'assurance et, en ce qui touche les ouvriers de plus de 30 ans, 4 % de leurs salaires vont au même Fonds. En même temps la cotisation globale demandée aux assurés passe de 4,5 à 5 % à partir du 1^{er} juin 1929 et 5,5 % à partir du 1^{er} janvier 1930, ce qui aboutit à assurer dès lors au Fonds spécial une contribution ouvrière et patronale égale à 8,50 % des salaires pour les ouvriers de moins de 30 ans, et à 7 % pour les ouvriers de 30 ans et plus.

Par ailleurs, la contribution de l'Etat est relevée également à partir du 1^{er} juillet 1930 de 1 % à 4,50 % des salaires.

Enfin, la loi du 12 juillet 1933 fixe uniformément à compter du 1^{er} septembre 1933 le montant des cotisations affectées à la capitalisation à 2,50 % des salaires, quel que soit l'âge des cotisants, le surplus, soit 8,50 % des mêmes salaires étant versé au Fonds spécial.

Depuis cette date, la situation n'a pas varié.

Il convient de signaler en dernier lieu la loi du 12 juillet 1933, qui a relevé le taux de la taxe sur les charbons et attribué au Fonds spécial le produit de la recette à attendre de cette majoration; les lois des 7 avril 1936 et 18 juillet 1937 ont relevé de nouveau le taux de la même taxe et le produit de cette augmentation a été, là encore, réservé à la répartition.

Il apparaît ainsi en fin de compte, que si l'on fait abstraction des revenus des fonds placés, le Fonds spécial dispose de ressources très sensiblement supérieures à celles affectées au Fonds d'assurance.

1° *Fonds d'assurance (ou de capitalisation)*

La totalité de ses ressources est exclusivement consacrée au paiement des rentes de vieillesse, la différence entre celles-ci et le montant des pensions servies étant à la charge du Fonds spécial de répartition qui doit par ailleurs couvrir (avec l'aide des Caisses de secours pour une fraction de l'invalidité) l'ensemble des autres risques prévus par le Code des retraites minières. Les cotisations attribuées au Fonds d'assurance, telles qu'elles ont été définies plus haut, sont inscrites au fur et à mesure de leur versement aux comptes individuels ouverts à tous les mineurs. La rente viagère acquise par les titulaires est déterminée annuellement; pour ce calcul, on suppose que les versements effectués tout au long d'une année, l'ont été globalement à l'âge accompli par l'assuré au cours de cette année. Les tarifs utilisés ont été établis pour des âges entiers en tenant compte, d'une part du taux de l'intérêt composé du capital et, d'autre part, des chances de mortalité dans la population minière.

A. Taux de l'intérêt

Le Conseil d'administration est appelé, chaque année, à fixer le taux de l'intérêt devant servir à l'établissement du tarif que la Caisse utilisera l'année suivante pour la détermination du chiffre des rentes afférentes aux versements des assurés. La méthode de calcul en est fixée par l'article 31 du Règlement d'administration publique du

13 juillet 1914, qui lui-même se reporte aux règles applicables aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes: c'est-à-dire, en fait, aux dispositions de l'article 127 du décret du 25 mars 1911 régissant les diverses caisses d'assurances instituées par la loi du 5 avril 1910 précitée.

Aux termes de cet article, le taux d'intérêt destiné à servir de base au tarif applicable pour une année déterminée, doit être calculé en fonction du taux moyen d'intérêt des placements effectués au cours de l'avant-dernière année. Gradué obligatoirement en décimes, il doit demeurer inférieur, en toute hypothèse, à ce taux moyen. D'autre part, il doit exister entre le taux moyen des placements et le taux maximum d'intérêt servant de base au tarif, un écart défini comme suit: la marge de sécurité est fixée à 0,10 % tant que le premier n'excède pas 3 %; au-dessus de 3 %, elle s'accroît de la moitié de la différence existant entre ce même taux moyen et 3 %, sans jamais cependant rendre obligatoire l'adoption d'un écart supérieur à 40 centimes.

A vrai dire, la stricte application de ces dispositions est depuis longtemps abandonnée par le Conseil d'administration. Celui-ci a tempéré les règles posées par le décret du 25 mars 1911, en prenant en considération le taux du rendement moyen de l'ensemble des placements effectués par la Caisse Autonome après 1914, tel qu'il ressort au 31 décembre de l'année de l'inventaire précédant l'élaboration du tarif. Or, c'est précisément sur cette base que depuis le décret du 11 juillet 1939 (article 60), rendu par application du décret-loi du 28 octobre 1935, les caisses d'assurances sociales fixent le taux de leur propre tarif. Aussi la Caisse autonome a-t-elle demandé au Ministère du Travail de valider la jurisprudence suivie par son Conseil d'administration: par lettre en date du 5 janvier 1940, l'Administration supérieure a fait savoir qu'il convenait en effet d'appliquer les règles prévues en matière d'assurances sociales, dès l'instant où celles-ci s'étaient substituées au régime des retraites ouvrières et paysannes.

Ces règles sont les suivantes: l'écart à observer est au

moins égal à 40 centimes si le taux moyen d'intérêt des placements ne dépasse pas 5 %. S'il est supérieur à 5 %, cet écart minimum est augmenté de la moitié de la différence entre le taux de 5 % et le taux moyen effectif d'intérêt des placements, sans qu'il y ait obligation d'adopter un écart supérieur à 2 %.

B. Taux de mortalité

Les questions relatives à la mortalité ont naturellement une place fondamentale dans l'organisation générale d'un système d'assurance vieillesse, et à fortiori, d'assurance décès. Or cette mortalité dépend essentiellement de deux facteurs: d'une part les accidents du travail et les maladies professionnelles, d'autre part une usure plus rapide de l'organisme tenant à la dureté du métier ou à des conditions de vie défavorables.

En ce qui concerne le premier point, et contrairement à une opinion généralement répandue, il ne semble pas que les risques courus par le mineur dépassent très anormalement ceux auxquels se trouvent exposés les autres ouvriers. On l'a déjà signalé, les accidents dans les mines, et plus particulièrement dans les houillères, revêtent un caractère terrifiant et spectaculaire tenant au fait qu'ils frappent d'un seul coup un grand nombre de victimes. Mais la mortalité n'y apparaît pas tellement supérieure à celle de certaines autres professions, où la succession presque banale d'accidents quotidiens et isolés, rend les dangers du métier beaucoup moins visibles. On n'en prendra pour exemple que les chiffres suivants, tirés d'une statistique dressée par le Ministère du Travail, pour la période 1931-1933: on y constate que les proportions (‰) d'ouvriers tués dans les mines de houille, dans le terrassement, et enfin dans l'agriculture et forêts, s'élèvent annuellement à 0,86, 0,58 et 4,80 respectivement; la métallurgie et les transports oscillent aux environs de 0,45.

A l'intérieur même des mines, des différences apparaissent qui pour beaucoup semblent des anomalies: ainsi, les houillères, en dépit du grisou, des dégagements instan-

tanés, des incendies et de tous les dangers qu'elles recèlent, font moins de victimes que les mines de fer, plus meurtrières du fait des méthodes d'exploitation, de la densité plus forte du minerai, et aussi du manque d'instruction technique du personnel employé (2,66 ‰ contre 0,86 ‰ dans la statistique susvisée).

Quant aux maladies professionnelles, les progrès considérables réalisés depuis trente ans dans l'hygiène minière, en ont fortement atténué la nocivité; elles continuent de présenter un danger réel, uniquement dans des gisements très spéciaux (plomb, mercure, potasse), dont l'exploitation n'occupe en France qu'un nombre assez réduit d'ouvriers.

La question de la mortalité, naturelle, pourrait-on dire, apparaît beaucoup plus complexe; là encore, en effet, les résultats statistiques, tels qu'ils résultent des enquêtes effectuées, contredisent l'opinion généralement admise: et l'on y constate que jusqu'à 48 ans environ, la courbe de la mortalité des mineurs se maintient assez sensiblement au-dessous de celle des autres professions; c'est seulement à partir de cet âge qu'elle s'élève au-dessus de la seconde. En déduire une supériorité des conditions générales de l'existence dans les mines serait de toute évidence passer d'un excès à l'autre; car sans tomber dans le travers signalé plus haut, il convient de ne pas mésestimer le caractère malgré tout malsain et pénible de la vie des travailleurs du sous-sol. La vérité paraît bien plutôt la suivante:

Précisément en raison de la dureté du métier et des risques plus grands courus par l'organisme, les entreprises minières prennent soin, au moment de l'embauchage, de soumettre leur personnel à un examen médical extrêmement rigoureux; les moins résistants, et notamment les candidats éventuels à la tuberculose, sont automatiquement rejetés. Il se produit donc là une sélection efficace, et il ne faut sans doute pas chercher ailleurs les raisons de la vitalité de toute la corporation. Seulement, il arrive un jour où l'usure plus grande, où les conditions défavorables du milieu finissent cependant par l'emporter sur des

organismes, même exceptionnellement résistants; c'est à ce moment-là que la courbe de mortalité se redresse.

L'on conçoit volontiers l'incidence directe de telles données sur les conditions dans lesquelles devait être établi le régime des assurances minières. Or, à l'origine de la législation sur les retraites, on a tout à fait négligé cet aspect pourtant essentiel du problème. On a assimilé purement et simplement les mineurs aux autres ouvriers, leur appliquant des tables de mortalité établies pour l'ensemble des travailleurs; et c'est là certainement l'une des causes de l'opposition si violente qui s'est manifestée à partir de 1900 contre le régime issu de la loi de 1894; on a reproché à cette dernière, en mêlant dans un fonds commun les ressources provenant de catégories très différentes de salariés, de léser les mineurs que leurs conditions particulières de travail et d'existence auraient autorisés à bénéficier de conditions également spéciales de retraite.

Ces critiques, pour judicieuses qu'elles fussent, ont eu peu d'influence sur le fonds de la question, puisqu'il faut attendre l'année 1933 pour assister à la mise en service d'une table spécialement applicable aux travailleurs du sous-sol. A vrai dire, depuis 1926, un progrès certain avait été réalisé grâce à la Caisse Autonome qui, fonctionnant depuis douze ans, et disposant d'une documentation de base déjà appréciable, avait pu dresser un tableau de la mortalité des ouvriers mineurs retraités; mais, d'une part, ce travail ne pouvait prétendre à la précision d'une table établie d'après des méthodes statistiques rigoureuses, il avait en outre le défaut décisif de ne s'appliquer qu'aux assurés de plus de 55 ans.

Le recensement de 1933, confié aux services de la Statistique Générale de la France, a permis au contraire d'aboutir à des résultats plus précis. Ce travail considérable, qui s'est heurté comme on se l'imagine, à des difficultés pratiques extrêmement nombreuses, a porté sur plus de 520.000 fiches. C'est grâce à lui qu'a pu être établie la table de mortalité des ouvriers mineurs (O. M. M.) utilisée aujourd'hui par la Caisse Autonome. C'est lui qui a permis de déceler les « anomalies » dont on a signalé pré-

cédemment l'une des plus caractéristiques, et d'asseoir désormais avec plus de logique et de justesse les fondations de l'assurance minière française.

2° Fonds spécial de répartition

On a pu se rendre compte, par l'étude précédente, que le Fonds d'assurance avait un caractère mathématique, doctrinal, rigoriste en un mot. Avec le Fonds spécial, on entre au contraire dans le domaine de la pratique, de l'arbitraire, serait-on tenté de dire, n'était le sens péjoratif généralement attribué à ce mot. En effet, dans la très grande généralité des cas, il n'existe aucun lien, aucun rapport entre le montant de la pension servie par le Fonds d'assurance et le chiffre de la retraite à laquelle l'assuré aura droit finalement; la différence, souvent appréciable, étant entièrement puisée dans les ressources de la Caisse Autonome qui échappent à la capitalisation; allocations et majorations de toutes sortes viennent donc relever, renflouer les chiffres parfois dérisoires de la rente acquise, et le Fonds spécial en fait entièrement les frais. Si l'on veut avoir une idée assez précise de la manière dont se présentent les choses, il suffit de remarquer que le Fonds spécial est assez sensiblement au Fonds d'assurance ce que le Trésor est au budget; le second est toujours insuffisant, c'est un fait dont a pris son parti; mais le premier doit, coûte que coûte, parvenir à équilibrer l'ensemble. Aussi le fonctionnement financier du Fonds spécial apparaît-il comme le point fondamental, comme l'axe autour duquel gravitent les grands problèmes de l'assurance minière.

A. RESSOURCES

On a déjà eu l'occasion de noter à plusieurs reprises la principale d'entre elles, constituée par la double contribution patronale et ouvrière (8,5 % du salaire), dont le produit oscille actuellement aux environs de 340 millions de francs par an. Les autres sont, par ordre d'importance croissante:

1° La part des bénéfices d'exploitation versée en application de l'article 2 (9°) de la loi du 9 septembre 1919 modifiant celle de 1810 et réorganisant le régime des concessions minières en ce qui concerne leur durée et la participation de l'Etat aux bénéfices ; inutile d'insister sur l'extrême éventualité et la faiblesse de cette ressource ;

2° Le produit des dons et legs ;

3° Les revenus des fonds placés ;

4° Enfin diverses recettes versées ou reversées à la Caisse Autonome par le Trésor ; elles sont essentiellement au nombre de trois et comportent :

Premièrement une participation de l'Etat égale à la moitié des offres spontanées faites par les concessionnaires en vue d'obtenir les actes de concession signés après le 1^{er} février 1912. Le montant en est très faible, à peine 145.000 francs pour la période 1914-1930.

Secondement, un reversement par l'Etat d'une somme à prélever sur le produit de la taxe sur les charbons (1).

Troisièmement, une contribution de l'Etat proprement dite. Cette contribution, fixée tout d'abord d'une manière spécifique par la loi de 1914 à la somme minima de deux millions de francs, a été calculée à partir de la loi du 24 décembre 1923 (2), sur la base de 1 % du montant des salaires payés aux ouvriers et employés travaillant à la mine. Elle a été ensuite considérablement augmentée par la loi du 16 avril 1929, qui l'a portée à partir du 1^{er} janvier 1930 de 1 à 4,5 % ; mais seuls étant désormais retenus pour ce calcul les salaires des ouvriers et employés français, ou étrangers appelés en vertu d'un Traité de réciprocité à bénéficier des mêmes avantages que les premiers.

(1) Cette taxe n'est autre que l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires. Le Trésor distrait sur son produit, jusqu'à concurrence de 100 millions de francs par an, une subvention qui est répartie entre la Caisse d'Alsace-Lorraine et la Caisse Autonome (cette dernière en recueillant les neuf dixièmes environ).

(2) C'est à ce moment qu'a été décidée la suppression des allocations de l'Etat (du même montant que celles des retraites ouvrières et paysannes), versées jusque-là aux mineurs retraités totalisant trente années au moins de services miniers.

Son montant s'élevait en 1940 aux environs de 175 millions (1).

Il convient de signaler, pour en achever avec l'examen des recettes du Fonds spécial, la possibilité laissée par l'article 17 du décret de codification, de relever le taux des cotisations des ouvriers, des exploitants et de l'Etat, dans le cas où lesdites recettes deviendraient inférieures aux dépenses annuelles de ce Fonds, et dans la proportion nécessaire au rétablissement de l'équilibre.

B. CHARGES

Le Fonds spécial est destiné :

1° A faire face aux frais d'administration de la Caisse Autonome;

2° A attribuer dès l'âge de cinquante ans des allocations temporaires aux assurés comptant trente années de travail de mine dont vingt au fond;

3° A accorder des majorations de pensions aux ouvriers justifiant au moins de quinze ans de service dans les mines, en vue de leur permettre de bénéficier, compte tenu de leur rente de base, et dans la mesure ou la durée de leurs services l'autorise, des pensions telles qu'elles sont fixées par la loi;

4° A attribuer, suivant des modalités analogues, des majorations aux veuves des intéressés;

5° A allouer des pensions et allocations d'invalidité;

6° Enfin, à accorder au décès des assurés, des allocations au décès proprement dites, ainsi que des allocations aux orphelins.

On verra par ailleurs les règles détaillées d'après lesquelles sont déterminées ces diverses majorations. Mais ce qu'il faut souligner dès à présent, c'est que leur importance est dans une large mesure commandée par celle de

(1) C'est donc au total environ 265 millions de subvention que l'Etat verse au Fonds spécial de la Caisse Autonome sur un total de recettes avoisinant en 1940 le chiffre de 600 millions; on mesure ainsi l'effort de la collectivité en faveur de la corporation des mineurs.

la rente acquise aux intéressés du fait de leurs versements à un compte d'assurance. On conçoit que plus cette rente est élevée, plus la majoration soit réduite. Il y a donc un gros intérêt à en connaître avec précision le chiffre: c'est la question du « décompte des pensions », réglée pour la plus grosse partie par la loi du 24 décembre 1923, et sur laquelle il a paru opportun de s'arrêter.

DÉCOMPTE DES PENSIONS

1° *Assurés*

Les majorations auxquelles donne lieu l'application du Code sur les retraites minières sont susceptibles de porter sur quatre sortes de pensions ou rentes de base:

- 1° Les pensions, dites pensions du Titre IV (1), constituées auprès des organismes privés créés antérieurement à la loi de 1894;
- 2° Les rentes acquises par des versements à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse, par application de la même loi;
- 3° Les rentes obtenues grâce aux versements opérés au Fonds d'assurance de la Caisse Autonome, en vertu des dispositions de la loi du 25 février 1914;
- 4° Enfin, les pensions dites « fictives de base » spéciales aux ouvriers ardoisiers.

Il paraît inutile d'insister sur le peu d'intérêt que présentent aujourd'hui les premières de ces prestations; on se contentera d'indiquer qu'elles ne peuvent être prises en compte, en toute hypothèse, que jusqu'à concurrence de 630 francs.

Pour celles visées aux deuxième et troisième paragraphes, il convient de faire deux observations:

Tout d'abord l'article 29 du Code prend soin de pré-

(1) Ainsi appelées parce que les conditions générales de leur attribution sont réglées par les articles 21 à 25 du titre IV de la loi du 25 juin 1894.

ciser que dans le cas où les versements d'un assuré ont été effectués à capital réservé, la rente sur la base de laquelle sera calculée la majoration ne doit pas être celle que l'intéressé touchera réellement, mais celle d'un montant naturellement plus élevé à laquelle il aurait pu prétendre s'il avait constamment versé ses cotisations à capital aliéné.

Du moins pour les retraites de vieillesse, car pour les pensions d'invalidité, la méthode est assez différente; dans ce cas, en effet (article 33 du Code), la rente de base est déterminée en ajoutant à celle réellement acquise à l'assuré, celle naturellement fictive, que produirait au moment même de la liquidation, l'abandon des capitaux versés à capital réservé.

Par ailleurs, lorsqu'un mineur a effectué des versements en sus du montant des cotisations exigées par la loi, la majoration doit être calculée, comme dans l'hypothèse précédente, en prenant exclusivement en considération la rente *normale*, c'est-à-dire provenant des versements obligatoires, abstraction faite du supplément de revenu correspondant à cet effort d'épargne complémentaire.

Enfin, dans le cas des ardoisiers, un mécanisme un peu plus compliqué a dû être prévu pour tenir compte de la date relativement récente à partir de laquelle les intéressés ont été soumis à un régime d'assurance. Les ardoisiers, en effet, n'ont été dotés de Caisses de Retraites que fort tard: exactement le 1^{er} juillet 1911, par application de la loi du 5 avril 1910 sur les Retraites ouvrières et paysannes. A ce moment, les mineurs cotisaient déjà depuis de longues années, depuis 1894 et même au delà pour certains d'entre eux; en outre, l'importance des prélèvements effectués sur leurs salaires de 1911 à 1920 n'était pas du tout comparable aux versements dérisoires exigés de leurs camarades des ardoisières, durant la même période. Une assimilation pure et simple des uns aux autres aurait donc été dans ces conditions souverainement injuste. Aussi le décret du 12 novembre 1920, pris en application de la loi du 30 avril de la même année, a-t-il établi un régime différenciel, d'après lequel:

« Pour le calcul de la majoration, les ouvriers et employés des carrières d'ardoises sont supposés titulaires d'une pension dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration de la Caisse Autonome, d'après la moyenne des pensions des ouvriers mineurs remplissant les mêmes conditions d'âge et de durée des services, et qui ont été admis à majoration l'année précédente. »

Naturellement, les rentes acquises aux intéressés, grâce à leurs versements au Fonds d'assurance de la Caisse Autonome, depuis 1920, viennent en atténuation de cette rente fictive de base.

2° Veuves des assurés

En ce qui concerne les veuves, les pensions de base sont seulement au nombre de trois :

1° Les pensions dites du Titre IV correspondant à celles prévues pour les ouvriers, c'est-à-dire relatives aux services effectués par le mari décédé avant la mise en application de la loi du 29 juin 1894;

2° Les rentes acquises par les versements constitués au nom des intéressées du 1^{er} juillet 1895 au 1^{er} septembre 1914;

3° Les pensions dites « fictives » de base spéciales aux veuves d'ouvriers ardoisiers.

A noter par conséquent que les veuves ne sont jamais titulaires de rentes du Fonds d'assurance de la Caisse Autonome, n'ayant à aucun moment de compte ouvert à ce Fonds comme elles en avaient un à la Caisse Nationale sous l'empire de la loi de 1894.

Les pensions visées au 1° ci-dessus, comme pour les ouvriers, deviennent de plus en plus rares; elles ne peuvent du reste être retenues que jusqu'à concurrence de 365 francs.

En ce qui concerne les rentes visées au 2°, la prise en compte pour le calcul de la majoration, s'effectue sensiblement dans les mêmes conditions que pour les ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire que lorsqu'elles sont constituées grâce à des versements effectués à capital réservé, elles

entrent en compte pour le montant qu'elles auraient atteint si elles avaient, dès l'origine, été soumises au régime normal: leur montant a du reste tendance à diminuer du fait qu'elles sont constituées à partir du mariage des intéressées et que les dates de ces mariages se rapprochent de plus en plus de celle du 1^{er} septembre 1914, à partir de laquelle aucune rente n'a plus été constituée au nom des veuves.

Enfin, les pensions fictives des veuves des ouvriers ardoisiers sont établies chaque année par le Conseil d'administration dans les mêmes conditions que celles des assurés. Pour la raison qui vient d'être indiquée, ces rentes fictives de base diminuent chaque année et arriveront un jour à disparaître totalement, lorsque la Caisse Autonome n'aura plus à liquider que des pensions de veuves dont les maris auront travaillé à la mine exclusivement depuis le 1^{er} septembre 1914.

C. EQUILIBRE BUDGÉTAIRE

L'équilibre d'un Fonds de capitalisation ne s'établit pas d'une manière automatique, et certaines circonstances accidentelles, comme une dévalorisation monétaire, une baisse durable du taux de l'intérêt peuvent y apporter des perturbations redoutables. Il n'en reste pas moins que le caractère rigoureux des règles présidant au calcul des rentes, et la part faite à l'avance dans ces calculs aux risques de déséquilibre évoqués à l'instant, donnent au fonctionnement financier d'un tel système une stabilité et une sécurité que l'expérience confirme dans la plupart des cas.

La situation se présente sous un aspect tout différent si l'on introduit la notion de répartition. Dès lors qu'on fait intervenir, en effet, dans la détermination des pensions, des considérations aussi peu « financières » que la durée des services de l'assuré ou sa situation de famille, dès lors qu'on attribue les prestations en fonction de barèmes fixés à l'avance, donc forcément arbitraires, tout au moins forfaitaires, on tombe assez rapidement dans l'empirisme: il devient alors délicat de prévoir un budget, si

impérieuse qu'apparaisse la nécessité d'en assurer l'équilibre. Pour cette raison, et aussi parce que dans le cas où le Fonds de capitalisation serait en déficit, force serait de recourir aux ressources du Fonds de répartition, c'est bien à celui-ci que l'on fait toujours volontairement ou non allusion, quand on parle de l'équilibre financier de la Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs.

Les dix années qui ont suivi la guerre de 1914-1918 ont été pour cette dernière des années d'abondance ! Car deux éléments sont venus concentrer leurs effets de manière à provoquer d'une manière à peu près constante une augmentation des recettes, dont l'accroissement des dépenses n'a jamais suivi la courbe qu'avec un certain retard. Il y a d'abord eu la hausse des salaires, conséquence de la politique inflationniste née de la grande guerre et de la situation économique durant les années qui suivirent ; le chiffre des prestations servies par la Caisse Autonome s'est bien relevé en conséquence, mais toujours avec un décalage appréciable, de sorte qu'à chaque bond en avant du niveau des salaires, la Caisse a toujours bénéficié durant un laps de temps plus ou moins prolongé, des plus-values provenant de l'augmentation du chiffre des prélèvements. Il y a eu ensuite, et plus encore peut-être, l'accroissement du nombre des ouvriers travaillant dans les mines : la période incriminée, si l'on excepte la courte crise de 1919, a été pour l'industrie extractive une période de prospérité, au cours de laquelle des appels de plus en plus abondants ont dû être faits à la main d'œuvre française et étrangère. On constate que de 1919 à 1927, le nombre des mineurs ou assimilés relevant de la Caisse Autonome est passé de 175.000 à 347.000. Evidemment une partie de cet accroissement est due aux lois d'assimilation qui, entre ces deux dates, ont ouvert les portes de l'assurance minière à de nouvelles catégories de salariés ; mais la plus grande part doit en être attribuée aux causes invoquées plus haut : l'entrée en France au cours de ces quelques années de près de 100.000 mineurs étrangers, et surtout polonais, en est au surplus une preuve suffisante. On conçoit donc l'influence qu'a pu exercer sur la situation financière de la

Caisse Autonome cet afflux d'assurés nouveaux, jeunes pour la plupart, et dont les droits à prestations ne devaient se concrétiser que beaucoup plus tard.

On s'est trouvé là, manifestement, en présence de circonstances exceptionnellement favorables, dont il aurait été de toute évidence extrêmement imprudent d'espérer le maintien indéfini. Si un Fonds de répartition est sujet à de telles phases de prospérité, la réciproque est aussi vraie; avec cette aggravation qu'en matière sociale plus encore que partout ailleurs, la réduction des dépenses se heurte à des difficultés parfois insurmontables. En confiant aux travailleurs en exercice le soin d'assurer l'existence de tous ceux qui ont déposé l'outil, on lie ceux-ci, indirectement, mais réellement, à la fortune de l'industrie. Ils cessent de jouir de la belle indépendance attachée aux régimes de capitalisation; le principe est certainement plus beau, et cette solidarité ouvrière plus émouvante; elle n'en porte pas moins, à ce point de vue, le germe d'un vice redoutable; qu'une crise économique plus ou moins générale vienne à éclater, qu'une désaffection de l'industrie pour la branche d'activité considérée vienne à s'étendre, et c'est la condamnation au chômage et à l'appauvrissement de la corporation tout entière, jeunes travailleurs et vieux retraités.

C'est en fait ce qui s'est produit, dans une certaine mesure, à partir de 1927. En six ans (de 1927 à 1933), le nombre des ouvriers cotisant à la Caisse Autonome est tombé de 347.000 à 264.000, alors que celui des retraités s'élevait de 75.000 à plus de 100.000. On conçoit dès lors les difficultés d'ordre financier et comptable auxquelles s'est heurté, dès le début, le fonctionnement de la Caisse: instabilité de l'emploi des salaires et des recettes, extension du régime à de nouvelles tranches de bénéficiaires, hausse continue des tarifs, mouvements désordonnés des taux de l'intérêt, etc., etc. Il apparaissait dès lors comme impossible d'établir pratiquement, dans de telles conditions, les règles strictes de gestion qu'on aurait pu concevoir dans une économie plus stable et plus pondérée. Force a bien été de procéder par tâtonnements, par essais successifs,

en jouant tour à tour sur ces éléments si hétéroclites. Il a fallu tenir compte de ce que l'équilibre financier de la Caisse ne pouvait pas être réalisé un jour donné; il a fallu, en un mot, songer dans les heures d'abondance, au jour où les circonstances favorables signalées précédemment cesseraient d'exercer leurs effets. C'est tout à l'honneur des dirigeants de la Caisse d'avoir su, dans l'euphorie de la prospérité, pressentir le danger et constituer les réserves qui ont permis par la suite de franchir le cap redoutable des années déficitaires.

Il a paru indispensable, avant d'en achever avec cette matière si complexe, mais aussi si vivante, de présenter dans le tableau ci-dessous les chiffres les plus caractéristiques de la gestion financière des retraites minières. On y pourra suivre depuis 1914 jusqu'à 1940 l'évolution des deux Fonds d'assurance et de répartition, et l'histoire des difficultés auxquelles a dû faire face jusqu'à ce jour le fonctionnement de la Caisse Autonome. On y trouvera surtout la manifestation d'un des phénomènes les plus remarquables d'interpénétration des méthodes.

Dans le moment même où l'évolution naturelle, pratique, de l'assurance, tendait à l'abandon à peu près complet du régime de la capitalisation pure, les anomalies rencontrées par la mise en application de l'organisation nouvelle, basée de plus en plus sur la répartition, ont indirectement provoqué un retour aux errements anciens; elles ont rendu nécessaire, afin d'étaler sur une période suffisamment longue les oscillations budgétaires d'un organisme inévitablement soumis aux soubresauts d'une économie désordonnée, la constitution d'une véritable réserve, d'un volant régulateur; tant il est vrai que la perfection ne saurait être attendue de méthodes trop rigoureuses ou trop absolues, et que la pratique seule permet de réaliser l'union harmonieuse et féconde de principes en apparence incompatibles.

GESTION FINANCIERE DE LA CAISSE AUTONOME DEPUIS 1914*

(En milliers de francs)

Année	FONDS D'ASSURANCE			FONDS SPECIAL DE REPARTITION				
	Recettes	Dépenses	Solde (1)	Cotisations	Contribution de l'Etat	Recettes totales	Dépenses	Solde (1)
1915	6.314	»	6.313	2.725	3.500	6.292	1.274	5.018
1916	7.902	67	14.149	3.185	6.000	9.419	7.132	7.305
1917	12.470	67	26.552	4.770	4.500	9.659	8.803	8.161
1918	19.042	95	45.499	7.266	5.700	13.689	9.310	12.540
1919	26.783	108	72.173	16.994	5.700	25.096	9.244	28.393
1920	38.360	376	110.157	46.519	5.700	55.866	17.670	66.589
1921	52.842	372	162.628	51.135	5.700	60.914	49.839	77.664
1922	46.623	950	208.301	57.109	4.275	63.913	77.927	63.650
1923	57.360	935	264.726	73.483	7.125	84.950	52.002	96.598
1924	82.728	894	346.560	112.569	9.246	129.777	46.228	180.147
1925	108.579	2.720	452.419	105.761	21.268	138.722	114.339	204.530
1926	108.097	2.627	557.889	149.805	21.871	185.442	136.101	253.871
1927	118.947	3.821	673.015	189.108	26.089	237.696	164.246	327.320
1928	119.117	4.949	787.832	183.211	27.916	232.459	201.834	357.945
1929	134.124	5.804	916.638	201.185	31.891	260.508	200.985	417.469
1930	167.110	8.357	1.075.341	248.422	128.178	403.164	321.993	498.640
1931	171.414	8.984	1.237.400	217.656	95.922	362.737	293.215	568.162
1932	150.749	10.522	1.424.621	174.027	135.795	350.121	297.163	621.120
1933	144.499	13.507	1.555.612	166.768	96.343	292.857	319.369	594.608
1934	142.661	15.092	1.718.914	180.481	104.746	326.430	312.460	560.476
1935	142.810	15.575	1.814.895	170.203	122.138	319.750	297.170	546.827
1936	141.760	22.107	1.972.235	184.197	107.235	315.156	381.275	514.199
1937	171.921	25.324	2.092.316	254.663	96.039	370.774	428.328	445.533
1938	195.219	29.923	2.249.310	309.288	219.166	541.571	546.139	294.706
1939	190.171	28.556	2.425.402	340.481	217.159	566.574	526.682	283.273

(1) Fonds placés et disponibilités au 31 décembre.

* Les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses ne doivent pas être considérés comme donnant exactement la situation des deux Fonds pour chaque exercice. La comptabilité de la Caisse Autonome, en effet, est une comptabilité de gestion, et non d'exercice. Elle ne tient donc nullement compte des restes à payer ou à recouvrer en fin d'année. Le tableau ci-dessus ne donne donc qu'une idée très approximative des mouvements de fonds effectués au cours d'une année déterminée; il est par contre permis d'en tirer des enseignements profitables, pour une période de longue durée.

II. LA GESTION FINANCIÈRE

Le problème de la gestion financière d'un organisme tel que la Caisse Autonome devait naturellement retenir toute l'attention du législateur. La prépondérance accordée à la capitalisation dans le régime élaboré en 1914, a notamment donné dès l'origine à la question des placements une importance primordiale; la nécessité, par la suite, de constituer une réserve aux côtés du Fonds de répartition, est venue renforcer encore l'intérêt qu'il pouvait y avoir à assurer la mise en œuvre adroite et scrupuleuse des capitaux, aujourd'hui considérables, confiés à l'organisme central des retraites. Les chiffres suivants mettront du reste le problème sur son plan véritable; au 31 décembre 1934, le solde des recettes du Fonds d'assurance atteignait la somme de 1.720 millions de francs (dont 1.626 placés en valeurs mobilières); à la même date, les réserves du Fonds de répartition s'élevaient à 609 millions de francs (dont 43 seulement étaient conservés liquides). Au 31 décembre 1939, ces chiffres étaient passés à 2.425 et 283 millions de francs, respectivement. Le législateur de 1914 a donc fort opportunément imposé aux dirigeants de la Caisse des règles strictes très analogues à celles alors en vigueur dans les établissements publics. Par la suite, à la faveur de l'évolution profonde du régime des capitaux, un aménagement de ces règles a pu être réalisé, dont la Caisse Autonome a plus particulièrement bénéficié.

Le premier principe posé par le décret du 13 juillet 1914, consacré en grande partie à cette question, est celui de la séparation aussi rigoureuse que possible entre les opérations de gestion, et celles de manutention des fonds confiés à la Caisse Autonome. Celle-ci ne doit conserver par devers elle que le minimum de liquidités nécessaires à son propre fonctionnement et aux besoins courants. Les sommes qui lui sont destinées sont centralisées par les comptables du Trésor, et virées par leurs soins à la Caisse des Dépôts et Consignations, chargée d'en assurer la conservation. En matière de dépenses, il a été admis, pour des raisons de commodité, que le Trésorier pourrait effectuer lui-même, au siège de la Caisse, le paiement des arrérages,

le remboursement des capitaux et tous autres règlements réclamés par les assurés; mais cette exception mise à part, la règle énoncée ci-dessus demeure absolue, pour les paiements comme pour les encaissements, et les mouvements de fonds doivent exclusivement s'effectuer par l'intermédiaire des comptables du Trésor et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Celle-ci porte à un compte courant particulier, les sommes destinées à la Caisse Autonome. Ces disponibilités figurent à leur tour au compte courant général de la Caisse des Dépôts ouvert au Trésor; les intérêts en sont liquidés et capitalisés au 31 décembre de chaque année (1). En outre de sa fonction de Caissier Principal, la Caisse des Dépôts remplit, vis-à-vis de la Caisse Autonome, celle d'agent de change. C'est elle qui effectue les achats et les ventes de tous les titres constituant le portefeuille de l'Assurance minière. Elle en assure en outre la conservation matérielle et la gestion, encaissant les arrérages, les dividendes, les intérêts, les sommes provenant du remboursement total ou partiel des titres, les lots, primes, etc., et prenant d'une manière générale toutes les mesures conservatoires qu'impose la saine gestion d'un capital mobilier. L'article 4 du décret précité prévoit à cet égard que chaque fois qu'il sera possible d'en faire délivrer, les certificats ou titres nominatifs devront être préférés aux rentes et valeurs mobilières négociables au porteur. Il convient enfin de signaler que le rôle de la Caisse des Dépôts et Consignations prend fin dès qu'il s'agit de titres de propriété ou de créance, ou de valeurs mobilières non négociables; ces titres sont alors conservés par la Caisse Autonome elle-même, qui effectue directement les recouvrements nécessaires.

(1) Les règles relatives au calcul des intérêts sont les suivantes: les versements et le paiement des retraites sont imputés au compte courant de la Caisse Autonome à partir, pour les versements, du dernier, et pour les paiements, du premier jour de la dizaine au cours de laquelle ils ont été opérés, à l'exception des remboursements effectués par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, qui prennent valeur du jour même où ils ont été réalisés. Les achats en Bourse entrent en compte du jour de l'acquisition, et les ventes du jour de l'encaissement. Le taux d'intérêt servi est le même que celui payé par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Contrairement à la solution admise en matière de Caisses d'assurances sociales, la Caisse Autonome, si elle n'intervient à aucun moment dans la réalisation matérielle des opérations intéressant la gestion de son portefeuille, est exclusivement compétente quant à leur opportunité. Elle a donc seule pouvoir, à l'intérieur des règles qui lui ont été imposées par la loi et les décrets, et dont le détail sera exposé plus loin, de choisir ses titres; l'achat ou la vente en seront effectués par les soins de la Caisse des Dépôts et Consignations, mais sur sa demande expresse. Son pouvoir à cet égard est souverain, et ne peut être contre-carré que pour des raisons générales, d'ordre financier:

D'une part, la Caisse des Dépôts et Consignations peut être amenée à fractionner les ordres de vente dans le cas où ceux-ci, portant sur des quantités trop importantes, seraient susceptibles, par leur exécution massive, de déséquilibrer le marché boursier. D'autre part, et en toute hypothèse, le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations peut, s'il le juge opportun, ne pas donner suite en l'état, à une demande de vente; mais il doit alors le faire savoir à la Caisse Autonome, et en aviser, dans les cinq jours qui suivent l'arrivée à ses services de l'ordre dont il refuse d'assurer l'exécution, le Ministre du Travail. Celui-ci, après avoir saisi d'urgence la Section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, prend alors une décision qui est aussitôt notifiée à la Caisse des Dépôts et à la Caisse Autonome.

Les règles relatives au placement des capitaux de l'assurance minière doivent être recherchées dans l'article 5 de la loi de 1914. Cet article est du reste extrêmement laconique, et se contente d'indiquer que « les placements de fonds sont effectués dans les conditions prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 5 avril 1910 ». La Caisse Autonome continue à vivre sous ce régime (1), c'est-à-dire que ses dirigeants sont soumis aux dispositions dudit

(1) Régime tempéré après la loi du 11 août 1926 par la possibilité d'affecter un dixième de l'actif du Fonds d'Assurance à l'acquisition de propriétés bâties, dans les villes de la métropole de plus de 100.000 habitants.

article 15, en vertu desquelles sont seuls admis les placements effectués :

1° En valeurs d'Etat, ou jouissant de la garantie de celui-ci;

2° En prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit Foncier;

3° Sur l'avis favorable du Conseil Supérieur des retraites ouvrières, et jusqu'à concurrence des 4/100, en acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes;

4° Sur l'avis favorable dudit Conseil, et jusqu'à concurrence du 1/5, en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, ou à celles de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906, et en actions complètement libérées de sociétés de crédit immobilier constituées par application de la loi du 10 avril 1908.

La Direction de la Caisse Autonome, à qui incombe la tâche délicate de la gestion financière de cet organisme, à charge d'en rendre compte mensuellement au Conseil d'administration, a su répartir fort opportunément les risques inhérents aux placements mobiliers, en faisant porter l'effort de capitalisation de la Caisse sur un assez grand nombre de catégories de valeurs. Elle a donné d'autre part aux portefeuilles des Fonds d'assurance et de répartition des compositions assez distinctes, tenant compte des besoins financiers eux-mêmes différents auxquels tous deux doivent répondre.

Le premier a, d'une manière générale, été doté de titres offrant un placement de longue durée, donc plus rémunérateur; on y trouve notamment la totalité des prêts aux communes, départements et établissements publics, ainsi qu'un portefeuille important représenté par des an-

nuités de dommages de guerre; les rentes sur l'Etat, les obligations de chemins de fer, les Bons, et surtout les Obligations du Trésor à long terme y tiennent en outre une place prépondérante.

Le second Fonds comprend au contraire essentiellement des valeurs de réalisation facile ou à courte échéance: Bons et Obligations du Trésor, par exemple, à court ou moyen terme.

Mais la principale différence entre les deux systèmes financiers réside dans la possibilité, laissée au seul Fonds d'assurance, de consacrer une partie des recettes à des achats d'immeubles. Cette faculté remonte, on l'a dit, à la loi du 11 août 1926. A cette époque, les valeurs mobilières étaient extrêmement dépréciées, tandis que la propriété immobilière bénéficiait au contraire d'un véritable « boom ». Le prix des immeubles augmentait sans arrêt et il a paru au législateur qu'en accordant à la Caisse Autonome le droit d'effectuer des placements immobiliers, il ne ferait que compenser les inconvénients résultant d'une excessive dépréciation de son portefeuille. En fait, la Caisse a largement usé de cette faculté. Elle a acheté et fait construire à Paris des immeubles de rapport, dont la valeur d'acquisition ou de construction représente près de 100 millions de francs. Aujourd'hui les biens fonciers souffrent à leur tour d'une crise sévère, plus encore peut-être que les valeurs mobilières pourtant déjà si frappées, et la Caisse Autonome est loin de tirer de ces immeubles les revenus escomptés à l'époque de leur acquisition.

III. CONTRÔLES

L'autonomie très large accordée aux organes de direction de la Caisse Autonome, et l'initiative qui leur est laissée dans la gestion des capitaux, rendaient nécessaire l'établissement d'un contrôle sévère. Celui-ci devait par ailleurs être double et porter, d'abord sur les opérations comptables proprement dites auxquelles donne naturellement lieu la gestion d'un organisme financier de cette importance, d'autre part sur les opérations d'ordre technique relatives

à la constitution des réserves mathématiques, au service des pensions, à la mortalité, etc., etc.

Contrôle financier

Le premier de ces contrôles a été confié à deux sortes d'agents, relevant directement du Ministre des Finances: le Receveur Central des Finances de la Seine, et les Inspecteurs des Finances. La Caisse Autonome a été placée d'une manière générale, et pour l'ensemble de ses opérations financières, « sous le contrôle » du Receveur Central des Finances de la Seine. Celui-ci doit exercer sa surveillance au moins une fois par an; à cet effet, il reçoit copie de tous les comptes de la Caisse, et dès avant le 1^{er} juillet, une expédition du compte du service administratif. Il conserve en outre la possibilité, dont il n'use du reste que modérément, d'exercer un contrôle sur place: celui-ci est en principe assuré par les Inspecteurs des Finances, auxquels incombe le soin de rechercher dans la comptabilité de la Caisse les irrégularités éventuellement commises: ils semblent donc en quelque sorte adjoints au Receveur central, ce dernier demeurant seul responsable, en définitive, de la bonne administration financière de la Caisse.

Pour faciliter leur tâche, la direction de la Caisse Autonome doit mettre à la disposition de ces divers agents, sans déplacement, tous les documents de comptabilité dont ils peuvent avoir besoin, ainsi que les pièces justificatives correspondantes. Mais le Président du Conseil d'administration doit obligatoirement être avisé, avant le contrôle, des opérations que se proposent d'effectuer sur place le Receveur Central ou l'Inspecteur des Finances, afin qu'il puisse y assister, ou se faire représenter. Les observations des vérificateurs sont communiquées, avec invitation d'y répondre, au Directeur, au Trésorier et au Président. Si le Receveur Central découvre des irrégularités, il en informe sans délai le Président du Conseil d'administration, et ce dernier doit immédiatement aviser aux dispositions à prendre et lui en rendre compte. Si au contraire les irrégularités sont découvertes par un Inspecteur des Finances,

celui-ci doit les notifier au Receveur Central de la Seine, en même temps du reste qu'au Président, qui avise à son tour le premier des mesures adoptées pour y remédier.

Enfin, et bien que les opérations qui en résultent ne constituent pas, à proprement parler, un contrôle, il convient d'indiquer que l'article 7 de la loi du 12 juillet 1933 exige du Conseil d'administration de la Caisse Autonome qu'il publie chaque année au *Journal Officiel*, et communique aux Présidents des deux Chambres, aux fins d'insertion dans les documents parlementaires, un état détaillé des recettes et des dépenses de la Caisse, ainsi que des différentes opérations de placement effectuées par la Direction.

Contrôle technique

Le contrôle technique des opérations de la Caisse Autonome est en principe confié au Ministre du Travail; il peut cependant être également effectué par l'Inspection des Finances, en raison des pouvoirs extrêmement larges qui ont été conférés à cette dernière par le paragraphe 2 de l'article 46 du décret du 13 juillet 1914 (exactitude des dépenses et des recettes, et régularité des pièces justificatives et des écritures comptables). En fait, il est pratiquement exercé, chaque année, par les contrôleurs des assurances sociales: ceux-ci vérifient les comptes individuels d'assurance-vieillesse, le calcul des rentes inscrites à ces comptes et des réserves mathématiques correspondantes, l'évaluation enfin de l'actif et du passif, et l'établissement du bilan. En vue de faciliter cette surveillance technique, la Caisse Autonome fait parvenir tous les ans, dans le courant du premier semestre, au Ministre du Travail, un inventaire établi au 31 décembre de l'année précédente, donnant la situation active et passive de la Caisse, en ce qui concerne les opérations du service des retraites; les réserves mathématiques font l'objet d'un article spécial du passif: elles sont calculées d'après le tarif en vigueur au moment de l'inventaire.

Avant d'en achever avec les contrôles auxquels donne lieu périodiquement le fonctionnement du régime des re-

traites des ouvriers mineurs, il convient enfin de signaler le point suivant :

Dans le but de s'assurer que les dispositions de la loi de 1914 et des décrets pris en application sont bien observées, les exploitants sont tenus, par application de l'article 51 du décret du 13 juillet 1914, de communiquer aux Ingénieurs des Mines, afin qu'ils puissent procéder à toutes vérifications utiles, les pièces comptables de toute nature concernant les salaires et les journées de travail de leurs ouvriers et employés.

SECTION III

ORGANISATION JUDICIAIRE

L'organisation judiciaire de la Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs n'a fait l'objet d'aucune mesure d'exception importante (1); elle a été placée dès l'origine sous le régime du droit commun, et les tribunaux civils sont seuls compétents pour juger les conflits qui peuvent naître, soit à l'occasion du recouvrement des cotisations, soit à la suite des divergences d'interprétation des textes réglementant l'assurance.

Les instances auxquelles est susceptible de donner lieu le recouvrement des cotisations dues à la Caisse sont d'ordre civil, mais elles peuvent être portées devant la juridiction répressive, par exemple dans le cas où des sommes provenant des retenues effectuées par l'employeur sur le salaire de ses ouvriers, ne seraient pas reversées à l'organisme central. En général, l'exploitant qui s'est rendu coupable d'une telle irrégularité peut encore éviter l'action répressive en effectuant sans tarder les versements incriminés; il est cependant arrivé à plusieurs reprises, dans cette hypothèse, que des condamnations soient prononcées, dont certaines à de fortes amendes ou même à l'emprisonnement, contre des exploitants indéclicats ou simplement négligents.

Des divergences d'interprétation des textes relatifs à la législation des retraites sont en outre assez fréquemment apparues, qui ont opposé la Caisse Autonome, soit aux exploitants, soit aux assurés. Très peu cependant ont abouti à un recours devant les tribunaux. En ce qui con-

(1) La seule question pour laquelle une règle spéciale ait dû être établie est celle de la compétence « *ratione loci* ». Jusqu'en 1938, les actions intentées contre la Caisse Autonome par des ouvriers ou employés, pour l'attribution de prestations, étaient obligatoirement portées devant les tribunaux de la Seine. Dans le but de mettre fin à cette situation très gênante pour les assurés éloignés de Paris, le Décret du 2 mai 1938 a transféré la compétence, par mesure d'exception, au tribunal du domicile du demandeur.

cerne les premiers, on peut citer l'arrêt du tribunal de Lille, en date du 13 décembre 1932, relatif à la détermination du montant du salaire (voir p. 97). Les contestations avec les ouvriers, plus nombreuses, mais d'un intérêt moins grand, ont essentiellement porté sur la durée des services à retenir pour la détermination des pensions, et sur l'entrée en compte des rentes ou allocations déjà servies, par ailleurs, aux intéressés. Généralement confiées aux tribunaux civils, ces affaires ont cependant fait l'objet de poursuites devant les tribunaux répressifs, à la suite de falsifications de certificats ou de livrets d'ouvriers, par des assurés désireux de s'octroyer des droits supérieurs à ceux que leur permettaient d'espérer les services effectivement accomplis (Béthune, 9 mars 1922: Lebœuf; Angers, 12 août 1922: Pelu, etc.).

D'autres décisions de justice ont eu à interpréter une disposition du Code des retraites minières dont on aura à parler plus loin: celle relative à la valeur des justifications produites par les assurés en vue de faire la preuve de leurs services, lorsque cette preuve n'a pu être établie au moyen de documents authentiques. Le texte en question (art. 24, alinéa 2 du Code), prévoit que:

« Dans le cas où, par suite de circonstances exceptionnelles, les services des intéressés ne peuvent être certifiés
« par les exploitants, le Conseil d'administration est seul
« juge de la valeur probante des attestations produites. »

Les attestations auxquelles il est ainsi fait allusion sont les témoignages d'anciens camarades de travail; ils ne peuvent réellement être objectivement appréciés que par ceux qui sont le mieux placés pour les connaître, c'est-à-dire par les membres du Conseil d'administration de la Caisse Autonome; c'est ce qu'a voulu dire le législateur en refusant aux assurés le droit d'en appeler, devant les Tribunaux, des décisions du Conseil relatives à la valeur à attribuer à ces témoignages.

Le Tribunal de la Seine a du reste parfaitement admis cette interprétation, en précisant dans un jugement du 30 avril 1934 que « ce serait priver ce texte de sens (l'arti-

« cle 24, alinéa 2 du Code), que d'admettre que les décisions dont il s'agit, réservées par le législateur à l'appréciation souveraine de ce Conseil, soient susceptibles « d'être déferées devant les Tribunaux, au gré de l'intéressé ». Ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Paris en date du 10 mars 1936. Une solution analogue a été adoptée de nouveau par le Tribunal civil de la Seine dans un jugement en date du 25 mai 1937.

D'une manière générale, ces divers arrêts n'appellent pas d'observations fondamentales. Dans la très grande majorité des cas, l'argumentation solide de la Caisse Autonome, et la compétence des agents dont elle requiert habituellement l'avis, lui ont toujours fait donner gain de cause devant les tribunaux; et rares ont été les cas où ses prétentions ou l'argumentation de sa défense ont été rejetées. Il est donc assez difficile de parler d'une jurisprudence en matière de retraites minières: les arrêts y sont peu nombreux, et ils ont rarement une valeur doctrinale considérable, les plus importants ne devant souvent leur attrait qu'à des circonstances particulières concernant plus spécialement l'exploitation intéressée. En fait, on l'a déjà dit, c'est la Caisse Autonome elle-même qui a créé la seule jurisprudence véritable, et c'est la prudence de ses avis, l'objectivité de ses décisions, qui ont su l'imposer dans l'immense majorité des cas, en un domaine où l'imprécision des lois et l'importance des intérêts en cause auraient pu constituer une source inépuisable de procès.

APPENDICE

LES AUTRES CAISSES DE RETRAITES

Trois sortes d'organismes concourent parallèlement à la Caisse Autonome, à la constitution des retraites des ouvriers mineurs :

Ce sont les Caisses d'Assurances Sociales, les Caisses de Secours Minières, et la Caisse des Retraites des Ouvriers Mineurs d'Alsace-Lorraine (C.R.O.M.A.L.).

On passera volontairement sous silence les premières, dont le fonctionnement et le rôle relèvent exclusivement du régime des Assurances Sociales, échappant ainsi complètement à la présente étude. En ce qui concerne les secondes, on a déjà eu l'occasion de voir leur contribution financière à l'établissement des retraites de vieillesse, et l'on aura à parler plus loin (Titre V) de leur participation au service des prestations-invalidité; aussi a-t-il paru opportun, sans entrer dans le détail de leur organisation qui reste malgré tout étrangère à cette matière, de rappeler tout au moins leur origine et leur historique. On procédera de même pour la C.R.O.M.A.L. enfin, dont les rapports financiers avec la Caisse Autonome, feront en outre l'objet d'un court développement.

Les Caisses de Secours

La loi de 1894, supprimant les Caisses de retraites jugées insuffisantes, se devait naturellement de substituer à l'organisation abandonnée un régime au moins aussi favorable aux mineurs. On a vu dans le Titre I^{er} ce qu'elle avait fait en matière de retraites de vieillesse: restait la

question de l'invalidité et de la maladie. Fort opportunément, le législateur de 1894 a préféré aménager cette seconde sorte d'assurance sur des bases totalement différentes de celles de la première. Car autant la constitution des retraites, par la complexité des règles d'application et l'importance de la gestion financière, exige d'être placée sur le plan national, autant les problèmes soulevés par l'assurance-maladie ou invalidité justifient l'intervention d'organismes placés auprès des intéressés, et plus à même de déceler à la fois leurs besoins et leurs fraudes possibles. Telle a été la raison d'être des Caisses de secours des ouvriers mineurs constituées en 1894 (1), véritables prolongements des anciennes sociétés, mais débarrassées des éléments qui en avaient rendu le fonctionnement si instable et si incomplet.

Le régime institué en 1894 a du reste été assez profondément remanié par la loi du 21 mars 1930; celle-ci lui a apporté des modifications rendues nécessaires à la fois par l'évolution de la conjoncture économique et par une expérience de plus de trente-cinq ans; elle a en outre mieux assis les Caisses et accru leur influence, en leur donnant un caractère quasi-officiel. Malheureusement, cette transformation s'est effectuée en un moment de prospérité générale et la réforme n'a pas eu, dans le domaine financier notamment, toute la rigueur nécessaire. Aussi, dès 1931, les Caisses qui, à cette date, étaient encore à la tête d'un excédent de dix millions de francs ont-elles commencé d'enregistrer des déficits importants: 3,6 millions en 1931, 2,2 en 1932, 6,2 en 1933, pour un budget de moins de cent millions. Ni les compressions de dépenses, ni l'augmentation des subventions de l'Etat n'ont été capables de procurer l'assainissement souhaité, si bien qu'à partir de 1934, elles se sont trouvées dans l'impossibilité d'assurer à leurs adhérents des avantages équivalents à ceux prévus en ma-

(1) En 1936, il existait 202 Caisses de secours, dont 99 dans les mines de houille, 72 dans celles de fer, et 16 dans les ardoisières. Sept d'entre elles groupaient chacune plus de neuf mille membres, huit autres entre 5 et 9.000, seize de 2 à 5.000, vingt de 1.000 à 2.000; les 151 autres comportaient moins de 1.000 adhérents.

tière d'assurance sociale. Cette situation a obligé le Gouvernement, usant des pouvoirs spéciaux qu'il tenait de la loi du 8 juin 1935 (défense de la monnaie), à intervenir de nouveau dans l'organisation générale des Caisses (Décret-loi du 8 août 1935) ; c'est le régime né de ce Décret qui est demeuré depuis lors en vigueur.

La Caisse des Retraites des Ouvriers Mineurs d'Alsace-Lorraine

Depuis plus de cinquante ans, les ouvriers mineurs d'Alsace-Lorraine bénéficient d'un régime d'assurances sociales qui, en dépit d'une certaine complexité, peut être considéré actuellement comme l'un des plus évolués. Ils sont affiliés, comme du reste les salariés de toutes les autres professions, à l'Institut d'Assurances Sociales de Strasbourg (lois des 19 juin 1889 et 19 juillet 1911 sur l'assurance invalidité-vieillesse générale) ; mais ils ont toujours été assujettis, parallèlement, à une assurance minière professionnelle, dont la Caisse des Retraites Minières d'Alsace et de Lorraine constitue aujourd'hui l'organisme central.

Cette Caisse remonte au Décret-loi du 30 octobre 1935 ; sa création a marqué le terme d'une lutte prolongée et souvent assez vive contre un traditionalisme local invétéré, dû sans doute à la fois au caractère des populations intéressées et à la nature des exploitations minières, à l'origine très réduites, très éparpillées, et généralement éloignées des centres ouvriers importants.

Les débuts de l'exploitation minière ne remontent guère, en Lorraine et en Alsace, qu'au début du siècle passé. Jusqu'à la guerre de 1870, les seuls organismes de retraites créés (il n'y en avait encore que deux en 1859), l'ont été comme dans le reste du territoire français, sous l'empire de la timide législation de 1813. Mais à partir de l'occupation allemande, la vieille législation d'assurance minière des pays allemands fut étendue aux départements annexés ; les anciennes caisses de prévoyance furent trans-

formées en caisses minières, et ces dernières durent obligatoirement être créées dans toutes les exploitations nouvelles. C'est ainsi qu'au cours des dernières années du siècle, huit d'entre elles virent le jour, qui dans l'ensemble fonctionnèrent du reste assez correctement jusqu'en 1918.

A partir de ce moment, l'essor considérable de l'industrie du fer, l'exploitation intensive des mines de potasse et des gisements pétrolifères de la Basse Alsace, et plus encore peut-être le contact du régime existant, et de celui mis en vigueur en 1914 dans le reste du pays firent rapidement apparaître les insuffisances de l'organisation de 1873. Aussi diverses réformes furent-elles tentées. En 1925, on chercha à aligner le régime particulier d'Alsace et de Lorraine sur celui des anciens départements, en vue de réaliser dans la mesure du possible l'équivalence de traitement de tous les ouvriers mineurs ayant travaillé en France métropolitaine. C'est ainsi que fut créée l'Union des Caisses Minières.

Cette Union, véritable Institut de réassurance et de garantie contribua en fait très activement à la disparition progressive des habitudes locales quelque peu anarchiques contractées par les diverses Caisses, et parvint peu à peu à réaliser une certaine uniformité des statuts. Elle permit, en outre, de relever le montant des prestations à un niveau correspondant à celui du Code. Néanmoins, malgré cette action coordinatrice, les Caisses Minières conservèrent une trop grande liberté d'action individuelle, tout à fait incompatible avec leur importance financière, qui allait croissant de jour en jour. Aussi bien, tant dans le but d'assurer une sécurité plus grande aux ouvriers que dans celui de réaliser une plus large répartition des risques, le décret de 1935 décida-t-il la création d'un organisme entièrement nouveau: la Caisse des Retraites des Ouvriers Mineurs d'Alsace et de Lorraine (C.R.O.M.A.L.).

La C.R.O.M.A.L. se présente sous la forme d'une institution corporative, dirigée et administrée par une Assemblée générale et un Comité Directeur comprenant des représentants des mineurs, des exploitants et de l'Etat (1). Et sa gestion financière, l'emploi de ses fonds, son contrôle

technique et financier enfin, sont soumis aux règles dont vingt ans de fonctionnement de la Caisse Autonome ont montré l'efficacité.

Des différences sensibles subsistent cependant, et malgré l'analogie des méthodes, l'organisation générale de la C.R.O.M.A.L. est loin de se mouler complètement sur celle de la Caisse Autonome. L'organisation sociale propre aux trois départements intéressés, une certaine autonomie tenant au fait qu'on n'a pas voulu rompre complètement avec la législation antérieure, enfin les difficultés résultant de la juxtaposition des deux organismes de retraite ont même imposé au régime de l'assurance minière, en Alsace-Lorraine, des règles spéciales qu'on ne saurait se contenter d'étudier dans une analyse sommaire. En réalité, on se trouve là en présence d'une matière extrêmement importante et complexe, qui justifierait à elle seule la rédaction d'un ouvrage équivalent à celui-ci. On a donc préféré en rejeter délibérément l'examen, et cela d'autant plus volontiers que le lecteur s'intéressant à ces questions pourra très prochainement se reporter au livre très documenté, consacré à la C.R.O.M.A.L., que M. KRIEGER, sous-directeur de cet organisme, achève actuellement et se propose d'éditer avant peu.

Ce qu'il importait, par contre, de signaler dès à présent, c'est l'ensemble des dispositions qui ont dû être prises afin d'éviter que des ouvriers ayant travaillé alternativement dans d'autres départements et en Alsace-Lorraine, puissent pâtir de la dualité des deux régimes. Ces dispositions doivent être recherchées dans le Code des retraites minières dont elles constituent les articles 57 à 66; on trouvera ci-dessous une analyse sommaire des principales d'entre elles.

(1) Les représentants de ce dernier sont:

- L'Ingénieur en chef des mines de l'arrondissement minéralogique de Strasbourg;
- Un délégué de la Caisse Autonome, désigné par le Ministre du Travail;
- Un délégué choisi par le Ministre des Finances;
- Enfin, un délégué de l'Office Général des Assurances Sociales, désigné par le Ministre chargé des Affaires d'Alsace-Lorraine.

Les ouvriers et employés des mines, des industries assimilées et des carrières d'ardoises ayant appartenu alternativement au régime spécial des retraites des ouvriers mineurs dans les anciens départements, et à l'une des caisses minières de retraites d'Alsace et de Lorraine, peuvent prétendre :

a) A une retraite de vieillesse lorsqu'ils atteignent l'âge de 55 ans et comptent quinze années au moins de services sous les deux régimes.

b) A des prestations d'invalidité, lorsqu'ils satisfont aux conditions prévues pour l'attribution de ces prestations, par les statuts de chacune des caisses auxquelles ils ont appartenu, ou tout au moins de l'une d'elles (1).

Les veuves de ces assurés ont droit à une retraite de vieillesse dès l'instant où les services totalisés de leurs maris atteignent le minimum de quinze années ci-dessus visé.

Dans les trois cas, la Caisse Autonome d'une part, la Caisse des Retraites des Ouvriers Mineurs d'Alsace et de Lorraine d'autre part, liquident chacune pour ordre (1) la retraite ou la prestation à laquelle ont droit les assurés, d'après leur statut particulier, et en tenant compte de la totalité des annuités dont justifient les intéressés, sous l'un et l'autre régimes. Chaque organisme détermine ensuite la fraction de pension à allouer pour sa part, en réduisant le chiffre ainsi obtenu au prorata des annuités accomplies sous le régime qui lui est propre.

Quant aux allocations au décès et aux prestations servies aux orphelins, elles sont dues par la Caisse à laquelle appartenait l'assuré en dernier lieu. Et leur montant est fixé par cette Caisse, d'après son statut, mais compte tenu de la totalité des années de service ou d'affiliation accomplies sous chaque régime.

(1) Si les conditions exigées en matière d'assurance-invalidité ne sont remplies qu'au regard de l'une des Caisses, l'autre n'a à procéder à aucune liquidation.

Les demandes de liquidation sont adressées à la dernière caisse à laquelle l'assuré était affilié. Les pensions sont servies séparément par la Caisse Autonome d'une part, par la C.R.O.M.A.L. d'autre part. En aucun cas, elles ne peuvent être d'un montant supérieur à celui des prestations auxquelles auraient pu prétendre les intéressés sous le régime le plus favorable, compte tenu, le cas échéant, des droits qui peuvent leur être acquis au titre du régime général d'assurance invalidité-vieillesse.

TITRE V

LES PRESTATIONS

LES PRESTATIONS

Dans ce cinquième et dernier Titre seront examinées les différentes sortes de prestations attribuées aux mineurs invalides ou retraités, et à leurs ayants-droit. Il constituera donc l'objet même du présent ouvrage, et l'aboutissement de toute l'étude entreprise sur le régime d'assurances applicable aux travailleurs du sous-sol.

On procédera tout d'abord (chapitre X) à l'analyse des règles du reste complexes présidant à la détermination de la durée des services miniers; on verra en effet le rôle important joué par celle-ci dans le calcul des pensions, dont l'étude sera singulièrement facilitée lorsque ce point essentiel aura été précisé.

Dans le chapitre suivant seront examinées les quatre sortes de prestations prévues par le Code et les décrets de coordination: retraites de vieillesse, allocations et pensions d'invalidité, prestations au décès, allocation de chauffage. Les règles communes, relatives à la liquidation et au paiement, feront l'objet d'un court appendice.

Enfin, le douzième et dernier chapitre de ce livre sera consacré aux conventions internationales relatives au régime des retraites minières dont il a paru également opportun, pour en achever avec cette matière, de retracer les grandes lignes.

CHAPITRE X

LES SERVICES MINIERS

L'on a vu qu'à partir de 1914 (1), le montant des cotisations versées par les ouvriers mineurs, au cours de leur existence active, avait cessé d'entrer exclusivement en compte pour le calcul des prestations à servir aux intéressés, et qu'à cette notion en quelque sorte contractuelle s'était progressivement substituée celle, plus forfaitaire, de la durée des services effectués. La nouvelle méthode a permis de prendre en considération des éléments qu'ignorait forcément le régime antérieur, beaucoup trop rigide; mais les règles d'attribution des prestations se sont trouvées de son fait compliquées et multipliées. Celles relatives précisément à cette détermination des services miniers ont pris une très grosse importance, puisque ce sont elles, désormais, qui ont en fait commandé l'ensemble de l'assurance, et permis d'établir non seulement la quotité des droits du pensionné, mais aussi l'ouverture même de ces droits. Il a donc paru indispensable de leur consacrer la première partie de ce chapitre. C'est seulement quand on aura pu fixer avec précision cette base indispensable au reste de l'étude qu'il deviendra possible d'entreprendre avec fruit l'analyse des diverses règles, propres à chacun des risques couverts par le Code des Retraites minières.

Lorsqu'on parle de services miniers, il convient de faire dès l'abord une distinction entre deux notions tout à fait différentes: celle de la durée des services proprement dite, et celle de la durée du travail effectif. La période d'embauchage, qui s'étend de la date d'entrée d'un ouvrier dans une exploitation jusqu'à celle de sortie, peut en effet être marquée par toute une série d'incidents à la suite desquels le mineur est condamné à l'inaction. Il y a d'abord, et cela va de soi, les jours de repos; puis l'intéressé peut être accidenté, ou tomber malade; il peut enfin

(1) On négligera la timide réforme de 1903.

être privé de travail du fait du chômage de l'entreprise qui l'emploie, ou pour toute autre cause. Dans la plupart de ces hypothèses, le contrat de travail subsiste, la période d'embauchage n'est nullement interrompue, en un mot, la durée des *services miniers* continue de s'accroître normalement. On conçoit dès lors la nécessité où s'est trouvé le législateur, soucieux de proportionner les prestations du nouveau régime à l'importance de l'effort accompli, de rechercher un second élément de différenciation : car on aurait difficilement pu admettre que les périodes incriminées entrassent en compte exactement au même titre que celles au cours desquelles un assuré a régulièrement travaillé et peiné à la mine. Cette différenciation a été trouvée dans la notion de travail effectif. On a cherché à combien de journées de labeur pouvait correspondre dans une année normale, c'est-à-dire déduction faite des périodes habituelles d'inaction (jours de repos, courtes maladies, etc.), l'activité d'un « mineur moyen ». Et l'on a ensuite fixé forfaitairement le minimum de journées de travail effectif au-dessous duquel il ne faudrait pas descendre pour qu'une année de services miniers, au sens indiqué plus haut, puisse être entièrement retenue, au moment de la liquidation des droits de l'assuré. A l'origine, ce minimum avait été fixé à 264 ; après 1936, et par suite de l'introduction de la semaine de 40 heures répartie sur cinq jours de travail, il a été ramené à 235 pour les ouvriers employés dans des exploitations ayant adopté le régime dit des « cinq huit ». Il convient du reste de signaler que ce chiffre constitue un forfait établi non pas pour une année déterminée, mais pour l'ensemble de la vie active de l'assuré. On n'exige pas de celui-ci, au moment où il demande la liquidation de sa pension, qu'il ait effectué 264 jours de travail *chaque* année, le calcul est beaucoup plus libéral, et se présente comme suit. Après avoir déterminé en années, mois et jours, la durée des services miniers du requérant, telle qu'elle a été définie précédemment, on multiplie le nombre d'années obtenu par 264 (ou 235). Si le résultat est inférieur à la somme des journées de travail réellement effectuées par l'assuré durant sa vie, la durée

des services à prendre en considération est celle ressortant de la totalisation des périodes d'embauchage; si au contraire il lui est supérieur, on procède à l'opération inverse, c'est-à-dire qu'on divise par 264 (ou 235), le total des journées de travail réellement accomplies, et c'est alors le nombre d'années ressortant du quotient qui doit être retenu pour l'établissement des droits du salarié.

On étudiera dans les pages qui vont suivre les règles applicables pour la détermination de la durée des services miniers dans les diverses situations où peut se trouver placé l'assuré. On ne reviendra à aucun moment sur la distinction faite plus haut, entre les services et les journées de travail. Cette distinction n'en devra pas moins demeurer constamment présente à l'esprit du lecteur; il ne devra jamais oublier que l'exigence relative au minimum de 264 (ou 235) est en toute hypothèse impérative, qu'on la retrouve dans tous les textes réglant le régime des diverses prestations, et qu'elle ne disparaît que dans des cas du reste très exceptionnels, sur lesquels on insistera tout particulièrement.

A. Détermination de la durée des services

En dehors des périodes de travail effectivement accomplies, calculées en années, mois et jours d'après les dates d'entrée et de sortie de l'assuré dans les différentes exploitations où il a été employé, périodes dont la durée globale est naturellement retenue pour la fixation des droits, diverses hypothèses peuvent se présenter, où la détermination précise de la durée des services apparaît singulièrement plus complexe: ce sont notamment ceux où le mineur se trouve privé de travail par suite de maladie, d'accident du travail, de chômage, de grève, de faits de guerre, on enfin parce qu'il satisfait à ses obligations militaires.

1° Périodes de repos pour blessure ou maladie (1)

A l'origine, aucune difficulté ne pouvait se présenter,

(1) A l'exclusion naturellement des maladies professionnelles et des accidents du travail.

le législateur ayant décidé en 1914, dans un souci humanitaire très louable, d'assimiler purement et simplement aux périodes de travail, celles au cours desquelles l'assuré avait dû rester inactif, par suite d'un accident ou d'une maladie. Mais cette générosité apparut très rapidement fort critiquable. Sans doute en effet la Caisse Autonome continuait-elle d'encaisser durant ce chômage, la cotisation de la société de secours à laquelle appartenait l'intéressé. Mais, outre que cette cotisation était incapable de suppléer à l'absence des retenues ordinaires, la situation pouvait se prolonger indéfiniment. En fait, des abus nombreux ne tardèrent pas à se manifester; on vit un assuré faire liquider sa pension, au taux plein, avec plus de trente années de chômage pour maladie!

En vue d'atténuer les effets de ce libéralisme certainement excessif, la Caisse Autonome s'efforça d'assez bonne heure de contingenter plus étroitement les facilités accordées aux assurés malades ou accidentés. Malheureusement, ces restrictions, pour judicieuses qu'elles fussent, manquaient de base légale; les textes existants ne les autorisaient pas, et à la suite d'une instance entamée devant le Tribunal de la Seine, à l'occasion de la liquidation de sa pension, par un dénommé Ternois, la thèse de la Caisse Autonome fut officiellement condamnée. Une réforme s'imposait donc de toute évidence.

Elle a été réalisée par la loi du 24 décembre 1923, dont une des dispositions est passée intégralement dans l'article 24 du Code, qui lui-même s'exprime ainsi: « ...Les périodes de repos... pour maladie ayant donné lieu au paiement de l'indemnité statutaire obligatoire de maladie attribuée au taux plein, entrent en compte pour leur durée effective... ». Comme on le voit, la nouvelle formule, tout en étant moins large que la précédente, demeurait encore assez imprécise; elle avait surtout le grave défaut de mettre fin à un abus au prix d'une injustice. Certaines Caisses, en effet, appartenant à de riches exploitations (Anzin par exemple) versaient l'indemnité de maladie au taux plein, jusqu'à deux, trois et même quatre années durant; on conçoit dès lors combien leurs membres pouvaient se trouver

avantagés par rapport à ceux des petites sociétés de secours peu florissantes, que l'étroitesse de leurs revenus empêchait d'être aussi généreuses. Aussi la Caisse Autonome a-t-elle été assez rapidement amenée à modifier à nouveau sa position, mais cette fois son interprétation a été extensive, et elle a admis la règle (1), toujours en vigueur, en vertu de laquelle entrent en compte :

1° Sans limitation de durée, toutes périodes de maladie pour lesquelles une indemnité journalière est obligatoirement due par la société de secours, et servie *en fait* (2) au taux plein;

2° Jusqu'à concurrence de deux années seulement (y compris les périodes ayant donné lieu à l'attribution du taux plein) (2), toutes périodes de maladie ayant donné lieu, *en fait*, à versement d'une indemnité de maladie (qu'elle soit facultative ou obligatoire) au moins égale à la moitié du taux plein;

3° Jusqu'à concurrence de six mois, toutes périodes de maladie ayant donné lieu (facultativement ou non) au paiement d'une indemnité, qu'elle soit journalière ou constituée par de simples secours accidentels, et quel qu'en soit le taux.

La Caisse Autonome a du reste prescrit aux sociétés de secours de n'effectuer les versements correspondant aux périodes de maladie que pour le temps durant lequel ces

(1) En réalité, ce qu'on a voulu viser, par cette réglementation, ce sont les longues maladies; pour celles de courte durée, les périodes de travail alternant avec celles de repos, il n'y a pas de difficultés dès lors que les versements réglementaires ont été effectués normalement.

(2) Le Conseil d'administration considère cependant comme valables, pour le calcul de la retraite, les périodes de maladie excédant deux années, durant lesquelles les indemnités servies à titre obligatoire par la société de secours, ont cessé de l'être au taux plein à condition :

a) Que cette réduction ait été provoquée par des difficultés financières dues à la crise économique;

b) Que la société ait habituellement servi les indemnités journalières obligatoires au taux plein au delà des deux années;

c) Qu'elle consente enfin à effectuer un versement de régularisation destiné à replacer les assurés dans la situation où ils se seraient trouvés vis-à-vis de la Caisse Autonome, s'ils avaient été indemnisés au taux plein.

périodes sont susceptibles d'être prises en considération, dans les conditions ci-dessus exposées.

2° *Périodes de repos pour blessure ou maladie entraînant l'application de la loi de 1898 sur les accidents du travail*

On a vu, p. 107 (Participation des caisses de secours à la constitution des retraites) que l'indemnité versée au salarié accidenté (demi-salaire), ne faisait l'objet d'aucun prélèvement, et que la Caisse Autonome ne recevait alors aucune espèce de cotisations. A s'en tenir au texte de la loi, non seulement la rente devrait, dans ces conditions, cesser de s'accroître, mais en outre, la période correspondant à cet arrêt du travail ne devrait pas être retenue lors du calcul de la durée des services. Dès 1916, la Caisse Autonome a décidé de rejeter cette seconde conséquence, dont les effets auraient manifestement dépassé l'intention du législateur, et de prendre en considération la période de chômage pour blessure ayant donné lieu au paiement du demi-salaire, jusqu'à la date de consolidation.

3° *Le chômage*

Le point de vue qui a prévalu, constitue une sorte de transaction entre le désir de trouver une solution aussi favorable que possible aux mineurs, dans l'intérêt desquels est précisément édifiée toute cette législation, et d'autre part, celui tout aussi vif, de ne pas détruire l'équilibre financier de l'assurance.

Pour la détermination de la durée des services miniers, exprimée comme il a été dit, en années, mois et jours, on a décidé que les périodes de chômage partiel (1) (par exemple trois jours d'arrêt par semaine), seraient entièrement assimilées à des périodes de travail. Pour l'estimation du nombre de journées effectives de présence à la mine, il a malheureusement été impossible de se montrer aussi libéral, et il a fallu se résoudre à ne retenir que les

(1) Les périodes de chômage total ne peuvent, *en aucun cas*, être assimilées à des périodes de travail.

jours où le salarié a réellement travaillé. Il convient du reste de signaler tout de suite que cet inconvénient n'est pas, en général, aussi grand qu'on pourrait se l'imaginer. Ce déficit a, dans la plupart des cas, beaucoup de chances d'être compensé durant les années prospères, par les journées de travail effectuées en sus du minimum exigé, tout au moins en ce qui concerne les retraites de vieillesse, dont l'attribution exige naturellement un grand nombre d'années de présence à la mine. Pour certaines autres prestations (décès ou invalidité), il n'en est pas de même, les périodes de référence au cours desquelles le minimum ci-dessus est requis, pouvant être très courtes; si l'assuré a chômé précisément durant ce laps de temps, il risque fort, ainsi que ses ayants-droit, de perdre complètement le bénéfice de la prestation. Cela a été en particulier le cas au moment de la crise économique qui, de 1930 à 1936 a sévi en France. La situation est même devenue telle que le Conseil d'administration s'est cru autorisé à prendre en faveur des assurés une mesure tout à fait exceptionnelle; il a admis que lorsque l'arrêt du travail serait exclusivement dû à la crise, les journées de chômage partiel seraient intégralement retenues pour le calcul des minima exigés par la loi, et cela aussi bien dans le domaine de l'assurance vieillesse que dans ceux de l'invalidité ou du décès. Il importe de souligner à cette occasion qu'on se trouve là en présence du *seul* cas, en dehors de ceux prévus expressément par la loi et dont il sera parlé plus loin, où la Caisse Autonome ait accepté de faire état de journées de travail non effectivement accomplies. Cette mesure apparaît du reste parfaitement justifiée, tant pour les raisons d'ordre social qui l'ont motivée, que sur le plan pratique par le caractère provisoire de son application.

4° *Les grèves*

La question qui se pose alors se rattache en réalité à celle de savoir si la grève entraîne ou non la rupture du contrat de travail. Or, à cet égard, la doctrine juridique et la jurisprudence (notamment celle de la Cour de Cassation), établissent la distinction suivante :

La grève entraîne une rupture du contrat de travail quand elle est provoquée par des raisons d'ordre extra-professionnel (grèves de solidarité, grèves politiques), ou quand elle tend à obtenir une modification du contrat de travail primitif. Elle n'entraîne au contraire qu'une simple suspension de ce contrat dans toutes les autres hypothèses, et notamment lorsque la cessation du travail est due au fait que le patron n'a pas lui-même respecté ses engagements.

Si l'on s'en tenait par conséquent à ce classement, les périodes de chômage ne devraient être retenues dans leur totalité, pour le calcul des droits à pension, que dans la dernière hypothèse exclusivement. En fait, la Caisse Autonome a adopté une ligne de conduite un peu différente, parce que l'application stricte de la doctrine exposée aurait abouti à des complications inextricables, les recherches destinées à établir la raison véritable d'une grève s'avérant souvent extrêmement délicates. Elle n'a donc adopté la distinction indiquée que dans les cas où l'origine du conflit apparaît avec netteté. Lorsque les causes en sont au contraire confuses ou difficilement déterminables et que les rapports de la grève avec l'exécution du contrat de travail antérieur ne peuvent être connues avec certitude, le Conseil d'Administration a décidé, par mesure de pure bienveillance du reste, de prendre uniformément en compte les périodes en question, jusqu'à concurrence d'un maximum forfaitaire de trois mois.

5° Situations résultant de la guerre 1914-18

Il a fallu tenir compte dans de nombreux cas de la situation tout à fait exceptionnelle où se sont trouvés placés les ouvriers des mines par suite de la guerre et de l'invasion. Une première série de textes concerne les mineurs qui ont été mis dans l'impossibilité de poursuivre leurs versements à la Caisse Autonome; une seconde est relative à ceux qui auraient pu reprendre leur travail à

la fin des hostilités, mais auxquels on a dû faire appel, faute de main-d'œuvre, pour la reconstruction des régions dévastées.

I. Ouvriers mineurs ayant été mis dans l'impossibilité d'effectuer leurs versements à la Caisse Autonome

Plusieurs lois sont intervenues pour régler leur situation. Ce sont, par ordre chronologique :

- La loi du 7 Avril 1918 (Article 51 du Code), relative aux ouvriers mineurs mobilisés ou demeurés en territoire envahi;
- La loi du 11 Juillet 1925 (Article 52 du Code), concernant les ouvriers mineurs pensionnés de guerre, et admis dans des centres de rééducation;
- La loi du 31 Juillet 1925 (Article 53 du Code), applicable aux ouvriers mineurs dégagés d'obligations militaires et ayant dû quitter la mine par suite de l'invasion, pour se réfugier en France libre;
- La loi du 25 Janvier 1928 (Article 54 du Code), étendant les dispositions des lois du 7 Avril 1918 et du 31 Juillet 1925 aux ouvriers ardoisiers;
- Enfin la loi du 16 Juillet 1931 (Article 55 du Code), complétant les dispositions des lois des 7 Avril 1918 et 31 Juillet 1925 en faveur des assurés originaires des pays envahis, rapatriés ou démobilisés au cours de la guerre, et accordant aux intéressés une dispense supplémentaire de versements après leur démobilisation ou leur rapatriement en zone libre.

De toutes les dispositions prévues par cet ensemble législatif, du reste assez confus, la plus importante est sans conteste celle relative à la dispense des versements accordée aux assurés. Cette dispense s'étend :

- Pour les mobilisés, du jour du rappel sous les drapeaux au dernier jour de l'année de leur démobilisation;

- Pour les ouvriers demeurés en territoire envahi, du jour de l'invasion au dernier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle ils ont été rapatriés ou libérés de l'occupation ennemie;
- Pour les ouvriers réfugiés en France libre, du jour où ils ont quitté la mine, en raison de l'invasion effective ou imminente de l'ennemi, jusqu'au dernier jour de l'année qui a suivi celle de leur retour au foyer (1);
- Pour les ouvriers ayant effectué un stage dans un centre de rééducation, de la date d'entrée dans le centre jusqu'au dernier jour de l'année au cours de laquelle ils en sont sortis (2).

Pour toutes les périodes de dispense, telles qu'elles viennent d'être définies, les intéressés bénéficient d'une inscription à leur compte d'assurance d'un nombre de journées de travail déterminé d'après la moyenne exigée par la loi à l'époque, soit 264 jours par an, ou 22 par mois. De cette façon, les droits des assurés sont intégralement conservés, au point de vue du décompte des pensions, tant en ce qui concerne les périodes d'embauchage que les journées de travail.

Les décisions relatives à l'octroi des dispenses appartiennent à l'Administration du Travail, le Conseil d'Administration de la Caisse Autonome n'ayant qu'un avis à émettre au sujet de l'admission des mineurs au bénéfice des lois ci-dessus visées.

II. Ouvriers mineurs employés à des travaux de reconstruction des régions dévastées

La loi du 29 Décembre 1933 (Article 56 du Code), modifiée et complétée par celle du 14 Juin 1939, a permis

(1) En aucun de ces trois premiers cas, la période de dispense ne peut s'étendre au delà du 31 décembre 1919. Les demandes sont toujours recevables.

(2) Les délais pour la présentation des demandes sont actuellement expirés.

aux ouvriers occupés du 2 Août 1913 au 2 Août 1914 dans une mine dont l'exploitation a été totalement ou partiellement arrêtée par l'occupation ennemie durant la guerre 1914-1918, de faire état de leurs services aux travaux de reconstruction des régions dévastées au cours des années 1919-1920 et 1921. Outre la condition de présence indiquée plus haut, les postulants doivent remplir les suivantes :

— Ils doivent avoir repris le travail à la mine au plus tard le 1^{er} Janvier 1922, à moins d'avoir dépassé à cette date l'âge de 45 ans, ou d'être titulaires d'une pension militaire par application de la loi du 31 Mars 1919, ou enfin de pouvoir justifier par une pièce établie à l'époque, qu'ils n'ont pu être réembauchés pour raison de santé;

— Ils doivent par ailleurs effectuer le versement de la double contribution ouvrière et patronale sur la base des taux en vigueur en 1919, 1920 et 1921, durant la période passée à des travaux de reconstruction. Le délai fixé par la loi pour opérer ce versement expirera le 14 Juin 1941.

6° Service militaire actif en temps de paix

Les années au cours desquelles le mineur est maintenu sous les drapeaux, en temps de paix, pour y accomplir son service, ne sont pas assimilées à des périodes de travail, même si l'intéressé était déjà employé dans une exploitation minière au moment où il a été appelé. Les diverses propositions de loi déposées jusqu'à ce jour en vue de modifier cet état de chose n'ont jamais pu aboutir.

Tel apparaît l'ensemble des règles imposées par la loi ou élaborées par le Conseil d'Administration à la faveur de l'expérience et des circonstances, d'après lesquelles sont actuellement déterminés les éléments de base du calcul de la durée des services miniers. Il reste maintenant, pour en achever avec cette importance question, à examiner les conditions dans lesquelles peut être établie pratiquement la preuve de leur existence.

Preuve de l'existence des services miniers

Au moment où il demande la liquidation de sa pension, le mineur doit fournir lui-même la preuve des services miniers sur lesquels il prétend fonder cette liquidation. Pour les années contemporaines, la tâche est facile, la Caisse Autonome disposant des éléments qui lui permettent de vérifier à coup sûr, et le nombre des journées de travail effectif, et les dates-limites des périodes d'embauchage. Malheureusement, cette source d'information n'est pas très ancienne, au moins pour la seconde donnée. Ce n'est guère en effet qu'à partir de 1932-1933 que la Caisse a pris l'habitude d'exiger des exploitants, l'indication sur les bordereaux annuels détaillés, des dates d'entrée et de sortie de leurs ouvriers. En toute hypothèse, dès lors qu'on remonte au delà de 1914, la documentation disponible pour l'établissement de la preuve des services miniers devient des plus fragmentaire et des plus discutable. De sorte qu'il arrive encore aujourd'hui qu'il faille liquider des pensions partiellement basées sur des services réellement effectués avant 1914, mais dont on ne trouve plus aucune trace comptable. Force a donc été de chercher un moyen de preuve dont puissent disposer les mineurs pour établir la réalité de leurs services antérieurs à 1932-1933 d'une part, et pour déterminer, d'autre part, le nombre exact des journées de travail effectuées par eux avant la mise en application de la loi du 25 février 1914: l'article 24 du Code y pourvoit.

En vertu de ce texte, en effet, et pour la détermination du droit aux « allocations et majorations à la charge « du Fonds spécial, sont seuls considérés comme valables « les services justifiés au moyen de certificats établis et « déclarés exacts par les exploitants »... Ces certificats doivent être authentiques, c'est-à-dire déclarés conformes aux registres d'embauche (pour la preuve de la durée des périodes de travail) et aux carnets de paie (pour le décompte des journées); en l'absence de ce caractère authentique, ils n'ont pas plus de valeur qu'une simple rédaction de souvenirs. Une seule exception cependant : les

mentions portées sur les livrets d'ouvriers peuvent suppléer aux indications exigées par la loi en ce qui touche la détermination des périodes d'embauchage.

Mais il arrive que la situation se complique encore par suite d'une impossibilité matérielle pour l'assuré, de se procurer de tels certificats: soit parce que l'entreprise dans laquelle il a été employé a disparu ou a négligé de conserver ses registres (le cas est fréquent dans les petites exploitations), soit parce que les archives en ont été détruites (guerre de 1914-18). L'article 24 du Code vient, là encore, à l'aide de l'assuré: « Dans le cas — porte-t-il — « où par suite de circonstances exceptionnelles, les services des intéressés ne peuvent être certifiés par les « exploitants, le Conseil d'Administration est seul juge de « la valeur probante des attestations produites. »

Afin de réduire au minimum les fraudes dont l'expérience a démontré la fréquence, au début du fonctionnement de la Caisse Autonome, le Conseil a créé de toutes pièces une réglementation très précise, aux termes de laquelle les attestations produites doivent obligatoirement :

a) Se présenter sous la forme de certificats de mémoire (appelés aussi « certificats de camarades », quand ils émanent d'un autre mineur), rédigés sur des formules établies à l'avance, indiquant d'une part l'obligation pour le signataire de fournir des « points de repère » à l'appui de ses dires, et d'autre part, les sanctions graves auxquelles l'exposerait une déclaration sciemment inexacte;

b) Emaner soit d'un exploitant, soit d'ouvriers mineurs affiliés à la Caisse Autonome ou pensionnés de cette dernière, et dont les dossiers fournissent la preuve qu'ils ont eux-mêmes employé l'assuré dont il s'agit de déterminer les services ou travaillé en même temps que lui.

Pour suppléer à l'absence éventuelle de témoins représentant les garanties nécessaires, l'article 36 du Décret du 13 Juillet 1914 a prévu enfin la constitution de « Commissions locales » tripartites, comprenant un Ingénieur des Mines, Président, assisté de membres patronaux et ouvriers. Ces Commissions, qui ont pour objet d'aider l'as-

suré à retrouver la trace de services réellement effectués, ne subsistent pratiquement aujourd'hui que dans les départements où les pensionnés capables de donner les attestations ci-dessus visées sont particulièrement peu nombreux; en fait, elles fonctionnent essentiellement au bénéfice des ouvriers ardoisiers.

Pour conclure, il convient de signaler qu'une fois en possession des certificats, le Conseil d'Administration est seul juge d'en admettre ou d'en rejeter le bien fondé; les décisions qu'il prend en cette matière sont sans recours, et comme on l'a indiqué précédemment, les tribunaux se sont à plusieurs reprises expressément dénié tout pouvoir de revenir sur elles.

CHAPITRE XI

LES RISQUES COUVERTS

Avant d'entreprendre l'étude détaillée des divers risques couverts par la Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs, il importe de fournir quelques indications sur les difficultés particulières résultant en cette matière de la juxtaposition d'un premier régime, spécial aux travailleurs du sous-sol, et d'un second applicable à l'ensemble de la classe ouvrière. Jusqu'à une époque relativement récente, cette dualité n'a guère présenté d'inconvénients, les avantages réservés aux mineurs surclassant tellement ceux prévus en faveur des autres salariés qu'il ne pouvait y avoir aucune espèce d'hésitation sur la question de savoir s'ils avaient intérêt à exciper de l'une ou de l'autre organisation. Mais à partir de 1928-1930 la situation s'est trouvée modifiée et même à certains égards renversée, la législation des Assurances Sociales introduite à ce moment se contentant en d'assez nombreux cas pour l'attribution des pensions, de conditions moins sévères que celles exigées en matière minière; aussi différents textes ont-ils dû préciser la position des mineurs au regard du nouveau régime.

Ils ont eu pour objet, d'une part de fixer les règles relatives à la liquidation des droits des assurés passant d'une organisation à l'autre, et d'autre part de garantir aux ouvriers des mines des prestations équivalentes, dans leur ensemble, à celles prévues par les lois d'assurance sociale, quand leur propre législation s'était montrée moins généreuse. Deux grands principes ont présidé à l'élaboration des dispositions prises en conséquence. Tout d'abord il a été admis que le réajustement des pensions minières ne pourrait en aucun cas être restrictif, c'est-à-dire qu'il ne devrait jamais aboutir à une diminution du traitement normalement réservé par la Caisse Autonome à ses assurés. Par ailleurs, chaque fois que des mineurs

ont été appelés à bénéficier, grâce à la Coordination, de prestations supérieures à celles qu'ils auraient pu attendre de leur organisation propre, cela a toujours été dans les limites, et sous les conditions habituellement exigées par le régime des Assurances Sociales. Ces limites concernent essentiellement la date à partir de laquelle ont pu entrer en compte les services ayant donné lieu à versements, soit à la Caisse Autonome, soit à un organisme d'Assurances Sociales (1^{er} Juillet 1930, date de mise en application du Régime général); tous ceux effectués antérieurement relèvent donc exclusivement du Code des retraites minières. Par ailleurs, ne peuvent bénéficier des avantages résultant des textes de coordination que les assurés dont la rémunération totale annuelle n'excède pas les maxima fixés pour l'affiliation en matière d'assurances sociales. Enfin, les conditions exigibles sont tout simplement celles prévues par les lois régissant ces dernières, notamment en ce qui concerne les minima d'affiliation et de versements, les journées de travail ou de repos pour blessure ou maladie, portées au compte d'assurance des intéressés à la Caisse Autonome étant considérées comme journées de cotisations au titre des Assurances Sociales.

Le premier texte remonte au 30 Juin 1931. C'est un décret pris en application de l'article 49, § 2, de la loi du 5 avril 1928 et intitulé : « Décret fixant le régime des « assurances des ouvriers et employés des mines et assimilés, ainsi que les règles de coordination de ce régime « avec le régime des Assurances Sociales. » Par la suite, des modifications importantes ont été apportées, d'une part au régime spécial des retraites des ouvriers mineurs, d'autre part à celui des Assurances Sociales qui a reçu, notamment dans le décret-loi du 28 Octobre 1935, lui-même modifié par les lois des 26 Août 1936 et 12 Juillet 1937, ainsi que par les décrets-lois des 24 Mai et 14 Juin 1938, des retouches substantielles. Aussi la nécessité est-elle apparue de revoir entièrement la réglementation énoncée par le texte précité du 30 juin 1931: cela a été l'objet du décret-loi du 3 Mai 1939.

L'étude du régime des retraites des ouvriers mineurs

exige donc la connaissance des deux systèmes législatifs. Une première méthode aurait consisté à les envisager l'un et l'autre successivement. Il a paru préférable, quand cela a été possible, de ne pas leur donner dans le présent ouvrage une autonomie sans doute réelle, mais peu pratique, et d'analyser plutôt leurs dispositions particulières au fur et à mesure de l'examen des situations variées dans lesquelles peut se trouver un mineur. Ce qu'il importe toutefois de souligner, c'est le caractère subsidiaire des dispositions empruntées aux Assurances Sociales, dans le domaine des retraites minières. Le régime spécial réservé à celles-ci demeure fondamental, primordial, et le décret de coordination intervient seulement à titre accessoire, dans des cas certes nombreux, mais qui présentent infiniment moins d'intérêt théorique et pratique. On les étudiera donc, mais sans toutefois leur consacrer des développements trop détaillés, qui sortiraient du cadre de cette étude, et pour lesquels il sera bien préférable de se reporter aux ouvrages si nombreux parus jusqu'à ce jour sur le fonctionnement actuel des Assurances Sociales.

SECTION I

LE RISQUE VIEILLESSE

Il convient dès l'abord de faire une distinction fondamentale entre les ouvriers ayant effectué 15 ans au moins de services minières, et ceux n'atteignant pas ces 15 années. Seuls les premiers bénéficient exclusivement du régime du Code des retraites minières, dont les règles apparaissent fort différentes et comme on le verra beaucoup plus avantageuses que celles des décrets de coordination applicables à la seconde catégorie d'assurés.

Ouvriers ayant effectué 15 ans au moins de services miniers

Ils peuvent prétendre, sous les conditions qui vont être indiquées, d'une part au service d'une retraite de vieillesse, d'autre part à celui d'une allocation temporaire.

A. Retraite de vieillesse

1° Entrée en jouissance

L'Article 28 du Code fixe à 55 ans l'âge d'entrée en jouissance des pensions, allocations et majorations servies par la Caisse Autonome; et le Règlement intérieur de cette dernière vient préciser que l'entrée en jouissance a lieu le premier jour du mois suivant celui au cours duquel a été atteint l'âge de la retraite. Cette règle est absolue, et ne supporte que deux exceptions.

La première concerne l'allocation temporaire, et l'on en reparlera plus loin.

La seconde est relative à la possibilité accordée aux ouvriers continuant de travailler à la mine après 55 ans, de reculer la date d'entrée en jouissance de leur pension (dispositions combinées de l'Article 28 du Code et de l'Article Premier de la loi du 18 Juillet 1937). Ils n'ont alors aucune espèce de formalité à remplir, et il leur suffit de ne pas demander la liquidation de leurs droits. La Caisse Autonome continue d'affecter normalement les versements prévus par la loi à leur compte d'assurance, jusqu'à ce qu'ils manifestent le désir de toucher leur retraite. Celle-ci est alors déterminée d'après le nombre d'années de travail réunies par l'assuré au moment de la liquidation, et l'entrée en jouissance est fixée au premier jour du mois suivant celui au cours duquel a été accomplie la dernière année entière de service entrant en compte pour le calcul de la retraite.

Il convient de signaler que la faculté ainsi laissée aux mineurs constitue pour eux, dans une certaine mesure, une obligation, depuis la loi du 7 Avril 1936 dont une des

dispositions (l'Article 2) est devenue l'Article 25 du Code. Jusque là, en effet, ou plus exactement jusqu'au 1^{er} Septembre 1936, date limite fixée par la loi de 1936, le cumul de la retraite et d'un salaire minier avait toujours été admis. La nouvelle loi a mis fin (1) à cette situation évidemment devenue critiquable en période de crise de chômage intense, et exigé des retraités, au moment où ils encaissent leurs arrérages, une déclaration indiquant qu'ils n'ont été employés au cours du trimestre écoulé, ni dans une exploitation minière ou assimilée, ni dans une industrie annexe. A noter du reste que les intéressés conservent entière liberté de reprendre le travail dans ces entreprises; il leur suffit d'en avertir la Caisse Autonome, à laquelle ils doivent simplement retourner le titre de pension qui leur avait été délivré (2); et s'ils négligent de le faire, la seule sanction encourue est le remboursement des arrérages indûment perçus pendant la durée du travail.

On verra par ailleurs combien plus sévères apparaissent les conditions mises à l'octroi de l'allocation temporaire.

2° Montant de la retraite

Il faut ici distinguer suivant que l'assuré, au moment de sa liquidation, a effectué trente ans et plus de services miniers, ou bien moins de trente ans.

Dans la première hypothèse, il a droit à ce qu'on appelle la retraite normale. Fixée actuellement à 7.500 fr. si la durée des services est exactement de 30 ans, cette retraite s'augmente d'autant de tranches supplémentaires de 90 francs que l'intéressé compte d'années entières de service en sus du minimum de 30, effectuées avant l'âge de 55 ans; le montant des tranches est porté à 140 francs

(1) En vue de tenir compte de la situation résultant pour les mineurs de la guerre puis de l'invasion, un Décret tout récent du 4 février 1941 a réautorisé le cumul d'un salaire d'une part, et d'une retraite de vieillesse ou d'une allocation temporaire d'autre part, pour la période allant du 31 août 1939 jusqu'à une date ultérieure, non encore précisée.

(2) Les périodes de travail ainsi effectuées donnent lieu à l'attribution d'un complément de pension.

par année entière de travail effectuée *après* l'âge de 55 ans et depuis le 1^{er} septembre 1936 (Article Premier de la loi du 18 Juillet 1937 et Article 3 du décret-loi du 20 Mai 1939).

Dans la seconde, il n'a droit qu'à une retraite proportionnelle. La loi de 1914 ne prévoyait même aucune majoration de la rente acquise. D'après la loi du 9 Mars 1920, celle-ci est au contraire bonifiée suivant un barème progressif, de telle sorte que l'annuité servant de base à la détermination du taux croisse en raison du nombre des années de travail à la mine. Le montant de la pension finalement octroyée oscille ainsi entre deux limites fixées par le législateur, le tarif intermédiaire étant par contre établi par les soins du Conseil d'Administration. Les chiffres en sont actuellement les suivants :

15 ans . . .	2.752 francs	23 ans . . .	4.716 francs
16 — . . .	2.948 —	24 — . . .	5.044 —
17 — . . .	3.144 —	25 — . . .	5.392 —
18 — . . .	3.352 —	26 — . . .	5.816 —
19 — . . .	3.576 —	27 — . . .	6.260 —
20 — . . .	3.800 —	28 — . . .	6.716 —
21 — . . .	4.092 —	29 — . . .	7.204 —
22 — . . .	4.392 —		

Ce sur quoi il convient d'insister tout particulièrement parce qu'on a assez souvent tendance à l'oublier, c'est que dans l'un comme dans l'autre cas, c'est-à-dire pour l'ensemble des retraites, les chiffres indiqués constituent des maxima. La loi revient à deux reprises sur cette idée, en soulignant que les majorations de rente dont bénéficient les intéressés pour porter leur pension aux chiffres prévus, ne sont accordées « que dans la limite des disponibilités annuelles du Fonds spécial ». En fait, la situation financière de la Caisse a toujours permis jusqu'à ce jour de les maintenir.

La pension telle qu'elle vient d'être définie peut du reste être augmentée dans les conditions suivantes :

a) Si l'assuré a dans sa vie également cotisé à une caisse d'assurances sociales, la rente constituée auprès de

cet organisme lui est servie indépendamment des prestations auxquelles lui donnent droit ses services miniers (Article 13 du décret de Mai 1939);

b) Le pensionné peut demander le paiement d'une allocation de 50 francs par mois pour chacun de ses enfants à charge, légitimes ou reconnus, âgés de moins de 14 ans et résidant en France;

c) S'il a travaillé dans les mines de charbon il peut éventuellement prétendre à une allocation de chauffage (1).

B. Allocation temporaire

Le désir d'atténuer la gravité du chômage qui durant la crise économique de 1930-1936 a durement frappé les ouvriers mineurs, a amené le législateur, en 1936, à instaurer un régime entièrement nouveau d'allocations temporaires. Il a paru à cette époque, en effet, que l'un des moyens les plus sûrs, les plus adroits aussi, de provoquer l'assainissement si nécessaire du marché du travail, consisterait à en éloigner tous les vieux mineurs auxquels on accorderait une sorte de retraite anticipée. La loi du 7 Avril 1936 a donc eu pour objet de donner à ceux d'entre eux âgés de 50 ans au moins, et réunissant 30 années de service dans les mines, dont 20 au fond, le droit de demander, en attendant la liquidation de leur retraite de vieillesse, le bénéfice d'une allocation dite « temporaire », dont le montant est actuellement fixé à 7.500 francs par an. On conçoit volontiers le bouleversement qu'une telle réforme aurait pu provoquer dans le fonctionnement de la Caisse Autonome si on l'avait effectuée sans transition. Le législateur a eu la sagesse de procéder par paliers, et il a décidé que l'âge à partir duquel pourrait être demandée la liquidation de l'allocation serait fixé à 54 ans en 1936, 53 en 1937, 52 en 1938, 51 en 1939, et enfin 50 à partir de 1940.

Pour être admis à bénéficier de ce régime dont le

(1) Voir page 231.

caractère exceptionnel ressort suffisamment du texte de la loi, l'assuré doit adresser à la Caisse Autonome une demande accompagnée d'un engagement écrit et signé, de n'occuper aucun emploi ni d'exercer désormais aucune profession artisanale, industrielle ou commerciale, à compter de la date du premier paiement trimestriel, suivant le point de départ des droits à allocation (1). Celui-ci, les conditions d'âge et de durée des services supposées remplies, est fixé au premier jour du mois suivant celui au cours duquel la demande a été faite. Pour les ouvriers recevant déjà une allocation mensuelle ou une pension d'invalidité, le processus est le suivant : dès qu'ils remplissent, après 50 ans, les conditions indiquées ci-dessus, l'allocation temporaire se substitue, sur leur demande, aux prestations précédemment servies, en attendant qu'elle-même fasse place, automatiquement, à 55 ans, à la retraite définitive.

Cette organisation nouvelle de l'assurance ayant été inspirée principalement par le souci de réduire le chômage, il importait d'éviter absolument les cumuls et les fraudes : c'est la raison du contrôle sévère établi par la loi de 1936. Tous les trois mois, au moment où il donne son acquit pour percevoir l'allocation, l'assuré doit fournir une déclaration signée, indiquant qu'il n'a au cours du trimestre écoulé, occupé aucun emploi ni exercé aucune profession artisanale, industrielle ou commerciale (1). Cette interdiction est donc beaucoup plus étendue que celle, déjà signalée, faite aux ouvriers *retraités*, puisqu'elle ne porte pas seulement sur le travail dans des entreprises minières, mais sur la totalité des emplois possibles, et exige en fait des intéressés un arrêt complet de toute activité. Elle est aussi plus sévère, les manquements à la règle énoncée étant assortis de sanctions véritables : c'est ainsi que si l'assuré, par fraude ou par négligence, reprend le travail au cours d'un trimestre, la totalité des arrérages

(1) Sous réserve des dispositions nouvelles visées au renvoi (1) de la page 194.

afférents à ce trimestre cesse de lui être due; en cas de récidive, l'allocation est définitivement supprimée; en outre, dans les deux hypothèses, les sommes indûment perçues doivent être retenues sur les premiers paiements à faire à l'intéressé et si besoin est, récupérées par toutes voies de droit.

Ouvriers ayant effectué moins de 15 ans de services miniers

I. RÉGIME DU CODE DES RETRAITES MINIÈRES

Le Code ne prévoit dans ce cas aucune bonification des rentes acquises par les intéressés, soit au Fonds d'assurance de la Caisse Autonome, soit à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse. Jusqu'au vote des lois sur les Assurances Sociales, les ouvriers mineurs comptant moins de 15 années de service n'ont donc pu prétendre en aucune hypothèse, à une majoration quelconque. Depuis lors, leur situation s'est améliorée, dans une certaine mesure, et ils peuvent se voir octroyer une pension véritable. Mais comme on le vérifiera en lisant les pages suivantes, les conditions posées sont si sévères, qu'elles en rendent l'attribution assez problématique. En fait, les intéressés continuent dans la très grande majorité des cas, à ne toucher comme par le passé, que leur rente de vieillesse.

II. RÉGIME PRÉVU PAR LE DÉCRET DE COORDINATION DU 3 MAI 1939

Les pensions attribuées en application des décrets de coordination sont en principe accordées exactement dans les mêmes conditions que celles prévues par la législation générale des Assurances Sociales, les périodes de travail minier étant assimilées aux périodes d'affiliation au régime général. Il convient du reste d'étudier séparément la situation faite aux assurés ayant travaillé exclusivement à la mine ou au contraire alternativement à la mine et dans une autre profession.

A. Ouvriers ayant travaillé exclusivement à la mine

Comme en matière d'assurances sociales il y a lieu de distinguer selon que l'assuré était âgé de 30 années et plus ou de moins de 30 ans au 1^{er} juillet 1930, date de mise en application de la législation générale.

a) Ouvriers âgés de moins de 30 ans au 1^{er} Juillet 1930

Le décret de coordination ne fait aucune allusion aux assurés âgés de moins de 30 ans au 1^{er} Juillet 1930, ayant travaillé exclusivement à la mine. Il n'avait d'ailleurs pas à le faire puisque dans la législation générale des Assurances Sociales ces assurés n'ont droit à une majoration de leur rente que s'ils comptent 30 années au moins de cotisations, et qu'un assuré ayant travaillé exclusivement à la mine et réunissant ce minimum de services tombe « de plano » sous le régime du Code des retraites minières.

b) Ouvriers âgés de 30 ans et plus au 1^{er} Juillet 1930

1° Conditions d'attribution

Pour avoir droit à une majoration de leur rente ces assurés doivent réunir les conditions suivantes (art. 9, § 1^{er} du décret du 3 Mai 1939) :

- Avoir effectué moins de 15 années de travail à la mine puisque ici encore, dès l'instant où ils réunissent ce minimum, leur situation est exclusivement réglée par le Code des retraites minières;
- Compter un minimum de 5 années de versements accomplis depuis le 1^{er} Juillet 1930;
- Avoir effectué chaque année depuis le 1^{er} Juillet 1930 jusqu'au 1^{er} janvier 1936, au moins 240 journées de travail ayant donné lieu au versement des cotisations à la Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs, et depuis le 1^{er} janvier 1936 avoir subi chaque année, sur leur salaire, une retenue s'élevant au moins à 60 francs par an.

Pour la réalisation de ce minimum de 60 francs il y a lieu de remarquer d'ailleurs que la Caisse Autonome doit prendre en considération non seulement les retenues prélevées sur les salaires de l'intéressé pendant les périodes durant lesquelles il a travaillé effectivement, mais également, depuis le 1^{er} juin 1939, les cotisations fictives inscrites à ce compte pour les périodes durant lesquelles il a perçu une pension d'invalidité attribuée en application du décret de coordination, et pour celles pendant lesquelles il a bénéficié de l'assurance chômage de l'article 17 dudit décret (1).

2° Entrée en jouissance de la pension

Elle est fixée au premier jour du trimestre suivant celui au cours duquel l'assuré a atteint l'âge de 60 ans.

(1) Les cotisations fictives, imaginées par le Décret-loi du 3 mai 1939 (articles 8 et 17) sont destinées à alimenter le compte d'assurance de l'intéressé au cours des deux sortes de périodes pendant lesquelles il est mis dans l'impossibilité de poursuivre ses versements: périodes d'invalidité où il perçoit une pension d'invalidité du décret de coordination, et périodes de chômage.

L'article 8, paragraphe premier du décret dispose « que les périodes durant lesquelles l'assuré bénéficie de la pension d'invalidité « visée à l'article 6 donnent lieu, lorsque cette pension est à la charge « de la Caisse Autonome, à l'inscription pour ordre au compte individuel « d'assurance vieillesse de l'intéressé, de cotisations fictives égales à « celles qui auraient été portées pour lui à ce compte s'il avait gagné le « salaire ayant servi de base au calcul de sa pension d'invalidité. Ces « cotisations entrent en compte pour la détermination du droit de l'assuré, à l'âge de 60 ans, à la pension de vieillesse... ».

On verra plus loin dans quelles conditions la Caisse Autonome inscrit également des cotisations fictives aux comptes de ses assurés pendant leurs périodes de chômage.

Ce sur quoi il convient d'insister tout particulièrement, c'est que ces versements sont effectués « pour ordre » au compte individuel des assurés, mais que là s'arrête leur caractère fictif. Une fois portés à ce compte, ils bénéficient (le jour où le risque couvert se réalise), d'une sorte de légitimation qui les assimile absolument à des versements réels. C'est ainsi que si pour une raison quelconque, l'assuré ne peut bénéficier plus tard d'aucune bonification de sa rente, les cotisations fictives susvisées n'en donnent pas moins lieu à l'attribution à son profit, et sur les ressources du Fonds spécial, d'une rente supplémentaire égale à celle qu'auraient produite ces cotisations si elles avaient été réellement versées et capitalisées ensuite au taux du tarif de la Caisse en vigueur à la date d'entrée en jouissance de la pension. La même rente est due si l'assuré n'a pas travaillé exclusivement dans une exploitation minière ou assimilée, et a droit à un complément de pension de la Caisse générale de garantie, en application des dispositions relatives à l'attribution d'une pension de vieillesse.

Si l'ouvrier demande toutefois avant cet âge la liquidation de la rente acquise par les versements capitalisés à son nom depuis le 1^{er} Juillet 1930, il perd tout droit au complément destiné à la porter au chiffre minimum prévu par la loi sur les Assurances Sociales (Art. 9, § 5 du décret du 3 Mai 1939). Par contre, il lui est toujours loisible de demander, dès l'âge de 55 ans, la rente provenant des versements effectués à son nom au fonds d'assurance de la Caisse Autonome avant le 1^{er} juillet 1930. Cette rente, d'ailleurs, est toujours servie en sus de la pension correspondant aux services postérieurs au 1^{er} juillet 1930 (Art. 9, § 6 du décret du 3 mai 1939).

3° Montant de la pension

La pension est calculée (Art. 9, § 2 du décret du 3 Mai 1939), comme en matière d'assurances sociales, c'est-à-dire d'après le salaire annuel moyen de l'intéressé depuis le 1^{er} Juillet 1930.

Ce salaire annuel moyen est déterminé en faisant le total des salaires effectivement perçus par l'intéressé depuis cette date (compte tenu, éventuellement, de ceux correspondant aux cotisations fictives inscrites pendant les périodes d'invalidité et de chômage). Le chiffre ainsi obtenu est divisé par le nombre de mois d'affiliation que compte l'intéressé depuis le 1^{er} Juillet 1930, puis multiplié par 12.

La pension est égale à autant de trentièmes du salaire moyen ainsi obtenu que l'assuré compte d'années d'affiliation depuis le 1^{er} juillet 1930. En aucun cas elle ne peut être inférieure à 600 francs, y compris la rente acquise par capitalisation.

4° Charge de la pension

La différence entre cette rente et la pension calculée comme il vient d'être dit, est à la charge du Fonds spécial de la Caisse autonome (Art. 9, § 4 du décret du 3 Mai 1939).

*B. Ouvriers ayant été alternativement affiliés au régime
de retraites des ouvriers mineurs et au régime général
des Assurances Sociales*

a) Ouvriers âgés de moins de 30 ans au 1^{er} Juillet 1930

1° Conditions d'attribution

Ces assurés n'ont droit à pension que s'ils réunissent moins de 15 ans de travail à la mine et que s'ils comptent 30 années au moins d'affiliation depuis le 1^{er} Juillet 1930 sous l'un et l'autre régime, les années d'affiliation valables pour la retraite étant déterminées dans les mêmes conditions que précédemment, selon qu'il s'agit d'années antérieures ou postérieures au 1^{er} Janvier 1936 (Art. 10, § 2 du décret du 3 Mai 1939).

2° Entrée en jouissance de la pension

L'âge d'entrée en jouissance est également fixé au premier jour du trimestre qui suit celui dans lequel l'assuré a atteint l'âge de 60 ans. L'intéressé perd son droit à pension s'il fait liquider la rente acquise par ses versements à son compte d'assurance depuis le 1^{er} juillet 1930, avant d'avoir atteint cet âge de 60 ans.

3° Montant de la pension

Elle est égale à 40 % du salaire annuel moyen de l'assuré, calculé comme il vient d'être dit; la rente provenant des versements inscrits au compte d'assurance de la Caisse Autonome avant le 1^{er} juillet 1930 est servie en sus.

4° Charge de la pension

La Caisse Autonome prend à sa charge (Art. 11, § 2 du décret du 3 Mai 1939) :

- a) La rente provenant des versements capitalisés depuis le 1^{er} Juillet 1930 au compte d'assurance de l'intéressé;*
- b) La rente dite supplémentaire égale à celle qu'auraient produite les cotisations fictives correspon-*

dant aux périodes d'invalidité et de chômage pendant lesquelles la Caisse a dû les inscrire, capitalisées au taux du tarif en vigueur à la date d'entrée en jouissance de la pension;

- c) La rente dite complémentaire égale au supplément de rente auquel aurait eu droit l'assuré, si les cotisations réelles et fictives inscrites à son compte individuel d'assurance-vieillesse, depuis le 1^{er} juillet 1930, avaient été calculées sur la base du pourcentage des salaires affecté sous le régime des Assurances Sociales à la couverture du risque vieillesse.

La rente indiquée en a) est à la charge du Fonds d'assurance, les deux autres sont servies par le Fonds spécial. Le complément de pension auquel peut avoir droit éventuellement l'assuré, si le total des rentes dont il vient d'être question et de celles qu'il a acquises pendant ses périodes d'affiliation au régime des Assurances Sociales n'atteint pas le montant de la pension ci-dessus indiquée (40 % du salaire annuel moyen), est à la charge du fonds de majoration géré par la Caisse générale de garantie et prévu par la législation sur les Assurances Sociales.

b) Ouvriers âgés de 30 ans et plus au 1^{er} Juillet 1930

Leur situation est exactement identique à celle des ouvriers de même âge ayant travaillé exclusivement à la mine depuis le 1^{er} juillet 1930: tant au point de vue des conditions d'attribution que du montant ou de la liquidation de la pension.

Quant à la charge de cette dernière, elle se répartit comme dans le cas précédent, c'est-à-dire que la Caisse Autonome prend en compte les différentes rentes dont il a été parlé, le complément de pension étant assuré par la Caisse générale de garantie (Art. 10, § 1^{er} du décret du 3 mai 1939).

SECTION II

LE RISQUE INVALIDITE

Le régime des pensions d'invalidité se présente sous une apparence plus complexe que celui des retraites de vieillesse, pour plusieurs raisons dont les principales tiennent à la variété des règles d'attribution, à la nécessité de contrôles sévères, enfin aux différences plus sensibles existant entre la législation des retraites minières et celle des Assurances Sociales. Aussi a-t-il paru préférable en cette matière, d'étudier à part l'organisation propre aux travailleurs du sous-sol, et d'examiner ensuite dans une seconde série de développements, l'ensemble des mesures de coordination rendues indispensables par la coexistence des deux dispositifs d'assurance.

A) RÉGIME PRÉVU PAR LE CODE DES RETRAITES MINIÈRES

Le régime, tel qu'il fonctionne actuellement, est beaucoup plus récent que celui des retraites de vieillesse. La loi du 25 février 1914 en effet, ne contenait de dispositions qu'en ce qui concerne les ouvriers et employés des mines atteints de blessures graves ou d'infirmité prématurée entraînant une incapacité de travail absolue et permanente; les intéressés, quel que fût leur âge, avaient alors droit à la liquidation anticipée de leur rente de vieillesse; ils bénéficiaient en outre, d'une part d'une majoration de l'Etat accordée comme en matière de retraites ouvrières et paysannes, et d'autre part d'une majoration de la Caisse Autonome, proportionnelle au nombre des années de présence à la mine. Mais là s'arrêtait la sollicitude du législateur; dès lors que l'invalidité n'était pas à la fois absolue et permanente, l'assuré n'avait aucun droit à faire valoir. La sévérité de ce régime apparaissait manifestement excessive; il a cependant fallu attendre près de dix ans pour assister à sa révision complète, par la loi du 24 Décembre 1923 et le décret d'application du 9 Septembre 1924, dont les dispositions essentielles constituent encore aujourd'hui la base même de l'organisation en vigueur.

1^o Conditions d'attribution

Elles demeurent sévères et multiples, le postulant devant obligatoirement :

- a) Etre âgé de moins de 55 ans;
- b) Avoir effectué dix années au moins de services dans les mines françaises, représentant au minimum 2640 ou 2350 (1) journées de travail et de repos pour blessures ou maladies, dont 500 ou 420 (1) journées de travail effectif (2) accomplies au cours des deux années précédant le début de la maladie ou la survenance de l'infirmité ou de l'accident qui ont entraîné l'invalidité;
- c) Avoir reçu pendant au moins 6 mois les soins d'une Société de secours;
- d) Etre atteint d'une incapacité de travail, minier ou autre au moins égale aux deux tiers.

De ces quatre conditions, la dernière est celle qui mérite le plus d'être commentée. Tout d'abord, en effet, il existe un certain nombre de cas d'incapacité de travail à éliminer, comme n'ouvrant aucun droit. Ce sont, d'une part (Article 36, § 4 du Code), les incapacités de travail résultant de blessures de guerre ayant donné lieu à l'attribution d'une pension militaire, d'autre part (Article 35) celles provoquées par des maladies ou des blessures régies par les dispositions législatives applicables aux accidents du travail et aux maladies d'origine professionnelle, enfin celles découlant soit d'une faute intentionnelle, soit d'un crime ou d'un délit commis par l'intéressé. En second lieu, on a vu que la loi exigeait, pour l'octroi de la pension, une incapacité égale au moins aux deux tiers. La définition de cette invalidité des deux tiers est longtemps demeurée confuse; on ne la trouve mieux précisée pour la

(1) Suivant que la durée du travail est répartie sur six ou sur cinq jours par semaine.

(2) Les journées de repos pour blessure résultant d'un accident du travail sont assimilées aux journées de travail effectif pour la réalisation du minimum de 420 ou 500 jours; en aucun cas les journées de chômage pour maladie n'entrent en compte dans le calcul de ce minimum.

première fois, que dans un décret-loi récent, en date du 2 Mai 1938, dont il a paru indispensable de reproduire ci-dessous l'article 4 : « Est considéré comme atteint d'une « incapacité de travail générale des deux tiers, l'assuré « qui par suite de maladie ou d'autres infirmités, et compte « tenu de son âge, de sa formation, de sa profession antérieure, de ses possibilités de reclassement, ainsi que de « la situation économique, n'est plus en mesure de trouver « dans la même région, un emploi lui procurant un salaire « supérieur au tiers de la rémunération habituelle des personnes de même formation jouissant de leur pleine capacité physique. »

Il convient enfin, avant d'en achever avec les conditions d'attribution, de signaler « qu'à titre transitoire », et même plus exactement à titre rétroactif, la loi du 24 Décembre 1923 a été étendue aux ouvriers et employés des mines remplissant les conditions indiquées précédemment, et devenus invalides antérieurement à la promulgation de ladite loi, sous réserve toutefois :

- a) Qu'ils aient eu un compte ouvert à la Caisse Autonome, et que depuis le 1^{er} Septembre 1914 jusqu'au début de la dernière maladie ou de la survenance de l'accident ou de l'infirmité ayant entraîné leur incapacité de travail, ils aient effectué une moyenne annuelle d'au moins 250 journées de travail effectif;
- b) Qu'ils n'aient pas atteint 55 ans à la promulgation de la loi;
- c) Que depuis le jour où l'indemnité journalière a cessé de leur être servie par la Société de secours, ils n'aient effectué aucun travail salarié.

Quant aux ouvriers et employés bénéficiaires dès avant le 1^{er} Octobre 1924 (1) d'une pension attribuée par application de la législation antérieurement en vigueur, leur pension a été portée conformément aux dispositions

(1) Cette date est celle de la mise en vigueur du régime d'invalidité institué par la loi du 24 décembre 1923.

de l'Article 4 de la loi du 24 Décembre 1923 au nouveau taux prévu par ladite loi, dès lors qu'ils avaient effectué dix ans au moins de travail dans les mines. Enfin le législateur a pris soin de stipuler qu'en aucun cas les dispositions de la nouvelle loi ne pourraient entraîner une diminution des allocations ou des majorations dont les anciens pensionnés pour invalidité jouissaient auparavant.

2° *Montant de la prestation*

Pendant une période de 5 années, commençant à l'expiration de la période de soins, l'invalidé perçoit une « allocation mensuelle » fixée actuellement à 450 francs par mois.

A l'expiration de cette période, et si l'incapacité de travail demeure au moins égale à 50 %, il est procédé à la liquidation de la « *pension d'invalidité* » proprement dite, d'un montant de 5.452 francs par an.

Enfin, une nouvelle révision de la prestation peut avoir lieu au moment où l'assuré parvient à l'âge de la retraite, c'est-à-dire à 55 ans. Si, à ce moment, c'était l'allocation mensuelle qui était payée, elle cesse d'être versée, et elle est remplacée par la retraite de vieillesse, quel qu'en soit le montant, ce qui peut évidemment se traduire par une diminution appréciable du revenu de l'intéressé (1). Si, au contraire, celui-ci bénéficiait d'une pension d'invalidité, cette pension lui est maintenue, en tout état de cause, mais elle est complétée au chiffre de la retraite vieillesse à laquelle a droit l'assuré, dans l'hypothèse évidemment où son montant est supérieur à celui de la pension d'invalidité.

Il convient du reste de signaler à ce propos une jurisprudence assez intéressante de la Caisse Autonome, concernant l'ouvrier bénéficiaire d'une allocation mensuelle d'invalidité, dont le service est suspendu parce que la capacité de travail est redevenue au moins égale à 50 %,

(1) Il peut, en effet, n'avoir droit à ce moment qu'à la rente acquise à son compte d'assurance.

puis repris ensuite, du fait d'une aggravation nouvelle de l'état de santé. La question s'était en effet posée de savoir s'il devait alors être fait état dans le décompte de la période de 5 ans du laps de temps pendant lequel l'intéressé avait une première fois perçu l'allocation mensuelle, ou bien si cette période de 5 ans devait être entièrement accomplie après la reprise du service de l'allocation.

La chose n'est pas sans importance puisque, comme on l'a vu, lorsqu'un assuré atteint l'âge de 55 ans au cours de la période pendant laquelle l'allocation est versée, celle-ci lui est retirée et il lui est substitué la retraite de vieillesse, peut-être d'un chiffre très inférieur. La Caisse Autonome a décidé que le service de l'allocation ne se poursuivrait que jusqu'à concurrence du temps nécessaire pour compléter à cinq le nombre des années au cours desquelles le service avait déjà été une première fois accordé.

A noter enfin pour en terminer avec les questions intéressant le montant des prestations d'invalidité, que le chiffre de ces dernières peut s'augmenter éventuellement des sommes versées au titre des allocations familiales, suivant les modalités qui ont été indiquées à propos des retraites de vieillesse.

3° Charge des prestations

L'allocation mensuelle est entièrement versée au bénéficiaire par la Société de Secours à laquelle il est affilié, mais celle-ci ne conserve définitivement à sa charge qu'une somme de 104 francs par mois; la différence entre cette contribution et le montant de l'allocation, soit 346 fr., est ultérieurement remboursée par la Caisse Autonome (1), soit directement, soit par l'intermédiaire de l'exploitant; elle est prise en compte par le Fonds spécial.

La pension d'invalidité proprement dite, et le supplément de retraite éventuellement accordé à l'assuré lorsqu'il atteint l'âge de 55 ans, sont au contraire entiè-

(1) Ces remboursements se font trimestriellement, sur la production d'états de paiements, émargés par les bénéficiaires.

rement à la charge de la Caisse Autonome, et payés dans les mêmes conditions que les retraites de vieillesse.

Si au moment de l'attribution de la pension d'invalidité le mineur est atteint d'une invalidité à la fois permanente et absolue, les rentes d'assurance vieillesse constituées à son nom, sont liquidées immédiatement, par anticipation, et intégrées dans le chiffre de la pension viennent diminuer d'autant l'appel à faire au Fonds spécial. Si, au contraire, à ce moment, l'invalidité apparaît comme n'étant ni permanente ni absolue, il n'est pas procédé à cette liquidation, qui est reportée à l'âge normal de 55 ans, et se fait alors dans des conditions identiques à celles de la retraite vieillesse, leur montant étant toujours imputé sur la pension d'invalidité. Par ailleurs, il se peut que le mineur ait une rente en cours d'acquisition, soit à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une Caisse de liquidation, soit à une Caisse patronale, rente dont la délivrance ne pourra être obtenue qu'à une date déterminée, et ultérieure; quand ce moment est venu, l'imputation se fait alors, exactement de même, sur le montant de la pension d'invalidité. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler la règle déjà énoncée précédemment, en vertu de laquelle cette pension est obligatoirement réduite du montant de la rente qui serait produite par l'abandon des cotisations versées par l'assuré à capital réservé.

4° Procédure d'admission

Cette question, assez complexe, du fait de la coexistence de deux organismes d'assurance, la Caisse Autonome et la Société de secours, a fait l'objet d'une réglementation très précise dans le décret du 9 Septembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 Décembre 1923. L'idée maîtresse du mécanisme adopté a été inspirée manifestement comme on pourra s'en assurer en lisant les lignes suivantes, par le souci très justifié de confier le contrôle « au premier degré » de l'assurance aux Sociétés de secours, organismes mieux placés pour juger du bien fondé des demandes et

pour éviter des fraudes tentantes, que la Caisse Autonome, plus centrale et plus éloignée des assurés. Et l'on n'a laissé à cette dernière qu'un rôle de surveillance, et en quelque sorte de supervision.

L'ouvrier ou l'employé des mines qui, après avoir reçu pendant six mois les soins d'une Société de secours, prétend avoir droit à l'attribution d'une allocation mensuelle d'invalidité, adresse au Président du Conseil d'Administration de ladite Société une demande accompagnée des pièces suivantes :

- a) Un relevé de ses services, montrant (1) qu'il remplit les conditions exigées par la loi (temps et quotité des journées de travail);
- b) Un certificat établissant qu'il a bien reçu durant six mois les soins de la Société;
- c) Un certificat du médecin traitant, indiquant la nature de la maladie ou de l'accident, sa date d'origine, ses conséquences éventuelles quant à la capacité de travail, et enfin la durée probable de l'invalidité.

Le requérant doit en outre signaler s'il touche un salaire ou un revenu quelconque dû à son travail, et dans l'affirmative indiquer son montant ainsi que le nom de l'employeur; il doit en toute hypothèse s'engager à faire connaître à la Caisse Autonome ou à sa Société de secours tout fait susceptible d'affecter son droit à pension (reprise du travail, changement d'employeur ou de profession, etc.). Il doit également indiquer s'il est titulaire d'une rente d'accident du travail ou d'une pension militaire.

La Société de secours, après l'avoir régularisé si nécessaire, fait parvenir le dossier à son médecin ou, si elle en a plusieurs, à l'un de ceux n'ayant pas été appelés à soigner le requérant (2). Le médecin examine l'inté-

(1) Le requérant doit faire une ventilation entre ses services antérieurs au 1^{er} septembre 1914 et ceux postérieurs à cette date (le 1^{er} juin 1920 pour les ardoisiers).

(2) Ce médecin est rétribué par la société de secours.

ressé et adresse à la Société un rapport indiquant le degré d'incapacité de travail. Dès réception de ce rapport, la Société fait alors effectuer par un de ses membres une enquête destinée à déterminer notamment :

- a) Si l'assuré travaille, et le montant du salaire qui lui est alloué;
- b) Dans la négative, s'il pourrait éventuellement être embauché dans une mine ou dans une autre industrie.

Le rapport rédigé à la suite de cette enquête fait l'objet d'une discussion au cours de laquelle tous les membres du Conseil de la Société peuvent donner leur avis. Si le Conseil estime que l'intéressé conserve encore la possibilité de gagner un salaire, même léger, il l'indique dans ses conclusions. Puis l'ensemble des pièces est adressé à la Caisse Autonome; y sont joints l'extrait de la délibération, relatant l'avis émis par le Conseil sur l'admission éventuelle de l'assuré, et le cas échéant les observations des administrateurs.

Dès qu'ils sont en possession du dossier, les services de la Caisse Autonome s'assurent que le requérant remplit bien les conditions exigées par la loi, autres que celles relatives au pourcentage d'invalidité, puis ils font parvenir le dossier à l'un des médecins de contrôle de la Caisse. Celui-ci fait savoir si, à son avis, la maladie ou l'infirmité en cause entraînent bien ou non une incapacité de travail au moins égale aux deux tiers. Si les éléments d'information dont il dispose dans le dossier lui paraissent insuffisants, la Caisse Autonome fait procéder à un nouvel examen médical de l'assuré. A la suite de cette seconde visite, le médecin de la Caisse Autonome peut estimer que, contrairement aux conclusions de la Société de secours, l'incapacité de travail est de moins de deux tiers; l'intéressé en est alors avisé en même temps qu'il est invité à faire savoir s'il désire se soumettre à l'examen d'un troisième docteur, choisi d'accord entre le sien propre et celui désigné par la Caisse. Dans l'hypothèse inverse, c'est-à-dire si le médecin de la Caisse Autonome estime qu'il y

a en réalité une invalidité au moins égale aux deux tiers, contrairement à l'avis émis par la Société de secours, celle-ci est pareillement invitée à faire connaître si elle veut un nouvel examen du malade; le docteur arbitre est alors choisi par accord entre celui de la Caisse Autonome et celui de la Société. Dans tous les cas, le troisième praticien ainsi désigné est rétribué par la Caisse Autonome, à laquelle il fournit un rapport; c'est à lui que s'arrêtent les recours en matière médicale (1).

Le dossier est enfin communiqué au Conseil d'Administration de la Caisse Autonome, ou plutôt à la Commission des liquidations, qui accepte, ou refuse, en dernier ressort l'octroi de l'allocation mensuelle; le médecin de contrôle peut être invité à siéger, avec voix consultative. La décision prise est communiquée à la Société de secours, qui en avise l'intéressé.

Avant d'en achever avec la procédure d'admission, il reste à parler des formalités accompagnant obligatoirement l'attribution de la pension d'invalidité proprement dite. Dans les trois mois qui précèdent l'expiration du délai de cinq années réservé au service de l'allocation, l'assuré subit un nouvel examen médical, dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties qu'au moment de l'attribution de cette dernière. Si l'incapacité de travail apparaît alors comme étant au moins égale à 50 %, la liquidation de la pension est préparée par le Directeur de la Caisse, soumise à l'examen de la Commission des liquidations, enfin notifiée au titulaire par l'intermédiaire de sa Société de secours.

(1) En vue de déterminer avec précision la quotité d'invalidité à retenir, suivant les différentes sortes d'affections ou d'infirmités, le décret de 1924 avait prévu la création d'une commission spéciale, chargée d'établir un barème propre aux ouvriers des mines. En fait ce barème n'a jamais pu être établi. On s'est toujours contenté de l'appréciation des médecins, qui souvent ont tendance à utiliser les tables prévues en matière de pensions militaires; solution à la vérité assez éloignée du texte de la loi, les barèmes de la loi de 1919 ayant un caractère forfaitaire, lié à la notion de réparation d'un dommage, tout à fait étranger à la présente question.

5° *Retrait des prestations*

Si par suite d'une amélioration de son état de santé, l'assuré recouvre une capacité de travail de *plus de 50 %* (1), l'allocation mensuelle (ou la pension) cesse de lui être servie. En vue de permettre l'application de cette disposition, les bénéficiaires d'une prestation d'invalidité, doivent accepter à tout moment, et sous peine du retrait de cette prestation, de subir les visites médicales réclamées soit par la Caisse Autonome, soit par la Société de secours. En cas de refus, ou si l'examen de l'intéressé amène à constater que les conditions du maintien ne sont plus remplies, le service de l'allocation ou de la pension suivant les cas, est suspendu. Le retrait prend seulement date du jour de la décision définitive, qui est prise elle-même à la suite d'une procédure de vérification du pourcentage d'invalidité dont l'assuré demeure atteint, identique en tous points à celle exigée pour l'octroi des prestations.

B) RÉGIME DU DÉCRET DE COORDINATION DU 3 MAI 1939

Le régime prévu par le décret de coordination du 3 mai 1939 est réservé aux ouvriers ou employés des mines qui, postérieurement au 30 juin 1930, ont été soumis soit exclusivement au régime spécial de retraites des ouvriers mineurs, soit alternativement à ce régime et à celui des Assurances Sociales, et qui, au moment où ils sont atteints d'une incapacité de travail, ne remplissent pas toutes les conditions exigées par le Code des retraites minières pour l'attribution de prestations d'invalidité.

Ses dispositions essentielles sont les suivantes :

1° *Conditions d'attribution*

Pour avoir droit aux prestations qui sont indiquées ci-dessous, l'assuré doit obligatoirement (Art. 6 du décret du 3 mai 1939) :

(1) La loi de 1923 exigeait le retrait des prestations dès que l'invalidité recouvrait une capacité de travail de plus d'un tiers: le décret du 2 mai 1938 a remplacé cette règle, qui manquait d'élasticité, par celle sus-énoncée des 50 %.

- a) Comme on vient de le dire, ne pas remplir les conditions exigées par le Code (1);
- b) Etre âgé de moins de 60 ans;
- c) Avoir reçu 6 mois de soins;
- d) Demeurer atteint, à l'expiration de ce délai, ou en cas d'accident non régi par la loi sur les accidents du travail, après consolidation de la blessure, d'une affection ou d'une infirmité réduisant au moins des deux tiers sa capacité de travail;
- e) Compter au moins deux années d'affiliation et avoir versé 60 francs de précompte durant les deux années précédant le trimestre au cours duquel est survenu l'accident ou la maladie ayant entraîné l'invalidité.

2° Montant de la pension

Les règles pour le calcul de la pension diffèrent selon que l'ouvrier, déjà assuré au 1^{er} Juillet 1930, était âgé de moins de 30 ans ou de 30 ans et plus à cette date, ou, s'il est entré dans l'assurance après le 1^{er} Juillet 1930, selon qu'il y est entré avant ou après l'âge de 30 ans.

a) Ouvriers ou employés âgés de moins de 30 ans au 1^{er} Juillet 1930 ou à la date de leur entrée dans l'assurance

La pension est égale à 40 % du salaire annuel moyen déterminé comme il a été dit pour le calcul de la pension de vieillesse attribuée par application du décret de coordination (dispositions combinées des articles 6, § 2 du décret du 3 Mai 1939 et de l'article 10, § 5, premier alinéa, du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié).

Lorsqu'un assuré qui ne compte pas 30 années entières

(1) A titre exceptionnel, l'ouvrier ou l'employé qui, ayant effectué de dix ans à moins de quinze ans de services miniers ou assimilés, remplit les conditions fixées par la législation spéciale pour avoir droit à une pension d'invalidité, peut opter entre les deux régimes (art. 6 *bis* du décret du 3 mai 1939).

d'affiliation a eu des interruptions dans ses services, sa pension est diminuée d'un trentième par année d'interruption ou fractions réunies d'années équivalant au moins à une année entière d'interruption.

*b) Ouvriers ou employés âgés de 30 ans et plus
au 1^{er} juillet 1930 ou à la date de leur entrée
dans l'assurance*

La pension est calculée comme dans le cas précédent, mais elle est réduite non seulement d'un trentième par année d'interruption, mais encore d'un trentième par année ou fraction d'année comprise entre l'âge de 30 ans et celui atteint par l'assuré au 1^{er} juillet 1930 ou au moment de son entrée dans l'assurance (dispositions combinées de l'article 6, § 2 du décret du 3 mai 1939 et de l'article 10, § 5, deuxième alinéa du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié).

Cette règle est du reste tempérée par celle stipulant que la pension ne peut être inférieure:

à 4,000 fr. si l'assuré justifie de 6 ans au moins de versements ;

900 fr.	»	5 ans	»	»
800 fr.	»	4 ans	»	»
700 fr.	»	3 ans	»	»
600 fr.	»	2 ans	»	»

Seules entrent en compte pour le calcul de ces périodes, comme pour l'appréciation des 30 années dont il est question en *a)* ci-dessus, celles au cours desquelles l'assuré compte 240 journées de cotisations (entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936) ou 60 francs de retenues sur son salaire (depuis le 1^{er} janvier 1936).

A cet effet, les journées de travail et de cotisations inscrites à la Caisse Autonome au compte de ses assurés, pour les périodes postérieures au 30 juin 1930, sont assimilées aux journées de cotisations d'Assurances Sociales.

Dans les deux cas prévus en *a)* et *b)* la pension est

augmentée éventuellement, par application de la législation sur les Assurances Sociales :

- d'une allocation de 100 francs par an pour chaque enfant à la charge de l'assuré âgé de moins de 16 ans et non salarié;
- des prestations en nature de l'assurance-maladie (durant 5 ans au maximum) si le pensionné continue à participer aux frais médicaux et pharmaceutiques.

3° Charge et paiement des pensions

Lorsque l'intéressé a travaillé exclusivement à la mine, c'est le Fonds spécial de la Caisse Autonome qui prend à sa charge la pension, la Société de secours à laquelle l'assuré était affilié gardant cependant à son compte pendant les cinq premières années le solde, fixé au maximum à 104 francs par mois.

Si l'assuré a été affilié au régime spécial de retraites des ouvriers mineurs et au régime général des Assurances Sociales, la pension est, en principe (art. 6, § 3 du décret du 3 Mai 1939) à la charge des organismes d'assurance relevant du régime auquel l'assuré était soumis au début de la maladie ayant entraîné son invalidité. Cette règle souffre toutefois des exceptions dans les deux cas suivants (art. 6, §§ 4 et 5 du décret du 3 Mai 1939).

Si la maladie ayant entraîné l'invalidité débute avant l'expiration du huitième trimestre civil entier postérieur à la date de cessation d'affiliation à la Caisse Autonome, cette dernière continue de partager avec la Société de secours la charge de la pension.

Si, au contraire, la maladie débute avant la fin du huitième trimestre civil entier suivant la date à laquelle l'assuré a cessé d'être affilié aux Assurances Sociales, ce sont les organismes d'assurance de ce régime qui conservent la charge de la prestation.

Le paiement de la pension, lorsqu'il incombe à la Caisse Autonome, est assuré par la Société de secours pen-

dant les cinq premières années, comme pour l'allocation mensuelle d'invalidité, et après ces cinq années, comme pour une pension ordinaire par la Caisse elle-même (art. 6, § 8, du décret du 3 mai 1939).

4° Instruction des demandes de pension et contrôle des bénéficiaires

Cette instruction et ce contrôle sont opérés dans les mêmes conditions que pour les bénéficiaires des prestations d'invalidité du Code des retraites minières.

Le titulaire d'une pension temporaire d'invalidité doit se soumettre à tout contrôle demandé soit par la Société de secours, soit par la Caisse Autonome. Si l'assuré refuse de se soumettre à ce contrôle ou si l'examen qu'il est ainsi appelé à subir révèle qu'il a recouvré une capacité générale de travail d'au moins 50 %, le service de sa pension est suspendu à compter du jour où la notification lui en est faite. En cas de reprise de travail et si le gain réalisé permet de présumer que l'assuré n'est plus atteint d'une incapacité de travail au moins égale à 50 %, la prestation est suspendue dès le jour de cette reprise d'activité.

5° Situations particulières

Les assurés bénéficiaires d'une rente pour accident du travail ou d'une pension militaire qui, par suite d'une affection autre que celle pour laquelle ils sont déjà pensionnés, voient leur invalidité portée à plus de 66 %, ont droit à une pension d'invalidité égale à la différence existant entre celle, calculée pour ordre comme il a été dit précédemment, et le montant de la pension militaire ou de la rente d'accident (art. 6, § 9 du décret du 3 mai 1939).

Par ailleurs, lorsqu'il n'existe pas de Société de secours dans l'exploitation minière où travaille l'ouvrier, et lorsque celui-ci a dû être de ce fait affilié pour le risque maladie à une Caisse primaire d'assurances sociales, c'est la Caisse Autonome qui assure directement et intégralement le paiement de la prestation (art. 6, § 8, alinéa 3 du décret de coordination du 3 mai 1939).

On rappellera enfin que pendant la période durant laquelle un assuré bénéficie d'une pension d'invalidité à la charge de la Caisse Autonome, celle-ci doit inscrire à son compte d'assurance les cotisations fictives correspondant au salaire annuel moyen ayant servi de base à l'attribution de cette pension.

*6° Situation de l'assuré
bénéficiaire d'une pension d'invalidité lorsqu'il atteint
l'âge de la retraite-vieillesse*

La pension d'invalidité prend fin automatiquement à l'âge de 60 ans et est remplacée (art. 7, § 2 du décret du 3 mai 1939) par la pension de vieillesse à laquelle a droit l'assuré en raison tant des versements effectués pour son compte à la Caisse Autonome postérieurement au 30 juin 1930 et de ceux acquittés par ses employeurs successifs sous le régime général des Assurances sociales, que des cotisations versées en son lieu et place par les organismes d'Assurances sociales et de celles inscrites à son compte par la Caisse Autonome pendant les périodes durant lesquelles il a chômé ou perçu une pension d'invalidité.

A cet effet, la liquidation de la rente provenant des cotisations réelles ou fictives inscrites au compte de l'assuré à la Caisse Autonome après le 1^{er} juillet 1930, est ajournée à l'âge de 60 ans, celle provenant des versements opérés antérieurement à la date ci-dessus visée du 1^{er} juillet 1930 pouvant être réclamée par l'intéressé dès qu'il a atteint l'âge de 55 ans (art. 7, § 1^{er} du décret du 3 mai 1939).

Lorsque la pension de vieillesse ainsi déterminée est inférieure à la pension d'invalidité dont il avait bénéficié jusqu'à l'âge de 60 ans, les rentes inscrites aux comptes individuels d'assurance-vieillesse ouverts à la Caisse Autonome et dans les Caisses d'assurances sociales sont complétées, jusqu'à concurrence du montant de la prestation déjà servie par le Fonds spécial de la Caisse Autonome ou par le fonds de majoration de la Caisse générale de garantie, suivant que la pension d'invalidité était à la charge de l'un ou l'autre de ces organismes (art. 7, § 3 du décret du 3 mai 1939).

Si toutefois c'est la Caisse générale de garantie qui a la charge de la pension, les cotisations fictives inscrites au compte de l'intéressé pendant les périodes d'invalidité ou de chômage donnent lieu à attribution sur le Fonds spécial de la Caisse Autonome, d'une rente égale à celle qu'auraient produite lesdites cotisations capitalisées au taux du tarif de la Caisse Autonome en vigueur à la date d'entrée en jouissance de la pension de vieillesse (art. 8, § 2 du décret du 3 mai 1939).

Il en est de même lorsque, la pension étant à la charge de la Caisse Autonome, l'assuré n'a pas droit à un complément de pension, c'est-à-dire lorsque les rentes correspondant aux cotisations réelles et fictives inscrites à son compte d'assurance sont au total supérieures au montant de la pension d'invalidité dont il bénéficiait (même texte que ci-dessus).

SECTION III

LE RISQUE DECES

Trois sortes de prestations sont actuellement prévues en faveur des ayants-droit des ouvriers et employés des mines décédés : des allocations aux décès proprement dites, des prestations aux orphelins, et enfin des retraites de vieillesse aux veuves.

Allocations au décès

Le régime des allocations au décès est celui qui a subi, depuis son origine, les modifications les plus nombreuses. Instauré par la loi du 25 février 1914, il a commencé de fonctionner à partir du 1^{er} septembre 1914, dans des conditions sensiblement analogues à celles déjà prévues par la législation sur les retraites ouvrières et paysannes (loi du 5 avril 1910). Puis de 1914 à 1930, d'assez nombreux textes en ont augmenté la portée, l'étendant à de nouvelles catégories de bénéficiaires et relevant très sensiblement les taux fixés à l'origine. Enfin, à partir de 1930, comme

dans les autres domaines de l'assurance, des textes de coordination ont été adoptés, qui du reste ne semblent pas avoir été très adroitement conçus, et qui ont en réalité singulièrement compliqué cette matière, pourtant relativement simple; le décret du 2 mai 1938 modifiant l'article 46 du Code, puis celui du 3 mai 1939 fixant de nouvelles règles de coordination, ont heureusement atténué les différences existant entre les deux assurances, et substitué à l'organisation précédente un dispositif plus simple et plus pratique, dont on trouvera ci-dessous l'exposé.

*A. Assurés décédés en cours d'acquisition
de pension*

1° Conditions d'attribution

Ce sont d'une manière absolument générale celles spécifiées au paragraphe 3 de l'article 13 du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié: l'assuré doit avoir été immatriculé depuis un an au moins dans un organisme d'assurance et avoir subi sur son salaire une retenue égale au moins à 60 francs pendant les quatre derniers trimestres civils précédant, soit celui du décès s'il est subit, soit celui de la maladie ou de l'accident ayant entraîné la mort; le de cujus doit enfin avoir encore la qualité d'assuré à la date de son décès.

2° Charge de la prestation

Le paiement de la prestation, dont on va voir plus loin les bénéficiaires et le montant, est à la charge, soit de la Caisse Autonome, soit de la Caisse primaire d'assurances sociales, suivant que le mineur était en dernier lieu inscrit à l'un ou l'autre de ces deux organismes. Mais pour tenir compte des difficultés pouvant résulter de changements d'emploi répétés, la règle forfaitaire suivante a été établie (article 14, §§ 2 et 3 du décret du 3 mai 1939):

Lorsqu'un mineur cesse de relever de l'un des deux régimes et devient tributaire du second, la Caisse à laquelle il était précédemment affilié conserve cependant la charge de l'allocation au décès dont elle doit assurer le

paiement par application des lois qui la régissent, si l'assuré décède subitement avant l'expiration du quatrième trimestre civil entier suivant la date de cessation de son affiliation à ladite Caisse, ou s'il décède à la suite d'une maladie ou d'un accident survenus au plus tard au cours de ce trimestre. A cet effet, les retenues que l'intéressé a subies sur son salaire sous le régime général des assurances sociales, sont considérées comme ayant été versées sous celui du Code, afin de déterminer s'il justifie au regard de la Caisse Autonome des conditions exigées par celle-ci; réciproquement, chaque trimestre civil entier ou partiel d'affiliation à cette Caisse, avec une rémunération annuelle n'excédant pas le chiffre limite prévu en matière d'Assurances sociales, est supposé avoir donné lieu à la retenue qu'aurait subie l'intéressé sur son salaire sous le régime général, s'il y avait été affilié pour la totalité des risques.

3° *Bénéficiaires*

Ce sont:

- le conjoint survivant, non séparé de corps, ou à défaut:
- les descendants de moins de 16 ans;
- les descendants de plus de 16 ans, et s'il n'y a pas de descendants:
- les ascendants à la charge de l'assuré au jour de sa mort.

4° *Montant des prestations*

a) *Allocation payée par la Caisse Autonome* (Régime du Code, articles 46 et 47 nouveaux).

Son montant est de 1.600 francs, avec majoration de 215 francs par orphelin de moins de 16 ans. Elle est entièrement à la charge du Fonds spécial.

b) *Allocation payée par la Caisse Primaire* (Régime des Assurances sociales, article 13 du décret de 1935).

Elle est alors égale au cinquième du salaire correspon-

dant à la double contribution effectivement versée pendant les quatre derniers trimestres civils précédant soit celui du décès s'il est subit, soit celui de la maladie ou de l'accident à la suite duquel il est survenu. Elle est majorée de 100 francs par enfant de moins de 16 ans non salarié à la charge de l'assuré, qu'il soit légitime, naturel, recueilli, adoptif ou pupille de la nation (1).

B. Assurés décédés titulaires d'une pension

Le régime applicable est exclusivement celui du Code, aucune attribution de prestations au décès n'étant alors prévue en matière d'assurances sociales.

1° Bénéficiaires:

Ce sont les veuves ou à défaut les orphelins de moins de 16 ans, des ouvriers décédés:

- a) Bénéficiaires d'une allocation mensuelle d'invalidité, ou:
- b) Titulaires d'une allocation temporaire, ou:
- c) Titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité correspondant au moins à quinze années de travail à la mine.

2° Montant:

C'est celui déjà indiqué précédemment, à savoir : 1.600 francs, plus 215 francs par enfant de moins de 16 ans. Toutefois, pour les assurés visés au paragraphe c) ci-dessus, ayant effectué moins de trente ans de services miniers, le montant de la prestation est réduit à:

- 320 francs si l'intéressé a effectué de 15 à 20 ans de travail dans les mines.
- 535 francs si l'intéressé a effectué de 21 à 25 ans de travail dans les mines.
- 855 francs si l'intéressé a effectué de 26 à 29 ans de travail dans les mines.

(1) A condition que l'assuré en soit le tuteur.

Ces chiffres étant également majorés de 215 francs par enfant.

Prestations aux orphelins

Elles sont attribuées soit en application du Code des retraites minières, soit en application du décret de coordination.

A. Régime du Code (Article 45)

Il est plus favorable que celui du décret de coordination, mais les conditions d'attribution sont plus strictes.

1° Conditions d'attribution.

Elles concernent à la fois l'assuré décédé et l'orphelin lui-même :

L'assuré doit, au moment de son décès, ou bien être titulaire d'une pension ou d'une allocation mensuelle d'invalidité, ou d'une pension de vieillesse correspondant à quinze années au moins de travail dans les mines, ou bien s'il n'est pas pensionné, avoir été occupé dans une exploitation minière durant les trois années qui ont précédé sa mort, et avoir inscrites à son compte individuel d'assurance, pour cette période, 792 ou 705 journées de travail ou de repos pour blessures ou maladies, suivant la répartition hebdomadaire du travail.

L'orphelin doit d'autre part être un enfant légitime ou tout au moins reconnu de l'assuré ; il ne doit pas avoir dépassé l'âge de l'obligation scolaire, ni bénéficier déjà d'une rente servie par application soit des lois concernant les accidents du travail ou les maladies professionnelles, soit de la législation relative aux pensions des armées de terre et de mer : à moins que l'allocation minière soit d'un montant supérieur à celui de ladite rente ou pension, auquel cas il a droit à la différence.

2° Montant de la prestation.

Lorsque ces deux sortes de conditions sont remplies, il est accordé à chaque orphelin une allocation mensuelle,

dont le montant est actuellement fixé à 107 francs (214 si le bénéficiaire est à la fois orphelin de père et de mère). L'allocation est due depuis le premier jour du mois suivant celui du décès de l'assuré, jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel l'orphelin accomplit la dernière année lui donnant droit au service de la prestation. Payable par trimestres, cette allocation est entièrement à la charge du Fonds spécial.

B. Régime du Décret de coordination

Il se peut qu'un assuré ne puisse faire bénéficier ses orphelins des prestations ci-dessus visées, soit parce qu'il est mort avant de remplir les conditions indiquées, soit parce qu'il a quitté la mine pour aller travailler dans une exploitation non minière. Le décret de coordination a décidé que dans ces deux cas les intéressés pourraient néanmoins, sous certaines conditions, ouvrir à leurs enfants les droits prévus en matière d'assurances sociales.

1° Conditions d'attribution.

Ce sont exactement celles qui ont été définies à l'occasion de l'examen des allocations au décès (immatriculation depuis un an, retenue de 60 francs au moins durant les quatre derniers trimestres, assimilation des cotisations, etc., etc.), mais la qualité d'assuré au jour du décès n'est pas exigée.

2° Montant de la pension.

La pension, dite « pension temporaire », est accordée pour chaque enfant de moins de 14 ans, *au delà* du second, aux veuves d'assurés conservant à leur charge trois enfants vivants, légitimes, reconnus ou adoptifs, précédemment à la charge du de cujus; si les descendants sont à la fois orphelins de père et de mère, ils ont alors *tous* droit, depuis le premier inclus, au service de la pension, dont le montant est fixé à 240 francs par an.

Sont assimilés aux enfants de moins de 14 ans ceux de

moins de 16 ans pour lesquels il sera justifié qu'il a été passé un contrat écrit d'apprentissage, ou qu'ils poursuivent leurs études dans des établissements publics ou privés, ou qu'ils sont infirmes ou atteints d'une maladie incurable (sauf le cas où ils seraient hospitalisés aux frais de l'Etat, du département ou de la commune).

3° Charge de la pension.

La répartition entre la Caisse Autonome et les organismes d'assurances sociales se fait comme en matière d'allocations au décès (voir p. 220).

Pensions des veuves

Le principe de la réversibilité d'une partie des pensions attribuées ou près de l'être, aux mineurs mariés, sur la tête de leurs veuves, remonte extrêmement loin; il n'existe en fait aucun texte fondamental régissant cette matière; et la loi du 25 février 1914 n'a fait que reprendre une tradition déjà ancienne dont les textes plus récents ont encore poursuivi l'évolution. Contrairement à tous ceux qui ont été envisagés jusqu'ici, le régime de pensions des veuves d'ouvriers mineurs n'a été nullement affecté par l'instauration des assurances sociales, en 1930, et cette question sera la seule pour laquelle ne se posera aucun problème de coordination (1).

1° Conditions d'attribution.

Pour que la veuve d'un ouvrier ou employé des mines puisse prétendre à l'attribution d'une pension, les conditions suivantes doivent être remplies, dont la première concerne exclusivement le mari décédé, la seconde sa veuve, la troisième et la quatrième enfin, l'un et l'autre des deux conjoints:

- a) L'assuré doit avoir effectué à son décès 15 ans au moins de travail à la mine;

(1) En matière d'assurances sociales, la réversibilité n'est en effet réalisée qu'au prix d'une réduction de la prestation normalement servie à l'assuré; elle n'a donc pas le caractère automatique qu'on verra ci-dessous.

- b) La veuve ne doit pas être remariée;
- c) Il ne doit avoir été prononcé entre les intéressés ni séparation de corps ni divorce aux torts exclusifs de la femme;
- d) Le mariage doit être de trois ans au moins antérieur à l'époque où le mineur a cessé d'effectuer des versements à son compte individuel d'assurance (soit à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, soit à la Caisse Autonome).

De ces quatre conditions, la dernière est celle présentant le plus d'intérêt doctrinal et pratique, et il convient de faire à son sujet quelques observations. Tout d'abord, la prise en compte de la date limite *des versements* au compte d'assurance ne remonte qu'à la loi du 24 décembre 1923. Jusque là, en effet, c'était seulement *l'arrêt du travail* qui marquait la limite des trois années auxquelles on fait allusion, et la femme qui épousait un pensionné, pouvait fort bien prétendre à la pension de veuve si son mari continuait de travailler à la mine encore trois années. La loi de 1923 a toutefois admis les deux correctifs suivants. Premièrement, elle a décidé que la date de cessation du travail continuerait d'être retenue, dans le cas des ouvriers demeurés affiliés à une Caisse patronale ou de liquidation, et n'ayant de ce fait aucun compte ouvert à la Caisse Autonome. Secondement, elle n'a été dotée d'aucun effet rétroactif: toutes les femmes qui, à la date de sa promulgation, avaient déjà acquis par trois années de mariage antérieures à la cessation du travail de leur mari des droits à réversibilité, en ont conservé le bénéfice, même lorsque l'assuré est mort ensuite, ne remplissant plus les conditions nouvelles exigées par la loi de 1923. Enfin, le Code n'exige aucune condition de durée du mariage, pour l'octroi de la pension, d'une part s'il existe un enfant né des conjoints au moment de l'arrêt du travail (1),

(1) Mais il n'en reste pas moins que pour donner droit à réversibilité, le mariage doit être antérieur à la date de cessation du travail, alors même qu'un enfant en serait né au moment de la liquidation de la pension: par exemple, un mineur ayant cessé ses versements au Fonds d'assurance en 1924, remarié en 1925, et ayant un enfant légitimé né en 1923, ne pourrait espérer faire bénéficier sa femme de la pension de réversibilité.

d'autre part si ce dernier a été provoqué par un accident du travail (dans cette deuxième hypothèse, il suffit que le mariage soit antérieur à l'accident).

2° *Entrée en jouissance.*

Elle est obligatoirement reportée à 50 ans (1) (ou plus exactement au premier jour du mois suivant celui au cours duquel le bénéficiaire atteint cet âge), que le conjoint ait ou n'ait pas été pensionné, au moment de sa mort. Si la veuve a plus de 50 ans, au moment où s'ouvre son droit, la date d'entrée en jouissance est fixée au premier jour du mois suivant celui de la mort du mari lorsque celui-ci n'était pas encore pensionné, au lendemain du décès dans l'hypothèse inverse.

3° *Montant de la pension.*

Il est égal à la moitié de la pension de vieillesse à laquelle peuvent prétendre les ouvriers ayant effectué le même temps de travail à la mine que le mari décédé (1). Autrement dit, si le mineur est mort bénéficiaire d'une retraite de vieillesse, la veuve en touchera la moitié; s'il est au contraire mort recevant une allocation temporaire ou une prestation d'invalidité, ou bien étant seulement en cours d'acquisition de pension, sa veuve recueillera la moitié de la retraite à laquelle aurait pu prétendre le de cujus, si l'on avait procédé à la liquidation de ses droits au moment où s'ouvrent ceux de sa veuve.

4° *Remariage des veuves.*

Cette question soulève un certain nombre de difficultés: il convient, pour en faciliter l'exposé, de distinguer suivant qu'au moment où elle se remarie, la veuve du mineur décédé touchait déjà sa pension de vieillesse, ou bien au contraire, n'avait pu encore en obtenir la liquidation.

(1) Réserve faite des exceptions indiquées ci-dessous, au paragraphe 4° (Remariage des veuves).

a) *La veuve se remarie déjà pensionnée*

La retraite cesse alors d'être due dès le remariage, mais la bénéficiaire reçoit en compensation un versement forfaitaire global correspondant à trois annuités de la majoration supprimée. Si par la suite, le nouveau mari vient à mourir à son tour, le service de l'ancienne pension est repris (1), mais sur la même base qu'auparavant, et sans que l'on procède à révision du fait des services effectués par le second mari (alors même que celui-ci aurait droit à une retraite très supérieure à celle du précédent). Reste enfin l'hypothèse où le second mariage est rompu non par la mort, mais par le divorce; il faut alors faire une distinction suivant que ce dernier n'a pas été ou bien a été prononcé aux torts exclusifs de la veuve. Dans le premier cas, le résultat est le même que s'il y avait eu décès; dans le second, l'intéressée doit attendre pour toucher à nouveau sa retraite ancienne, le décès de son second mari.

b) *La veuve se remarie avant d'être pensionnée*

La pension est déterminée en tenant compte exclusivement des services effectués par les différents maris, pendant la période de temps durant laquelle la veuve a été unie à chacun d'eux; et elle n'est, bien entendu, attribuée que si les services ainsi calculés atteignent le minimum de quinze années.

La justification de non séparation de corps et de non divorce aux torts exclusifs de la femme s'apprécie au regard de chacun des maris; seuls entrant en compte les services de celui ou de ceux vis-à-vis desquels cette condition est remplie. Par contre, la condition des trois années de mariage à la cessation du travail n'est pas exigée au regard de chacun des conjoints; elle est considérée comme satisfaite « de facto » puisque la pension n'est attribuée

(1) Si ce décès survient moins de trois ans après la suspension, le service de la pension n'est alors repris qu'à l'expiration de ce délai, pour éviter un cumul tout à fait injustifié de la nouvelle série d'arrérages et de l'indemnité forfaitaire de trois annuités, payée à l'intéressée lors de son remariage.

que si la durée des services pendant les périodes de mariage atteint au moins quinze ans.

A noter enfin que la retraite n'est accordée qu'après le décès de tous les maris; une femme divorcée ne peut obtenir une pension que lorsque le conjoint dont elle s'est séparée est décédé.

Cumuls de pensions.

Comme pour les assurés eux-mêmes, les pensions dont les veuves peuvent être bénéficiaires entrent en compte dans le montant de leur retraite: exception faite cependant pour celles du Titre IV, dont on a déjà vu (p. 149), qu'elles n'étaient retenues que jusqu'à concurrence de 365 francs. Les retraites des veuves ne peuvent par ailleurs être cumulées avec une pension personnelle acquise sous le régime des retraites minières, que dans les limites du chiffre de la pension prévue pour trente années de service ou de celle dont bénéficiaient leurs maris lorsque ceux-ci comptaient plus de trente ans de travail minier.

SECTION IV

LE RISQUE CHOMAGE

Le décret de coordination du 3 mai 1939 a pour la première fois en matière de retraites minières, institué une assurance contre le risque chômage. La portée en est assez limitée puisqu'elle ne garantit les intéressés, comme d'ailleurs en matière d'assurances sociales, que pendant une durée de six mois au cours d'une même année civile et que, d'autre part, cette garantie ne permet d'obtenir que les prestations prévues par le décret de coordination du 3 mai 1939 ou par la législation générale sur les assurances sociales: les périodes pendant lesquelles les ouvriers mineurs bénéficient de l'assurance chômage ne pouvant pas être prises en considération pour l'attribution des prestations du Code des retraites minières. Enfin le décret n'est applicable qu'aux seuls ouvriers dont le salaire ne dépasse pas la limite fixée par la législation générale.

Le mécanisme en a été exactement calqué sur celui des assurances sociales. Il est fixé par les articles 17 et 18 du décret de coordination dont on donnera ci-après le résumé.

L'ouvrier ou l'employé des mines ou assimilé, de nationalité française, qui se trouvant en état de chômage involontaire par manque de travail s'est fait inscrire à un Office public de placement, a droit, lorsqu'il remplit les conditions de versements prévues à la législation générale des Assurances sociales, c'est-à-dire lorsqu'il a subi une retenue au moins égale à 60 francs durant les quatre trimestres civils précédant celui au cours duquel il a commencé à chômer, à l'inscription à son compte individuel d'assurance-vieillesse de la Caisse Autonome, d'une cotisation fictive de 30 francs (sans que ce versement puisse être effectué pour plus de deux trimestres consécutifs au cours d'une même année civile). Cette inscription n'a lieu que pour chaque trimestre civil comportant au moins cinquante jours de chômage, constatés au moyen d'une attestation délivrée par l'Office de placement.

On a vu que ces cotisations fictives sont susceptibles de donner lieu à l'attribution d'une rente réelle au profit de l'intéressé, par exemple lorsqu'il atteint l'âge de la retraite vieillesse. Lorsque l'assuré change de régime, c'est-à-dire passe à celui des Assurances sociales, ce sont les organismes de ce dernier qui prennent immédiatement la charge de l'assurance chômage et qui doivent faire verser au compte particulier dont le mineur est titulaire, par application de la législation générale, la cotisation forfaitaire et trimestrielle de trente francs; à la différence de ce qui se passe lorsque l'ouvrier relève du régime de retraites minières, le versement de cette cotisation est effectif, les sommes nécessaires étant prélevées sur le fonds alimenté par les cotisations d'assurances sociales, visé à l'article 2, § 12 du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié.

SECTION V

ALLOCATION DE CHAUFFAGE

Jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, et en vertu d'une très vieille coutume, les compagnies houillères ont toujours assuré le chauffage gratuit à leurs salariés, et même, dans la plupart des cas, à leurs anciens salariés. Mais à la suite du vote de la loi de 1894, et plus encore après 1914, certaines d'entre elles se sont crues libérées de cette seconde obligation, du fait de l'organisation d'une assurance-vieillesse, et ont cessé les livraisons de combustibles au personnel retraité. La perte matérielle en résultant pour les vieux mineurs, et plus encore peut-être l'effet moral de cette suppression, ont été assez fortement ressentis pour qu'à plusieurs reprises la question du rétablissement des allocations de chauffage ait été fortement agitée, à l'occasion de congrès notamment. Mais le Parlement ne semble pas avoir prêté grande attention à ces revendications. Demeurées sans effet durant de longues années, elles n'ont abouti à un résultat qu'en 1932: et encore la loi du 8 juillet ne constitue-t-elle qu'une sorte d'« acceptation de principe », où le législateur, dans un article unique, confie au Conseil d'administration de la Caisse Autonome le soin de fixer les détails d'application de l'organisation ainsi autorisée. En fait, toute la réglementation relative aux allocations de chauffage a été établie par la Direction de la Caisse Autonome dont le projet, accepté dès le 20 septembre 1932 par le Conseil, puis sensiblement modifié au mois de février 1938, reste à la base du régime actuel.

L'allocation de chauffage est réservée: 1° aux ouvriers et employés des mines de charbon (1) ou des établissements industriels annexes de ces mines ayant fait l'objet d'un arrêté d'assimilation, en vertu de l'article 6 du Code;

(1) Il convient à cet égard d'attirer l'attention sur le fait que la loi de 1932 n'établit aucune distinction entre les ouvriers des mines de charbon et les autres; mais l'exclusion de ces derniers allait de soi; elle ressort assez nettement des discussions qui ont précédé le vote du Parlement.

2° aux délégués et suppléants exerçant leurs fonctions dans les mêmes mines; 3° aux employés rétribués des sociétés de secours et aux administrateurs de syndicats ou d'unions de syndicats formés entre ouvriers et employés des mêmes exploitations.

Ont droit à l'allocation de chauffage, à l'intérieur du cadre ainsi défini:

1° Les bénéficiaires de l'allocation temporaire ou d'une pension de vieillesse, ayant au moins quinze ans de service dans les mines de charbon;

2° Les titulaires d'une pension ou d'une allocation mensuelle d'invalidité, ainsi que les bénéficiaires d'une pension temporaire d'invalidité servie par application du décret de coordination, qui ont accompli dix ans au moins de services miniers dont cinq au moins dans les mines de charbon;

3° Les titulaires d'une pension de veuve dont le mari comptait quinze années au moins de services dans les mines de charbon.

L'allocation de chauffage, dont le montant est déterminé chaque année au mois de mai par le Conseil d'administration, correspond à la période allant du 1^{er} septembre d'une année au 31 août de la suivante. Elle est due aux bénéficiaires désignés dans les paragraphes précédents dont le droit à pension ou allocation est né au plus tard le 1^{er} mars de la deuxième année inscrite sur le coupon visé ci-dessous, et qui ont cessé le travail à la mine avant cette date. Les assurés dont le droit à pension ou allocation est né entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juin inclus, et qui ont cessé le travail à la mine au plus tard le 31 mai, et ceux qui pensionnés dès avant le 1^{er} mars n'ont cependant cessé le travail qu'entre ce moment et le 1^{er} juin, ont droit à une demi-allocation de charbon.

Les mineurs retraités peuvent percevoir leur allocation dès le 1^{er} septembre, sur présentation de leur livret de pension, et contre remise d'un coupon détaché d'un carnet spécial reproduisant les indications essentielles du livret. Cette perception s'effectue soit en nature, auprès

d'une exploitation minière (qui retourne tous les trois mois à la Caisse Autonome, en vue d'en obtenir le remboursement, les coupons utilisés), soit en espèces à la Caisse d'un comptable du Trésor (dans ce cas, le coupon est présenté obligatoirement au moment où l'intéressé réclame le paiement d'un trimestre d'arrérages). Les bénéficiaires d'une allocation mensuelle d'invalidité, n'ayant pas de livret de pension, disposent d'un titre spécial, qui leur est délivré par la Caisse Autonome. Enfin, les coupons sont valables seulement jusqu'au 31 décembre de la deuxième année inscrite sur leur recto: ils ne peuvent par ailleurs en aucun cas, être réalisés par les héritiers du titulaire.

Il y a lieu d'indiquer en terminant que les dépenses résultant de l'attribution des allocations de chauffage sont assurées par un « Fonds spécial du charbon », alimenté par un prélèvement supplémentaire de 0,15 % du salaire payé aux ouvriers des mines de charbon, et par une contribution égale de leurs employeurs. Les sommes correspondantes sont versées à la Caisse Autonome dans les mêmes conditions et au même moment que les cotisations prévues par les articles 12 et 13 du Code, ou assimilées (délégués, administrateurs, etc.).

APPENDICE

LIQUIDATION ET PAIEMENT DES PENSIONS

1° *Liquidation.*

Toute demande de liquidation de pension doit être accompagnée des pièces destinées à établir que sont bien remplies les conditions précédemment indiquées pour l'octroi des différentes sortes de pensions (1), et en toute hypothèse :

- d'un certificat de vie du requérant (2) ;
- de son bulletin de naissance (2) ;
- des pièces justificatives des services miniers accomplis durant sa vie, ou durant la période de référence.

Une fois parvenu à la Caisse Autonome, le dossier est remis au service des comptes, qui le complète éventuellement par l'adjonction du livret d'assurance, et le transmet ensuite au service de liquidation. Celui-ci procède alors à une étude approfondie de la situation de l'assuré, portant notamment sur :

La régularité des versements effectués au titre des lois des 29 juin 1894 et 25 février 1914, en vue, le cas échéant, de la poursuite des régularisations nécessaires si lesdites lois n'ont pas été correctement appliquées ;

La position de l'assuré au regard des lois relatives aux dispenses de versements ;

Les états de versements à demander aux compagnies pour l'année en cours ;

Les enquêtes à effectuer sur les services qui ne peuvent être justifiés par des certificats patronaux.

(1) Par exemple, pour les pensions de veuves, extrait de l'acte de mariage et certificat de non-séparation de corps et de non-divorce.

(2) Ces différentes pièces sont délivrées gratuitement et exemptées de timbre et d'enregistrement.

Si toutes les conditions exigées sont bien remplies, il est alors procédé à la liquidation.

Celle-ci effectuée, le titulaire reçoit un livret de pension, établi pour une période de cinq ans, comportant un coupon pour les rappels d'arrérages et vingt coupons trimestriels. En tête du livret est insérée une première page constituant extrait d'inscription, sur laquelle sont portés le nom du titulaire, ses prénoms, qualité, date et lieu de naissance, ainsi que tous les éléments constitutifs de la pension payable par la Caisse Autonome; une photographie authentifiée par le Maire y est en outre apposée.

Le livret de pension est remis au titulaire par l'intermédiaire du maire de sa résidence, sur justification de son identité. A cette occasion le maire dresse un procès-verbal de remise, qui figure au verso de la couverture du livret, et dans lequel il doit notamment indiquer le comptable du Trésor près duquel l'assuré désire toucher les arrérages de sa pension.

Enfin, toujours au même moment, le titulaire signe une fiche établie par la Caisse Autonome, comportant au recto l'indication des données déjà précisées sur la feuille de tête du livret, plus l'indication du montant des rappels d'arrérages, et au verso des cases qui seront ultérieurement estampillées par le comptable payeur. Lorsque l'intéressé ne sait ou ne peut signer, mention doit en être également portée sur la fiche. Celle-ci est ensuite transmise par le maire au Trésorier payeur général, qui la fait parvenir au comptable assignataire après y avoir puisé les renseignements relatifs au pensionné (N° de la pension, nom et prénoms, bureau du comptable).

En cas de perte de son livret, le pensionné doit aussitôt en aviser le comptable assignataire et lui rapporter ensuite une déclaration de perte ou de vol établie sur modèle spécial dressé par la Caisse Autonome. Le remplacement ne doit être effectué que sur production d'un certificat de vie; le duplicata est délivré pour le trimestre d'échéance suivant celui dans lequel la demande de renouvellement a été formulée (art. 38 du décret du 13 juillet 1914).

2° *Païement.*

Jusqu'en 1922, le paiement des pensions se faisait trimestriellement, sur production de l'extrait d'inscription et d'un certificat de vie. Les comptables du Trésor payaient les dépenses concernant la Caisse Autonome sur le vu de la mention: « Vu, Bon à payer » du Trésorier de ladite Caisse. Ils n'étaient responsables que de la validité de la quittance de la partie prenante, et il leur appartenait, à cet égard, de se faire présenter par celle-ci, toutes pièces justificatives d'identité qui leur semblaient opportunes. Ils payaient cependant par exception, sans visa, les pensions aux échéances réglementaires, sur présentation des titres et certificats de vie, et en conformité avec les états d'arrérages qui leur avaient été transmis par le Trésorier. Les percepteurs payaient ces sommes, après apposition sur le certificat de vie du « Vu, Bon à payer » du Receveur des Finances.

Le décret du 15 mars 1922 a apporté de sérieuses modifications à cet état de chose, en substituant le livret de pension à l'extrait d'inscription. Dès lors les paiements se sont bien faits, comme auparavant, par quarts et à terme échu, les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre, mais sur simple présentation du livret au comptable détenant la fiche particulière ou au trésorier de la Caisse Autonome. Si le livret comporte une photographie, le paiement est effectué contre remise du coupon correspondant au trimestre écoulé, après que l'ayant-droit l'a revêtu de son acquit. Dans le cas contraire (alors même que le paiement serait réclamé par le titulaire), ou bien si le pensionné est devenu incapable de signer (alors même que le livret comporterait sa photographie), ou bien enfin si le livret est présenté par un tiers, il est nécessaire de produire en outre un certificat de vie, un seul suffisant du reste, quel que soit le nombre de trimestres écoulés depuis le dernier paiement d'arrérages. Le comptable imprime son cachet, tant sur la souche du livret qu'au verso de la fiche mobile; la date de l'opération est également portée sur ces deux pièces. Les pensionnés retirés à l'étranger peuvent, soit choisir un mandataire résidant en France (la

procuration doit être visée par le Consulat de France, et adressée à la Caisse Autonome) soit demander le paiement de leur pension par mandats internationaux. Ils doivent dans les deux cas faire parvenir chaque trimestre un certificat de vie et une déclaration de « non travail » à la mine, soit par l'intermédiaire de leur mandataire, soit directement à la Caisse Autonome.

Les pièces justificatives des paiements d'arrérages sont ensuite transmises au trésorier de la Caisse Autonome (il doit en accuser réception) par les comptables du Trésor qui se couvrent immédiatement du montant des pensions versées aux ouvriers mineurs, par le débit du compte de la Caisse des Dépôts et Consignations; celle-ci débite à son tour du montant correspondant le compte ouvert dans ses écritures à la Caisse Autonome.

Afin de permettre la répartition entre les différents organismes de retraites des charges leur incombant, le trésorier, aussitôt après réception des pièces de dépenses, informe par lettre la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse des paiements effectués pour son compte. Il lui transmet ensuite, après vérification, les pièces correspondantes.

Les quittances non admises par le trésorier pour irrégularité dans les paiements sont rejetées et retournées aux comptables pour régularisation; en même temps la Caisse des Dépôts et Consignations est invitée à créditer le compte de la Caisse Autonome du montant de la quittance rejetée.

Une dernière question est celle de savoir jusqu'à quelle date doit être effectué le paiement des prestations servies à titre viager. Avant 1926, on s'arrêtait à la date d'échéance trimestrielle précédant le décès: il en résultait que les héritiers perdaient le bénéfice d'arrérages pouvant atteindre presque le quart de la pension tout entière. L'article 5 de la loi du 11 juillet 1925 a décidé, fort justement semble-t-il, qu'à dater du 1^{er} janvier 1926, les tarifs servant de base au calcul des rentes viagères servies par la Caisse Autonome comporteraient des prorata au décès, et que par ailleurs, les allocations et majorations du Fonds spécial

donneraient lieu à la mort des titulaires, au versement des arrérages courus depuis le premier jour du trimestre en cours.

Le paiement de ces prorata est du reste soumis à des règles un peu différentes, suivant que le pensionné était ou non marié. Dans le premier cas, l'époux survivant adresse au Trésorier Payeur général du département où la pension était servie, une demande de paiement des prorata accompagnée des pièces suivantes :

- Livret de pension;
- Extrait de l'acte de décès;
- Extrait de l'acte de mariage;
- Certificat de non séparation de corps ou de non divorce.

Le paiement n'est effectué entre les mains du conjoint que s'il n'y a pas opposition des cohéritiers.

Dans le second cas les héritiers doivent joindre à leur demande :

- Extrait de l'acte de décès;
 - Livret de pension;
 - Certificat de propriété délivré par un notaire ou un juge de paix, l'intervention du premier étant toutefois obligatoire s'il y a inventaire, ou partage par acte notarié ou encore transmission gratuite. Si le montant des sommes dues est inférieur à 1.500 francs, le certificat de propriété peut être remplacé par un certificat d'hérédité, dressé par le Maire sur déclaration de deux témoins.
-

CHAPITRE XII

LES ETRANGERS

De 1920 à 1930, la France a traversé une crise de main-d'œuvre extrêmement sévère. Privé de quelque deux millions d'hommes, tués ou blessés au cours de la guerre 1914-1918, le pays s'est en effet heurté à une désaffection croissante des populations minières pour les travaux du sous-sol, à un moment où la reconstitution des régions dévastées, puis bientôt une ère d'exceptionnelle prospérité, exigeaient un accroissement considérable du rythme de l'extraction. Force a donc été de recourir largement aux ouvriers étrangers, et de puiser dans les populations pléthoriques des pays voisins, la main-d'œuvre dont l'économie française avait le plus impérieux besoin. Belges, Italiens, Espagnols et surtout Polonais se sont embauchés en grand nombre, drainés vers les Bassins du Nord et de l'Est, par une véritable organisation internationale, soutenue par le Gouvernement.

Certes la France employait, dès avant la guerre, un personnel étranger important, rendu indispensable à la fois par l'essor industriel tardif du pays, et par l'insuffisance de sa population. Et cette considération suffit à expliquer la présence en bonne place, dans la législation minière de 1914, de dispositions spéciales aux travailleurs non français. Mais le mouvement démographique enregistré à partir de 1920, l'un des plus considérables de l'époque contemporaine, a posé des problèmes entièrement nouveaux : d'autant que les puissances auxquelles on a dû faire appel ont su fort adroitement exploiter, au profit de leurs ressortissants, la situation difficile où s'est trouvé à ce moment le marché français de la main-d'œuvre.

Jusqu'à 1930, les ouvriers étrangers travaillant en France dans les mines françaises, avaient été soumis exclusivement aux dispositions de l'article premier, paragraphe 3 de la loi du 25 février 1914, devenue depuis lors l'article 8 du Code. A partir de l'instauration des Assuran-

ces sociales, et de la mise en vigueur des décrets de coordination, ils ont bénéficié en outre des dispositions nouvelles actuellement précisées dans l'article 19 du décret du 3 mai 1939; la juxtaposition de ces deux textes a abouti aux régimes suivants:

A) Régime du Code des retraites minières.

En principe, et d'après l'article 8 du Code, les mineurs étrangers « ne peuvent bénéficier des majorations et allocations de la Caisse Autonome que si les traités avec leur pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents ».

« A contrario », il résulte de ce texte qu'en l'absence de traité, les intéressés n'ont droit qu'à une retraite vieillisse limitée exclusivement à la rente provenant des versements capitalisés à leur compte d'assurance.

On a vu précédemment combien cette rente était encore faible pour les assurés atteignant, à l'heure actuelle, l'âge de la retraite: les avantages retirés par les assurés étrangers de leur affiliation à la Caisse Autonome sont donc dans ces conditions extrêmement modestes. Quant à leurs veuves, elles ne bénéficient, en l'absence d'un traité de réciprocité, d'aucune prestation puisque n'ayant pas de compte ouvert au fonds d'assurance; tout au plus peuvent-elles prétendre, lorsque le mari a travaillé à la mine avant le 1^{er} septembre 1914 sous le régime de la loi du 29 juin 1894, à la rente provenant des versements capitalisés à leur nom au titre de cette loi.

Aussi, bien avant la mise en application de la législation générale sur les Assurances sociales (1), les pays dans lesquels a été recrutée la main-d'œuvre étrangère la plus abondante ont-ils demandé que les avantages essentiels consentis aux ouvriers mineurs français soient également

(1) On verra plus loin combien cette législation et partant le décret de coordination du 3 mai 1939 se sont montrés plus généreux à l'égard des assurés étrangers, même en l'absence de toute convention de réciprocité.

réservés à leurs nationaux: ils ont aussi été amenés à conclure avec la France des traités de réciprocité dont on trouvera ci-après l'analyse sommaire (1).

Ces traités peuvent être classés dans deux catégories assez distinctes:

1° Ceux qui étendent purement et simplement le bénéfice de la législation française dans son ensemble aux assurés étrangers, pour les services accomplis en France;

2° Ceux qui, en sus, prévoient le cumul des services effectués dans les mines des deux pays pour l'attribution de prestations à la charge de chacun d'eux.

Dans la première catégorie se rangent le traité de travail du 30 septembre 1919 entre la France et l'Italie, la Convention du 14 octobre 1920 entre la France et la Pologne, et la Convention relative au Statut international des réfugiés signée à Genève le 28 octobre 1933.

Dans la seconde catégorie se trouvent la Convention du 14 février 1921 entre la France et la Belgique, remplacée par celle du 21 mai 1927, la Convention du 21 décembre 1929 entre la France et la Pologne remplaçant celle du 14 octobre 1920 précitée, la Convention du 2 novembre 1932 entre la France et l'Espagne et l'accord franco-allemand relatif aux Assurances sociales en Sarre, signé à Naples le 18 février 1935. On aura aussi à dire quelques mots de la Convention franco-sarroise du 27 mai 1926, à portée beaucoup plus limitée que les autres.

Enfin on signalera les deux conventions passées avec

(1) La situation résultant actuellement de l'occupation par l'Allemagne, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Belgique, des Pays-Bas et même d'une partie de la France, soulève naturellement en matière de retraites minières, des problèmes entièrement nouveaux. Outre que dans tous ces pays, le fonctionnement des divers régimes d'assurance se trouve singulièrement bouleversé, les difficultés de transferts financiers ont rendu très délicate l'application des Conventions internationales existantes. Aussi faut-il s'attendre à ce que celles-ci subissent certaines modifications, dès que la situation générale aura pu se clarifier un peu. Il a paru cependant indispensable d'en retracer ci-après les grandes lignes, car les changements envisagés risquent de ne se produire que dans un certain temps: d'autre part, les principes sur lesquels elles reposent, solidement étayés par une expérience de vingt années, ont les plus grandes chances de survivre à la présente crise.

l'Allemagne et l'Italie en 1932, mais qui ne sont pas appliquées faute d'avoir été ratifiées par tous les pays contractants.

I. Conventions prévoyant l'assimilation des assurés étrangers aux français, pour les services accomplis en France.

*Traité de travail du 30 septembre 1919
entre la France et l'Italie*

Cette Convention a un caractère très général. Elle règle non seulement la situation des ouvriers mineurs, mais également celle des salariés ordinaires.

Enfin elle vise tout un ensemble de questions touchant les conditions générales de travail.

En ce qui concerne les retraités, les articles fondamentaux sont les articles 7 et 8.

L'article 7 de ladite Convention s'exprime comme suit:

« Le régime des retraites ouvrières et paysannes (y
« compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs en
« vigueur dans chacun des deux pays) doit être appliqué
« aux ressortissants de l'autre, sans exclusion ou réduction des droits accordés aux ressortissants du pays, réserve faite de ce qui est prévu ci-après touchant le mode
« de calcul et de paiement des bonifications et allocations
« à la charge de l'Etat.

« Les avantages prévus au présent article sont acquis
« aux assurés qui demanderont et obtiendront leur retraite
« après la date d'entrée en vigueur du présent traité. Ils
« seront acquis aux veuves et aux orphelins dont les droits
« naîtront après ladite date. »

D'autre part l'article 8 est ainsi conçu:

« L'égalité de traitement déjà réalisée en matière de
« réparation d'accidents du travail est confirmée par le
« présent traité et s'applique au développement éventuel
« de la législation.

« Les mêmes principes se traduiront, dans les conditions qui seront précisées par les arrangements spéciaux,

« à toutes les lois d'assurances sociales contre les divers
« risques tels que ceux de maladie, invalidité, chômage, qui
« pourraient être ultérieurement établis. »

Il résulte pratiquement de ces textes que les ouvriers italiens travaillant en France, et leurs veuves, bénéficient intégralement des mêmes avantages que les Français lorsqu'ils réunissent les conditions prévues par la législation française.

Ces avantages ne leur sont acquis, en principe, que si les droits correspondants sont nés postérieurement au 17 mai 1921, date de mise en application de la Convention. Une certaine rétroactivité a cependant été prévue en faveur des assurés et des veuves d'assurés dont les droits sont antérieurs à cette date (arrangement du 22 mai 1924 intervenu pour l'exécution du traité du 30 septembre 1919). L'article premier de cet arrangement stipule en effet qu'à titre transitoire et exceptionnel, les ouvriers mineurs des deux pays ayant, lors de la mise en vigueur du traité (c'est-à-dire le 17 mai 1921), leur résidence dans le pays où ils auront cessé le travail à la mine, pourront, en justifiant des conditions d'âge et de durée de services prévues par la législation de ce pays, bénéficier des mêmes avantages que les assurés dont les droits sont nés postérieurement au 17 mai 1921; (les ayants-droit des intéressés pouvant également invoquer le bénéfice de la rétroactivité). C'est du reste tout ce qu'il y a lieu de retenir de cet arrangement qui se contente par ailleurs de régler des questions de procédure dans le détail desquelles il n'y a pas lieu d'entrer.

*Convention du 14 octobre 1920
entre la France et la Pologne*

Cette Convention est calquée exactement sur la précédente. Son article premier reproduit en effet l'article 7 du traité franco-italien, et son article 2, l'article 8 du même traité. On se bornera donc à signaler:

- a) qu'aucun arrangement n'est intervenu pour donner une rétroactivité, même limitée, à ses dispositions;
- b) que cette Convention a été remplacée en ce qui

concerne les ouvriers et les employés des mines par celle du 21 décembre 1929, toujours en vigueur. (La Convention de 1920 restant toutefois applicable aux salariés ordinaires.)

*Convention relative au Statut international des réfugiés
signée à Genève le 28 octobre 1933*

Elle concerne les réfugiés russes, arméniens, turcs, assyriens, assyro-chaldéens et assimilés, auxquels elle assure, en ce qui touche les lois d'assurances sociales en vigueur en France, y compris donc la législation spéciale de retraites des ouvriers mineurs, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger. (C'est celui de la Convention franco-espagnole dont les grandes lignes seront exposées ci-après.)

Cette Convention de Genève permet aux réfugiés sus-visés qui ont été soumis en France au régime spécial de retraites des ouvriers mineurs et à leurs ayants-droit, lorsque les uns et les autres réunissent les conditions requises pour prétendre aux prestations servies par la Caisse Autonome, postérieurement au 1^{er} janvier 1934, de bénéficier des mêmes avantages que les Français.

**II. Conventions prévoyant à la fois l'assimilation des assurés
étrangers, et le cumul des services accomplis
dans les deux pays.**

*Convention du 21 mai 1927
entre la France et la Belgique*

Cette Convention a remplacé, à partir du 1^{er} juillet 1930, date à laquelle elle a été mise en vigueur, celle du 14 mai 1921 qu'elle a abrogée. Elle ne diffère d'ailleurs pas sensiblement de celle-ci, tout au moins dans les grandes lignes, n'ayant été conclue que pour tenir compte des changements intervenus depuis 1921 dans la législation des retraites minières des deux pays.

1° *Bénéficiaires*

Il y a lieu de noter tout d'abord que les Conventions de 1921 et de 1927 ne visent que les régimes particuliers de retraites minières et s'appliquent exclusivement aux ouvriers, laissant en dehors de leur champ d'application les employés des mines.

Cette particularité tient au fait qu'en Belgique les employés des mines, à l'inverse de ce qui se passe en France, ne sont pas soumis au régime particulier des ouvriers mineurs, mais à celui applicable à tous les employés belges, quelle que soit la branche dans laquelle ils travaillent.

a) *Assurés n'ayant travaillé que dans un seul pays.*

La Convention de 1927 pose d'abord le principe que les ouvriers français ayant travaillé uniquement dans les mines belges et les ouvriers belges ayant travaillé uniquement dans les mines situées en France, bénéficient de tous les avantages prévus par la législation de retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays, s'ils réunissent par ailleurs les conditions requises par ces législations; les veuves et orphelins ont droit pareillement à tous les avantages prévus par les lois minières du pays où leur mari ou leur père était employé.

b) *Assurés ayant travaillé alternativement dans les mines des deux pays.*

En ce qui concerne les assurés ayant travaillé alternativement dans les mines des deux pays, la Convention prévoit (comme le faisait d'ailleurs celle de 1921) la totalisation des services pour l'attribution d'une pension. C'est là un élément absolument neuf dans le domaine des retraites minières, que les conventions passées avec la Belgique ont été les premières à prendre en considération.

Toutefois il est à remarquer que la prise en compte des années de travail accomplies dans les deux pays a pour seul effet de permettre aux intéressés de bénéficier d'une

retraite vieillesse et que cette totalisation n'est pas prévue en matière de risque invalidité ou décès.

L'article 5 de la Convention traitant des prestations accordées pour services accomplis alternativement dans les mines des deux pays stipule que pour avoir droit à une pension en raison desdits services, l'assuré doit justifier d'un minimum de trente années de travail dont trois au moins dans l'un ou l'autre pays.

La pension est attribuée à l'âge de 55 ans si ces trente années ont été accomplies tant dans les mines françaises, au jour et au fond, que dans les mines belges, au fond; elle ne l'est qu'à l'âge de 60 ans, si l'intéressé n'a été employé qu'à la surface, dans les exploitations minières belges.

De plus, lorsque l'assuré a travaillé en dernier lieu en Belgique, il doit justifier, à moins d'avoir été atteint d'invalidité prématurée, qu'il était encore occupé à la mine à l'âge de la retraite, pour pouvoir bénéficier de la pension en raison de ses services cumulés dans les mines des deux pays; cette condition n'est, toutefois, pas exigée des ouvriers licenciés par suite de la crise économique.

D'après une disposition particulière de la Convention franco-belge — et qui ne se retrouve dans aucune des autres conventions conclues entre la France et d'autres pays — le montant de la pension est égal à celui prévu par la législation la moins favorable; la part mise à la charge de chacun des deux pays contractants est ensuite calculée sur cette base, proportionnellement à la durée des services accomplis dans chacun d'eux.

Une autre disposition particulière de la Convention (alinéa 6 de l'art. 5) précise qu'en aucun cas la pension servie par la Caisse Autonome ne sera inférieure à la retraite proportionnelle prévue par la législation française, dès l'instant où le bénéficiaire compte quinze années au moins de services en France.

Enfin, lorsqu'un assuré réunit au minimum trente années de travail dans un des deux pays, c'est ce pays qui supporte seul la charge de la pension: même dans le cas où

l'intéressé compterait, par ailleurs, des services dans le second, il n'a droit, de la part de ce dernier, qu'à la rente provenant des versements capitalisés au compte ouvert éventuellement dans ses organismes d'assurance.

Quant aux veuves des ouvriers ayant effectué des services dans les mines des deux pays, elles ont droit, à l'âge de 55 ou de 60 ans, selon le cas, à une pension dont le montant global est déterminé comme pour les mineurs, d'après la législation la moins favorable.

Toutefois, celles dont les maris comptaient quinze années au moins de travail dans les mines françaises, peuvent prétendre à une retraite correspondant à ces années de présence, dès l'âge de 50 ans, leur pension étant révisée et liquidée à nouveau pour tenir compte des services totalisés tant en France qu'en Belgique, lorsqu'elles atteignent les âges de 55 ou de 60 ans ci-dessus indiqués.

Comme on l'a dit plus haut, c'est le montant de la pension prévue par la législation la moins favorable qui sert de base auxdites liquidations. En général, c'est la pension belge; or, son chiffre est fonction de toute une série d'éléments extrêmement variables: qualité civile de l'assuré, situation sociale, etc. On conçoit donc les difficultés que la Caisse Autonome et l'organisme d'assurance belge ont pu rencontrer pour effectuer des liquidations sur des bases aussi mouvantes.

L'arrangement du 7 septembre 1931, intervenu en vue de l'exécution de la Convention du 21 mai 1927 a essayé de résoudre ces difficultés; il paraît bien inutile d'entrer dans le détail de la réglementation qui a été prévue à cette occasion. On se contentera d'observer qu'en pratique, la Caisse Autonome s'est trouvée dans l'impossibilité de remettre aux intéressés un titre de pension, le montant des retraites étant susceptible de varier chaque trimestre: elle est obligée de payer les retraités par mandat spécial à chaque échéance.

Aussi les deux Gouvernements, français et belge, ont-ils désiré trouver des bases plus simples pour la liquidation des pensions des ouvriers intéressés et de leurs veuves, en adoptant un système analogue à celui qui sera indiqué

ci-après à propos de la Convention franco-polonaise du 21 décembre 1929 en ce qui touche les ouvriers occupés successivement dans les mines françaises et polonaises. Mais jusqu'ici le traité qui a été conclu à cet effet entre les deux pays et qui devrait remplacer la Convention de 1927 n'a pu être ratifié.

2° Dispositions diverses

Le jeu des dispositions de la Convention ne peut avoir pour effet de porter les pensions des ouvriers et veuves d'ouvriers à un taux supérieur à celui résultant de l'application aux intéressés de la législation la plus favorable, pour la durée totale de leurs services dans les mines. Le cas échéant, les majorations prévues doivent être réduites en conséquence.

En dernier lieu, il convient d'indiquer que les modifications qui ont été apportées à la législation de l'un ou l'autre pays postérieurement à la conclusion de la Convention ne sont pas applicables « de plano » aux bénéficiaires de cette dernière. Seules celles relatives au chiffre des prestations sont étendues de plein droit aux intéressés. Par contre, toutes les autres modifications, notamment celles ayant trait à la création de nouvelles catégories de bénéficiaires et aux conditions d'octroi des diverses prestations ne peuvent être rendues applicables aux assurés de l'un et l'autre pays qu'après conclusion d'arrangements spéciaux entre les deux Gouvernements.

Convention du 21 décembre 1929 entre la France et la Pologne

Cette Convention, on l'a déjà indiqué, a remplacé celle du 14 octobre 1920. A la différence de celle-ci, elle est spéciale aux ouvriers et employés des mines français et polonais. Elle est entrée en vigueur le 30 juin 1934.

Comme la Convention franco-belge, elle décide l'assimilation des nationaux d'un pays à ceux de l'autre. C'est par sa particularité concernant le mode de calcul des pen-

sions des ouvriers ayant travaillé alternativement dans les mines des deux pays, que la Convention franco-polonaise se distingue des conventions franco-belges qui l'ont précédée. A noter tout de suite que la totalisation des services a pour avantage de permettre aux assurés d'obtenir non seulement une retraite de vieillesse, mais également une retraite d'invalidité, et que les ayants droit (femme et enfants) peuvent aussi prétendre au bénéfice de diverses prestations par totalisation des services de leur mari ou père.

a) *Pension de vieillesse.*

L'article 8 de la Convention dispose que les services valables pour la retraite dans chacun des deux pays sont additionnés pour l'obtention de la retraite de vieillesse. Cette totalisation n'a lieu toutefois que si l'assuré justifie de trois ans au moins de présence dans les mines françaises et s'il compte une durée minimum de services en Pologne égale au tiers du délai d'attente fixé par la législation de ce pays.

Pour le calcul de la prestation à sa charge, chaque pays détermine pour ordre la pension à laquelle l'assuré aurait eu droit, d'après son statut particulier, si la totalité des services avait été accomplie dans ledit pays et il accorde à l'intéressé une pension au prorata des services accomplis dans ses propres exploitations minières. Ainsi, il suffit donc qu'un assuré totalise quinze années de services répartis, pour avoir droit à une pension à la charge de la France. Ce mode de calcul, différent de celui qu'on a trouvé dans les Conventions franco-belges, qui prennent pour base de répartition des charges entre les organismes d'assurance des deux pays le montant de la pension prévue par la législation la moins favorable, a été généralisé et se retrouve dans toutes les Conventions postérieures.

Il convient de signaler l'article 29 qui prévoit en faveur de l'assuré un complément de pension, lorsque les prestations servies par les deux pays sont inférieures à celles dont il aurait bénéficié pour ses seuls services dans

l'un d'eux; les organismes d'assurance de ce dernier ayant, dans ce cas, la charge du complément.

b) Prestations d'invalidité.

Ces prestations sont attribuées (art. 11 de la Convention), dès l'instant où l'assuré totalise, en raison de ses services miniers en France et en Pologne le minimum prévu par la législation de chaque pays pour leur obtention. Comme dans le cas précédent, la part de pension à la charge de l'un et de l'autre est déterminée au prorata de la durée des services accomplis dans chacun d'eux, toutes les autres conditions exigées étant bien entendu supposées remplies, au regard des législations particulières.

Les dispositions de l'article 29 de la Convention sont également applicables dans ce cas.

c) Pensions de veuves.

Les pensions des veuves des ouvriers ayant travaillé alternativement dans les mines des deux pays sont liquidées dans les mêmes conditions que la retraite vieillesse.

Allocations au décès et allocations d'orphelins.

Dans ce cas il n'y a pas partage de charges; c'est le pays dans lequel l'assuré a travaillé en dernier lieu qui assure le paiement de la prestation, mais pour la réalisation du minimum de présence exigé pour son attribution, les services effectués dans les deux pays sont pris en considération et totalisés (article 12 et suivants).

Enfin les modifications survenues depuis la mise en application de ce règlement, c'est-à-dire depuis le 30 juin 1934, dans les législations de chacun des deux pays contractants, ne sont pas applicables « de plano » aux bénéficiaires de la Convention. De même que dans le Traité franco-belge de 1927, seules sont étendues de plein droit les modifications concernant le chiffre des prestations; et l'extension du régime d'assurance des ouvriers et em-

ployés des mines à des nouvelles catégories de bénéficiaires, de même que les modifications aux conditions d'admission aux avantages existant au moment de la conclusion de la Convention, ne sont applicables aux assurés qu'en vertu d'arrangements spéciaux entre les deux gouvernements intéressés. Aucun n'est du reste intervenu jusqu'ici.

Pour en terminer il faut signaler que parmi les *dispositions les plus intéressantes* de la Convention, figurent celles de l'article 37, confiant le soin de résoudre les difficultés d'application susceptibles d'apparaître, à trois arbitres, dont deux désignés par les gouvernements intéressés, et le troisième, soit par les deux premiers, soit, en cas de désaccord, par le Directeur du Bureau International du Travail. Cette disposition n'a du reste jamais joué, en fait.

On a insisté volontairement sur le contenu de cette Convention, parce qu'elle constitue probablement la plus importante de toutes celles qui ont été signées dans ce domaine entre la France et des gouvernements étrangers: à la fois par l'ampleur de son application, car elle intéresse la majeure partie des ouvriers polonais travaillant en France (et l'on a vu précédemment quelle place ils tenaient dans l'économie minière), et par le rôle de *prototype*, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'elle a joué par la suite dans une large mesure.

*Convention du 2 novembre 1932
entre la France et l'Espagne*

Cette Convention est générale en ce sens qu'elle s'applique à la fois aux salariés ordinaires et aux ouvriers et employés des mines.

En ce qui concerne spécialement les ouvriers et employés des mines et leurs ayants-droit, les Espagnols sont traités comme les Français pour les services effectués en France, à condition que leurs droits soient nés depuis le 1^{er} janvier 1924, date de mise en application de la Convention. Le même traitement est accordé sous la même

réserve aux assurés français et à leurs ayants-droit ayant travaillé dans les mines espagnoles.

Comme dans la Convention franco-polonaise du 21 décembre 1929, les services effectués alternativement dans les mines de l'un et l'autre pays peuvent être totalisés pour assurer aux ouvriers intéressés et à leurs ayants-droit le bénéfice d'une prestation de vieillesse, d'invalidité ou de décès. Toutefois, l'application des dispositions relatives à cette totalisation a été subordonnée à la conclusion d'arrangements spéciaux à intervenir entre le Gouvernement français et le Gouvernement espagnol. Ces arrangements n'étant pas encore conclus, il en résulte qu'à l'heure actuelle aucun ouvrier ou employé ayant alternativement travaillé dans les exploitations minières des deux pays ne peut bénéficier d'une pension pour l'ensemble de ses services.

Le même arrangement doit également régler la situation des assurés dont les droits sont nés avant le 1^{er} janvier 1934; ces assurés n'ont donc pas pu, jusqu'à l'heure actuelle, prétendre à une pension.

Accord franco-allemand relatif aux Assurances sociales en Sarre, signé à Naples le 18 février 1935

Cet accord prévoit que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une Convention franco-allemande, les ouvriers et employés, quelle que soit leur nationalité, qui auront été affiliés aux Assurances sociales, ainsi que leurs ayants-droit, bénéficieront intégralement, à partir du 1^{er} mars 1935, des rentes et pensions acquises en France, en Allemagne et en Sarre. En attendant la mise en vigueur de cet Accord, les organismes d'assurances de France et d'Allemagne liquideront, à titre provisoire, les droits des assurés ayant été successivement ou alternativement affiliés aux Assurances sociales en France et en Sarre, ou en France, en Allemagne et en Sarre. Cette liquidation aura lieu, conformément aux dispositions de la Convention générale du 29 juillet 1932 entre la France et l'Allemagne et de l'accord complémentaire du 17 septembre 1932 concernant les régimes spéciaux de retraites minières. Le mode de liqui-

dation prévu par ces textes est le même que celui de la Convention franco-polonaise du 21 décembre 1929.

Convention franco-sarroise du 27 mai 1926

Cette Convention, qui n'a eu qu'une application limitée dans le temps, posait en principe que les ouvriers et employés sarrois travaillant en France, ainsi que les ouvriers et employés français occupés dans le territoire de la Sarre seraient soumis au régime d'assurance vieillesse-invalidité, décès prévu par la législation du pays où ils travaillaient et que, par voie de conséquence, ils bénéficieraient intégralement de cette législation, ainsi que leurs ayants-droit.

Toutefois, par dérogation à cette disposition, les ouvriers et employés sarrois occupés en France par une entreprise sarroise ayant son siège social en Sarre, ou les Français occupés en Sarre par une entreprise ayant son siège social en France, pouvaient opter pour le régime d'assurance vieillesse-invalidité-décès prévu par leur pays d'origine, auquel cas leurs versements devaient être transférés aux organismes d'assurance de ce pays.

La Convention franco-sarroise ne contenait aucune disposition relative au cumul des services.

Conventions non applicables parce qu'elles ne sont pas encore ratifiées

Convention générale du 29 juillet 1932 entre la France et l'Allemagne sur les Assurances sociales et II^e Accord complémentaire de la Convention générale du 29 juillet 1932 entre la France et l'Allemagne sur les Assurances sociales (Régimes particuliers de retraites dans les exploitations minières).

Cette Convention est conçue sensiblement dans le même esprit que la Convention franco-espagnole du 2 novembre 1932; c'est-à-dire qu'elle assure aux ouvriers étrangers ayant travaillé exclusivement en France, le bénéfice du régime d'assurance prévu par le Code, et inversement aux ouvriers ayant travaillé exclusivement en Alle-

magne le bénéfice de celui applicable dans ce pays. L'accord particulier relatif au régime de retraites minières a été conclu spécialement pour l'attribution de prestations en faveur des ouvriers et des ayants-droit d'ouvriers qui invoquent des services effectués alternativement dans les mines des deux pays et également pour régler les questions de rétroactivité.

*Arrangement du 13 août 1932 entre la France et l'Italie
sur les Assurances sociales*

Cet arrangement reproduit les termes de la Convention générale du 29 juillet 1932 entre la France et l'Allemagne.

B) Régime du décret de coordination du 3 mai 1939

C'est l'article 19 de ce décret qui règle la situation des travailleurs étrangers.

Il s'exprime comme suit:

« Les travailleurs étrangers, ainsi que leurs ayants-droit, bénéficient des avantages résultant du présent décret, sous réserve des dispositions de l'article premier, « paragraphe 6 du décret-loi du 28 octobre 1935.

« Ils n'ont droit aux compléments de pension de l'assurance vieillesse visés à l'article 7, paragraphe 3, et aux « articles 9, 10 et 11 du présent décret, ainsi qu'aux avantages prévus en cas de chômage aux articles 17 et 18, « que s'il a été passé à cet effet une convention avec leur « pays d'origine. »

Les compléments de pension visés dans les articles auxquels se réfère le second alinéa de l'article 19 ci-dessus rappelé sont en réalité ceux accordés en matière de retraite vieillesse: il en résulte que les assurés étrangers et leurs ayants-droit peuvent prétendre à tous les autres avantages prévus par le décret de coordination, même en l'absence d'un traité de réciprocité, à condition toutefois qu'ils résident en France (alinéa premier du paragraphe 6 de l'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié).

Les prestations auxquelles ils ont droit sont, en ce qui les concerne personnellement:

- 1° la rente capitalisée à leur compte d'assurance vieillesse;
 - 2° les pensions temporaires d'invalidité;
- et en ce qui concerne leurs ayants-droit:
- 1° l'allocation au décès au profit du conjoint, des descendants et des ascendants à charge;
 - 2° la pension temporaire d'orphelins pour la veuve ayant au minimum trois enfants âgés de moins de 14 ans ou pour chaque enfant, lorsque ceux-ci sont orphelins de père et mère.

Naturellement, les traités internationaux peuvent assurer le bénéfice des pensions de vieillesse aux ouvriers d'origine étrangère. Les mêmes traités peuvent, par ailleurs, relever ces assurés et leurs ayants-droit de la déchéance qu'ils encourent lorsqu'ils vont résider dans leur pays d'origine.

CONCLUSION

C'est tout à l'honneur de la corporation minière d'avoir su conserver, durant la période tumultueuse de 1936-1938, le calme et la pondération auxquels on a déjà si souvent eu l'occasion de rendre hommage (1). Il semble bien que les mineurs aient à ce moment été étonnés, voire même inquiétés par un mouvement social visiblement trop rapide, et surtout en désaccord si manifeste avec la position et les tendances politiques des pays voisins. Sans doute ont-ils naturellement bénéficié des avantages qui leur furent accordés, sans doute participèrent-ils, comme l'exigeait la discipline des organisations auxquelles ils étaient affiliés, à toutes les grandes manifestations qui se succédèrent de 1936 à 1938. Mais les grèves qui leur furent imposées ne furent ni violentes ni prolongées; les rapports de leurs syndicats avec le patronat demeurèrent toujours courtois; et leurs revendications, en matière de retraites notamment, restèrent modérées, ne portant en fait que sur les taux en vigueur, et ne visant qu'à titre tout à fait exceptionnel les principes mêmes de l'assurance. Les mineurs y gagnèrent au moins une chose: le jour où se produisit l'inévitable réaction, ils ne perdirent rien, n'ayant rien acquis.

Si le présent ouvrage, commencé en 1937, avait été publié à ce moment, sa conclusion aurait inévitablement porté l'empreinte de ce climat. On y aurait insisté sans doute sur le caractère éminemment temporaire des résultats acquis; on y aurait surtout cherché à déceler l'évolution prochaine de la matière examinée, ses perfectionnements probables, ses améliorations attendues; on s'y serait excusé enfin, de n'avoir fourni au lecteur, dans le travail entrepris, que la description d'un système dont les dispositions présentes seraient rapidement périmées.

Le hasard et les circonstances ont fait que la rédaction de ce livre s'achève au cours des mois tragiques de l'hiver 1940-1941. On retrouvera les mêmes réticences quant

(1) En 1936, la Fédération cégétiste comptait 90.000 mineurs, la Fédération unitaire: 10.000!

à la pérennité du régime étudié: seulement il ne s'agit plus du tout d'une marche vers l'avant, vers le bien-être...

On ne peut qu'avoir été frappé en lisant les développements précédents, par l'impression remarquable d'ordre et de simplicité qui se dégage de l'organisation générale des retraites minières. Certes, bien des imperfections y subsistent, et parfois même des anomalies. Mais elles ne concernent, dans l'immense majorité des cas, que des points de détail n'affectant en rien le bon équilibre des principes, ni le fonctionnement pratique de l'assurance; et les critiques s'adressent en général beaucoup plus à l'insuffisance du reste inévitable du montant des prestations, qu'aux règles concernant les obligations des assujettis, ou la liquidation de leurs droits.

On s'est efforcé, tout au long de cet ouvrage, de faire à propos de chacune des questions étudiées, le tour des critiques possibles. Inversement, on est revenu à maintes reprises sur l'heureux agencement d'un régime dont les bases initiales cependant furent souvent si confuses, et sur le bon sens qui a présidé à son évolution. Il paraît donc tout à fait inutile de s'étendre plus longuement sur le jugement qu'il convient de porter sur lui: le lecteur a eu tout le loisir d'en apprécier l'exceptionnelle harmonie.

Ce résultat doit être attribué pour une large part, à l'influence exercée dans ce domaine par la Caisse Autonome: celle-ci a permis, comme on l'a déjà dit, l'établissement de contacts fréquents entre les délégués élus d'employeurs et de salariés déjà naturellement enclins à la modération, placés par ailleurs aux côtés de représentants de l'Etat promus en somme au rang d'arbitres. Et grâce à cette collaboration de tous les instants, le régime ne s'est pas figé, comme tant d'autres, dans un état d'où n'auraient pu l'arracher que les réactions violentes des intéressés. Il s'est amélioré petit à petit, sans à-coup, sans violence; et le jour où les mouvements sociaux ont pris le rythme désordonné que l'on sait, son évolution s'est dissociée de la tendance générale, et demeurant dans les limites du possible, a évité aux mineurs une réaction inutile et douloureuse.

Le plus bel hommage qu'on puisse rendre à l'organisation des retraites minières en France, c'est précisément l'adhésion à peu près unanime à ce jugement, des assurés et de leurs employeurs, dont la charge est pourtant déjà lourde, et les obligations si nombreuses. En vérité, on se trouve là en présence d'un ensemble législatif particulièrement bien ordonné, qui a su conserver, en dépit de multiples remaniements des textes initiaux, une harmonie tout à fait remarquable. Et si paradoxal que cela puisse paraître, la seule question que l'on soit vraiment autorisé à se poser, est celle de savoir si le régime n'est pas trop beau, et si son originalité, dans les circonstances présentes, ne mérite vraiment que des approbations.

L'illogisme, et même on peut le dire, le caractère anarchique de l'organisation des retraites en France, ne saurait échapper à un esprit tant soit peu critique. Sans parler des fonctionnaires, déjà soumis à des règles propres, quantité de groupements professionnels ou administratifs échappent au régime commun, et bénéficient de prestations différentes, dont le principe, la constitution et l'octroi sont eux-mêmes soumis à des législations disparates.

La multiplicité des organes de gestion et les frais inutiles qu'elle entraîne, la complication inextricable des règles d'application, notamment dans le cas des assurés passant d'un régime à l'autre, sont déjà très critiquables: l'inégalité des traitements, l'étanchéité des cloisons séparant les différents systèmes (1) méritent tout autant de retenir l'attention.

(1) Il est à cet égard piquant de constater que l'ouvrier ayant pratiqué, en France même, plusieurs métiers, peut être beaucoup moins bien traité que celui ayant travaillé successivement dans des pays différents! On a vu que, dans ce second cas, diverses conventions internationales prévoyaient la prise en compte, sans distinction, des années de travail. Le salarié qui, au contraire, a été employé en France, par exemple dix ans dans les mines, dix ans dans les chemins de fer, et dix ans dans la marine marchande, a toutes les chances de ne recevoir qu'une pension infime: les trois régimes de retraite correspondants sont volontairement très généreux, pour tenir compte du caractère pénible du métier, mais comme chacun d'eux exige pour l'octroi des majorations un minimum d'affiliation qui peut n'avoir pas été atteint, et comme d'autre part, ils s'ignorent totalement, l'intéressé risque de ne pouvoir prétendre à la fin de sa vie qu'à la liquidation des seules rentes acquises auprès des trois organismes d'assurance.

Il n'est certes pas question de suggérer un nivellement des retraites dont le principe, tout en étant infiniment moins dangereux qu'en matière de rémunérations, ne paraît cependant pas souhaitable. Certaines considérations telles que la dureté du métier, l'usure rapide de l'organisme, justifient pleinement le maintien de différences dans le montant des prestations et plus encore dans la détermination de l'âge à partir duquel elles doivent être accordées. L'on conçoit ainsi parfaitement que les ouvriers des mines soient admis à déposer l'outil avant ceux des autres professions (l'écart ne doit cependant pas être excessif, et l'attribution de l'allocation temporaire, à partir de 50 ans, semble bien à cet égard n'être pas à l'abri de toute critique!).

Mais au moins, que le régime des retraites, dans l'ensemble du pays, soit simplifié, uniformisé, codifié! Depuis bien des années déjà la réforme apparaissait souhaitable: aujourd'hui, elle s'impose impérieusement. De toute évidence, les régimes d'assurance retraite, et celui des mines au premier chef, tendent de plus en plus vers une forme mutualiste, combien préférable à celle qui, sous le signe de la capitalisation, s'était maintenue jusqu'à une époque récente. L'évolution ne doit pas s'arrêter là! La solidarité ouvrière qui a commencé de s'épanouir dans la nouvelle formule doit s'échapper du cadre trop étroit de l'organisation corporative. Les ressources des industries florissantes, ou protégées, des groupements administratifs, doivent venir se mêler, au moins en partie, à celles des professions moins favorisées. Ce sera là, à n'en pas douter, l'un des plus beaux apports que l'on puisse faire à la reconstruction de cette solidarité nationale annihilée par vingt années de prospérité et d'égoïsme! Car l'heure est bien venue, pour chacun, de prendre honnêtement, fraternellement, sa part du sacrifice commun...

La France est vaincue, profondément vaincue, matériellement et moralement, comme elle l'a rarement été dans son histoire. Ses pertes sont immenses, son économie brisée. La route qui s'ouvre désormais devant elle sera dure et douloureuse. Elle exigera un courage, une force

d'âme, et surtout une abnégation de soi-même, que le pays ne connaissait plus guère.

Mais les épreuves grandissent un peuple. Et c'est le souvenir des grandes heures vécues ensemble, a dit Michelet, qui fait une Nation. La France traverse aujourd'hui une de ces heures, une de ces heures historiques où les sentiments, les morales, se refondent au creuset du malheur commun.

D'aucuns ont prétendu chercher les sources de cette rénovation spirituelle dans les institutions politiques et sociales, dans les méthodes de gouvernement, voire même dans les mystiques qui paraissent avoir fait précisément la supériorité du pays vainqueur. On fera également appel à lui dans ce livre même, mais on se contentera, et c'est par là que s'achèvera cette conclusion, de rappeler quelques conseils historiques qui lui furent donnés, un jour où lui aussi traversait des heures sombres.

C'était en 1807. La Prusse était envahie, et par les Français... Le pays était écrasé, matériellement et moralement. Il était occupé presque entièrement par les troupes ennemies. Sa résistance morale avait cédé d'un seul coup; il avait perdu tout ressort. Et alors, dans l'hiver 1807-1808, une voix s'est élevée, celle d'un Professeur de philosophie à l'Université de Berlin, Fichte, pour rappeler aux vaincus d'alors quelques dures vérités:

« Les causes de nos désastres, a-t-il dit, ce ne sont pas
« tant les individus qui occupaient par hasard les hautes
« situations, que la combinaison et l'enchevêtrement de
« l'ensemble : l'esprit général de l'époque, les erreurs,
« l'ignorance, la légèreté, la pusillanimité et par suite l'in-
« certitude inévitable de toutes les entreprises; en un mot
« c'est dans l'ensemble des mœurs qu'il faut chercher ces
« causes. Rêvons moins de malignité et de trahison! L'in-
« intelligence et l'incurie suffisent presque partout pour
« expliquer les événements. Et elles constituent une faute
« dont personne ne devrait s'absoudre sans un sérieux
« examen de conscience... »

« Si nous sommes arrivés à ne plus voir clair dans
« notre situation, à ne plus avoir d'idées, à ne plus vivre

« que dans un aveugle laisser-aller, c'est précisément parce
« que nous étions heureux, dans la satisfaction de nous-
« mêmes et de notre conduite. Les choses avaient marché
« jusqu'ici et continuaient à marcher tant bien que mal. A
« quiconque nous engageait à réfléchir, nous exposions
« triomphalement, au lieu de le réfuter, notre existence
« qui se continuait sans que nous eussions besoin d'y pen-
« ser. Mais les choses ne marchaient que parce qu'on ne
« nous avait pas mis à l'épreuve... »

Et après avoir ainsi défini l'origine du mal, Fichte a prononcé cette phrase remarquable, qui s'applique si complètement à la France meurtrie de 1940, cette phrase où il rappelait à ses concitoyens, le vrai remède, l'unique remède capable de refaire d'une façon durable et profonde l'âme d'un peuple :

« Le seul moyen que je propose pour sauvegarder
« l'existence de la nation, c'est la transformation absolue
« du système d'éducation en vigueur jusqu'à ce jour...
« L'ancienne éducation pouvait meubler la mémoire de
« certains mots, de certaines locutions, imprégner l'imagi-
« nation froide et insensible de quelques images vagues et
« pâles; mais elle n'a jamais réussi à peindre l'ordre mo-
« ral du monde avec suffisamment de chaleur pour éveil-
« ler chez les élèves l'amour ardent, la nostalgie de cet
« ordre moral, cette émotion profonde devant laquelle
« l'égoïsme disparaît comme les feuilles mortes au souffle
« du vent... »

Wiesbaden, 16 janvier 1941.

NOTE

Ce livre ne comporte pas de Bibliographie, les appels qu'on a pu faire à des ouvrages existants étant très peu nombreux, et la quasi totalité de la documentation ayant été puisée dans les textes de lois, de décrets, plus encore dans les archives de la Caisse Autonome.

TABLE ANALYTIQUE

A

Accidents (périodes de repos pour), p. 109, 178, 181.
 Accidents du travail, p. 108, 181.
 Administrateurs de syndicats, p. 71, 105.
 Administration de la Caisse Autonome, p. 118.
 Allocations:
 Au décès, p. 219.
 De chauffage, p. 231.
 Familiales, p. 196, 208.
 Temporaires, p. 196.
 Alsace-Lorraine, p. 168.
 Ardoisiers, p. 72, 148.
 Assurances sociales (Caisses d'assurance), p. 166.

B

Blessures (Périodes de repos pour), p. 177, 180.
 Bordereaux, p. 89.
 Budgets de la Caisse Autonome, p. 124.
 Bulletins de renseignements, p. 87.

C

Caisse (d'assurances sociales), p. 166.
 Caisse Autonome, p. 117.
 Caisse des Dépôts et Consignations, p. 155.
 Caisses de secours, p. 28, 30.
 Statuts, p. 32.
 (Voir aussi Sociétés de secours.)
 Capital réservé.
 (Voir Versements.)
 Capitalisation, p. 132, 139, 153.
 Capitaux (Gestion des), p. 127, 155.
 Certificats:
 d'inscription, p. 86, 89.
 de camarades, p. 164.
 Charbon:
 Mines, production, p. 14.
 Chauffage (allocation de), p. 231.
 Chômage, p. 108, 181.
 (Risque chômage), p. 229.
 Commissions.
 (Voir Conseil d'Administration.)
 Commissions locales, p. 188.

Comptabilité, p. 127, 129, 156, 237.
 Comptes individuels, p. 87.
 Concessions, p. 77.
 Conseil d'Administration de la Caisse Autonome, p. 118.
 Attributions, p. 123.
 Commissions, p. 124.
 Elections, p. 118.
 Organisation, p. 121.
 Conseil général des mines, p. 63.
 Contribution de l'Etat, p. 145.
 Contrôles:
 financier, p. 128, 160.
 technique, p. 161.
 Conventions de 1903, p. 41, 45.
 Conventions internationales.
 (Voir Traités.)
 Coordination, p. 190, 198, 213, 224.
 Cotisations *(Voir Taux.)*
 Cotisations fictives, p. 200, 230.
 C.R.O.M.A.L., p. 168.

D

Décès (Risque), p. 219.
 Décompte des pensions, p. 147.
 Délégués mineurs, p. 68, 102.
 Directeur de la Caisse Autonome, p. 126.
 Dépendances légales, p. 67.
 Domaine d'application du régime, p. 57.

E

Elections au Conseil d'Administration, p. 118.
 Employés, p. 69.
 Entrepreneurs, p. 61.
 (Personnel des), p. 62.
 Equilibre budgétaire de la Caisse Autonome, p. 150.
 Etrangers, p. 80, 239.

F

Fédération Nationale, p. 44, 50.
 Fer (Mines, production), p. 17.
 Fiche individuelle, p. 88.
 Fond (ouvriers du), p. 66.
 Fonds d'assurance, p. 99, 139.

Ressources, p. 99, 137.
Fonds spécial du charbon, p. 100.
Fonds spécial de répartition:
Ressources, p. 99, 137, 144.
Charges, p. 146.

G

Gestion financière, p. 154, 155.
Grèves, p. 182.
Guerre de 1914-1918, p. 183.

H

Historique, p. 25.
Houille (*Voir Charbon*).

I

Industries annexes:
Définition, p. 67.
Assimilation, p. 72, 74.
Immeubles, p. 159.
Intérêt (Taux de l'), p. 139.
Invalidité (Risque), p. 204.
Allocation mensuelle, p. 207.
Des deux tiers, p. 205.
Pension (d'), p. 204.
Retrait de la pension, p. 213.

J

Jour (Ouvriers du), p. 66.
Jurisprudence, p. 163.

L

Limites d'application du régime, p. 59.
Limite des versements, p. 100.
Liquidation des pensions, p. 234.
Livrets individuels, p. 87, 235.
Loi du million, p. 42.

M

Maladie, p. 109, 178.
Médecins des Compagnies, p. 60.
Million (loi du), p. 42.
Mines:
(Industrie des), p. 11.
(Travail dans les), p. 19.
Travail minier, p. 65.
Mineurs (Définition), p. 57, 66.
Mortalité (Taux de), p. 141.

O

Obligations des assujettis, p. 85.
Administratives, p. 86.
Financières, p. 91.
Organisation de la Caisse Autonome,
p. 118.
Organisation judiciaire, p. 163.
Orphelins (Pensions), p. 223.
Ouvriers, p. 66.

P

Paiement:
des cotisations, p. 98.
des pensions, p. 234.
Participation aux bénéfices, p. 93.
Pensions:
de base, p. 51, 147, 149.
fictives de base, p. 148.
du Titre IV, p. 38, 147, 149.
Périodes de repos, p. 178, 181.
Permis d'exploitation, p. 77.
Placement des capitaux, p. 157.
Précompte, p. 98.
Prestations, p. 173.
Primes de Sainte-Barbe, p. 93, 96.
Privilèges de la Caisse Autonome.
(*Voir Recours*.)
Prorata au décès, p. 237.

R

Recherche des mines, p. 78.
Recours de la Caisse Autonome, p. 110.
Régime financier de la Caisse Auto-
nome, p. 132.
Remariage des veuves, p. 227.
Répartition:
(Méthode de la), p. 135, 153.
(des ressources entre les) Fonds
de la Caisse Autonome, p. 137.
Réserve du capital (*Voir Versements*).
Responsabilité des employeurs, p. 110.
Ressources de l'Assurance, p. 53.
Retraites:
de vieillesse, p. 193.
proportionnelles, p. 52, 195.
Risques couverts, p. 190.
Chômage, p. 229.
Décès, p. 219.
Invalidité, p. 204.
Vieillesse, p. 192.

S

Sainte Barbe (*Voir Primes*).
Salaire:
Annuel moyen, p. 201.
Détermination, p. 60, 92.
Maximum, p. 100.

Salariat, p. 59.
Services miniers, p. 176.
 Calcul, p. 178.
 Preuve, p. 187.
Service militaire, p. 186.
Sociétés de secours, p. 166.
 (Personnel des), p. 75.
 (Versements des), p. 107.
Syndicats (Administrateurs), p. 71,
 105.

T

Tâcherons (*Voir Entrepreneurs*).
Taux des cotisations, p. 99.
Traités de travail entre France et :
 Allemagne, p. 252, 253.
 Belgique, p. 244.
 Espagne, p. 251.

Italie, p. 242, 254.
Pologne, p. 243, 248.
Travaux de recherche des mines, p. 77.
Trésorier, p. 127.

V

Versements :
 A capital réservé, p. 106, 147.
 Facultatifs, p. 106, 148.
 (Modes de), p. 98.
 Régime normal, p. 92.
 Régimes spéciaux, p. 102.
Veuves :
 Décompte des pensions, p. 149.
 Pensions, p. 225.
 Remariage, p. 227.
Vieillesse (Risqué), p. 192.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION A L'ETUDE DES RETRAITES MINIERES	9
<i>Section 1.</i> — L'industrie minière en France	11
<i>Section 2.</i> — Le travail des mines	19
TITRE PREMIER	
HISTORIQUE DU REGIME DES RETRAITES MINIERES.	23
CHAPITRE PREMIER. — Les origines de la législation..	27
CHAPITRE II. — Le régime de la loi de 1894.....	38
CHAPITRE III. — L'évolution contemporaine	48
(Loi du 25 février 1914, et suivantes.)	
TITRE II	
DOMAINE D'APPLICATION DU REGIME DES RETRAITES MINIERES	53
CHAPITRE IV. — Limites relatives au caractère de l'emploi	59
<i>Première condition:</i> Le salariat	59
<i>Deuxième condition:</i> Le métier de mineur	65
<i>Troisième condition:</i> Le travail à la mine.....	76
CHAPITRE V. — Limites relatives à la situation du sa- larié	79
TITRE III	
OBLIGATIONS DES ASSURES ET DE LEURS EMPLOYEURS	83
CHAPITRE VI. — Obligations administratives	86
CHAPITRE VII. — Obligations financières	91

	Pages
<i>Section 1.</i> — Régime normal des versements.....	92
<i>Section 2.</i> — Régimes spéciaux de versements	102
<i>Section 3.</i> — Participation des Caisses de secours à la constitution des retraites minières	107
<i>Appendice.</i> — Responsabilités et garanties	110

TITRE IV

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

ET FINANCIERE DE L'ASSURANCE.....	113
-----------------------------------	-----

CHAPITRE VIII. — La Caisse Autonome de retraites des ouvriers mineurs

<i>Section 1.</i> — Organisation administrative	118
1. Conseil d'administration	118
2. Services administratifs	125
<i>Section 2.</i> — Organisation financière	132
1. Le régime financier	132
Fonds d'assurance	139
Fonds de répartition	144
2. La gestion financière	155
3. Contrôles	159
<i>Section 3.</i> — Organisation judiciaire	163
<i>Appendice.</i> — Les autres caisses de retraites	166
Les caisses de secours	166
La caisse des retraites des ouvriers mineurs d'Alsace-Lorraine	168

TITRE V

LES PRESTATIONS

CHAPITRE X. — Les services miniers

CHAPITRE XI. — Les risques couverts

<i>Section 1.</i> — Le risque vieillesse	192
1. Ouvriers ayant effectué plus de 15 ans de services miniers	193
2. Ouvriers ayant effectué moins de 15 ans de services miniers	198

	Pages
<i>Section 2. — Le risque invalidité</i>	204
1. Régime du Code	204
2. Régime des décrets de coordination	213
<i>Section 3. — Le risque décès</i>	219
1. Allocations au décès	219
2. Pensions des orphelins	223
3. Pensions des veuves	225
<i>Section 4. — Le risque chômage</i>	229
<i>Section 5. — Allocation de chauffage</i>	231
<i>Appendice. — Liquidation et paiement des pensions</i>	234
CHAPITRE XII. — Les étrangers	239
CONCLUSION	257
TABLE ANALYTIQUE	265

